REVUE

DES

DEUX MONDES

XXXe ANNÉE. — SECONDE PÉRIODE

PARIS. — IMPRIMERIE DE J. CLAYE
RUE SAINT-BENOIT, 7

REVUE

DES

DEUX MONDES

XXXe ANNÉE. — SECONDE PÉRIODE

TOME TRENTIÈME

PARIS
BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES
RUE SAINT-BENOIT, 20

1860

TROIS MINISTRES

DE L'EMPIRE ROMAIN

SOUS LES FILS DE THÉODOSE.

RUFIN, EUTROPE, STILICON.

I.

RUFIN.

Deux grandes révolutions, auxquelles deux grands empereurs donnent leur nom, ouvrent et ferment le IVe siècle, et comme toute la politique romaine était alors dans la religion, ces deux révolutions furent religieuses. Inauguré par Constantin, le premier empereur chrétien, ce siècle finit avec Théodose, l'empereur catholique. Constantin avait fait du christianisme une seconde religion de l'état à côté du polythéisme. Théodose voulut qu'il n'y eût plus dans l'empire qu'un seul culte officiel et public, le christianisme, et au sein du christianisme une seule communion, celle qui relevait de la foi de Nicée et qu'on appelait *catholique*. A cette grande œuvre de l'unité religieuse il voua tout ce qu'il avait de puissance et de génie. C'est pour la fonder en Orient qu'il accepta des mains de Gratien l'empire de Constantinople, livré depuis Constance au débordement de toutes les hérésies; c'est pour l'établir également en Occident qu'il soutint deux luttes formidables contre les tyrans Maxime et Eugène, soutenus par le sénat de Rome. La dernière de ces luttes offrit au monde l'étrange spectacle d'une coalition des communions chrétiennes dissidentes avec le paganisme, au nom de la liberté des cultes; l'on vit, sous l'autorité du sénat romain, les doctrines

proscrites par l'église donner la main aux plus folles superstitions de la magie pour combattre la foi catholique. Mais elles furent vaincues elles-mêmes en la personne d'Eugène et d'Arbogaste au pied des Alpes-Juliennes, près des bords de la Rivière-Froide, le 6 septembre 394, après une bataille longtemps indécise; les lois d'unité purent alors être proclamées en Italie. Toutefois le vainqueur était frappé à mort. Atteint d'une hydropisie, double fruit des fatigues de la guerre et des agitations violentes de la politique, Théodose n'entra dans Milan que pour en sortir bientôt au fond d'un cercueil.

La maladie qui enlevait ainsi le fondateur de l'unité catholique cinq mois après une victoire disputée menaçait d'emporter avec lui son ouvrage. Si l'Orient était définitivement conquis à sa pensée, il n'avait rien gagné en Occident qu'une bataille; l'armée d'Eugène n'était pas dissoute, les vainqueurs et les vaincus de la Rivière-Froide restaient toujours en présence, prêts à reprendre la lutte au moindre signal. Revenu de sa première frayeur, le parti des religions dissidentes ressoudait çà et là ses tronçons épars, tandis que des rigueurs impolitiques décrétées contre les chefs du sénat, dans l'enivrement du succès, ne faisaient qu'accroître leur influence et les pousser à de nouveaux efforts. La paix semblait donc suspendue au dernier souffle de l'empereur moribond. Aussi, à mesure que la maladie marchait vers un terme fatalement prévu, le sénat, centre de toutes les oppositions, prenait une attitude plus confiante et plus libre; l'armée païenne s'agitait, et les exilés ne quittaient plus l'Italie. En face de tant d'embarras qu'il allait léguer à de jeunes enfans, faibles de corps autant que d'esprit, et qui ne promettaient guère de devenir des hommes, l'âme de Théodose se troubla; le père craignit pour sa famille, le politique pour son idée, le catholique pour sa foi, et cette volonté si hardie, si persévérante, si exclusive, recula devant son œuvre. D'une main à demi glacée par la mort, le vainqueur d'Eugène traça les articles d'une loi d'amnistie, recommandant en outre au ministre qui l'assistait dans ce moment suprême et devait être le principal conseiller de ses fils une politique plus tolérante que la sienne et un retour à la conciliation des partis. Tel fut ce testament de Théodose, moitié oral et moitié écrit, qui, interprété, commenté, amplifié, loué par les uns, nié et combattu par les autres, donna lieu plus tard à tant de controverses et de sanglans débats. Sous le poids de ces amers pressentimens, le dernier des grands césars rendit son âme au Dieu dont il avait servi seize ans la cause avec une conviction passionnée.

I.

Le ministre qui l'assistait à son lit de mort, et qui reçut de lui des instructions verbales pour ses fils, était un Barbare d'origine,

le maître des milices, Stilicon, dont Théodose avait fait presque un gendre en le mariant à sa nièce Sérène, élevée près de lui comme une fille. Il crut sage, en mourant, de remettre la protection de tous les siens aux mains de cet homme comblé de ses bienfaits, et en lui conférant la tutelle légale d'Honorius, son second fils, à qui il laissait l'empire d'Occident, il le pria de veiller également sur Arcadius, l'aîné, déjà empereur d'Orient, et de ne les point distinguer dans son amour. Cette pieuse sollicitude d'un père mourant envers ses fils, ce mandat de protection donné à un gendre et à un ami, Stilicon les présenta plus tard comme un acte politique, une délégation expresse de la direction des deux princes et de la régence des deux empires; mais Arcadius avait près de lui, comme préfet du prétoire, un autre ministre de son père, à qui celui-ci, en quittant Constantinople, avait confié la garde de ce fils et l'administration du domaine oriental. Or le préfet d'Arcadius n'était pas homme à se laisser déposséder sans résistance. On pouvait entrevoir là plus d'une cause de dissension; aussi l'empereur catholique eut à peine fermé les yeux que la discorde éclatait autour de son cercueil avant de passer de sa famille dans l'empire.

Arcadius avait alors dix-huit ans, et son extérieur révélait au premier coup d'œil une extrême débilité d'esprit et de corps. Il était petit, grêle, presque noir, et sa physionomie timide, ses paupières à demi baissées, lui donnaient l'aspect d'un homme toujours somnolent, en qui ne résidait pas la plénitude de la vie. Son esprit n'était guère plus éveillé. Associé au trône impérial dès l'âge de six ans, et, par une singulière préoccupation paternelle, placé dans ses études sous la double direction d'un prêtre catholique et d'un philosophe païen, le fils aîné de Théodose n'avait jamais rien écouté que les flatteries de ses complaisans et les leçons des eunuques du palais. Au contact de ces derniers, il avait puisé un orgueil démesuré, une astuce profonde, et contre le préfet du prétoire Rufin, dont son père lui avait imposé la tutelle, une haine qui, pour être bien dissimulée, n'en était que plus implacable. Moins âgé d'environ sept ans, assez beau de corps et plus vif dans son allure, Honorius, le second fils de Théodose, n'était pas au fond plus intelligent et plus homme que le premier : il se développa même chez lui, à l'âge de la puberté, on ne sait quelle humeur bizarre, mêlée de froideur et de passion, une alternative de longues indifférences et d'ardeurs soudaines et passagères, où les uns trouvèrent l'indice d'une louable continence, tandis que les autres n'y voulurent voir qu'une impuissance naturelle, justifiée par la stérilité de ses deux mariages. A ce sujet, le bruit s'accrédita que la femme de Stilicon, Sérène, poussée par le désir de livrer le trône impérial à son propre fils, avait éteint dans le jeune Honorius, au moyen d'un breuvage, tout espoir de

postérité, ce qui ne l'avait pas empêchée de lui donner plus tard ses deux filles pour épouses. Subordonné dès l'enfance à un frère supérieur en âge et en dignité, le nouvel auguste d'Occident avait éprouvé de la part de ce frère, ou des domestiques qui le servaient, des humiliations dont il brûlait de se venger quand il régnerait à son tour : tels étaient les deux princes, successeurs de Théodose.

Après Honorius venait dans la famille impériale une sœur plus jeune que lui, fille d'un second mariage de leur père avec cette belle Galla, fille elle-même de l'impératrice Justine et de Valentinien Ier, dont Théodose devint épris rien qu'en la voyant, tant ses charmes étaient irrésistibles. Galla Placidia n'était encore qu'une enfant quand son père mourut; mais dans cette enfant se montraient déjà, avec les promesses d'une beauté qui rappelait sa mère, un esprit vif, élevé, une volonté inflexible, une âme plus altière que tendre, plus capable de haine que d'amour. Sa mère étant morte presque en la mettant au monde, Théodose l'avait confiée aux soins de Sérène, qui ne songea pas assez à ménager ce caractère irritable à l'excès, ou du moins qui n'y sut pas réussir. Sérène elle-même n'était pas une femme ordinaire. On la considérait dans l'empire comme un membre important de la maison impériale, et les poètes ne craignaient pas de lui donner dans leurs vers le titre de reine ou d'impératrice : elle acceptait avec orgueil ce nom qui ne lui appartenait pas, fière du grand empereur son oncle, fière surtout de son mari, qui était le premier général du monde romain, et elle soutenait cet orgueil par un esprit ferme et un grand cœur. Ces quatre personnages composaient la famille de Théodose; dans cette famille, comme on le voit, la virilité semblait avoir répudié les hommes pour passer aux femmes.

La jalousie secrète qui couvait au cœur des deux frères allait trouver, pour éclater, une excitation puissante dans l'inimitié de leurs ministres et dans la rivalité de leurs sujets. La jeune et la vieille Rome, depuis que Constantin les avait mises en présence, ne s'étaient jamais vues de bon œil : la métropole du Tibre ne pardonnait pas à celle du Bosphore sa splendeur, ses richesses, et la prédilection que lui montraient les empereurs chrétiens; elle ne lui pardonnait pas surtout d'avoir enlevé à l'Italie la plus belle moitié de ses conquêtes. Constantinople, de son côté, avait puisé chez les Grecs, qui la peuplaient, l'idée de sa supériorité sur Rome, fondée par les races latines. Il s'était formé effectivement, autour de la ville de Constantin, un empire de langue grecque enclin à s'isoler de l'Occident et à se poser vis-à-vis de l'Italie comme la partie la plus intelligente, la plus industrieuse, la meilleure du monde romain : empire vaniteux, fanfaron, querelleur, comme les nations qui le composaient. Déjà distinct par le langage et les mœurs, il tendait

à une séparation plus effective dans l'administration et la politique. Cette rivalité qui animait les races de l'Orient et de l'Occident, Constantinople et Rome, pouvait devenir, sous la main d'hommes ambitieux, un redoutable instrument de perturbation et de guerre : les tuteurs des deux princes ne manquèrent pas de s'en saisir, et tandis que Rufin se portait pour représentant absolu des intérêts de l'Orient en haine de Stilicon, celui-ci, par un sentiment opposé, embrassa le patronage exclusif des intérêts occidentaux.

Il venait de s'élever entre Constantinople et Rome une nouvelle cause de jalousie, qui cette fois n'était pas imaginaire, mais affectait au contraire assez gravement l'équilibre du monde romain. L'ancienne Grèce, déshéritée de son nom (on l'appelait alors Illyrie orientale), avait, jusqu'au principat de Théodose, dépendu de l'empire d'Occident, comme annexe de l'Italie. Il y avait dans cette délimitation administrative quelque chose d'anormal qui choquait les mœurs et les traditions historiques, car la Grèce, étrangère aux races de l'Occident, avait imposé sa langue, sa littérature, ses arts, à toute la Romanie orientale; son souffle animait cette moitié du monde romain, et Constantinople n'était rien qu'une ville grecque. Gratien, en remettant aux mains de Théodose l'Illyrie orientale, alors envahie par les Goths, avait eu pour but une meilleure organisation de la défense autour de Constantinople : c'était pour lui, suivant toute apparence, un simple arrangement temporaire ; mais Théodose, mû par des considérations d'un ordre plus élevé, voulut rendre l'arrangement définitif. Lorsque, sur son lit de mort, il régla les parts de ses deux enfans dans l'univers romain et le domaine qui serait attaché à chacune des métropoles, il comprit l'Illyrie orientale dans le domaine de Constantinople et dans le lot d'Arcadius. De cette façon, la Macédoine, les deux Épires, la Thessalie et l'Achaïe se relièrent militairement aux provinces du Bas-Danube, qu'elles touchaient par la chaîne de l'Hémus, et les deux Grèces, soumises à une administration commune, n'eurent plus entre elles d'autre barrière que la mer Égée. Ces raisons, si bonnes qu'elles fussent, ne pouvaient convaincre les Occidentaux. Rome ne vit dans une mesure de sage politique qu'une vengeance de l'empereur défunt; Honorius se crut lésé au profit de son frère, et Stilicon, cédant au courant de l'opinion populaire, laissa percer le désir que la séparation ordonnée par l'empereur défunt ne s'accomplît pas. Toutefois nul n'osa résister ouvertement en face de ce cadavre qui imposait le respect. Théodose régnait encore, sous le linceul, comme si son épée n'eût pas été enchaînée par la mort.

La trêve ne dura pas longtemps, grâce aux ministres, qui furent les premiers à la rompre. Théodose, si grand par le cœur, manquait d'une des principales qualités du souverain, le discernement des

hommes. Quand il aurait pris à tâche d'installer la discorde elle-même entre les trônes de ses fils, il n'y pouvait mieux réussir qu'en leur donnant pour tuteurs Stilicon et Rufin. Rien de plus dissemblable en effet que ces deux personnages, fatalement rapprochés par la poursuite d'un but commun, la puissance. Le prince qui avait su en faire des instrumens utiles, en les dominant par l'ascendant de son génie, ne songea pas assez que leurs talens mêmes, leur haine mutuelle et leur autorité sans contre-poids, pouvaient amener après sa mort ou l'asservissement de ses fils, ou le bouleversement de son empire.

Le régent d'Orient, Rufin, était un Gaulois né dans la ville d'Élusa, aujourd'hui Éause, au pied des Pyrénées, sous ce ciel aquitain qui semblait déjà souffler sur ses enfans l'esprit d'aventure et d'ambition. Monté de la plus basse à la plus haute condition par la seule force de son intelligence, à la fois audacieuse et déliée, opiniâtre et souple, libre d'ailleurs de tout scrupule de conscience, Rufin nous donne le modèle accompli de l'aventurier romain à la fin du IVe siècle. S'il fallait en croire une tradition empreinte évidemment des exagérations de la haine publique, l'échoppe d'un cordonnier misérable aurait abrité le berceau de celui qui devait dépasser les magnificences de Lucullus, et par l'immensité de ses déprédations laisser loin derrière lui la gloire infâme de Verrès : quoi qu'il en soit, Rufin naquit pauvre au sein d'une famille provinciale pauvre aussi et sans nom. Un poète contemporain nous peint une furie ennemie de Rome, s'élançant, du fond de l'enfer, pour arracher le Gaulois au toit paternel et le jeter sur l'empire : cette furie, on peut le croire, c'était l'ambition fiévreuse qui tourmentait alors chaque Romain, grand ou petit, l'ardeur du gain et l'espoir d'arriver à tout sans peine dans une société perpétuellement troublée. Secouant donc un jour la pauvreté de sa famille, Rufin quitta la Gaule pour aller chercher fortune comme tant d'autres. L'instinct qui le poussait aux aventures ne l'égara pas. Ébauchée peut-être dans les écoles de l'Aquitaine, à Toulouse, à Bordeaux, où professaient des rhéteurs et des grammairiens de mérite, son éducation se fit ou s'acheva en courant. Une taille élevée et noble, un regard plein de feu, une parole abondante et facile le recommandaient à l'attention dès qu'il paraissait; mais ce qui devint surtout l'instrument de son succès, ce fut son esprit vif, spontané, abondant en saillies, une intelligence applicable à tout, un discernement parfait des hommes, de ceux-là surtout qui semblaient propres à le servir, enfin un savoir-faire qui pouvait prétendre au génie.

Nous le voyons d'abord à Milan et à Rome, dans la cité de saint Ambroise et dans celle de Symmaque, étudiant, observant avec réserve : trop prudent pour se mêler aux querelles religieuses, et peut-être indifférent au fond. Il se glisse près des deux chefs célè-

bres qui se disputaient alors en Italie le gouvernement des croyances, et il est accueilli par tous deux avec une égale faveur : Ambroise l'honore du titre d'ami; Symmaque, l'arbitre des réputations littéraires en Occident, le déclare un homme éloquent, d'un goût délicat, plein d'atticisme dans ses railleries, et, ce qui peut étonner davantage, il vante la sincérité de sa parole et la sûreté de ses relations. Plus tard, il est vrai, Ambroise et lui changèrent de langage; mais tout le monde entrevit de bonne heure dans Rufin un homme qu'il fallait ménager. Tels furent ses débuts en Occident. Rome, où les avenues de la richesse et du pouvoir étaient gardées par une aristocratie puissante et jalouse, ne lui offrant pas ce qu'il cherchait, il tourna ses regards vers l'Orient. Constantinople en effet était un théâtre bien mieux approprié à ses qualités comme à ses vices; les luttes de l'esprit y tenaient plus de place qu'en Italie, et la finesse aquitanique pouvait s'exercer avec avantage à côté de l'astuce proverbiale du Syrien ou du Grec. Parvenu à se produire dans les bureaux de l'*office impérial,* carrière qui menait à tout avec un peu de faveur et de hasard, le Gaulois y serait peut-être resté longtemps malgré l'excellence de ses services, si des circonstances particulières n'eussent appelé sur lui les regards du prince.

Théodose venait d'arriver en Orient avec une mission qu'il s'était imposée lui-même dans l'ardeur de sa foi, et qui ne lui en paraissait que plus sainte : celle de ramener sous la communion de Nicée l'empire oriental, infecté d'arianisme depuis Valens. Il n'avait accepté qu'à ce prix le diadème que lui offrait Gratien. Né en Espagne et ne connaissant que l'Occident, le nouvel auguste se sentit tout d'abord isolé dans son empire, dans sa capitale, dans son palais, où il ne trouvait ou ne croyait trouver que des ariens plus ou moins dissimulés, et où les instrumens obligés de son œuvre devenaient, les premiers, suspects à ses yeux. Ce fut pour lui une bonne fortune inespérée de rencontrer, perdu dans la foule des Orientaux, un Occidental et presque un compatriote, car leurs patries d'origine n'étaient séparées que par les Pyrénées. Théodose l'attira près de sa personne, le consultant sur les choses les plus importantes, et sa confiance n'eut plus de bornes lorsqu'il découvrit dans cet habile conseiller un catholique plus fervent que lui-même. La fortune de Rufin marcha dès lors avec une rapidité qui sembla tenir du prodige. Déjà en crédit dès l'année 384, quoiqu'en dehors des hautes magistratures, on le voit, en 386, préfet du prétoire d'une des grandes divisions de l'Orient, en 390 maître des offices, c'est-à-dire ministre de l'administration intérieure et de la police, en 392 consul avec le fils aîné de l'empereur, en 394 préfet du prétoire *in præsenti*, c'est-à-dire ministre dirigeant et le premier de l'empire après l'empereur. Une faveur n'attendait pas l'autre; on mur-

murait au dehors, et les murmures arrivèrent jusqu'aux oreilles du prince. « Qu'est-ce donc? s'écria-t-il un jour impatienté des observations de ses courtisans; qui m'empêcherait de le faire empereur? » Ce mot imprudent perdit Rufin; le favori désormais ne mit plus de bornes à ses désirs ni de ménagemens dans sa conduite.

L'engouement du maître se justifiait à ses yeux par l'utilité très réelle du serviteur. Théodose prenait l'empire de Constantinople dans un état complet de dissolution : unité religieuse, unité politique et jusqu'à la sûreté du territoire, tout avait été ruiné par Valens. Malgré une incontestable bravoure et une ferveur chrétienne moins contestable encore, ce frère du grand Valentinien avait été plus funeste au monde romain que les plus lâches empereurs, et plus pernicieux au christianisme que Julien lui-même. Après avoir introduit sur la rive droite du Danube la nation des Visigoths, fugitive devant les Huns, Valens n'avait su ni lui assurer une hospitalité honorable, ni la contenir par la force dans les cantonnemens qu'il lui octroyait. Une suite de mesures absurdes ou injustes souleva ces Barbares, qui, de la condition d'hôtes supplians, passèrent à celle de maîtres arrogans et superbes, et l'on vit (chose étrange et nouvelle!) un peuple entier errer sur la terre romaine, avec ses rois, ses lois, ses prêtres, sa langue barbare, rançonnant le pays qui lui avait donné asile et menaçant sa capitale et son empereur. Tel était le fruit de la politique de Valens. En matière de religion, sa partialité passionnée pour les doctrines ariennes mit le désordre dans l'église orientale; il n'y eut plus ni règle ni frein dans la fabrication des symboles de foi; la cour impériale devint une officine de formulaires que les soldats imposaient aux évêques et aux moines, et contre lesquels la subtilité grecque réagissait par d'autres formules non moins arbitraires. Chaque église se fit sa règle particulière et anathématisa les autres. Les païens, relevant la tête avec impunité, bravèrent les lois prohibitives du polythéisme, et le catholicisme seul trouva des exils et des bourreaux. Aussi, quand cet insensé mourut sous les coups des Goths à la bataille d'Andrinople, et que Gratien offrit à Théodose l'empire d'Orient, qui était à reconstituer et presque à reconquérir, celui-ci hésita longtemps. Il ne céda qu'au devoir de servir une cause qui était pour lui la vérité.

Son épée suffit pour rétablir l'unité politique, balayer les bandes de Goths qui ravageaient les provinces romaines des deux côtés de l'Hémus, et emprisonner cette nation dans des limites qu'il lui traça; mais la reconstruction de l'unité religieuse demandait d'autres qualités que celles d'un soldat. Ce fut surtout l'œuvre de Rufin. Sous sa main ferme et hardie, elle marcha sûrement et rapidement : les siéges épiscopaux épurés, le clergé catholique reconstitué sous des chefs illustres, l'arianisme resserré, traqué dans quelques positions

inexpugnables, et les hérésies immorales ou anti-chrétiennes frappées d'interdiction absolue, le culte païen enfin restreint aux cérémonies publiques, les mystères prohibés, les temples les plus fameux ruinés et démolis, — voilà ce qu'on vit s'opérer dans l'empire d'Orient, d'année en année, à partir de 388, et sous l'influence toujours croissante du nouveau ministre. La révolution pourtant ne s'accomplissait pas sans réclamations ni violences. Des émeutes répondirent souvent aux mesures du pouvoir, et les ariens, en 388, voulant brûler la maison de Nectaire, évêque catholique de Constantinople, mirent le feu à la ville. En dépit de ces désordres, l'unité s'établissait, et elle finit par triompher. Théodose, entraîné à la poursuite d'un grand but, ne voulait voir dans son ministre qu'une utilité démontrée par le succès, et involontairement il fermait les yeux sur tout le reste.

Rufin, devenu tout-puissant et participant pour ainsi dire de l'inviolabilité impériale, foula aux pieds toute considération de justice et d'honneur. Il n'y eut plus de sûreté pour quiconque s'était montré son ennemi ou possédait quelque bien digne d'être convoité, car la soif de l'or se développait en même temps que l'esprit de vengeance dans le cœur du parvenu. On vit donc disparaître l'un après l'autre, par des coups imprévus, tous ceux qui l'avaient offensé ou s'étaient opposés à sa fortune, quel que fût d'ailleurs leur crédit et leur rang, et dans les exécutions de sa colère la victime ne périssait jamais seule; le père entraînait avec lui ses fils, le mari sa femme. En 391, Rufin fait enlever en pleine guerre, par un parti ennemi, le maître des milices Promotus, qui s'était laissé emporter jusqu'à le frapper au visage, et le fait massacrer. En 392, il attaque le préfet du prétoire Tatien, qui lui portait ombrage; il l'accuse de péculat, le juge lui-même, le bannit, et fait décapiter son fils sous ses yeux. Quand il ne jugeait pas lui-même, il avait des juges à sa dévotion; il composait les tribunaux d'hommes pervers qui partageaient avec lui les dépouilles des condamnés. Il les tirait souvent de la dernière classe du peuple. L'histoire cite un de ses favoris qui avait été valet de taverne, valet infime employé à laver les bancs et à balayer le pavé, et qui se pavanait maintenant sous la robe prétexte, l'anneau de chevalier au doigt. A l'aide de ces misérables, il battait monnaie de confiscations et d'amendes sur tous les points de l'Orient. Biens des riches, biens des pauvres, biens des villes et même du fisc impérial, il prenait tout : aux uns il arrachait leur patrimoine par des procès injustes, aux autres il l'extorquait par la menace. Les donations et les testamens pleuvaient dans ses mains, tandis que les filles ou les veuves de familles opulentes devenaient la proie de ses créatures. Si par hasard quelque révélation soudaine venant à éclater compromettait son crédit, Rufin l'étouffait sous une pluie d'or :

là il dotait des églises ou en bâtissait de neuves du plus beau marbre; ici, pour obtenir le silence d'une ville offensée, il y construisait de ses propres deniers un portique qui fut longtemps l'admiration de l'Asie. Ce scélérat faisait dans ses rapines la part de Dieu et des peuples. L'indignation publique s'arrêtait muette de surprise devant tant d'audace et de calcul, et chaque fois que la conscience de Théodose semblait inquiète, quelque événement imprévu, intéressant la foi catholique, se présentait à point nommé pour dissiper les appréhensions du prince et raffermir la puissance du favori.

Ce n'était pas seulement par les grands côtés de cette âme ardente et dévouée que Rufin savait asservir son maître; il abusait des défauts de Théodose comme de ses vertus. Cet homme, qui avait attaché le devoir et la gloire de sa vie au triomphe d'une idée, mêlait aux élans désintéressés de sa foi un sentiment excessif de personnalité. Il lui semblait que son œuvre était en péril à la moindre opposition; il se confondait avec elle, il y confondait son ministre, son trône, sa famille. Dans ses momens d'ombrages, il se laissait emporter aisément à la colère, et une fois déchaînée, elle devenait une fureur sans bornes. On sait de quel châtiment effroyable il punit l'offense faite à sa statue dans les murs de Thessalonique. Ce fut Rufin qui le conseilla, qui l'irrita, qui le poussa dans cet excès sauvage, et, quand Ambroise, avec une juste sévérité, vint interdire l'entrée de son église à ce prince, que d'ailleurs il admirait et aimait, Rufin osa s'interposer entre la pénitence et le coupable, et revendiquer pour lui le crime du sang répandu. Ainsi, par une corruption sans exemple, il tranquillisait la conscience d'un maître chez qui le remords suivait de près la faute, il se l'attachait par les liens d'une infamie volontaire, il se rendait, à ses yeux, sacré comme un complice.

Lorsque Théodose partit pour cette guerre d'Italie d'où il ne devait pas revenir, il confia aux mains de son tout-puissant ministre l'administration de l'Orient avec la garde du jeune Arcadius. Sa santé déjà chancelante et la guerre qu'il allait chercher si loin ouvraient la porte à bien des hasards, et Rufin, dans sa hardie prévoyance, se mit à calculer les chances nouvelles que lui présentait la fortune. Il avait tout reçu de Théodose, excepté le trône : il y porta sérieusement ses vues, et commença à en préparer de loin les abords par un redoublement de libéralité envers le clergé catholique, puis en attirant l'attention du peuple par le faste d'une piété tout impériale. Le ministre avait fixé sa résidence d'été sur l'autre rive du Bosphore, à Chalcédoine, dans le faubourg du Chêne, faubourg tellement englobé dans les dépendances de sa villa qu'il en avait emprunté le nom et ne s'appelait plus que Rufinopolis. Élevée à mi-côte, sur le détroit qu'elle dominait de ses colonnades de porphyre et de son

toit étincelant d'or, la villa rufinienne passait pour la merveille de ce siècle. Dans la demeure d'un si fervent catholique on n'avait eu garde d'oublier l'église; il en avait une en effet sous le vocable des apôtres Pierre et Paul, église non moins spacieuse que magnifique, à laquelle était joint un monastère chargé de la desservir. Elle s'achevait au départ de Théodose, et Rufin se hâta de la faire dédier, pendant l'absence de l'empereur, dans une cérémonie où personne ne lui disputerait le premier rang.

Malgré les éclats de son zèle catholique, Rufin n'était pas encore baptisé; il songea à l'être, et voulut que son baptême concordât avec la dédicace de son église, afin que ces deux souvenirs restassent confondus dans la mémoire des peuples. Il mit tout en œuvre pour donner à la fête une splendeur inaccoutumée; des évêques furent mandés des divers diocèses de l'Asie, et au jour marqué, le 24 septembre 394, un concile de dix-neuf prélats presque tous métropolitains se réunit à Constantinople, y discuta quelques questions de discipline ecclésiastique assez peu importantes, puis se transporta dans la villa rufinienne, pour y procéder à la double cérémonie de la dédicace et du baptême. Les évêques y trouvèrent déjà installés d'autres hôtes que Rufin avait fait venir des extrémités de la Thébaïde d'Égypte et des retraites monastiques du Pont. C'étaient des troupes de solitaires peu habitués à servir de comparses dans les spectacles du monde, mais qui n'avaient pas cru devoir se refuser au désir d'un homme si puissant. Ils étaient arrivés en assez grand nombre, la plupart conduits par leurs abbés et sous le costume souvent bizarre de leur ordre : les uns couverts de peaux de chèvre, d'autres presque nus, tous les cheveux et la barbe en désordre et présentant cet extérieur inculte qui passait alors pour indice de sainteté. Au milieu de cette austère assemblée, dont il se jouait au fond de l'âme, le fils du misérable Aquitain, le déprédateur de l'Orient, revêtu de la robe d'innocence, descendit dans la cuve baptismale, au sortir de laquelle Ammonius, célèbre solitaire du Pont, le reçut comme son père spirituel. Un des grands évêques du temps, Grégoire de Nysse, frère de saint Basile et célèbre aussi par son éloquence, ne dédaigna pas de prononcer, pour complaire à cet indigne maître, une improvisation morale qui nous a été conservée. Tel fut le baptême fastueux par lequel Rufin sembla ouvrir publiquement sa candidature à l'empire.

D'autres faits suivirent celui-là, et Rufin se montra de plus en plus hardi. A mesure qu'il osait davantage, il se sentait poussé par les hommes qui dans tous les rangs de la société avaient besoin d'un changement de règne; bientôt il put compter sur un parti redoutable non moins par le nombre que par la perversité. Arcadius ne voyait rien ou n'osait rien voir, content de haïr en secret son mi-

nistre, mais tremblant devant lui et manquant de force pour prendre à lui seul une résolution. Sur ces entrefaites, on apprit la maladie du vieil empereur, suivie du prompt départ d'Honorius pour l'Italie, puis les rapides progrès du mal, qui ne laissa bientôt plus aucun espoir. Pendant ce temps d'incertitude, Arcadius et Rufin s'observaient l'un l'autre, paraissant guetter l'événement; mais quand parvint, avec la nouvelle de la mort de Théodose, la connaissance de ses dernières volontés, quand on sut l'espèce de prééminence accordée par le père mourant à Stilicon sur les deux empires, la proclamation d'Honorius à l'empire d'Occident, la cession de la Grèce au domaine d'Orient et l'opposition menaçante de l'Italie, le jeune prince et le ministre, inquiets des desseins de Stilicon, se rapprochèrent instinctivement pour faire tête à l'orage, et les projets de Rufin furent ajournés.

Tel était l'homme aux mains de qui se trouvaient livrés en Orient l'empereur et l'empire. Le tuteur d'Honorius, régent de l'empire d'Occident, semblait choisi tout exprès pour contraster avec ce ténébreux scélérat. C'était le soldat fougueux et fier opposé au ministre intrigant et cauteleux, l'homme d'épée au magistrat civil, le chrétien douteux au chef indigne, mais déclaré, du catholicisme exclusif. Enfin le vieux Romain dégradé, type de la corruption de son siècle, rencontrait en face de lui un Vandale, Romain de la veille, un de ces rejets vigoureux que la ville éternelle faisait pousser alors au sein des races barbares.

Flavius Stilicon tirait son origine de ce petit peuple des Vandales Silinges que l'empereur Constantin avait admis en Pannonie à titre d'hôte et de fédéré. Sa famille, depuis soixante ans, faisait métier de servir l'empire, et son père, officier distingué, avait commandé, sous Valens, la cavalerie barbare, ou, comme disaient les poètes du temps, « les escadrons aux cheveux rouges. » Mêlé à la jeunesse romaine dans les écoles et dans les camps, il avait reçu toute l'éducation d'un enfant de Rome, et l'on put de bonne heure distinguer en lui une intelligence vive, un esprit plein de saillies, une éloquence facile, et le goût des lettres joint à la passion des armes. Cette éducation, en développant son génie, avait échauffé son âme; il admirait, il aimait Rome, il s'identifiait avec elle jusque dans le passé. Se croire Romain, se confondre avec ces héros que lui montrait l'histoire, et dont il occupait la place dans Rome encore puissante, c'était une illusion qui le charmait. Il fallait, pour plaire à ce Vandale, le comparer aux Fabricius, aux Curtius, aux Camille, et son cœur dut se gonfler d'orgueil quand un poète que les contemporains égalaient à Virgile vint, aux applaudissemens du sénat et du peuple, se proclamer en vers harmonieux l'Ennius d'un second Scipion. A tout prendre, il y avait moins loin de ces races neuves et éner-

giques, où Rome recrutait alors ses défenseurs, aux Romains des premiers âges que de Cincinnatus ou du vieux Caton à leur postérité dégénérée. Stilicon, s'attachant à la fortune naissante de Théodose, grandit avec elle; il le suivit dans toutes ses guerres. « Théodose n'a jamais combattu sans toi, lui disait Claudien, et toi tu as combattu sans lui. » Devenu successivement maître des milices, généralissime, patrice et allié du prince, il n'avait point d'égal dans l'état, quand Théodose dut pourvoir au choix de deux régens, et il lui confia l'Occident avec la tutelle d'Honorius. Il fit plus; afin de resserrer encore ces liens d'affection, il fiança le jeune empereur avec la fille aînée du futur régent, appelée Marie. Une seconde fille, nommée Thermancie, et un fils de neuf ou dix ans composaient, avec Marie, la famille de Stilicon et de Sérène.

Depuis dix ans que le gendre de Théodose tenait dans ses mains l'administration de l'armée, il s'y était fait une grande réputation de justice et de désintéressement, quoique cette dernière qualité lui ait été contestée plus tard. On lui reconnaissait surtout le talent de diriger les auxiliaires et de tenir équitablement la balance entre eux et le soldat romain; talent essentiel à cette époque, qu'il avait pu puiser à l'école de Théodose, mais auquel le prédestinaient son origine et sa parfaite intelligence du caractère des Barbares. On avait plus d'un doute sur ses sentimens religieux, et au fond Stilicon ressemblait à la plupart des soldats de son temps, pour qui un article de foi n'était guère qu'un article de discipline, et qui lisaient volontiers leur symbole sur le drapeau du chef qui les payait. Néanmoins, dans le désordre des dernières luttes, il s'était signalé par des actes qu'un grand fanatisme chrétien aurait seul pu justifier. Ainsi il avait fait enlever des portes du Capitole les lames d'or pur qui les revêtaient extérieurement, et auxquelles nul encore n'avait osé toucher dans les plus grands excès des guerres civiles. Sérène, à son exemple, avait arraché du cou d'une statue de Vesta un collier de perles qu'elle avait passé au sien, et une vieille vestale lui ayant reproché sa profanation et son vol, Sérène l'avait fait indignement maltraiter : on ajoutait qu'alors, au milieu des malédictions dont elle chargeait sa tête, la prêtresse avait prédit que ce collier l'étranglerait un jour. Enfin Stilicon avait fait brûler ce qui restait des livres sibyllins, ces oracles révérés où Rome païenne lisait ses destinées. On aurait pu prendre, d'après cela, le nouveau régent pour un implacable ennemi du paganisme; il n'en était rien pourtant, et on le vit entrer sincèrement, résolûment, dans la politique inaugurée par le décret d'amnistie.

Dépositaire des dernières intentions de Théodose, il se plut à les interpréter, à les appliquer dans le sens le plus libéral. Sa politique,

dessinée dès les premiers jours de sa régence, consistait à s'appuyer sur le sénat, trop négligé jusqu'alors par les empereurs chrétiens et justement blessé de leur défiance ou de leur dédain. Stilicon fit même espérer à la vieille Rome qu'il ramènerait dans ses murs l'empereur et le siége de l'empire, afin de retremper l'autorité impériale dans les grands souvenirs de la ville éternelle. Tout le monde applaudit à cette fin inespérée des discordes civiles : les partis fatigués acceptèrent la trêve; les deux armées, encore en présence, mirent bas les armes, et l'Italie respira. Stilicon pourtant promettait plus qu'il ne pouvait tenir et la suite ne le fit que trop voir; mais il lui fallait en Italie un apaisement prompt pour gagner sa liberté d'action vis-à-vis de l'Orient. Par une ambition qui n'était pas sans patriotisme, il voulait faire de sa cause personnelle la cause de l'empereur, de l'armée, du sénat, de l'Occident tout entier.

II.

Les fiançailles d'Honorius et de Marie, faites au lit de mort de Théodose, furent un coup habile de Stilicon et de Sérène, qui assiégeaient à qui mieux mieux les derniers instans du moribond, Théodose, qu'alarmait à bon droit l'avenir d'un si jeune fils, vit dans ce projet d'union un nouveau devoir de protection imposé au tuteur, un nouveau lien d'affection créé entre le pupille et lui. Une fois son consentement donné, Sérène n'eut pas de cesse que les fiançailles ne fussent célébrées pendant qu'il vivait encore. Honorius, ainsi que nous l'avons dit, touchait à sa onzième année; Marie était plus jeune, et Claudien nous peint en vers gracieux sa figure douce et rosée, qu'acompagnaient de longs cheveux châtains. Amenés en grand appareil près du lit de douleur, les deux enfans étonnés échangèrent l'anneau d'usage, et répétèrent les paroles qu'on leur dicta, puis ils sortirent en silence pour laisser la place libre aux apprêts de la mort. Les deux cérémonies semblèrent presque se confondre, et le flambeau du paranymphe put aller rejoindre au convoi les torches funéraires.

Cette alliance, qui faisait de Stilicon plus qu'un régent de l'Occident et plus qu'un tuteur du prince, excita au plus haut point la jalousie de Rufin. Le préfet d'Orient prétendit aussi être beau-père d'empereur et l'être sans délai, attendu qu'Arcadius, à la différence de son frère, avait atteint l'âge de puberté, et que lui-même avait une fille nubile. Il fit suggérer au jeune empereur la pensée d'épouser cette fille. Lui-même, devenu tout à coup de ministre impérieux sujet humble et obéissant, accabla le prince de tant de caresses et de flatteries, le circonvint de tant de façons, qu'Arcadius, à qui l'idée d'une femme ne causait guère d'inquiétudes, et qui ne vit dans le

mariage qu'on lui proposait qu'un expédient politique, y consentit de guerre lasse dans un de ses momens de demi-somnolence. Rufin était au comble de la joie; mais il avait compté sans les eunuques du palais, surtout sans Eutrope, son mortel et constant adversaire. Une affaire importante l'ayant appelé vers cette époque, et fort inopportunément, dans la capitale de la Syrie, les eunuques mirent le temps à profit pour rompre les négociations commencées.

Il y avait à Constantinople, dans une maison ennemie de Rufin, et pour cette raison fréquentée par Eutrope, une orpheline d'une rare beauté, fille d'un général frank, fort en faveur jadis à la cour de Byzance, Bald ou Balth, que les Romains appelaient Bautho. Ce Barbare, un des plus honnêtes et des plus braves qui eussent jamais servi l'empire, après avoir traversé tous les honneurs, y compris le consulat, qu'il partagea en 385 avec Arcadius, déjà auguste, avait été enlevé par une mort prématurée, laissant après lui sans soutien cette enfant, qu'un de ses amis avait recueillie et élevait dans sa maison. L'ami de Bautho n'était autre que le fils de ce maître des milices, Promotus, que Rufin avait livré si traîtreusement aux Barbares pour se venger d'un soufflet, et le fils, comme on peut le croire, n'inspirait pas à sa pupille des sentimens bien affectueux pour l'assassin de son père. Cette circonstance détermina vraisemblablement Eutrope à la choisir de préférence à d'autres, qui pouvaient l'égaler ou la surpasser en beauté. Un portrait laissé, comme par hasard, sous les yeux d'Arcadius piqua la curiosité du jeune homme; il voulut savoir quelle était cette image dont il ne pouvait détacher ses regards. Peu à peu les récits d'Eutrope allumèrent son imagination; il sentit naître en lui des désirs inconnus, et les eunuques n'eurent pas de peine à lui persuader qu'une telle impératrice siérait mieux au trône des césars que la petite fille du cordonnier d'Éause.

L'intrigue s'ourdit avec tant de mystère que Rufin, à son retour de Syrie, n'en soupçonna rien; il resta dans la plus complète sécurité, comptant sur le mariage de sa fille, et pressant Arcadius d'en fixer l'époque. Formé par les leçons des eunuques, ses maîtres, celui-ci parvint à endormir complétement son ministre, pendant que des indiscrétions calculées, des commentaires habilement semés sur le futur mariage, animaient contre celui-ci les habitans de Constantinople. Cette audace du parvenu de vouloir mêler son sang au sang de Théodose parut à tout le monde le comble de l'injure pour le jeune auguste, le comble de l'insolence vis-à-vis de l'empire; on plaignait Arcadius, dont on s'exagérait encore la faiblesse, et l'on maudissait l'indigne violence exercée par un tuteur sur son pupille, car nul ne croyait ce mariage librement accepté par le prince. La population de la ville se trouvait donc dans une assez vive agitation, lorsque, le 27 avril 395, l'eunuque Eutrope tira de la garde-

robe du palais un manteau d'impératrice, auquel il joignit de magnifiques parures de femme et des bijoux; le tout fut étalé sur des brancards, dans la cour palatiale et devant la porte, de manière à frapper les regards et attirer la foule. Les brancards étaient nombreux; une armée de serviteurs richement costumés se tenait là pour les porter et les escorter; c'était un riche cadeau de noces, et l'on ne douta point qu'il ne fût destiné à la fille de Rufin. Aussi, quand le cortége se mit en marche à travers les rues de la ville, encombrées de curieux, on n'entendait que murmures et amères railleries contre le ministre et les fiancés. Eutrope précédait les brancards, marchant gravement avec la dignité d'un ambassadeur. L'ébahissement fut grand, lorsqu'on le vit prendre un autre chemin que celui qui menait chez le ministre et s'arrêter devant la maison de Promotus. Des cris de satisfaction éclatèrent alors; l'eunuque qui avait préparé la surprise donna le signal de la joie; en un instant, la ville fut parée de fleurs, comme pour la plus belle fête. Les danses et les réjouissances durèrent toute la nuit, et ce fut ainsi que Rufin apprit le nom de celle qui allait être son impératrice.

Issue d'une race de Franks transrhénans, la fille de Bautho, quoique élevée à Constantinople, avait conservé quelque chose de la rudesse originelle en même temps que l'éclatante beauté des filles du nord. Elle était hautaine, hardie, impérieuse, et les historiens du temps l'appellent *la Barbare*. Bien que Bautho fût resté païen, païen zélé, en correspondance intime et fraternelle avec Symmaque, l'ami de Théodose était trop habile pour faire de sa fille une adoratrice de Thor ou de Freya; il l'avait fait élever très chrétiennement dans la communion catholique, où elle avait reçu au baptême le nom d'Eudoxie. La belle Franke porta même plus tard dans une religion qui n'était pas celle de ses aïeux une ardeur de controverse et des prétentions théologiques qui troublèrent plus d'une fois la paix de l'église. Pour le moment, elle ne songea qu'à s'emparer du cœur de son époux, afin de gouverner avec lui ou par lui, à renverser d'abord Rufin qui lui faisait obstacle, et à se débarrasser ensuite d'Eutrope, dont elle ne voulait pas avoir été la protégée.

Pour tout autre que Rufin, la défaite eût été complète : tout autre eût jugé que la lutte était trop inégale contre l'amour conspirant avec l'astuce, et se serait hâté de mettre à l'abri sa tête et ses biens dans quelque province éloignée; mais le préfet du prétoire d'Arcadius n'était pas homme à faire honteusement retraite devant une femme et des eunuques. Connaissant à fond son pupille, il savait bien qu'il y avait en lui un sentiment plus puissant que l'amour, celui de la peur. Les eunuques avaient usé du premier, il résolut de se servir du second, et de devenir pour l'empereur et pour l'empire plus indispensable que jamais.

Il y avait entre les Orientaux et les Occidentaux une question brûlante, celle de l'Illyrie orientale : Rufin s'en empara comme d'un bon moyen d'établir sa popularité à Constantinople et sa nécessité au palais. On pouvait appréhender, de la part des Occidentaux, quelque tentative de revendication à main armée de ces belles provinces; il exagéra à plaisir ces craintes et ce danger, pressant Arcadius de faire occuper militairement la Thessalie ou l'Épire, avant que Stilicon fût en mesure de les occuper lui-même. Pour cela il fallait des troupes et de l'argent, et Arcadius n'en avait point, l'élite de l'armée orientale ayant suivi Théodose en Italie, et le trésor de Constantinople, emporté par l'empereur défunt, se trouvant, comme les légions byzantines, sous la main du régent d'Occident. La moitié des fonds laissés par Théodose appartenait sans contestation possible à l'empereur d'Orient : Rufin la réclama au nom de son maître, de même que le renvoi des troupes orientales. Arcadius écrivit lui-même à son frère avec vivacité : ses lettres, comme celles de son ministre, restèrent à peu près sans réponse. Stilicon déguisait son refus sous des défaites dérisoires : pressé enfin de s'expliquer, il déclara que la situation de l'Italie ne lui permettait pas encore de diviser ses forces, mais que, lorsqu'il en serait temps, il irait lui-même à Constantinople remettre à l'empereur, en main propre, sa part d'argent et de soldats, et s'acquitter des engagemens pris par lui en face de Théodose mourant pour la protection de ses deux fils. C'était précisément ce que redoutait Arcadius, qui ne voulait pas plus de tuteur en Occident qu'en Orient; c'était aussi ce que craignait Rufin, qui voyait Stilicon arriver en triomphateur à Constantinople, maître du trésor, des troupes et bientôt de l'empereur, le chassant honteusement lui-même pour étendre sa suprématie aux deux moitiés de l'empire. A cette seule pensée il frémissait de rage. Un seul parti lui restait : précipiter les choses en Orient, tandis que des difficultés graves retenaient encore Stilicon en Italie, et il se proposa de créer tant d'embarras et de périls autour d'Arcadius, que souverain et sujets fussent obligés de se jeter dans ses bras, en le proclamant leur sauveur.

La frontière de l'empire d'Orient, entre les Palus-Méotides et la Mer-Caspienne, avait pour voisins des peuples barbares aisément contenus par les garnisons romaines, toutes faibles qu'elles fussent. Ces peuples ou plutôt ces tribus appartenaient à la grande confédération des Huns, qui, ayant son siége sur l'Oural, atteignait déjà en Occident les bords du Pruth et du Danube. Les hordes restées vers le Caucase troublaient de ce côté la frontière romaine sans avoir osé la dépasser. Rufin leur donna cette audace en retirant subitement les postes romains, et excitant sous main les chefs barbares par de l'argent et par l'attrait du pillage. Quelques bandes pénétrèrent

d'abord, puis d'autres, et enfin une véritable invasion eut lieu, protégée par l'impunité. L'Arménie, le Pont, la Cappadoce et la Cilicie, privés de défenseurs, furent traversés sans obstacle, et l'on vit les chariots nomades rouler jusque sur les bords de l'Oronte. Ce fut dans toute l'Asie romaine une épouvante inexprimable; les molles populations syriennes fuyaient comme des troupeaux de daims devant cet ennemi aussi hideux que féroce; celles de Cappadoce et de Cilicie couraient se retrancher dans leurs montagnes; d'un bout à l'autre de l'Orient, un cri de détresse arriva aux oreilles d'Arcadius, qui ne put y répondre ni par des soldats ni par de l'argent. Il écrivait à Stilicon lettres sur lettres, l'implorant, le menaçant, le sommant de lui restituer son bien, et pour toute satisfaction à de si justes demandes, Stilicon accusait Rufin d'appeler lui-même les Barbares et de comploter la ruine de son maître. Le malheureux Arcadius, accablé de nécessités, assiégé de soupçons, tiraillé entre Stilicon et Rufin, ne sachant plus à qui se fier, finit par embrasser la main qui l'opprimait déjà. Vainement Eutrope, dont le jeune prince ne connaissait encore que les talens d'entremetteur d'amour, essaya de le retenir; la double frayeur des Huns et de Stilicon le ramena sous le joug, et le préfet du prétoire redevint plus absolu que jamais.

Il ne l'était pas assez à son gré. Sentant bien qu'il n'arracherait jamais à Stilicon ce que le sort avait mis si à propos en son pouvoir, et comprenant l'impuissance d'un magistrat civil en lutte avec un chef militaire, il voulut avoir aussi une armée à lui et un général digne d'être opposé au régent d'Occident. Ce général et cette armée ne pouvaient être que des Barbares; il tourna donc ses regards vers la Mésie, où campait, presque aux portes de Constantinople, la nation des Visigoths, reçue à titre d'hospitalité par Valens sur les terres romaines, quand elle fuyait en 375 devant l'irruption des Huns. Cette nation ne s'était pas toujours montrée reconnaissante du bienfait qu'elle tenait de l'empire, et, il faut l'avouer, l'hospitalité romaine n'avait été pour elle ni bien humaine ni bien honorable. Poussés à bout par des traitemens odieux, les Goths s'étaient révoltés plusieurs fois; on les avait vus assiéger Constantinople, et Valens était mort en les combattant. Il avait fallu l'épée victorieuse de Théodose pour faire rentrer dans la soumission ces hôtes peu traitables et son habileté politique pour les pacifier. Domptés par l'ascendant de son caractère, ils étaient devenus ses amis plutôt que ceux de l'empire : aussi leurs meilleures troupes s'étaient-elles disputé la faveur de le suivre dans la guerre qu'il entreprenait contre le tyran Eugène. Cette expédition mit en lumière les mérites et la bravoure d'un chef encore inconnu, mais dont la terrible célébrité devait effacer un jour toutes les gloires barbares : il se nommait Alaric, et par le suffrage des tribus gothiques il venait

d'être élevé tout récemment au suprême commandement de la nation. Ce fut sur lui que Rufin jeta les yeux pour en faire l'instrument de sa perfidie; il entra en pourparlers avec lui, et en même temps qu'il cherchait à gagner le Barbare à ses projets, il envoya dans l'Illyrie orientale des agens chargés de remplacer les fonctionnaires de cette province dans tous les postes de confiance. Ces agens étaient pour la plupart des hommes obscurs voués aux intérêts du préfet. Ainsi le proconsulat de l'Achaïe et la défense des Thermopyles échurent au fils du rhéteur Musonius, et la garde de l'isthme de Corinthe à un autre aventurier nommé Gérontius, non moins étranger que son collègue à l'administration et à la guerre. Rufin ayant ainsi remis les deux clés du Péloponèse et de la Thessalie entre des mains qui ouvriraient ou fermeraient la Grèce à son premier signe, il entra en négociation avec les Goths.

Ce monde barbare, entré dans la *romanité*, comme on disait alors, et qui, ami ou ennemi, enserrait désormais la société romaine, ce monde singulier présentait dans ses mélanges des types d'une infinie variété, depuis l'héroïque Stilicon, le Frank Mérobaude, soldat et poète, qui mérita une statue à Rome à côté de Claudien, ou le Goth Fravitta, modèle d'élégance et d'atticisme, jusqu'au brutal païen Saül et au Goth Sarus, géant féroce qu'on fut obligé de prendre au filet comme une bête fauve quand on voulut le tuer. Alaric formait un type intermédiaire également éloigné de ces deux extrêmes. Né dans l'île de Peucé, à l'embouchure du Danube, il était issu de la race sacrée des Balthes ou *hardis*, dans laquelle les Visigoths prenaient leurs rois, et dès son enfance, comme pour qualifier le caractère aventureux qui se développait en lui, on ne le nommait que le Balthe, le hardi par excellence. Tout jeune encore, il avait assisté aux grandes tragédies de sa nation : à sa fuite devant les Huns, à son passage sur les terres romaines, à ses misères, à ses vengeances, à ses défaites; il l'avait accompagnée dans ses courses jusqu'au jour où le bras puissant de Théodose l'avait renfermée dans un canton de la Pannonie. Cet empereur, que les Barbares aimaient à servir, le distingua et lui donna un commandement de quelque importance dans sa guerre contre Eugène, puis il l'oublia. Le Balthe se retira le cœur blessé, et son dépit ne fit que s'aigrir quand il vit les faveurs impériales tomber sur des Barbares qui ne le valaient pas, sur Gaïnas, sur Saül, sur Sarus; il songea dès lors à se payer lui-même de ses services. Il était dans ces dispositions quand les intrigues de la cour d'Orient vinrent lui offrir l'occasion qu'il cherchait. Son ambition en ce moment se bornait à obtenir, comme tant d'autres chefs germains, le commandement militaire d'un diocèse. Alaric n'était pourtant pas homme à emprisonner ainsi ses désirs : bien différent de Stilicon, le Balthe ne demandait à la civilisation que ce

qui pouvait grandir le Barbare, et son esprit inquiet ne rêvait qu'aventures et conquêtes.

Aussi, lorsque les émissaires de Rufin allèrent le trouver dans son cantonnement et lui offrir l'argent dont il aurait besoin pour exécuter les desseins du ministre, Alaric tressaillit, comme un lion que la vue d'une proie vient éveiller dans sa tanière. Le marché fut aisément conclu entre ces deux hommes : on verra plus tard quel il était. Aussitôt sa parole donnée, Alaric commença à se plaindre plus aigrement que jamais des injustices de l'empereur défunt, et à parler de la réparation que lui devait le fils de Théodose, tant pour lui-même que pour son peuple. Pendant que ces plaintes et ces menaces animaient les Goths dans leurs campemens, un mouvement inaccoutumé de Barbares étrangers à cette race se faisait remarquer sur la rive gauche du Bas-Danube, dont le lit, durci par les gelées de l'hiver, présentait alors un plancher solide. Des bandes nombreuses de Huns, d'Alains et de Sarmates venaient tenter avec leurs chariots, soit de jour, soit de nuit, le passage du fleuve, et ils disaient qu'Alaric les appelait, qu'ils allaient rejoindre les Visigoths de Mésie pour une expédition qui leur rapporterait un grand butin. Une multitude de pillards plus sauvages les uns que les autres vint ainsi se ranger sous le drapeau des Goths. Bientôt Alaric donna le signal du départ. Ses préparatifs s'étaient faits avec une hâte extrême sous les yeux des provinciaux étonnés, et avant qu'aucune force romaine n'eût eu le temps d'occuper l'Hémus; ainsi l'avait ordonné Rufin, pour que la surprise fût plus complète, la défense plus impossible, la frayeur plus vive à Constantinople. Après avoir franchi le pas de Sucques sans trop s'arrêter à piller, Alaric s'abattit sur la Thrace. S'avançant alors de quelques journées dans les riches campagnes qui conduisaient à la ville impériale, il y fit halte avec le gros de son armée, et envoya l'avant-garde battre le pays jusqu'aux portes de Constantinople, qu'il voulait non assiéger, mais effrayer. Exécuteurs fidèles de ses ordres, les éclaireurs goths firent beaucoup de ravages et de bruit, enlevèrent le bétail, tuèrent les laboureurs, insultèrent les femmes, et poussèrent l'insolence jusqu'à venir lancer des flèches dans la ville impériale par-dessus la muraille. Des bandes se jetèrent du côté du port comme pour l'attaquer; d'autres semblaient au contraire vouloir tenter l'assaut du côté de la plaine. On se persuada dans l'intérieur de Constantinople que ces hardis coureurs ne précédaient l'armée ennemie que de peu d'heures seulement, et l'épouvante gagna tous les habitans, grands ou petits.

Des efforts cependant furent tentés par des hommes dignes de ce nom pour opposer quelque résistance. Les uns se rendirent au port pour enlever les barques à l'ancre, et les attacher ensemble en ma-

nière de radeaux, un plus grand nombre alla garnir le rempart; mais les machines de jet se trouvèrent hors d'état, les munitions manquaient, et il n'y avait aucun chef pour commander. Tandis que le sénat délibérait en tumulte et que l'empereur se cachait au fond du palais dans les bras de ses eunuques et de sa femme, Rufin monta sur une haute tour, d'où l'œil embrassait au loin la campagne, et de là, dit-on, il observa attentivement ce qui se passait. Il suivit de l'œil, d'un côté les Barbares courant les villages, menaçant la ville, égorgeant, incendiant sans opposition, de l'autre la foule inhabile et troublée qui s'agitait à l'intérieur, et put juger par lui-même de la force des premiers, de la peur et de l'impuissance des seconds. On assure qu'à l'aspect de son cher ennemi, comme s'expriment les contemporains, emporté par l'élan de sa joie, il éclata de rire à plusieurs reprises. Descendu de son observatoire, il se mit à parcourir la ville, affichant un air sombre et soucieux qui augmentait encore l'inquiétude publique, et aux demandes qu'on lui adressait de toutes parts, il répondait : « J'irai trouver Alaric; moi seul je puis affronter ce Barbare, et je l'oserai pour le salut de l'état. » Bientôt le bruit se répand qu'il s'arme et va partir avec une troupe d'amis dévoués. En effet ses plus chauds partisans se forment en ligne, ainsi que ses nombreux cliens, armés, rangés sous son drapeau, et offrant l'apparence d'une légion; lui-même prend place au milieu d'eux. Il monte un cheval de guerre, et présente complaisamment aux regards de la foule sa tête martiale et sa haute taille, que relève encore un riche costume barbare, car au lieu de l'habit romain, de la tunique militaire, ou plutôt de la toge qu'il eût dû revêtir, étant magistrat civil, le ministre d'Arcadius avait pris la décoration d'un chef goth. Une casaque en fourrure se croisait sur sa poitrine, un lourd carquois pendait à son épaule, et sa main droite portait un arc énorme qu'il faisait résonner en l'agitant. A la vue de ce préfet romain, accoutré en barbare et se pavanant sous cette peau de mouton comme sous un ornement plus digne d'un guerrier que la cuirasse romaine, bien des spectateurs se détournèrent indignés. « Où l'empire est-il donc tombé? disaient-ils en soupirant. Voilà un homme qui a monté sur le char des consuls, et qui administre la justice à des Romains, et cet homme ne rougit pas d'adopter les coutumes grossières des Gètes! Il troque contre leur ignoble parure la toge latine, cette noble décoration du Romain! Les lois captives n'ont plus qu'à gémir sous un magistrat vêtu de peaux. » Ces murmures s'échangeaient à demi-voix; on se cachait par peur du tyran, on se cachait aussi parce que beaucoup croyaient voir en lui le seul homme qui pût sauver la république.

Le préfet et sa troupe s'élancèrent fièrement dans la campagne, qu'ils purent traverser sans être inquiétés par l'ennemi, et ils arrivèrent sains et saufs au camp des Goths. A leur rentrée dans Constan-

tinople, ils rapportèrent la nouvelle qu'Alaric, cédant à l'autorité de Rufin, avait promis de respecter la métropole de l'empire, et que même il évacuerait immédiatement la province de Thrace. Le fait était vrai, et le mouvement rétrograde des Barbares avait déjà commencé; mais, au lieu de regagner leurs cantonnemens de Mésie, ils s'acheminaient à grandes journées vers la Macédoine. En vertu de ses conventions avec Rufin, Alaric, en qualité de fédéré de l'empire, allait tenir garnison dans l'Illyrie orientale. Son armée ou plutôt son peuple, car il traînait tout après lui, alla donc déboucher en Macédoine, puis en Thessalie, se conduisant comme sur une terre conquise, et la Grèce d'Europe ne présenta bientôt plus, comme celle d'Asie, qu'un spectacle de désolation et de ruines.

Quand ces nouvelles arrivèrent à Milan et à Rome, la cour, le sénat, le peuple entier, furent dans un grand émoi. — Livrer aux Barbares l'Illyrie orientale, disaient les Italiens, c'est nous menacer nous-mêmes, puisque cette province touche nos frontières. Alaric et ses Goths n'auront plus qu'un pas à faire pour se montrer devant Rome. — Ces craintes étaient justes; mais Stilicon, qui connaissait à fond les personnages du drame joué en Orient, devina l'autre côté de l'intrigue. Il comprit que Rufin voulait avoir un homme de guerre à lui opposer, et qu'en envoyant sur les confins de l'Italie un Barbare dont le renom militaire était déjà grand, et qui disposait d'un peuple valeureux, il voulait créer à la politique occidentale des embarras qui l'empêcheraient de se mêler des affaires d'Orient. Habitué à combattre de front les difficultés, le tuteur d'Honorius n'hésita pas un moment. Marcher au-devant d'Alaric, le prendre corps à corps, le chasser de la Grèce et l'emprisonner, comme autrefois Théodose, dans ses cantonnemens de Mésie, puis entrer lui-même à Constantinople, suivi de l'armée romaine victorieuse, et mettre Rufin sous ses pieds, ce fut là son plan. « A Constantinople, se disait-il, il réglerait les affaires à sa guise, dans le meilleur intérêt de l'empire et de l'empereur. » Pour éviter de trop dégarnir l'Italie, il partit précipitamment pour la Gaule, où se trouvait, dans les camps des bords du Rhin, le grand dépôt qui alimentait les guerres civiles, dépôt bien affaibli cependant par suite des dernières luttes.

Quoique l'hiver sévît encore, et que les montagnes fussent couvertes de neige, le régent d'Occident gagna sans appareil, et presque seul, les sources du Rhin à travers les Alpes de Rhétie, et descendit le fleuve jusqu'à son embouchure, inspectant sur la rive gauche les garnisons romaines, et observant sur la rive droite les dispositions des peuples germains. Ces dispositions se trouvèrent toutes pacifiques, et le voyage de Stilicon le long de la rive barbare eut tout l'aspect d'un triomphe. Quant aux légions qui avaient fourni depuis dix ans le noyau des expéditions de Maxime et d'Eu-

gène, elles étaient réduites presque à rien; pourtant Stilicon leur enleva ce qu'il leur restait encore de milice jeune et disciplinée. Il retira aussi la légion qui, dans la Bretagne septentrionale, protégeait cette île romaine contre les incursions des Pictes et des Scots. Ce furent là de fatales mesures que les diocèses de Bretagne et de Gaule eurent à déplorer plus tard; mais quand le régent d'Occident redescendit les Alpes, suivi de ces vaillantes troupes, l'Italie, le sénat, l'empereur, furent dans l'ivresse de la joie; les poètes montèrent leurs lyres pour chanter le vainqueur pacifique de la Germanie, le héros qui n'avait pas besoin de combattre pour triompher, et l'on se prépara avec ardeur à cette guerre de Grèce, moitié civile, moitié étrangère.

C'est alors qu'on put juger l'esprit du soldat et mesurer sa confiance en Stilicon. A peine eut-on parlé de guerre, que les deux armées qui occupaient l'Italie et venaient de se livrer des combats si acharnés demandèrent à servir fraternellement sous les drapeaux de ce chef. Les anciennes légions d'Arbogaste et d'Eugène, grossies des recrues amenées de la Gaule, formèrent l'un des corps de l'expédition; l'autre se composa des légions orientales. Les deux corps marchaient séparément, campaient séparément; mais leur vieille haine s'était changée, comme par magie, en une émulation de bravoure. Le poète contemporain que nous aimons à citer, parce qu'il est pour les événemens de cette époque un guide souvent plus sûr que les historiens eux-mêmes, Claudien, nous peint en quelques vers pleins de mouvement l'aspect de cette armée et les sentimens qui l'animaient. « Jamais, dit-il, on ne vit réunis sous un seul commandement tant de troupes diverses, tant de costumes variés, tant de langages différens. Ici viennent les escadrons arméniens aux cheveux crépus, aux robes couleur d'herbe, dont les plis s'attachent sur la poitrine par un simple nœud; là paraissent les Gaulois aux têtes blondes. Dans leurs bataillons ont pris place les peuples des contrées que traverse le Rhône impétueux, ou que baigne la Saône tranquille, et ceux que le Rhin éprouve à leur naissance, et les autres plus lointains qui boivent les eaux de la Garonne... Tous ces guerriers sont mus par une seule âme; loin d'eux les blessures encore saignantes du cœur : le vaincu a déposé son ressentiment, le vainqueur son orgueil. Encore tremblans de leur courroux passé, l'oreille encore pleine du clairon des guerres civiles, ils conspirent à présent dans une seule pensée, l'amour de celui qui les guide. » Cette grande armée quitta l'Italie au commencement du printemps, quand la fonte des neiges laissa libres les passages des Alpes-Juliennes : d'Aquilée, où elle se dirigea d'abord, elle gagna la côte de Dalmatie, puis les provinces intérieures de la Grèce.

Pendant que Stilicon lui préparait une si vigoureuse attaque, Ala-

ric parcourait la Grèce septentrionale, obligé de vivre de réquisitions comme en pays ennemi. Après avoir épuisé la Macédoine, il s'était rabattu sur la Thessalie qu'il ravageait tout à loisir : c'est là que Stilicon l'atteignit. A son approche, le roi goth, ralliant ses bandes, choisit un campement qui pût lui servir de forteresse. C'était une prairie bien fournie d'herbe, où les troupeaux, les femmes, les bagages vinrent se ranger sans confusion. Alaric l'entoure d'un double fossé circulaire, muni d'un double rang de palissades, et à l'intérieur, en guise de rempart, il dispose parallèlement au fossé une file de chariots tapissés de cuirs de bœufs nouvellement tués. Ce revêtement a pour but d'empêcher l'incendie du camp par les torches de l'ennemi, et les chariots, comme autant de tours, doivent recevoir des guerriers armés d'arcs, de frondes et de javelots. Quand les préparatifs sont achevés, Alaric se tient en observation, attendant résolûment l'attaque des Romains. Ceux-ci, après avoir reconnu la position barbare, s'approchent et se retranchent presque à portée du trait. Stilicon trace l'assiette de son camp : il place à gauche les Arméniens et les autres troupes d'Orient; les Gaulois occupent la droite. L'infanterie s'échelonne de la plaine aux montagnes voisines, qui étincellent sous l'éclat de l'acier; la cavalerie se développe en ailes sur les flancs, et aussi loin que le regard peut s'étendre, on n'aperçoit que dragons de pourpre flottans, qui, dans leurs ondulations incertaines, semblent menacer tantôt le ciel et tantôt la terre. A peine arrivées, ces braves troupes voudraient déjà vaincre; leurs cris, pareils au tonnerre, demandent le combat; mais Stilicon tempère cet excès d'ardeur; il examine le campement de l'ennemi; il calcule son plan d'attaque, il le médite avec plus de maturité que jamais, car il connaît Alaric, et sait qu'il a affaire à des Goths.

Plusieurs jours furent employés à ces dispositions, et l'armée romaine touchait enfin au moment désiré, celui de la bataille, lorsqu'un messager courant à toute bride parut aux portes du camp, et fit signe qu'il voulait parler au général. Il venait de Constantinople et portait le costume des messagers impériaux : conduit vers Stilicon, il déposa dans ses mains une lettre de l'empereur d'Orient. Cette lettre que le jeune auguste, habile calligraphe et très fier de ce titre, avait sans doute souscrite de sa plus belle signature, enjoignait trois choses au régent d'Occident : la première, de vider au plus tôt le pays, l'Illyrie orientale ne dépendant point d'Honorius; la seconde, de laisser en paix Alaric et ses Goths, amis et fédérés de l'empire d'Orient, lesquels n'avaient rien à démêler avec le régent d'Occident; la troisième enfin, de ne plus retenir, sous de vains prétextes, un trésor et des légions qui ne lui appartenaient pas, mais d'en faire opérer sans plus de délai la remise à Constantinople par tout autre que lui. L'ordre était conçu

en termes durs, positifs, et qui ne permettaient aucune échappatoire. On dit qu'à cette lecture Stilicon resta muet et sans mouvement, comme un homme frappé de la foudre : revenu à lui et devinant bien qui lui portait ce coup, il se demanda s'il obéirait. Résister à main armée au fils de Théodose dans le temps même qu'il réclamait sa tutelle en qualité de second père, le braver, corrompre ses soldats, le forcer dans sa métropole et jusque dans son palais, c'était plus qu'une guerre civile : c'était une révolte domestique, un attentat à la mémoire de Théodose, à peine au cercueil. Jamais les conséquences de son expédition ne s'étaient montrées à lui sous un jour aussi odieux, et il reculait; puis, quand il songeait que c'était là un jeu de Rufin, que son abaissement serait le triomphe de son rival, que ce honteux départ la veille d'une bataille ressemblerait trop à la peur et le rendrait la risée de l'Occident tout aussi bien que de l'Orient, sa colère revenait terrible. Il voulait alors écraser Alaric, marcher sur Constantinople, et faire sentir à l'empereur lui-même qu'on se trompait en supposant Stilicon si docile ou si lâche. Ballottée ainsi entre deux sentimens contraires, son âme fut en proie pendant quelques heures à une véritable tempête.

Il fit enfin appeler Gaïnas. Gaïnas, un des chefs les plus importans de l'armée orientale, était ce même Barbare dont la fortune extraordinaire avait si vivement blessé l'amour-propre d'Alaric. Transfuge de la nation des Goths et d'abord simple soldat dans une légion, Gaïnas n'avait dû ses grades romains ni à sa naissance comme Alaric, ni au patronage d'aucun roi barbare; il s'était fait lui-même et avait tout gagné à la pointe de l'épée. Avec cela, Gaïnas, général, restait toujours soldat; bon pour des coups de main (car nul n'était plus brave), et habile à déjouer une embuscade aussi bien qu'à la dresser, ses idées ne s'étaient pas élevées plus haut; il ne savait ni commander en chef une grande armée, ni prendre rang dans l'état comme personnage politique. C'était d'ailleurs un homme grossier, cruel, léger et violent dans ses décisions, soumis à l'autorité de ses chefs par habitude ou sentiment de discipline, et sans scrupule sur l'emploi de la force lorsqu'elle lui semblait nécessaire. Il avait connu intimement Stilicon dans l'entourage de Théodose, leur bienfaiteur à tous deux, et il s'était toujours incliné devant une supériorité qui ne le blessait pas dans un gendre d'empereur. Gaïnas nourrissait d'ailleurs contre Rufin cette haine du soldat pour un fonctionnaire civil, insolent et dominateur. Après avoir examiné ensemble la position faite aux troupes romaines par le mandement impérial, les deux généraux reconnurent qu'il fallait y obéir ponctuellement ou se mettre en révolte ouverte, ce qui n'était pas pour le moment dans l'intérêt de Stilicon; mais ils reconnurent en même

temps que, s'ils savaient s'entendre et rester maîtres de leurs armées, ils auraient, quoi qu'on fît, l'un et l'autre empire à leur discrétion. La première condition de tout projet sur l'Orient était le renversement de Rufin : or Gaïnas s'en chargeait, si Stilicon lui confiait la conduite des légions orientales à Constantinople. Celui-ci agréa le marché : le Goth et le Vandale unirent fraternellement leurs mains pour ce qu'il leur plaisait d'appeler le bonheur de l'empire, et la mort du régent d'Orient fut jurée.

Pendant cette conférence des chefs, la nouvelle, commentée et grossie de mille détails imaginaires, volait de bouche en bouche, et le camp présenta bientôt l'aspect d'un tumulte qui allait jusqu'à la sédition; « mais c'était, dit le poète du régent d'Occident, une noble et louable sédition. » On n'entendait que clameurs confuses, imprécations contre Rufin, menaces contre l'empereur. Des conciliabules se formaient sous les yeux mêmes des officiers, et des orateurs éloquens par leur violence échauffaient, entraînaient l'esprit des soldats. « Allons, disait l'un, que la Grèce périsse, puisque Rufin l'ordonne! Nous sommes faits pour subir tous les opprobres, et les Barbares pour profiter toujours de nos maux.— Point d'assaut! point de bataille! disait un autre. Enseignes, abaissez-vous! clairons, faites silence! Que nos flèches rentrent dans le carquois, que l'épée se soude au fourreau : Rufin le veut, respectons l'ennemi! — Ah! disait un troisième, enfant de la Cappadoce ou de l'Arménie, le tyran ne nous rappelle que pour nous punir d'avoir aimé Stilicon. Il ourdit déjà ses trames infernales contre nous. Que nous sert de revoir notre patrie, nos familles, nos pénates? Bientôt nous serons livrés aux implacables Alains, nous deviendrons les esclaves des Huns, cette honte de l'espèce humaine. » Puis, à l'idée de se séparer, Orientaux et Occidentaux se mettaient à fondre en larmes. Contraste bizarre du cœur humain! ces hommes qui s'entr'égorgeaient avec rage quelques semaines auparavant s'embrassaient maintenant comme des frères que l'on veut arracher l'un à l'autre. « Encore des présages de guerre civile! répétait-on de tous côtés. Pourquoi nous séparer? pourquoi diviser des armées qui ne font qu'une famille, des aigles qui doivent voler ensemble? Non, nous sommes un même corps, on ne nous divisera pas! » Et les deux armées confondaient leurs rangs. Malgré la défense de combattre, on préparait ses armes; on menaçait de loin les remparts des Goths; on demandait l'assaut à grands cris. Arrivé avec Gaïnas au milieu de ce désordre, Stilicon se voit assiégé par des furieux qui le pressent, qui embrassent ses genoux en pleurant, tandis que d'autres lui défendent de partir. « Mène-nous où tu voudras, lui criaient-ils; où sera ta tente, là sera la patrie! » Stilicon eut besoin de toute sa fermeté pour calmer une effervescence dangereuse; quelques momens de plus, et il devenait

l'instrument forcé d'une sédition qu'il n'avait pas voulu faire. « Quittez cette attitude menaçante, leur dit-il en les écartant; la victoire ne m'est pas si chère que je veuille paraître avoir vaincu pour moi seul. » Il commanda aux chefs de l'armée d'Occident de rallier leurs soldats et de plier les tentes sans délai; puis, se tournant vers l'armée orientale, il s'écria, comme accablé de douleur : « Adieu, fidèle jeunesse, vous qui fûtes mes compagnons, adieu ! » Tant que dura cette scène, Alaric se tint prudemment enfermé dans son enceinte de chariots. Le même messager l'avait sans doute averti de ne point troubler des adieux qui lui assuraient la possession de la Grèce.

Le départ fut triste dans les deux armées, on remarqua toutefois que l'armée orientale était plus sombre et plus irritée. Tandis que les Occidentaux reprenaient la route par laquelle ils étaient venus, celle-ci s'achemina vers Thessalonique, métropole de toute l'Illyrie orientale. Gaïnas y donna séjour à ses troupes. Rien ne pouvait être plus dangereux pour le soldat en demi-révolte que son contact avec les habitans d'une ville si cruellement traitée par Théodose à l'instigation de Rufin, et où le nom de ce ministre réveillait naturellement l'indignation et la vengeance. « Thessalonique était, suivant le mot d'un contemporain, un lieu favorable à la haine. » Gaïnas laissa ses compagnons s'y saturer tout à leur aise des sentimens qu'il leur souhaitait, et quand il les vit bien disposés à l'entendre, il leur fit part de son projet. Tout fut convenu entre eux, le temps, le lieu, la manière dont Rufin devait périr, et le complot fut gardé avec un tel secret que ni l'exaltation des esprits, ni les entretiens de la route, ni l'abandon de l'ivresse, ne décelèrent un dessein qu'une parole indiscrète pouvait déjouer : ce fut le secret d'une armée entière. L'eunuque Eutrope avait envoyé à Gaïnas pendant la route des émissaires chargés de le sonder au sujet de Rufin et de lui offrir de l'argent. Le général prit l'argent et accueillit les ouvertures avec faveur, jugeant habile et prudent de compromettre le chambellan de l'empereur dans une conspiration contre son ministre. Des envoyés du préfet arrivèrent à leur tour pour gagner le général à ses vues d'élévation personnelle : il était trop tard, mais Gaïnas ne le détrompa point. Pendant une seconde halte à Héraclée de Thrace, les agens de Rufin revinrent à la charge : Gaïnas les entretint dans leur première sécurité.

Rufin était au but de ses désirs. A la nouvelle du départ de Stilicon et de la marche des Occidentaux vers l'Italie, il avait convoqué ses amis et ses cliens pour se réjouir avec eux. Leur foule encombrait les portiques de porphyre qui entouraient son palais. Il y avait là tout ce que l'Orient renfermait de plus corrompu et de plus hardi, des hommes engraissés de rapines, mais toujours insatiables, espions, bourreaux, juges prévaricateurs, tourbe immonde liée à sa

cause par la communauté des forfaits, et attendant une part dans les dépouilles de l'état quand le maître serait césar. Rufin aborda l'assemblée dans la fière attitude d'un triomphateur, l'œil caressant et la tête renversée en arrière. « La victoire est à moi, leur dit-il dans une harangue préparée; Stilicon fuit, un geste a suffi pour le chasser; que ne ferais-je pas maintenant qu'une armée dévouée m'arrive? Comment tiendrait-il contre mes armes, lui qui n'a pu me vaincre quand j'étais désarmé? » Et, par une figure de rhétorique, apostrophant son rival absent : « Stilicon, s'écria-t-il, va, si tu veux, méditer ma perte dans les pays lointains, pourvu qu'un continen nous sépare et que la mer mugisse entre nous. Tant qu'un souffle de vie me restera, tu ne repasseras pas les Alpes! Fais choix maintenant d'une épée bien longue si tu prétends m'atteindre ici. » Cette plaisanterie, qui ne nous donne guère l'idée du sel attique de ses bons mots, excita sans doute l'enthousiasme de l'auditoire; on le salua du nom de prince, et lui-même, rentré dans sa chambre, s'endormit, bercé par les plus douces espérances.

On raconte qu'un songe alors le transporta dans la plaine de l'Hebdomon, où se faisait la proclamation des empereurs. Un trône était disposé sur le tribunal de marbre, et tout autour s'agitait une foule tumultueuse, appelant Rufin à grands cris... Il accourait le cœur joyeux, le sein haletant; mais des ombres se dressaient comme une barrière entre cette foule et lui, et il reconnaissait ses victimes. « Allons, tu vas être grand, lui disait une d'entre elles avec un rire sinistre, que tardes-tu, Rufin? Le peuple se disputera l'honneur de te porter, et ta tête planera sur toutes les têtes. » Ces figures, ce ton, ces paroles ambiguës le préoccupèrent vivement à son réveil; mais il eut beau chercher une explication à son rêve, il ne la put trouver que favorable. L'idée ne lui vint pas que, sans être élevée sur un trône, sa tête pouvait dépasser les autres de la longueur d'une lance.

III.

Du haut de son lit funéraire ou du fond de son cercueil, Théodose put assister à cette dissolution de sa famille et de son empire, car son corps resta plus de six mois en dépôt à Milan. Tantôt le tombeau qu'on lui préparait à Constantinople n'était pas en état de le recevoir, tantôt les dispositions n'étaient pas prises ou la saison ne convenait pas pour un si long voyage : ses fils avaient bien d'autres soucis que celui de la sépulture paternelle!

Dans la Rome des premiers empereurs, polythéiste et démocratique malgré la forme de son gouvernement, les funérailles impériales avaient été des apothéoses, et en effet, l'apothéose des césars

répondait au caractère essentiel de leur puissance. Incarnation du peuple romain, qui était dieu, et avait fait passer juridiquement en leur personne ses droits de souveraineté et son génie, les césars étaient dieux : à ce titre, ils ne pouvaient mourir; ils ne quittaient ce monde que pour aller, dans celui des divinités de l'Olympe, prendre place parmi les influences célestes protectrices de la patrie. Tel était le sort des empereurs dignes de ce nom, qu'un jugement solennel du sénat et du peuple confirmait, après leur mort, dans la succession d'Auguste, de Trajan, de Marc-Aurèle : ceux-là recevaient une apothéose publique; à eux seuls il était donné de vivre toujours de la vie romaine, et de confondre leur souvenir avec celui de la ville éternelle. La mémoire des mauvais césars était abolie, leurs actes rescindés, leurs noms effacés des monumens publics, leurs corps obscurément ensevelis ou traînés aux gémonies par le croc des gladiateurs; le peuple-dieu les rejetait de son sein : ils avaient cessé d'être césars pour n'être plus que des tyrans.

Comme conséquence de ces idées, l'image de la mort était écartée avec grand soin des funérailles des empereurs païens. A peine le prince avait-il fermé les yeux, qu'un lit d'or et de pourpre était dressé dans la chambre la plus somptueuse du palais, et tandis que le corps, brûlé suivant les rites religieux et renfermé dans une urne, était porté sans apparat aux monumens sépulcraux des césars, soit au tombeau d'Auguste, soit au mausolée d'Adrien et de Sévère, une image de cire, présentant les traits du défunt et vêtue de ses ornemens impériaux, était couchée sur le lit de parade, le diadème au front, l'épée au côté. Mille candélabres d'or resplendissaient alentour comme un symbole de la puissance. La garde palatine veillait, le glaive au poing; le sénat, les magistrats, les matrones de la maison impériale, rangés à droite et à gauche de l'image, lui faisaient cortége nuit et jour; le peuple lui-même était admis par intervalles à la faveur de l'adorer. Rien ne semblait changé aux actes ordinaires de la vie; les affranchis, les chambellans se tenaient à distance, prêts à obéir au moindre signe du maître, le médecin venait respectueusement s'incliner, comme pour observer le progrès de quelque mal redoutable, et le centurion de garde demandait le mot d'ordre. Au jour convenu, cette vie imaginaire cessait. Conduits en grande pompe au Champ-de-Mars, l'image et le lit étaient déposés sur un bûcher de feuilles sèches, de bois de senteur et d'aromates. Quelque orateur illustre prononçait l'éloge du défunt, des chants solennels se faisaient entendre, et le feu était mis au bûcher. Alors, du sein d'un nuage d'encens, un aigle vivant s'élançait et, prenant son essor vers le ciel, semblait emporter l'âme du césar sous le symbole même de Rome.

Le christianisme modifia ce cérémonial sans l'abolir, et si les empereurs chrétiens continuèrent à être politiquement dieux après leur mort, si l'on put dire le divin Constantin et le divin Théodose comme on avait dit le divin Auguste, les apothéoses pourtant n'eurent plus lieu. On ne brûla plus les corps, ce qui était une pratique païenne odieuse aux chrétiens; on ne les remplaça plus par des images, ce qui eût été une idolâtrie condamnable : on les embauma pour les asseoir sur le lit de parade, ornés des insignes impériaux, et étalant aux regards le hideux contraste de la mort sous l'appareil de la puissance. On conserva d'ailleurs tout ce qui tenait à la garde, au cortége, à l'assistance du sénat, aux visites tumultueuses de la multitude; mais, au lieu de se rendre au Champ-de-Mars, on se dirigea vers l'église, où l'empereur était présenté le visage découvert, dans un cercueil d'or. La religion s'en emparait alors. Ce cérémonial, institué pour les obsèques de Constantin et devenu la règle des funérailles chrétiennes, fut observé par Honorius à la mort de son père. Reçu par l'archevêque de Milan au seuil de sa cathédrale, le corps de Théodose s'arrêta d'abord au voile qui séparait, comme une barrière infranchissable, le vestibule de l'église de la partie intérieure accessible aux seuls chrétiens baptisés. Là, l'évêque congédia l'assemblée, les païens se retirèrent, les catéchumènes se répandirent sous les portiques, et le corps, suivi du peuple des fidèles, fut introduit près du sanctuaire. Honorius occupait un siége élevé, en face du cercueil placé sur une estrade. Bientôt les saints mystères commencèrent, et l'église implora la paix éternelle pour celui dont la vie n'avait été qu'un combat.

A l'issue des funérailles, le corps, descendu de l'estrade et scellé dans le cercueil, resta en dépôt sous les voûtes de la basilique, en attendant le service religieux qui devait se célébrer plus tard, suivant les usages de la primitive église. L'époque de ce second service différait suivant les lieux : c'était tantôt le septième jour à partir du décès, tantôt le trentième ou le quarantième; l'église de Milan avait adopté le quarantième. Ambroise y présida comme il avait fait au premier, et ce fut lui qui prononça le suprême adieu sur les restes du prince dont il avait été le fidèle et sévère ami. Son oraison funèbre, que le temps a conservée, nous éclaire plus que tout autre document historique sur l'esprit, les croyances, la politique du temps. L'évêque, s'adressant aux soldats, les exhorte à garder une foi inviolable aux enfans de Théodose, et à considérer non leur faiblesse, mais la gloire de leur père, si grand dans les batailles et si digne de l'affection de l'armée. Il explique sa politique par sa foi, ses victoires par la protection manifeste dont Dieu le couvrait; il loue sa clémence envers les rebelles de la dernière guerre, et le re-

pentir sincère dont il racheta toujours ses fautes. Puis tout à coup, en songeant que ce cercueil même va disparaître pour être conduit à Constantinople, qui en réclame la possession, Ambroise se trouble; l'idée de cette séparation nouvelle le remplit d'une nouvelle douleur, comme s'il allait perdre Théodose une seconde fois.

« Empereur auguste, s'écrie-t-il en s'adressant au jeune fils de son ami, tu pleures de ne pouvoir suivre toi-même ces reliques vénérables jusqu'à la cité qui les attend. Ta douleur, mon cœur la ressent, et nous la partageons tous; oui, nous voudrions tous t'accompagner, et servir avec toi de cortége à ce père bien-aimé. Mais lorsque Joseph conduisit le corps du patriarche Jacob pour le mettre au sépulcre, il n'alla qu'aux limites d'une seule province; toi, au contraire, quelle immense étendue de pays te sépare de Constantinople! Ici c'est un continent tout entier, là c'est la mer. Les fatigues d'un tel voyage assurément ne t'effraieraient pas; mais l'intérêt de l'empire te retient parmi nous, et les bons empereurs savent préférer la république à leurs devoirs de fils et de père : c'est pour cela que le tien t'a fait prince, et que Dieu a confirmé son choix.

« Admis dans l'assemblée des saints, Théodose est illuminé maintenant d'une gloire inconnue : il jouit de ses vertus, il est roi. Il siége à côté de Constantin, et près de lui est ta mère Flaccille, son plus cher amour. Il serre dans ses bras Gratien, qui ne pleure plus ses blessures, parce qu'elles ont trouvé un vengeur, et qu'en dépit de l'indigne mort qui l'a ravi de ce monde, son âme possède aujourd'hui la paix.

« Oh! non, prince auguste, ne crains pas que quelque honneur paraisse manquer à ces reliques triomphales dans les lieux qu'elles vont parcourir. Quelque contrée qu'elles traversent, elles trouveront partout le respect et la douleur. L'Italie, témoin des victoires de Théodose, et délivrée par ses armes, célèbre l'auteur de sa liberté; Constantinople le pleure. Après l'avoir envoyé deux fois à la victoire, elle attendait son retour avec une ardeur impatiente; elle accourait en idée au-devant de lui pour voir le spectacle de sa rentrée : la solennité d'un triomphe, le tableau des victoires gagnées par son bras, l'armée gauloise réunie aux légions d'Orient, qu'elle combattait naguère, et enfin l'empereur du monde entier, voilà ce qu'attendait Constantinople. Eh bien! voici que Théodose lui revient plus puissant, plus glorieux encore : des légions d'anges le précèdent, la troupe des saints l'accompagne... Heureuse ville qui vas recevoir un habitant du paradis, et qui, dans l'étroit caveau où ce corps vénéré doit descendre, posséderas un citoyen des parvis célestes! »

Ainsi, pour l'église, Théodose était déjà saint, et dans le même instant (chose étrange!) des païens, éblouis par ses brillantes qualités, mettaient parmi les dieux, quoique sans apothéose publique, cet ennemi de leur culte et ce destructeur de leurs temples. Claudien, dans de beaux vers récités devant la cour chrétienne d'Honorius, transforme l'âme de l'empereur défunt en un astre éclatant qui se fixe sur la voûte céleste entre Bootès et Orion; mais des témoignages plus certains que les fictions d'un poète, des témoignages

tirés des inscriptions, nous démontrent que plus d'un Romain, plus d'une ville peut-être honorèrent la mémoire du césar chrétien sous des formes religieuses qui lui eussent fait horreur quand il vivait.

Le départ du convoi pour Constantinople n'eut pas lieu aussitôt qu'on l'avait cru; il ne se mit en marche que vers le milieu de juillet, malgré la chaleur qui pouvait opérer la décomposition du corps. Il prit, comme tout semble l'indiquer, la direction des Alpes-Juliennes et la route militaire qui, à travers les provinces de Pannonie et de Thrace, conduisait dans la métropole de l'Orient. Le cercueil s'achemina par étapes, sous la garde de sénateurs et de soldats tirés des principaux corps de l'armée, particulièrement des cohortes palatines; leurs drapeaux étaient voilés, leurs armes renversées en signe de deuil. Une foule innombrable accourue de toutes parts leur fit cortége de ville en ville. Ils atteignirent ainsi le faubourg de l'Hebdomon, où Arcadius vint les recevoir, puis ils franchirent avec lui l'enceinte de Constantinople.

La jeune Rome, construite sous les auspices de la croix, s'était arrogé sur les empereurs chrétiens un droit de sépulture, ou du moins ceux-ci le lui avaient conféré, en suivant l'exemple de Constantin. Ce prince en effet ne voulut pas reposer dans les mausolées de la vieille Rome, comme s'il eût redouté le terrible voisinage des césars païens, ou qu'il espérât une paix plus douce au sein de la ville qu'il avait fondée, sous l'abri de ce signe auquel il devait ses victoires. Il bâtit donc de son vivant pour recevoir ses restes l'*église*, ou, suivant une expression consacrée, le *martyre* des apôtres, mausolée qui surpassa en richesse, sinon en majesté, tous les sépulcres des bords du Tibre. C'était un édifice circulaire surmonté d'un dôme d'une grande hauteur, qui laissait pénétrer le jour par des fenêtres élégamment encadrées. Un revêtement de marbres précieux et d'ornemens de bronze doré d'un beau travail le tapissait à l'intérieur du haut en bas; les voûtes étaient formées de caissons dorés, et à l'extérieur, des tuiles de bronze également doré, étincelantes au soleil, signalaient de loin ce néant des grandeurs impériales. Douze statues, représentant les apôtres, garnissaient le pourtour de la rotonde, dont le milieu était occupé par un sarcophage de porphyre, sous le couvercle duquel fut déposé, comme il l'avait voulu, le cercueil d'or de Constantin. Au fond, vers l'Orient, se trouvait un autel communiquant avec des bâtimens extérieurs destinés au service du culte. Le tout était situé au milieu d'un préau carré, à ciel ouvert, sur les côtés duquel les successeurs de Constantin élevèrent de vastes portiques pour leurs sépultures et celles de leurs familles. Ces portiques se peuplèrent peu à peu d'augustes, de césars, de nobilissimes, environnant comme une cour funèbre la tombe solitaire du premier empereur chrétien. Là vinrent reposer

côte à côte le jeune Constantin et Constance, Jovien, Valentinien, Gratien; Théodose y fit enterrer ses deux femmes, Flaccille et Galla, et marqua la place qu'il voulait occuper près d'elles. C'est là enfin qu'il fut inhumé lui-même, le 19 novembre 395, en présence d'Arcadius et avec un cérémonial qui rappela celui de Milan. Par une étrange aventure, le convoi avait failli se croiser sur la route de Thrace avec les troupes que Gaïnas ramenait de Thessalie : seize jours plus tard, le cercueil de Théodose aurait fait son entrée dans sa ville impériale escorté par le général et par l'armée qui venaient égorger son ministre.

Au milieu de ces préoccupations diverses, Rufin ne perdait pas son temps, ou du moins il croyait le bien employer en intrigues et en corruptions de tout genre. La tourbe malfaisante de ses amis était à l'ouvrage, semant l'argent et les promesses, et achetant des partisans dans la dernière classe du peuple ou dans les derniers rangs de l'armée. L'officier de recrutement en garnison à Constantinople se laissa gagner et gagna ses recrues : ce furent ces paysans à peine dégrossis qui durent remplir l'office de prétoriens et affubler Rufin du manteau impérial dans la solennité de l'adoption. Gaïnas le sut, et n'en devint que plus irrité. Gardant toujours les apparences d'une demi-complicité, il souffrait que les agens du ministre vinssent solliciter sous ses yeux les officiers qu'ils connaissaient, et ceux-ci imitaient la dissimulation de leur chef. Au reste toutes les mesures que Rufin croyait secrètes étaient épiées, découvertes, contre-minées aussitôt par l'eunuque Eutrope, qui entra si pleinement et si franchement dans les projets de Gaïnas, qu'on put, après la réussite, lui en attribuer presque tout l'honneur. Eutrope, de son côté, mettait le jeune empereur au courant des choses; bien plus, si l'on en croit quelques mots des contemporains, il lui ménagea une entrevue avec Gaïnas. Rufin avait fixé pour sa proclamation le jour de l'entrée des légions à Constantinople, et ce jour approchait. Il lui fallut donc faire à son pupille confidence de ce qui se préparait, et lui demander son consentement. Il le fit, en s'excusant sur la volonté du peuple et de l'armée. « L'empire, lui disait-il, était une récompense due à ses longs travaux, et que Théodose même lui destinait; comment pourrait-il le refuser sans honte, quand le vœu public le lui imposait? Toutefois il préférait le tenir des mains d'un jeune prince qui connaissait ses services et avait encore besoin de conseil et d'appui. Rufin, simple ministre, lui avait rendu d'un mot légions et trésor; que ne ferait-il pas quand il aurait le droit de parler et d'agir en son nom! Arcadius verrait bientôt à ses pieds Stilicon, le sénat de Rome, l'armée d'Occident, et les ennemis du dedans comme ceux du dehors. » Arcadius parut apprendre toutes

ces révélations de la bouche de son ministre; il l'écouta tranquillement sans rien objecter, soit qu'il se fiât aux assurances d'Eutrope, soit que, voyant l'impossibilité de prévenir l'événement, il eût résolu de l'attendre pour prendre lui-même un parti et se ranger, suivant les cas, du côté d'Eutrope ou de Rufin. Satisfait de ce consentement tacite et croyant tenir invinciblement le faible auguste sous sa chaîne, Rufin pourvut aux dernières mesures, fit battre à son effigie les pièces d'or et d'argent qu'il voulait distribuer pour sa bienvenue, et commanda un souper tout à fait impérial sous les galeries de son palais. Enfin parut le jour tant souhaité où l'empereur devait recevoir l'armée dans l'Hebdomon : c'était le 27 novembre.

L'Hebdomon, dont nous avons déjà parlé, était le champ de mars de la Rome nouvelle, le lieu où l'on exerçait les soldats de recrue appelés *tyrons*, où se passaient les revues militaires, où se célébraient les solennités tumultueuses qui réclamaient un grand concours de monde; là aussi se faisait la proclamation des césars devant le peuple et l'armée. Située hors des murs de la ville, vers le midi et à la septième borne milliaire, à partir du mille doré qui servait de point de départ à toutes les routes de l'Orient, la plaine de l'Hebdomon tirait de cette dernière circonstance son nom qui signifiait en grec *septième*. La mer l'avoisinait d'un côté, de l'autre les collines de la ville, et elle se reliait vers l'occident au continent de la Thrace. Des maisons d'habitation, quelques édifices publics en avaient fait un faubourg de Constantinople, et les empereurs y possédaient un petit palais, leur pied-à-terre dans les longs jours de solennités. La partie de l'Hebdomon réservée aux revues contenait vers son milieu une tribune de marbre environnée de statues, d'aigles et de drapeaux, du haut de laquelle les empereurs haranguaient la foule et proclamaient les collègues qu'ils associaient à leur puissance. Dans ces circonstances, l'adopté, appelé par l'adoptant, montait respectueusement les gradins pour venir prendre place près de lui. Celui-ci le présentait à l'assemblée, et, enveloppant ses épaules d'un manteau de pourpre, ceignant son front d'un bandeau de perles, il le nommait à haute voix césar ou auguste. Les deux collègues descendaient ensuite, et, assis l'un près de l'autre dans le même char, ils rentraient lentement au palais par la Porte d'Or à travers la Rue Triomphale. Tel était le spectacle que Rufin espérait donner en sa personne aux habitans de Constantinople dans cette journée du 27 novembre, et pour lequel il se prépara avec une recherche presque féminine.

Ainsi que nous l'avons dit, Rufin était grand, beau de visage et d'une tenue martiale, et il calculait habilement l'effet de ces avantages sur la multitude. A côté d'Arcadius, dont l'apparence était si

chétive, il semblait vraiment le prince et celui-ci le sujet, et à le voir balancer sa tête avec des grâces étudiées, on eût dit, suivant le mot d'un écrivain du temps, que l'Aquitain n'avait fait toute sa vie que porter un manteau de pourpre et rayonner sous un diadème. La foule, plus nombreuse d'instans en instans, s'amoncelait dans l'Hebdomon, laissant à peine libre l'espace destiné aux troupes. Arcadius, à pied, se posta en avant de la tribune, ayant au-dessous de lui Rufin, et derrière, à quelque distance, les grands officiers de la cour : il n'attendit pas longtemps sans que l'armée parût, conduite par Gaïnas. Elle marchait en bon ordre, l'infanterie à gauche, la cavalerie à droite, et au premier rang de celle-ci les cataphractes, couverts d'une carapace d'acier, eux et leurs chevaux, et semblables à des statues mouvantes. L'air, dont aucun souffle ne troublait le calme, semblait embrasé du reflet des armes, et les dragons de pourpre retombaient silencieux sur la hampe des bannières. L'empereur le premier salua les drapeaux; Rufin s'avança ensuite, et prit la parole. Prodiguant les fleurs du plus beau langage, il exalta le dévouement de ces braves qui revenaient des bornes du monde tout chargés de lauriers, les appelant par leurs noms, et leur donnant des nouvelles des enfans ou des pères dont ils allaient retrouver les embrassemens.

Tandis qu'il s'enivrait lui-même de ses paroles et que ses plus proches voisins l'interrompaient à dessein par des questions, la troupe se développait des deux côtés autour de lui et de l'empereur, repoussant au loin les courtisans et la foule; puis on la vit, par un mouvement inattendu, incliner et rapprocher ses rangs. Ses extrémités se rejoignent bientôt, et l'espace disparaît sous un cercle d'armes et de boucliers qui se resserrent. Tout entier à sa préoccupation intérieure, le ministre n'aperçoit pas que l'empereur et lui sont enveloppés, et comme l'officier de recrutement qui devait donner le signal de la proclamation ne paraissait point : « Prince, dit-il à Arcadius d'une voix impatiente, voici le moment de monter au tribunal; que tardez-vous? marchons! » Effrayé peut-être de cet appareil d'armes, Arcadius restait immobile et muet; Rufin croit qu'il hésite : il le saisit par son manteau, et semble lui adresser des reproches. A cette vue, toutes les épées sortent du fourreau, et une voix terrible, sans doute celle de Gaïnas, fait entendre ces mots : « Misérable! tu veux donc nous faire porter des chaînes, et tu comptes sur nos bras pour en donner aux autres! Ne sais-tu donc pas d'où nous venons? ou crois-tu qu'après avoir renversé deux tyrans au-delà des Alpes, nous soyons bien pressés d'en faire un troisième? » A cette voix, que couvrent bientôt d'autres clameurs, Rufin, comme réveillé en sursaut, reste stupide; il ne peut songer à s'échapper,

car partout brille à ses yeux une forêt de pointes menaçantes. Il se rapprochait de l'empereur, pour se mettre à l'abri sous l'inviolabilité de la pourpre, quand un soldat s'élance hors des rangs, et, lui plongeant son épée dans le côté : « Tiens, lui dit-il; reçois ce coup, c'est Stilicon qui te le donne! »

Arcadius, éperdu, souillé du sang de son ministre, cherche à s'enfuir; les soldats protégent sa retraite. Alors l'œuvre de vengeance s'achève. C'était à qui frapperait l'ennemi étendu, à qui le foulerait aux pieds ou plongerait une arme dans ses entrailles. On s'arrachait ses lambeaux comme les chiens ceux d'un animal tombé sous leur dent. Un soldat détache sa tête du tronc et la promène au bout d'une lance, une pierre dans la bouche. Un autre s'empare de sa main droite, encore soudée à l'avant-bras, la force à se creuser comme celle du mendiant, en ramenant les nerfs sur eux-mêmes, et avec cette hideuse coupe il va quêter de spectateur en spectateur, puis de porte en porte dans la ville : « Une obole, disait-il, donnez une obole à celui qui n'eut jamais assez! » Cet homme fit sa fortune. Après les soldats, ce fut le tour du peuple; les femmes elles-mêmes venaient insulter à ces restes difformes, et tremper leurs pieds dans le sang. Gaïnas, ralliant sa troupe, entre enfin à Constantinople, et Eutrope, maître absolu du palais, le devient aussi de l'empire.

Les biens de Rufin furent confisqués par un édit, et comme les gens qu'il avait dépouillés accouraient avec joie reprendre possession, celui-là de son champ, celui-ci de sa maison de campagne ou de son palais, une loi leur expliqua que ces objets étaient sacrés comme appartenant au fisc, que cependant l'empereur, dans sa clémence, examinerait les droits de chacun; or Eutrope n'était pas un juge facile. De peur d'être enveloppées dans son malheur, l'épouse et la fille de Rufin avaient gagné prudemment une église, qui leur servit d'asile; Arcadius permit qu'elles se retirassent à Jérusalem, où elles passèrent le reste de leur vie : le jeune empereur ne pouvait moins faire pour une fille qui avait manqué d'être sa femme. La chute du régent d'Orient fut célébrée dans tout l'empire par des démonstrations de joie qui furent peut-être plus vives à Rome qu'à Constantinople. Les anciens amis, les admirateurs de l'Aquitain n'eurent plus pour lui assez de duretés ou d'insultes. Symmaque en parlait dans ses lettres comme « d'un vieux brigand qui avait pillé l'univers, » et applaudissait à son supplice; Ambroise ne le ménagea guère davantage. Enfin Claudien, le poète de Stilicon et l'interprète éloquent des rancunes de l'Occident, proclama, dans des vers dignes de Juvénal, que « le châtiment de Rufin absolvait les dieux! »

AMÉDÉE THIERRY.

BEAUX-ARTS

DU PRINCIPE DES EXPOSITIONS

LE CONCOURS EN GRÈCE ET DE NOS JOURS.

Le retour des expositions de peinture et de sculpture est attendu comme une fête, fête de l'intelligence et du goût. On a déjà publié le programme qui annonce l'exposition de 1861; ce programme n'offre de nouveau qu'une clause rigoureuse qui défend à chaque peintre d'exposer plus de quatre tableaux! Quatre tableaux! c'est peu si l'artiste a du talent, c'est trop s'il n'en a pas; mais je ne prends point la plume, en ce moment, pour critiquer l'administration des beaux-arts. Je voudrais, au contraire, obtenir d'elle des mesures plus larges, et comme des gens bien informés m'assurent que l'opinion publique est toute-puissante dans notre pays, que le gouvernement n'est que l'expression de ses désirs ou de ses arrêts, c'est à l'opinion que je m'adresse. L'art se perd chez nous. Les expositions n'en retardent point la décadence; certains juges affirment qu'elles la précipitent. Pour moi, j'estime qu'elles sont chose bonne par leur nature, mauvaise par leur application. Or tout dépend de l'application. Les médecins ne nous enseignent-ils pas que les meilleurs remèdes, si on les emploie avec excès, deviennent poison?

Il convient donc de discuter le principe même des expositions, de rechercher quelles conditions, quelles règles particulièrement salutaires doivent régir de telles solennités, car elles ne sont pas uniquement destinées à réjouir le public et à servir l'intérêt des artistes : elles ont, je le suppose du moins, un but plus élevé, qui est le progrès de l'art. Il est naturel d'examiner comment ce pro-

grès est encouragé avec plus d'efficacité; mais avant d'étudier une matière délicate, j'ai besoin de me rassurer en considérant ce que faisaient les anciens. Le détour est long, il n'est pas inutile. Platon, dans un de ses dialogues, fait parler ainsi Socrate : « J'aime à converser avec les vieillards. Comme ils nous ont précédés sur une route qu'il nous faudra parcourir, je m'informe auprès d'eux si elle est sûre ou dangereuse, rude ou agréable. » Nous ferons comme Socrate : nous interrogerons d'abord les anciens, c'est-à-dire les Grecs. Quand il s'agit d'art, comment ne pas tenir compte de ce qu'ils ont enseigné? Comment ne pas consulter leurs exemples? Les principes surtout, si l'on veut s'en tenir aux théories, apparaissent chez eux avec plus de simplicité, parce que leur génie lui-même n'était qu'une expression plus sublime de leur bon sens.

I.

Les modernes s'attribuent volontiers toutes les inventions. Ils oublient que trente siècles les ont précédés; ils oublient qu'il y a eu jadis des civilisations si fortes et si raffinées qu'elles ont connu non-seulement des splendeurs, mais des jouissances que l'humanité ne retrouvera peut-être jamais. C'est dans les arts surtout qu'il nous siérait d'être modestes, car l'antiquité, en nous léguant tant de chefs-d'œuvre que nous avons perdus, nous a laissé bien peu d'idées nouvelles à découvrir. Ainsi beaucoup de personnes qui vantent nos expositions solennelles en rapportent tout l'honneur au temps présent. D'autres, qui les condamnent, partagent la même erreur, puisque c'est au nom de l'antiquité qu'elles les condamnent. « Les Grecs, disent-elles, ne connaissaient ni les concours ni les musées. Ils ne travaillaient point dans le vide ni sans but. Leurs tableaux ou leurs statues étaient commandés pour une place déterminée. » Cela est vrai dans beaucoup de cas, mais il n'est pas moins vrai aussi que les Grecs ont eu comme nous des expositions. Leur exemple doit nous rabaisser, si l'on nous fait un mérite d'avoir inventé cet usage, nous absoudre, si l'on nous en fait un crime.

Je dois prouver ce que j'avance. Les faits sont en petit nombre, mais ils sont clairs. Ils ont une importance qui paraîtra d'autant plus grande, si l'on réfléchit que tous les détails sur l'art qui ont été recueillis avant l'ère chrétienne ont disparu. En vain Ictinus a composé un ouvrage sur le Parthénon, en vain Polémon a décrit en quatre livres les merveilles de l'Acropole d'Athènes, en vain les critiques athéniens ont multiplié leurs catalogues dont nous n'avons que les titres, en vain les archéologues alexandrins ont dressé d'ingénieux inventaires : tous ces trésors, destinés à la postérité, ont péri entre les mains du moyen âge. Il a fallu que Pline le naturaliste parlât de

tableaux à propos de couleurs, de statues à propos de métaux ou de marbres, pour sauver quelques débris de l'histoire de l'art. Combien d'artistes, sans lui, n'auraient point obtenu l'immortalité qui leur semblait promise! Quelque imparfaite que soit la compilation de Pline, on y recourt sans cesse. Les descriptions de Pausanias, les jugemens de Platon, de Lucien, de Plutarque, se disposent sur cette trame historique comme des broderies sur un tissu grossier et souvent déchiré. On ne s'étonne pas, avec de telles ressources, d'être parfois dans l'embarras. Bien plus, on rencontre des anecdotes auxquelles il est impossible d'ajouter foi; mais on doit imiter ces juges patiens qui confessent de faux témoins, et tirent la vérité même de leurs mensonges.

Déjà, à une époque assez reculée, la passion des collections avait commencé chez les Grecs. Lorsque les successeurs d'Alexandre se partagèrent l'Orient pour y fonder des royaumes, ils restèrent fidèles au génie grec en consacrant aux arts et aux lettres les richesses de l'Égypte ou de l'Asie. Pouvoir tout conduit à tout désirer. Ils désirèrent retrouver les jouissances qu'ils avaient connues dans leur patrie; ils attirèrent à leur cour les philosophes, les poètes, les artistes; ils créèrent des bibliothèques, des pinacothèques, c'est-à-dire des galeries de tableaux, des dactyliothèques, c'est-à-dire des collections de pierres gravées. Celle de Mithridate était renommée : Pompée la fit apporter à Rome. C'est alors que les œuvres d'art s'élevèrent à des prix qui dépassent tout ce qui nous a étonnés de nos jours. Alexandre couvrait d'or les tableaux d'Apelle. Attale, roi de Pergame, en payait un seul 500,000 francs, somme qui représentait au moins six fois ce qu'elle représente aujourd'hui. Démétrius Poliorcète s'exposait à ne point prendre Rhodes plutôt que d'attaquer le côté de la ville où se trouvait un tableau de Protogène. Pour un seul chef-d'œuvre, il faisait ce que l'armée française a fait à son tour en 1849, afin d'épargner le Vatican et les chefs-d'œuvre de la ville éternelle. Nicomède, roi de Bithynie, offrait aux habitans de Cnide de payer toutes leurs dettes s'ils lui cédaient la Vénus de Praxitèle, et les Cnidiens refusaient. Ainsi non-seulement ces princes commandaient des travaux aux artistes ou se disputaient ceux qu'ils venaient d'achever, mais ils s'efforçaient d'enlever à la Grèce ses richesses plus anciennes pour en orner leurs palais. Le grand Aratus, lorsqu'il voulait gagner Ptolémée III, savait quels présens lui étaient le plus agréables : il lui envoyait les tableaux des vieux maîtres sicyoniens, de Pamphile et de Mélanthe. Aratus cependant n'était pas un soldat grossier : il aimait les arts, il était connaisseur, si l'on en croit Plutarque, mais il aimait surtout son pays, et consentait, pour l'affranchir, à tous les sacrifices. Sicyone donnait les œuvres de ses peintres comme rançon de sa liberté.

La Grèce n'a donc pas été plus heureuse que l'Italie moderne. Avant même que les Romains ne l'eussent pillée, elle avait commencé à se dépouiller par ses propres mains. Ses artistes allaient vivre à la cour des Séleucides ou des Ptolémées; ses tableaux passaient les mers pour enrichir des pays jadis barbares, de même que les tableaux italiens ont grossi les musées de l'Europe. L'art s'est affaibli en quittant ses divers centres pour se faire courtisan. Les princes, qui lui offraient tant de modèles réunis dans leurs demeures, ont plutôt contribué à cet affaiblissement, car l'érudition a tué l'inspiration chez les peintres, de même qu'elle l'a tuée chez les poètes alexandrins. L'horizon plus étroit, mais les traditions fermes d'une école locale, qui suit sa voie sans regarder autour d'elle, sont une condition de puissance et d'originalité, tandis que les modèles accumulés dans les musées favorisent une science stérile, confondent les principes les plus opposés et conduisent à l'éclectisme. Enfin l'éclectisme, source de jouissances si vives pour les critiques ou les amateurs, est un danger pour l'art, comme le panthéisme pour les religions. Voilà de graves questions, qui ne peuvent être traitées en passant, et qui du reste seront toujours discutées vainement, parce que la marche de la civilisation a quelque chose d'irrésistible, comme le soulèvement périodique des flots. Il suffit de reconnaître que les Grecs avaient dû, aussi bien que les modernes, rassembler les monumens de l'art et former des musées. Les villes libres avaient même donné l'exemple aux rois. Athènes possédait une collection de tableaux dans les Propylées, et Polémon, que je citais plus haut, avait décrit cette collection dans un traité spécial. Le temple de Junon à Samos, le temple de Diane à Éphèse, contenaient également de véritables galeries de tableaux, car les anciens, pour les désigner, emploient le mot de *pinacothèque*, qui est l'équivalent de *musée*, avec le sens qu'on lui prête aujourd'hui.

C'étaient là de véritables expositions; mais les Grecs en avaient d'autres, plus solennelles, permanentes, et qui s'étendaient chaque année. Peut-on nommer Delphes, l'Acropole d'Athènes, Olympie, sans se figurer aussitôt un monde de chefs-d'œuvre auquel tous les artistes et tous les âges apportent leur tribut? Depuis les origines de l'art grec jusqu'à son avilissement, c'est-à-dire pendant dix siècles, les générations ne cessèrent point d'y entasser les monumens, les colosses, les statues de proportion humaine, les bas-reliefs, les tableaux, les vases d'un travail exquis, les offrandes de toute espèce. Olympie surtout, que les Hellènes appelaient leur patrie commune, où ils venaient à des époques régulières oublier leurs guerres, célébrer des fêtes, former un congrès pacifique auquel présidait le plaisir, Olympie était autant le sanctuaire de l'art que le sanctuaire de la religion. Non-seulement les athlètes victorieux se voyaient à

chaque olympiade élever des statues, mais les cités ne cessaient point de lutter de munificence. Tout servait de prétexte à un zèle qu'enflammaient les rivalités nationales : une victoire, un oracle, un fléau détourné, un bienfait reçu, le caprice d'un homme d'état. Aussitôt on consacrait les images des dieux, des héros, des généraux vainqueurs, des bons citoyens; les sculpteurs les plus habiles étaient employés, le bronze, le marbre, l'or, l'ivoire prodigués tour à tour. Les pays les plus lointains, la Sicile aussi bien que l'Asie, voulaient être représentés par des chefs-d'œuvre. C'était par des chefs-d'œuvre que les colonies prouvaient leur parenté avec la Grèce et que les tyrans des contrées à demi barbares justifiaient leurs prétentions au nom de Grecs. L'art profitait de tout, même des mesures disciplinaires; c'est là un trait caractéristique. Quand un athlète avait transgressé les règlemens établis par les juges des jeux, il payait une amende. A quel usage les Éléens appliquaient-ils cette amende? A l'entretien d'un monument? aux besoins du culte? aux frais de l'hospitalité publique? Non, ils consacraient une statue à Jupiter. Une série d'amendes ainsi transformées ornait la terrasse qu'ils appelaient le Zanès. On peut se faire une idée de la quantité de statues qui remplirent peu à peu la cité olympique. Sous le règne de Néron, les Romains en enlevèrent trois mille. Cependant tel était le nombre de celles qui restaient, que Pausanias, un siècle après, eut besoin d'un volume entier pour les énumérer d'une façon sommaire.

Afin d'entrevoir toute la beauté d'un tel sanctuaire, il faut lui rendre en imagination le cadre merveilleux dont l'antiquité seule a pu jouir. Les produits de l'art grec ne sont point accumulés dans un édifice, si vaste qu'on le suppose, et éclairés d'un jour inégal. Ils sont à ciel ouvert, baignés par les rayons du soleil. Les statues bordent les avenues de l'enceinte sacrée; elles sont disposées selon les époques et dans un harmonieux désordre, quelle que soit leur dimension ou la matière qui les compose, ici réunies, là isolées, tantôt sur des piédestaux, tantôt sous des portiques. Les plus précieuses, par exemple les statues d'ivoire, aussi bien que les peintures, sont à l'abri dans les temples et dans l'intérieur des *trésors*. De distance en distance s'élèvent au milieu de la verdure les temples peints de couleurs éclatantes, les colonnes votives, les colosses. Le stade et l'hippodrome sont voisins; ils touchent à l'Alphée, ombragé par des peupliers qui ne cessent d'agiter leur blanc feuillage. Derrière le temple de Jupiter olympien croît l'olivier, dont les branches couronnent les vainqueurs. Partout la nature mêle son charme aux splendeurs de l'art, et dans aucun lieu de la Grèce elle n'a plus de douceur. Les riantes collines qui entourent Olympie se disposent en amphithéâtre comme pour appeler les fêtes et les combats non sanglans. Tous les quatre ans, dès que la trêve sacrée a

été proclamée dans l'étendue du monde grec, la foule accourt joyeuse et parée. Les artistes n'ont pas manqué à l'appel, et le riche Zeuxis se fait suivre par des serviteurs aux vêtemens brodés d'or. La Grèce du nord, le Péloponèse, l'Asie-Mineure, les îles, la Sicile, l'Italie méridionale envoient des milliers de visiteurs : la vallée, hier silencieuse, se remplit de mouvement et de bruit. Les luttes des athlètes n'occupent point toutes les journées; les cérémonies religieuses, les entretiens sous la tente, les récitations des poètes et des historiens laissent encore du loisir. On contemple alors les œuvres d'art récemment exposées. Les Argiens ont construit un *trésor;* les Athéniens ont envoyé de belles statues, Hiéron, tyran de Syracuse, des offrandes plus riches encore; Phidias vient d'achever son Jupiter, Polyclète a fait un athlète. Ici brillent les élèves de Praxitèle, plus loin les fils de Lysippe. Les écoles doriennes sont comparées aux écoles ioniennes. Les sculpteurs d'Égine l'emportent-ils sur ceux de Sycione? ceux de Sparte sur ceux de Corinthe? L'Asie-Mineure a-t-elle des artistes moins distingués que la grande Grèce? Toutes ces questions préoccupent des esprits cultivés, délicats, qui forment l'opinion et décernent aux artistes cette couronne invisible qu'on nomme la gloire. Chaque génération, chaque olympiade renouvelle l'attention publique en produisant de nouvelles œuvres. L'histoire de l'art grec est écrite tout entière par ces bronzes et ces marbres qui se sont placés les uns auprès des autres pendant des siècles, de sorte que les spectateurs des âges plus avancés peuvent embrasser d'un coup d'œil les premiers essais de l'art, ses progrès, sa perfection, ses raffinemens, sa décadence, en un mot l'ensemble imposant et à jamais incomparable du génie grec. Croit-on qu'une telle exposition ne surpasse point les efforts les plus somptueux du XIXe siècle?

Le spectacle qu'Olympie présentait, Delphes, Délos, l'isthme de Corinthe, l'Acropole d'Athènes, les temples magnifiques d'Argos, de Samos et d'Éphèse l'offraient également. C'étaient autant d'expositions permanentes qui allaient grossissant avec les années. On peut croire, au premier abord, qu'une telle réunion d'objets d'arts était l'effet des mœurs et non de la volonté. Chaque statue, dira-t-on, avait sa place, chaque tableau sa destination. Les Grecs ne concevaient point les œuvres sans le monument qu'elles devaient orner. Ils ne dépouillaient point les édifices publics et les temples, pour comparer, à un moment donné, les productions des artistes contemporains. Ils ne faisaient point ce que font les Français, qui enlèvent les plafonds du Louvre ou de l'Hôtel-de-Ville pour les appliquer sur un cadre et les dresser contre une paroi verticale. Qui ne devine comment les maîtres de l'antiquité ou de la renaissance auraient accueilli la prière d'exposer ainsi leurs plus vastes créations?

« J'ai peint mon Pœcile, aurait répondu Polygnote, comme il convenait de peindre un portique. J'ai distribué mes compositions selon les compartimens; j'ai tenu compte des colonnes qui se projetaient sur le mur; j'ai calculé les ombres portées par la corniche et la saillie du toit, de sorte que la zone frappée par le jour fût d'un ton plus solide, la zone plongée dans la demi-teinte, d'une couleur plus claire. La peinture de décoration n'est pas de la peinture d'atelier. Mes généraux athéniens ou persans, mes Troyens et mes captives à la belle coiffure, sont peints pour le grand air, la lumière, l'espace. » — « Vous voulez transporter ma Minerve Parthénos ou mon Jupiter olympien, aurait répondu Phidias; mais ces colosses ne sont pas faits pour être regardés de près ni pour être touchés. Je savais qu'ils seraient adorés par la foule assemblée en dehors du temple, devant l'autel des sacrifices. Je savais qu'ils seraient vus à travers le péristyle extérieur, à travers les portes, à travers une longue colonnade intérieure, à deux rangs superposés. Dans la religieuse profondeur du sanctuaire, les colosses n'ont qu'un effet réduit. La perspective corrige tout : elle substitue à cette fausse grandeur qu'on appelle l'énormité la vraie grandeur qu'on appelle la proportion. » Raphaël eût parlé de même, si l'on avait voulu transporter sur toile la *Messe de Bolsena* ou la *Délivrance de saint Pierre*, faites pour les fenêtres qui sont entourées par ces fresques. Michel-Ange n'eût point tenu un autre langage, si on lui eût demandé les grandioses figures de la chapelle des Médicis pour les montrer isolées.

Il y a beaucoup de vrai dans ces objections, mais il y a aussi de l'exagération. La plupart des œuvres qui étaient envoyées à Olympie ou à Delphes n'avaient point de place désignée à l'avance. Les dons qu'adressaient les états et les particuliers, ils les offraient librement, sans s'inquiéter du lieu qu'ils occuperaient. Les artistes auxquels on commandait des statues de divinités ou d'athlètes n'avaient ni mesures imposées, ni convenances à observer. Il se pouvait même qu'ils n'eussent jamais visité ces sanctuaires célèbres. C'était aux Éléens ou aux prêtres de Delphes qu'il appartenait de trouver pour tous les présens qu'on leur adressait l'emplacement le plus favorable. Nous reconnaissions tout à l'heure qu'un harmonieux désordre devait présider à la disposition de richesses aussi variées et d'époques aussi diverses. En outre, si on lit avec attention les auteurs, on s'apercevra que les Grecs ne faisaient pas uniquement de la sculpture et de la peinture pour décorer les monumens : ils avaient des statues d'atelier et des tableaux de chevalet, œuvres détachées qui tantôt étaient commandées, tantôt attendaient l'acheteur. C'étaient certainement les productions les plus nombreuses dès le siècle d'Alexandre. On pouvait donc les transporter, les exposer, les comparer entre elles. Cette comparaison conduisait naturellement à l'idée d'un concours.

Il serait en effet surprenant que les Grecs, qui avaient établi des prix de tant de sorte, n'en eussent point proposé aux artistes. Dès l'époque homérique, les jeux funèbres sont un concours : Achille distribue les récompenses avec autant d'équité qu'un juge des jeux néméens ou olympiques. Outre les exercices du corps, la poésie, la tragédie, la comédie, la danse, la musique, étaient le sujet de concours répétés. Une inscription de Téos nous apprend qu'il y avait jusqu'à des concours de calligraphie. Il y avait des concours pour les hérauts et pour les trompettes. Enfin, ce qui paraît un acheminement vers l'art, les Grecs avaient établi des concours de beauté. Celui-là seul qui avait remporté le prix de la beauté pouvait être prêtre de Jupiter à Ægæ, ville d'Achaïe, prêtre d'Apollon à Thèbes, ou devait conduire la procession de Mercure à Tanagre. Le grand Sophocle avait obtenu un prix semblable dans sa jeunesse. Comment l'art seul aurait-il été excepté? car les suffrages de l'opinion publique n'ont jamais le stimulant ni la précision des suffrages d'un tribunal spécial. Il est aisé de montrer, malgré les lacunes de l'histoire, que les Grecs avaient institué également pour les artistes des concours solennels.

Corinthe est la première ville de la Grèce continentale où la peinture fut cultivée avec succès. Les Corinthiens prétendaient même l'avoir inventée, et, pour justifier une prétention peu conforme à la vérité, ils instituèrent de bonne heure des concours de peinture. Ce fut à Corinthe que Parrhasius fut couronné pour son tableau de *Bacchus*.

Les habitans de Delphes suivirent cet exemple. Dès le siècle de Périclès, Polygnote fut appelé à Delphes pour décorer l'édifice qu'on appelait *Lesché*. La présence d'un peintre aussi illustre ne fut pas sans influence sur les décisions du conseil amphictyonique; il avait conquis une grande autorité en refusant de recevoir aucun salaire, car le désintéressement rehausse les hommes et leur gagne le respect. En effet, aussitôt après Polygnote, on voit un concours de peinture établi à Delphes. Deux concurrens sont même cités. L'un est Panænus, frère de Phidias; l'autre, Timagoras de Chalcis. Timagoras fut vainqueur et composa des vers pour célébrer sa victoire.

Ces concours étaient entourés d'apparat; ils servaient au plaisir public, ils ajoutaient à l'éclat des fêtes, cela n'est point douteux, surtout à Corinthe et à Delphes, où rien n'était épargné pour rivaliser avec Olympie et pour attirer la Grèce entière aux jeux de l'isthme ou aux jeux pythiques. Il y avait donc une exposition. Je soupçonne même que les Éléens n'étaient point restés en arrière et qu'ils avaient aussi leurs expositions de peinture, car Lucien raconte qu'Aétion apporta son fameux tableau des *Noces d'Alexandre* à Olympie pour l'exposer. Proxénidas, un des magistrats qui prési-

daient les jeux, fut tellement ravi de ce tableau qu'il donna au peintre sa fille en mariage. Ces luttes, qui devaient se répéter à des époques régulières, étaient tenues en grande estime. Les Athéniens ouvraient le Prytanée aux artistes qui avaient remporté le prix dans un concours. Là ils étaient nourris aux frais de l'état, partageant cet honneur suprême avec les grands citoyens et les généraux couverts de gloire. Les Athéniens laissaient même exposer au théâtre les œuvres des peintres; ils venaient les y juger comme ils y jugeaient les concours de tragédie. Un jour en effet Zeuxis et Parrhasius se disputaient la palme. Zeuxis avait peint des grappes de raisin : telle était la vérité de ce tableau, telle était l'illusion, que des oiseaux vinrent voltiger sur la scène (les théâtres étaient à ciel ouvert) et becqueter les raisins. Cette histoire nous trouvera tous incrédules, car les anecdotes de ce genre ne sont qu'une forme plus vive de l'admiration, un tour ingénieux et poétique; c'est la métaphore poussée jusqu'à la fiction. Sous le mensonge toutefois il faut démêler le fond vrai, sous l'anecdote les mœurs. Les Athéniens souriaient plus tard de leur fin sourire lorsqu'un archéologue racontait ce trait de Zeuxis; mais lorsqu'il leur parlait d'exposition publique, de théâtre, de scène, ils se fussent récriés s'il n'eût point été d'usage d'exposer ainsi les tableaux. Le mensonge ne serait jamais supporté s'il ne se plaçait dans un cadre vraisemblable.

Dès que l'idée de concours et de récompense s'associe à l'idée d'une exposition, on arrive bientôt à proposer le même sujet à tous les concurrens. Un tel principe est net, logique, conforme à la justice. Il n'y a de concours équitable que celui qui impose à tous les prétendans les mêmes conditions et les mêmes difficultés. Les Grecs ne pouvaient manquer d'appliquer ce principe non-seulement à la peinture, mais aux autres branches de l'art. C'est ainsi que nous voyons Apelle figurer dans un concours où le sujet traité était un cheval. Chaque artiste avait donc peint un cheval. Les rivaux d'Apelle eurent recours à tant d'intrigues qu'ils l'auraient empêché d'obtenir le prix qu'il méritait s'il n'eût eu l'idée de faire amener des chevaux. On présenta successivement à ce singulier jury les œuvres de tous les peintres : le seul tableau d'Apelle leur fit dresser les oreilles. Il fut déclaré vainqueur, comme Darius avait été déclaré roi, par des hennissemens. Les contemporains d'Apelle et d'Alexandre avaient sans doute emprunté à la Perse, récemment conquise, cette fable, qui s'explique, comme la précédente, par le goût de l'hyperbole spirituelle et de l'allégorie. Au lieu de juger sérieusement de semblables récits, il faudrait les accueillir avec l'enjouement sceptique que respirent les dialogues de Platon ou de Lucien.

L'antiquité nous a conservé le souvenir d'un concours aussi

illustre, mais dont les détails sont plus vraisemblables. Il avait lieu dans l'île de Samos, île où les arts jetèrent un éclat précoce, parce qu'elle touchait à l'Asie et empruntait plus d'un modèle à la civilisation orientale. Parmi les rivaux qui se disputaient le prix, l'histoire cite Parrhasius et Timanthe. Tous avaient dû peindre Ulysse et Ajax réclamant les armes d'Achille. Timanthe fut couronné. Parrhasius, dont l'orgueil était grand, se consolait de son échec en se comparant à Ajax, « dont la destinée, disait-il, était de toujours céder à un moins digne la récompense qui lui était due. » Ainsi le même sujet avait été traité, non point par des écoliers ou des talens obscurs, mais par deux des plus grands artistes du siècle. Quintilien nous montre Timanthe concourant une autre fois avec Colotès de Téos.

Si l'on se tourne vers les architectes et les sculpteurs, on ne sera point étonné de les voir concourir pour les travaux dont l'état disposait. Les choses se passaient chez les Grecs comme elles se passent quelquefois chez nous et comme elles devraient toujours se passer, car les lois du bon sens sont invariables. Voulait-on construire un monument ou élever une statue colossale, on ouvrait un concours. Les architectes et les sculpteurs faisaient des soumissions, en même temps qu'ils présentaient des plans ou des modèles. Plutarque, dans un de ses traités de morale, nous apprend que celui qui soumissionnait au plus bas prix et dont le projet paraissait le meilleur était chargé des travaux. La Minerve du Parthénon fut donnée à Phidias à titre d'entreprise. Aussi le voit-on comparaître devant l'assemblée du peuple et exposer ses idées comme devant un conseil d'administration.

Il semble plus difficile de mettre aux prises des sculpteurs et de leur commander des statues dont la plus belle sera seule achetée. C'est pourtant ce qui arrivait quelquefois, car l'intérêt des particuliers était sacrifié à l'intérêt de l'art. Les Athéniens voulaient consacrer une statue à Vénus. Agoracrite et Alcamène, tous deux élèves de Phidias, firent chacun une Vénus; celle d'Alcamène fut choisie, Agoracrite reprit la sienne. Les habitans d'Éphèse agirent avec plus de générosité, car ils consacrèrent dans le temple de Diane cinq statues, toutes représentant des Amazones, qui étaient l'œuvre d'artistes différens; parmi ces artistes, on remarque Phidias et Praxitèle. Les Éphésiens, désirant fixer le mérite de ces statues, demandèrent aux sculpteurs eux-mêmes de les classer. Chacun se donna naturellement le premier rang, mais tous accordèrent le second à Polyclète. Aussitôt Polyclète fut proclamé vainqueur. On retrouve encore l'idée d'un concours dans un récit de l'historien poète Tzetzès. Alcamène était le rival de Phidias autant que son disciple. Chacun d'eux avait achevé une Minerve de proportion colossale qui devait occu-

per le centre de l'un et l'autre fronton du Parthénon. Ils les exposèrent avant de les placer au sommet du temple. La Minerve d'Alcamène, plus fine, plus délicate d'exécution, faite pour être examinée de près, fut préférée. On s'indigna au contraire contre Phidias, qui avait donné à sa statue des yeux dilatés, une grande bouche et des narines ouvertes, parce qu'il avait tenu compte des lois de la perspective. Aussi, quand les deux statues eurent été hissées sur les frontons, à une hauteur de quarante-cinq pieds, se produisit-il un retour subit dans l'opinion. La Minerve de Phidias apparut dans toute sa beauté, avec un effet grandiose, tandis que l'œuvre d'Alcamène fut jugée mesquine.

Ici la lutte n'a plus un caractère officiel : l'initiative semble venir des particuliers. La Grèce, en effet, a connu aussi les expositions particulières. Le XIX[e] siècle ne les a point inventées, il ne peut même réclamer l'idée de faire payer les visiteurs. Les peintres qui ont fait cette spéculation n'étaient que les plagiaires de Zeuxis. Quand Zeuxis exposa son Hélène, il exigea de chaque curieux un droit d'entrée. Il faut dire que cette Hélène était le fameux tableau pour lequel avaient posé, en vertu d'un décret public, les cinq plus belles vierges de Crotone. C'était une œuvre d'une pureté idéale : je ne crois pas que nos exhibitions privées aient une excuse semblable, même celles de M. Courbet. Apelle faisait aussi des expositions particulières, mais dans une pensée plus noble. Il montrait ses tableaux à peine achevés. Caché derrière le tableau, il écoutait les critiques des spectateurs et en profitait pour retoucher les parties défectueuses. Il ne dédaignait pas l'avis d'un humble cordonnier, si le cordonnier blâmait les sandales de ses personnages. Apelle faisait ces sortes d'expositions dans la salle des ventes publiques. Plus tard, on voit par un article du code de Théodose (XII, 4, IV) que les professeurs de peinture obtenaient gratuitement, dans les édifices appartenant à l'état, un atelier et un local d'exposition.

Il serait facile de pousser plus loin les rapprochemens avec ce qui se passe de nos jours. Par exemple, le public grec, si intelligent, si passionné pour les arts, se trompe parfois. Tantôt il s'attire une leçon méritée, notamment dans la querelle de Phidias et d'Alcamène, tantôt il commet une injustice ridicule, lorsqu'il condamne Micon à une amende de 3000 drachmes, parce que, dans sa bataille de Marathon, il a peint les Perses d'une taille plus haute que les Athéniens. Et les juges des concours ne sont-ils pas déjà l'objet de toute la colère des artistes vaincus? Parrhasius les compare aux chefs achéens qui dépouillèrent Ajax. Apelle leur préfère des chevaux. Il ne restait plus qu'à transformer le jury d'exposition en un tribunal de singes, comme l'a fait Decamps. Les juges des concours anciens n'étaient cependant ni ces charcutiers, ni ces corroyeurs aux-

quels Aristophane se plaît à confier le gouvernement des affaires; c'étaient des connaisseurs distingués, Aristote dit même que les hommes destinés à présider les concours recevaient une éducation spéciale. La peinture était le premier des arts libéraux, et la Grèce entière avait suivi l'exemple de Sicyone, lorsqu'elle déclara que les fils des citoyens libres apprendraient avant tout la science du dessin. Assurément nous ne sommes point aussi avancés.

Les Grecs n'ont donc méconnu ou négligé aucun des moyens qui devaient hâter le progrès des arts. Il arrive aux sociétés civilisées ce qui arrive aux particuliers : elles ignorent parfois ce qu'ont fait les sociétés leurs aînées, et parce qu'elles l'ignorent, elles croient tout inventer. L'esprit grec est par excellence un esprit de rivalité, rivalité de races, de religions, de puissance, rivalité dans la politique et dans les lettres, rivalité de force physique et de beauté. On ne s'expliquerait pas que ce même aiguillon manquât dans les arts. Non-seulement il existait, mais les concours en sont la manifestation la plus vive. Avec quel feu en effet les écoles si diverses d'Athènes, de Corinthe, de Sicyone, d'Égine et de Sparte ne durent-elles point lutter à qui pousserait le plus rapidement chaque branche de l'art vers sa perfection? Ces luttes, nous les devinons malgré l'oubli des historiens, nous les sentons à travers tant de siècles d'indifférence et de barbarie, nous en pouvons montrer du doigt les traces fugitives. Tel un parfum que la brise apporte aux navigateurs, sans qu'ils voient quelle fleur le répand sur la rive toujours lointaine.

II.

Dans l'antiquité, il y avait donc et des expositions permanentes dont les richesses, semblables à celles d'un musée, allaient toujours s'accroissant, et des expositions temporaires qui constituaient un concours. On ne saurait, en effet, se figurer une génération d'artistes se disputant solennellement l'attention publique et la gloire, sans que des rangs soient assignés ou des récompenses décernées. Or l'esprit grec, logique par excellence, poussait chaque principe jusqu'à sa limite rigoureuse. Dans les sociétés modernes, les institutions de ce genre ont dû se transformer; elles se sont compliquées, comme la civilisation elle-même; peut-être n'ont-elles pas beaucoup gagné à devenir moins simples. Nous ne chercherons pas comment la renaissance mettait aux prises d'une façon directe les peintres ou les sculpteurs, quoique les portes du Baptistère de Florence soient un illustre témoignage de la victoire de Ghiberti sur ses rivaux. Même en nous restreignant à la France, l'histoire des expositions nous éloignerait du but, car s'il est nécessaire de considérer ce que faisaient les anciens pour recevoir d'eux des exemples et de saines

théories, il serait moins utile d'étudier avec détail ce que font les artistes depuis trois ou quatre siècles. La théorie et l'enseignement ne se manifestent point avec clarté à une époque qui procède par imitation, qui puise au hasard dans le passé, professe la liberté individuelle, pratique l'éclectisme et n'aboutit qu'à tout confondre.

Toutefois je crois qu'il convient d'expliquer deux faits qui, dans nos annales de l'art, paraissent condamner les tentatives de concours. Pourquoi d'abord les expositions du XVIIe et du XVIIIe siècle n'étaient-elles point l'occasion d'un concours? En second lieu, pourquoi les prix décennaux de 1810 ont-ils produit des résultats éphémères et contestables?

On sait que le règlement de 1663 imposait à chaque membre de l'Académie de peinture l'obligation d'exposer ses œuvres; seuls, ils avaient le droit d'exposer. — Rien ne ressemble moins à une lutte, dira-t-on. Cependant, comme on estimait que les artistes qui faisaient partie de l'Académie étaient les plus habiles parmi leurs contemporains, ne s'adresser qu'à eux marquait déjà un choix. C'était un privilége qui valait un concours, car on assurait ainsi à ceux qu'on appelait des maîtres l'honneur de donner des modèles à la France, et de contribuer à la bonne direction des arts. La première exposition des œuvres de l'Académie de peinture eut lieu en plein air, dans la cour du Palais-Royal, l'an 1673. Bientôt les tableaux furent placés dans les galeries. En 1699, Mansard obtint du roi le salon du Louvre, qui resta depuis affecté à cet usage. Les trois *Salons* de Diderot nous apprennent quelle popularité s'attachait aux expositions du XVIIIe siècle. Elles étaient déjà l'objet des licences de la presse : on en a pour preuve le pamphlet que Daudet de Jossan publia sous le titre de *Lettre de M. Raphaël, peintre d'enseignes, à M. Jérosme, son ami, râpeur de tabac et riboteur,* pamphlet qui émut l'Académie, et qu'elle fit d'abord saisir; mais Cochin, son secrétaire, fut mieux inspiré en acceptant la plaisanterie, en répondant avec esprit, dans un temps où l'esprit menait le monde, et il sut mettre les rieurs de son côté par la *Réponse de M. Jérosme, râpeur de tabac, à M. Raphaël* (1).

Quant aux prix décennaux, il n'est pas équitable de les condamner après une seule expérience. Les nouveautés, même quand elles sont louables, veulent du temps pour passer dans les mœurs d'un peuple. Un premier essai étonne tout le monde et jette plus de trouble que d'émulation parmi les artistes; il faut qu'il se répète régulièrement pour qu'on puisse reconnaître si les résultats seront salutaires ou funestes. Le seul tort du concours de 1727 fut de n'être point

(1) Voyez l'ouvrage de M. le comte de Laborde intitulé *De l'Union des Arts et de l'Industrie,* tome Ier, p. 213.

renouvelé. Douze peintres étaient entrés en lice; Lemoine obtint le prix, Coypel l'accessit. De telles innovations suscitent de terribles jalousies, devant lesquelles on est trop prompt à reculer. Ce n'est pas le concours de 1810 qu'il faut blâmer, ce sont les intentions et les règles qui présidèrent à l'institution. Napoléon, mû par un désir d'apparat et de fausse grandeur, conçut le concours sur un plan gigantesque et mesquin tout ensemble, qui devait le tuer. Dans une petite ville de la Grèce, un seul prix pouvait suffire, distribué à chaque olympiade ou bien de panathénées en panathénées. Il ne suffit pas dans un grand pays, où les classes de citoyens sont nombreuses et se pressent en foule à l'entrée de toutes les carrières; il faut un large système de récompenses et des périodes plus rapprochées. Que signifient deux ou trois prix, qui seront disputés deux ou trois fois à peine pendant toute la durée d'une génération? Aussi l'idée de l'empereur, accueillie d'abord avec enthousiasme par le public, se réduisit bientôt à ses justes proportions, embarrassa et fut oubliée. La commission fit un rapport évasif, donna à tous les concurrens une dose égale de louanges et d'inoffensives critiques; mais il n'y eut ni prix décerné, ni jugement définitif prononcé. Ce n'était point cependant un concours d'un médiocre intérêt, puisque à côté des *Sabines* et du *Couronnement de l'Empereur* de David, on voyait *la Peste de Jaffa* de Gros, *le Déluge* de Girodet, *les Trois Ages* de Gérard, *la Révolte du Caire* de Guérin, *la Justice et la Vengeance divine* de Prudhon, *le Passage du Saint-Bernard* de Thévenin, *la Bataille d'Austerlitz* de Carle Vernet; mais le pouvoir absolu n'a point d'empire sur les choses qui sont du domaine exclusif de l'intelligence. La violence comprime, elle ne féconde point; c'est la fable de la rivière et du torrent.

Aujourd'hui nous sommes loin des priviléges exclusifs de l'ancienne Académie et de ces expositions sereines qui ressemblaient à un enseignement. Nous sommes plus loin encore des prix décennaux, honneur trop rare, que les maîtres seuls osaient se disputer. La révolution de 1789, en rompant toutes les barrières, a établi la démocratie victorieuse même dans la république des arts. Le droit d'exposer est réclamé par les peintres et les sculpteurs aussi impérieusement que le droit au travail l'a été, hélas! par les ouvriers. Il n'est point d'écolier, dès qu'il peut tenir un pinceau et jeter sur une toile un certain nombre de couleurs, qui n'apporte ses ébauches au jury avec la modeste conviction qu'il va changer la face de l'art. Un feuilletoniste, deux députés et une danseuse le protégent; si le jury refuse son œuvre, il se proclamera lui-même un grand homme, accusera les envieux, honnira ses maîtres et frappera à la porte des ministres avec des clameurs qui ne seront pas sans écho. Chaque jour le flot monte, chaque jour les tableaux sont plus nombreux, le

local plus vaste. Il a fallu livrer à ces conquérans le Palais de l'Industrie comme pour mieux constater que l'art n'est pour eux qu'un commerce, l'exposition qu'un placement, le Salon qu'un marché qui effacera les souvenirs de Francfort et de Beaucaire. Qu'importe si les artistes sérieux souffrent de cette confusion? Les étrangers accourent de tous les points du monde, les hôtels regorgent, les cafés s'enrichissent et les revenus de l'octroi ont doublé. Il est curieux d'observer le public quand il hasarde ses premiers pas dans ce vaste pandémonium : il hésite, il s'effraie, il ne sait à quel dieu se vouer; mais la vogue est bientôt fixée, et l'on s'étouffe devant les caricatures de M. Biard. Il ne m'appartient pas de déterminer quelle direction de tels modèles impriment au goût; je préfère citer l'opinion d'un critique dont la bienveillance et l'autorité sont également incontestables. « Il faut convenir, écrivait M. Delécluze en 1855 dans son livre sur *Louis David* (1), que les expositions du Louvre (il n'était pas encore question du Palais de l'Industrie), créées dans l'intérêt de ceux qui font profession de la peinture, ont encore bien plus puissamment contribué à diminuer l'importance de cet art. C'est depuis cette institution surtout que les salons du Louvre ont pris d'année en année le caractère d'un bazar, où chaque marchand s'efforce de présenter les objets les plus variés et les plus bizarres pour provoquer et satisfaire les fantaisies des chalands. Cet usage des expositions publiques, combiné avec la formation des musées, qui date à peu près du même temps, anéantit l'effet moral que pouvait avoir la peinture sur les masses. Dans ces lieux où l'on arrive malgré soi avec la disposition froide et impartiale d'un critique jugeant l'art abstraction faite du sujet, on regarde tout avec indifférence comme dans un marché, jusqu'à ce que l'on ait trouvé ce qui est à sa convenance et à sa fantaisie. »

Ce jugement a d'autant plus de gravité qu'il est prononcé par un esprit indulgent et aimable. Personne ne traite les artistes avec plus d'égards que M. Delécluze, personne ne leur témoigne mieux combien il les estime. Faut-il donc souhaiter que les expositions cessent? Seront-elles haïssables parce qu'on en abuse et condamnées parce qu'on n'a pas su leur faire produire leurs fruits? J'avoue que je suis de mon temps, et que, tout en censurant ses erreurs, je ne puis m'empêcher d'en partager quelques-unes. Les expositions sont une fête véritable, une joie nationale, une émotion nécessaire; c'est peut-être la seule émotion que causent encore les arts. Elles ressemblent fort, il faut en convenir, à ces excitans qui donnent au corps une énergie passagère et le laissent ensuite plus affaibli; mais notre civilisation est un corps usé qui ne saurait se passer d'excitans. Les

(1) Page 324.

mœurs ont leur tyrannie; la force d'habitude a quelque chose de sacré qui rend odieuse toute réforme radicale. Que deviendront les peintres et les sculpteurs, si vous supprimez l'exposition? Comment échapperont-ils à l'oubli, s'ils ont du talent, à la misère, s'ils débutent? Comment enseigneront-ils le chemin de leur atelier à cette foule élégante, frivole, dédaigneuse, que l'on appelle le *monde*, et qui forme en effet un monde véritable au sein duquel ils sont perdus? Comment feront-ils parvenir leur nom jusqu'à l'oreille de ceux qui distribuent la faveur? Quelle sera leur arme pour lutter contre l'indifférence d'un public qui est de plus en plus sensible à l'intérêt et aux jouissances matérielles? Mettons chacun la main sur notre conscience : aimons-nous sincèrement les arts, nous tous qui ne les pratiquons pas? Y pensons-nous, ne fût-ce qu'une fois par jour, avec ces élans, ce feu généreux qui dénotent la passion vraie? Nous levons-nous le matin avec un secret mouvement de plaisir parce que nous nous disons : « Aujourd'hui je verrai un beau tableau? » Parmi tant de courses vaines qui trompent l'ennui ou l'oisiveté, réservons-nous quelques pas pour nous diriger vers la porte d'un sculpteur? Il faut donc bien que l'art ait ses heures solennelles, comme l'église a ses fêtes carillonnées, qui réveillent les âmes tièdes et rassemblent le troupeau dispersé le reste de l'année. Il faut, par un coup subit, rappeler à la foule que l'amour du beau est une convenance chez un peuple civilisé, que c'est une dette qu'il est juste d'acquitter une fois tous les deux ans. Du reste, les Français paient joyeusement cette dette, parce qu'ils ont du goût et une réputation à soutenir.

Quant aux hommes positifs qui prisent peu les jouissances intellectuelles et qui mettent au-dessus de tout les progrès de l'industrie, quelquefois par un sentiment d'intérêt national auquel je rends justice, ils doivent craindre, autant que personne, l'affaiblissement de l'art, car si l'industrie française est partout recherchée, à quelle cause tient sa supériorité? Est-ce à la modération de ses exigences vis-à-vis des acheteurs? est-ce à sa probité dans ses transactions avec les étrangers? est-ce à la qualité de ses produits et à la consciencieuse sévérité de ses fabriques? Non, c'est uniquement au goût qui préside aux couleurs, aux dessins, aux formes et à tous les ajustemens. Or le goût dépend de l'art, et, selon que l'art est pur ou corrompu, le goût s'altère ou s'améliore. L'industrie emprunte à l'art ses modèles, elle lui dérobe ses reflets, et l'on ne doit point oublier que, de même que le sang part du cœur pour se répandre dans toutes les parties du corps, les plus nobles comme les plus viles, de même l'industrie française doit à l'art la force qui l'anime; quand l'art périra, elle ne lui survivra pas.

Si les expositions sont un mal, elles sont un mal nécessaire. Elles

favorisent un certain abaissement de l'art, mais elles sauvent, elles font vivre l'art lui-même. C'est le propre de beaucoup d'institutions d'être d'abord mal appliquées, puis condamnées sur ce premier essai. N'est-il pas plus sage de s'efforcer de les mieux comprendre et de renouveler l'expérience? Souvent des corrections légères amènent des changemens profonds. Quand on parcourt l'histoire contemporaine, on reconnaît avec étonnement quelles faciles réformes eussent rendu durables nos libertés politiques, notre tribune et diverses dynasties successivement renversées. Les expositions ont besoin aussi, non pas d'être violemment réformées, mais de rencontrer leurs justes limites, la mesure, une règle heureuse. Elles ont besoin d'être ramenées à leur vrai principe; il faut si peu pour les y ramener! Ce principe, qui a été pratiqué avec un succès insigne par les peuples grecs, c'est le concours, le concours rigoureux, inflexible, efficace, sans complaisance ni faveur, le concours sur une vaste échelle qui satisfasse aux exigences des sociétés modernes. L'esprit français offre cette inexplicable contradiction, qu'il est tout à la fois épris des nouveautés et esclave de la routine. Il est important, lorsqu'on propose une amélioration, de respecter nos faiblesses, car nous n'acceptons le progrès qu'à la condition qu'il ne dérange aucune de nos habitudes. Les païens se convertissaient plus volontiers au christianisme, quand il s'établissait dans leurs temples. Il leur en coûtait moins de renoncer à Jupiter ou à Minerve que de désapprendre le chemin du vieux sanctuaire pour se diriger vers un nouveau. Ne touchons donc point au sanctuaire de l'exposition, mais seulement aux idoles qu'on y entasse. Demander qu'il y en ait moins et de moins laides, c'est une grande audace sans doute. Il est toutefois vraisemblable que le public se ferait plus vite qu'on ne le pense à une telle privation.

Si demain le gouvernement publiait un programme ainsi conçu : « L'exposition de 1861 n'admettra que cinq cents œuvres d'art. Cinquante places seront données à la sculpture, cent à la peinture d'histoire, cinquante à la peinture religieuse, cent au paysage, quarante aux portraits, vingt à la peinture de genre, etc., etc., » le gouvernement agirait comme Platon voulait agir dans sa république, en législateur absolu et radical; mais il soulèverait des réclamations universelles. En vain répondrait-on au public que son plaisir sera plus vif s'il est plus pur, qu'il sera moins sujet à mal adresser son admiration et à se gâter le goût; en vain lui prouvera-t-on que deux années ne peuvent produire plus de cinq cents chefs-d'œuvre, puisque les musées, qui contiennent la fleur et le génie de quatre siècles, n'en offrent pas autant. En vain expliquera-t-on aux artistes que leur intérêt ne peut être séparé de celui de l'art, que leur but est de bien faire plutôt que de vendre, d'acquérir de la gloire plutôt que de

figurer sur un livret, que d'ailleurs il est juste que les bons tableaux soient présentés aux acheteurs de préférence aux mauvais, que les travaux médiocres ont la ressource des expositions permanentes ou des entreprises particulières, sans que l'état leur doive son patronage. Aucune raison, fussent-elles toutes excellentes, ne sera écoutée et ne prévaudra sur la tendance funeste que j'appelle la démocratie dans l'art. Sous le règne du roi Louis-Philippe, le jury a plus d'une fois montré une rigueur courageuse pour écarter du Salon des œuvres qui ne se signalaient que par leur dévergondage et le mépris de tout ce qui constitue l'art. De quelles attaques le jury ne fut-il pas l'objet! La digue si nécessaire qu'il opposait ne fut-elle pas rompue en 1848? Le talent est rare, la médiocrité forme les gros bataillons; or les gros bataillons, si on les laisse hors de la place, l'assiégent. Les mécontens trouvent tout prêts des alliés redoutables qui finissent par leur assurer la victoire : je veux parler des journaux. La plupart des critiques qui rendent compte des expositions dans les journaux sont unis à un certain nombre d'artistes par des liens de camaraderie. Leurs amis sont nécessairement de grands hommes : comment ne pas aimer un tableau qu'on a vu ébaucher, retoucher, encadrer, vernir? On l'admire de bonne foi, c'est-à-dire les yeux fermés; on a pour lui l'affection qu'un parrain ressent pour l'enfant qu'il voit grandir dans une maison amie; on le vante avec des tours de phrase hyperboliques, et l'on s'indigne contre ceux qui sont d'un autre avis.

Il convient de ne point heurter de front toutes ces exigences; il vaut mieux leur donner satisfaction. Que l'exposition ait lieu comme d'ordinaire. L'Académie des beaux-arts, qui prononce les exclusions avec tant d'équité et de clémence (car si elle accepte bien des tableaux qui méritent d'être refusés, elle n'en a jamais refusé un seul qui méritât d'être reçu), l'Académie donnera, selon l'usage, un simple coup de balai à tout ce qui blesse la pudeur ou la propreté. Aussitôt la foule aura la joie de retrouver les 4 ou 5,000 tableaux devant lesquels elle défile bouche béante. Elle pleurera sur les infortunes d'une poupée, elle rira devant les contorsions des Parisiens qui font la traversée de Honfleur, elle reculera avec une terreur délicieuse devant une charretée de pavés, de grandeur naturelle, que cinq vigoureux percherons de même grandeur semblent lui verser sur la tête. Elle contemplera avec une conscience très nette de l'idéal des paysages couleur de chair et des chairs couleur de paysage. Laissez surtout ces douze ou quinze cents portraits qui font l'orgueil de tant de familles, et qui attestent d'une part l'amour qu'ont pour la peinture ceux qui ne se font peindre qu'à la condition d'être exposés, d'autre part la sincérité exagérée des artistes, qui, ayant promis de ne point embellir leurs originaux, ont trouvé

le moyen de les enlaidir encore. J'entends quelques femmes exiger une exception pour M. Dubuffe. Laissez enfin la peinture officielle usurper les meilleures places, parce qu'elle a été commandée, et reléguer dans les coins les bons tableaux, parce qu'ils ne l'ont pas été : ce qui est logique. Les congrès de diplomates, les députations en habit noir, les maires et les adjoints qui présentent les clefs d'une ville, sont des sujets qui ne brillent pas par la poésie, mais qui apprennent à l'art qu'il ne doit pas toujours s'enivrer du spectacle de la beauté. Quant aux uniformes, aux épaulettes, aux bottes à l'écuyère, rien n'est plus propre à faire vibrer la fibre nationale : le Français, qui aime la guerre plus qu'il ne le pense, s'épanouit lorsqu'il entre dans le salon d'honneur (n'est-ce pas le nom qu'on lui donne?) et se croit à une revue du Champ-de-Mars. Pour que rien ne manque à la fête, ne refusez pas les descentes de la Courtille, qui sont si tristes, et les enterremens de M. Courbet, qui sont si gais. Lorsqu'on fait une petite débauche, on ne saurait la faire trop complète; mais on ne saurait aussi la faire trop courte. C'est pourquoi je demande qu'au bout d'un mois, l'exposition soit suspendue. La mesure n'aura rien d'insolite, car chaque année, à pareil terme, les portes restent closes pendant plusieurs jours. On profite de ce répit pour changer de place quelques toiles et quelques statues, sous prétexte de leur donner à tour de rôle l'ombre ou la lumière, les points de vue contraires ou favorables. Alors seulement s'appliquera la réforme que je propose, quand les impatiences sans but, les ambitions sans souffle, les vanités sans fondement seront tombées, quand la foule, les artistes et la presse auront jeté leur premier feu. Alors s'ouvrira le concours solennel dont le principe était énoncé tout à l'heure. L'exposition finira pour les œuvres médiocres, elle ne fera que commencer pour celles qui seront dignes d'être offertes à l'attention et aux éloges de toute la France.

L'Académie des beaux-arts est constituée de nouveau en jury; elle dépouille toute douceur et s'interdit l'indulgence, parce qu'il s'agit, non plus de ménager les artistes, mais de soutenir l'art lui-même, non plus d'encourager des débutans, mais de défendre les saines traditions. L'admissibilité n'avait pas de limites : un concours en a de si étroites que toute complaisance pour un des concurrens se traduit par une injustice envers un autre. Des rangs sont fixés, des prix, des médailles, des mentions sont décernés selon l'usage. Quand les vaincus ont été emportés, quand les vainqueurs ont été replacés tous dans un jour favorable qui ne leur est plus disputé et dans des salons qui seront justement nommés des *salons d'honneur*, les portes du Palais de l'Industrie sont rouvertes. La foule est admise de nouveau à contempler une rare et significative exposition, à laquelle président l'ordre et le respect du beau. Au lieu de ces

herbes folles et inutiles que fait naître le premier sourire du printemps, on lui montre une moisson bienfaisante et dorée, fruit du labeur. Cette moisson n'a plus ni l'éclat, ni l'ampleur des anciens âges; mais elle est à la taille de notre siècle et le nourrira selon ses forces. Toutes les œuvres admises ne sont pas belles, mais toutes dénotent, jusqu'à un certain degré, le culte de l'art sérieux, la conscience, l'effort sincère, les nobles aspirations. De même que les bonnes actions n'ont pas besoin d'être sublimes pour nous émouvoir et nous pénétrer, de même la peinture et la sculpture, sans être parfaites, peuvent porter avec elles leur moralité. Les artistes ont pour mission de charmer l'intelligence et de purifier les sens par le spectacle de la beauté. La lutte, fût-elle impuissante, les convictions, fussent-elles incomplétement traduites, l'ardeur du beau, toujours communicative, sont encore un spectacle qui vivifie les âmes et les ennoblit. Si notre époque est frappée du sceau de la décadence, il est du moins en notre pouvoir de ralentir cette décadence. Les artistes qui ne se lassent point de combattre pour une telle cause ne sont pas moins estimables que l'homme de bien aux prises avec l'adversité. Que les esprits soient donc soumis, à leur insu, à cette influence morale! D'ailleurs quel aiguillon pour eux, quel plaisir de contrôler les jugemens du tribunal suprême, de peser ses choix, de critiquer ses tendances, de critiquer surtout, parce que c'est notre génie propre! D'autre part, quelle sécurité pour ceux qui pensent que le goût du public a besoin d'être dirigé! Quelle satisfaction de savoir que les luttes d'opinions ne s'engagent que sur un terrain ferme, que les discussions n'ont d'autre objet que le bien ou le mieux! Ainsi le cavalier sourit quand son cheval s'emporte sur une voie large et droite. Que l'Académie ne redoute point un contrôle qui ne peut qu'ajouter à son autorité, puisqu'on finira toujours par s'y soumettre au nom du bon sens et de la justice. Elle a même un moyen, d'autant plus puissant qu'il est secret, d'agir sur les artistes et sur la foule en montrant à ceux-là le frein, à celle-ci les modèles.

En effet, par cela même qu'elle fixe pour chaque branche de la peinture ou de la sculpture le chiffre que les œuvres admises ne pourront dépasser, elle encourage ou rebute chaque branche, selon l'importance qu'elle y attache, ou selon le courant qu'elle veut combattre. Par exemple, si elle fait une part abondante à la peinture religieuse et au grand art, elle exhorte les artistes à ne point les négliger, comme ils le font aujourd'hui, mais à les estimer la première gloire d'une école. Si elle honore le paysage classique, elle nous rappelle à tous combien doit nous être sacré l'héritage de Nicolas Poussin et de Claude Lorrain. Si elle rejette les caricatures et les tableaux puérils, si elle n'accorde qu'un petit nombre de

places à la peinture de *genre*, quand elle est digne des Hollandais, nos yeux perdront bien vite l'habitude des toiles mesquines, sans portée, propres uniquement à satisfaire quelques particuliers et à meubler leurs boudoirs. Les portraits seront rares, parce qu'il faut qu'ils soient traités avec élévation et avec largeur, qu'ils offrent la recherche d'un type, s'attachent à l'expression morale, en un mot qu'ils soient le privilége des peintres d'histoire. La sculpture surtout, l'art idéal par excellence, sera puissamment protégée dans ce qu'elle a de viril et d'héroïque. Nous serons délivrés de cette volupté efféminée ou lascive qui tue le sentiment du grand art; la grâce elle-même ne sera acceptée comme un principe que si elle reste chaste et garde un reflet de sa céleste origine. Ainsi les juges du concours, en même temps qu'ils imprimeront une direction au goût public, exerceront sur les artistes eux-mêmes une action salutaire. Il ne sera besoin ni de secousses, ni de scandale, ni de préceptes, ni de programmes, ni d'aucune manifestation qui sente le pédantisme ou la tyrannie. Tout se fera sans apparat, par la force de la pratique et par le développement régulier des concours.

Il s'est produit à l'exposition de 1859 un fait qui justifie ce que j'avance. Une loterie a été annoncée, des fonds ont été réunis, un jury d'amateurs s'est formé. Ce jury a choisi et acheté un certain nombre de tableaux qui ont été exposés à part. On n'a point oublié avec quel empressement les visiteurs se portaient vers ces toiles privilégiées. Quoique choisies par des particuliers, il suffisait qu'elles eussent été choisies pour commander l'attention : elles étaient examinées avec plus de soin par les uns, avec plus de confiance par les autres, discutées par tous avec plus de respect. Or cette loterie n'était-elle pas un véritable concours où les experts étaient d'autant plus intéressés à bien juger que leur opinion s'attestait à beaux deniers comptans? Je ne demande point autre chose que de voir cette expérience se renouveler dans des proportions plus vastes, avec un caractère officiel, ou pour mieux dire national. L'Académie votera les récompenses et les acquisitions, en consultant, non le plaisir des particuliers, mais l'intérêt de l'art : ce sera toute la différence.

On m'objectera que la loterie achetait et que le jury de l'exposition n'achète pas. La gloire ne suffit point pour vivre; elle enflamme les artistes, mais elle ne les nourrit pas. Or les mentions que le jury décerne sont trop souvent stériles. Les esprits sévères me feront même remarquer que tel artiste proclamé avec honneur a dû remporter tristement son tableau ou sa statue, tandis que d'autres, dont les œuvres avaient été repoussées de l'exposition, ont su se les faire payer par le budget. On n'évitera des contradictions aussi fâcheuses que si le jury a autant de puissance que la loterie, et s'il

a le droit de distribuer non-seulement des prix ou des rangs, mais les encouragemens de l'état. Dans un autre pays, je dirais : « Formons une association, faisons appel au zèle des souscripteurs, fondons une *Galerie nationale* à l'exemple des particuliers anglais, offrons chaque année un revenu considérable au jury, pour qu'il fasse, en notre nom, l'acquisition des œuvres les plus sérieuses et les plus belles. Imprimons ainsi aux arts un essor nécessaire, car l'argent est pour les artistes moins une rémunération qu'un moyen de travailler avec plus d'énergie, de dédaigner les exigences du commerce, et de se vouer avec passion aux études désintéressées. » Mais nos mœurs n'ont malheureusement rien de commun avec celles de l'Angleterre. Nous adorons la liberté à la condition de ne la pratiquer point, nous en appelons les bienfaits sans en accepter les devoirs; nous pouvons au besoin mourir, nous ne voulons pas vivre pour elle. La liberté politique doit reposer sur une série d'institutions libres que nous méconnaissons, parce qu'elles nous gênent. Nous rejetons toutes les charges sur l'état, sans réfléchir qu'en même temps nous lui donnons les moyens de soutenir ces charges : or ces moyens s'appellent le *pouvoir*. Que je propose de fonder une société libre pour l'encouragement des beaux-arts, on rira de ma naïveté. « N'avons-nous pas l'état? » me répondra-t-on. « C'est lui qui préside à ce luxe qu'on appelle les beaux-arts. Il est notre expert, notre acquéreur; nous lui votons chaque année plusieurs millions qui servent à payer, dans un département spécial, beaucoup d'employés et quelques tableaux. Adressez-vous à l'état. » Il le faut bien, en attendant que la France s'aperçoive que pour un peuple les deux mots centralisation et abdication sont synonymes.

Tournons-nous donc vers l'administration des beaux arts, et présentons-lui la requête suivante :

« Vous avez confié à l'Académie, érigée en jury, le soin de décider du mérite des artistes et de répartir entre eux les récompenses. Poussez la confiance jusqu'au bout : donnez aux juges des fonds assez considérables pour que le concours ait toute son efficacité. L'honneur ne sera point diminué, parce que les statues victorieuses et les tableaux couronnés seront en même temps acquis. Ce sera au contraire un tout puissant encouragement que d'assurer aux hommes de talent un placement glorieux pour leurs œuvres, la sécurité pour eux-mêmes, et l'indépendance pour le travail du lendemain. Sur votre budget, richement doté depuis huit ans, prélevez une part pour l'attribuer à l'exposition. Au lieu d'arriver à cette échéance prévue avec des excuses, de bonnes paroles et une caisse presque tarie, il est facile de thésauriser à l'avance, de diminuer le nombre des commandes obscures, des copies plus médiocres encore que

coûteuses : allocations stériles que vous arrachent de hardis solliciteurs. L'exposition et le prochain concours vous fourniront la meilleure réponse à leurs importunités. Nous ne demandons pas que le gouvernement se dépouille du droit de faire entreprendre de grands travaux et de décorer les monumens publics; nous ne prétendons pas non plus qu'il s'interdise le plaisir d'accroître son influence, de répandre des faveurs et de se créer des amis. Donnez satisfaction, puisqu'il en a toujours été ainsi, aux convenances politiques et aux nécessités de situation; réservez-vous surtout la gloire d'aider le mérite, de deviner le génie, de le faire surgir, si vous le pouvez. Sans sacrifier aucun de ces priviléges, vous trouverez aisément à tailler dans le superflu, de façon à déposer tous les deux ans sur le bureau de l'exposition un *million*, enjeu du concours qui va s'ouvrir. Annoncez au jury que les tableaux ou les statues qui auront été classés dans les cent premiers rangs se partageront ce million. Laissez des juges aussi compétens établir les bases du partage d'après l'importance et le mérite des œuvres. Vous ne ferez, après tout, pour les arts que ce que vous faites pour la littérature dramatique et la musique. Des subventions considérables ne sont-elles pas accordées au Théâtre-Français et au théâtre de l'Opéra, afin qu'ils représentent, fût-ce avec perte, non-seulement les œuvres classiques, mais les nouveautés dont le caractère élevé et sérieux illustre notre pays, sans séduire la foule et sans obtenir ce qu'on appelle aujourd'hui le succès?

« Si l'on vous dit, à vous qui tenez dans vos mains la direction des beaux-arts, que votre intérêt s'oppose à ce qu'un tel pouvoir soit délégué au jury, ceux qui vous parlent ainsi sont vos ennemis. N'est-ce donc pas une responsabilité et un sujet d'effroi que d'avoir à décider, entre mille artistes que la France produit, lesquels seront encouragés, lesquels rebutés, lesquels seront accablés de faveurs, lesquels auront faim, et d'avoir à reconnaître de quel côté sont le talent et l'avenir, de quel côté la médiocrité et le danger? Ce qui se passe dans les autres administrations doit vous donner à réfléchir. Les magistrats et les présidens des tribunaux ne peuvent point prononcer qu'un voleur et un assassin sont coupables, et s'en remettent au vote de douze citoyens tirés au sort; les notions du bien et du mal sont cependant claires et écrites dans toutes les consciences. Le ministre de la guerre n'ose donner de l'avancement dans l'armée que sur l'avis d'un comité spécial, composé des officiers les plus expérimentés; il est aisé cependant de savoir ce que c'est que la bravoure et l'exactitude au devoir. Le ministre de l'instruction publique ne nomme point à une chaire de l'École de droit sans qu'elle soit mise au concours, et n'institue professeurs au Col-

lége de France que ceux qui sont désignés par les suffrages de leurs futurs collègues. Ainsi, dans des questions moins difficiles à résoudre, les chefs de l'instruction, de la guerre et de la justice prennent contre eux-mêmes des garanties, s'entourent de conseillers, reconnaissent des droits supérieurs. Dans les arts au contraire, matière délicate qui trompe les meilleurs esprits, où l'on est toujours exposé à mettre son goût à la place de la beauté et son caprice à la place des principes, un seul homme réglera-t-il tout par lui-même? Les connaisseurs consommés qui ont passé leur vie a étudier l'art craindraient d'accepter une tâche aussi périlleuse, et l'on voit sous tous les régimes des écrivains, des hommes politiques, des financiers s'en charger le plus gaiement du monde! Les intérêts des artistes sont cependant aussi respectables que ceux des accusés, des professeurs ou des soldats, et le progrès ou la corruption de l'art mérite d'être confié à des arbitres qui n'envisageront ce problème ni avec une légèreté dédaigneuse ni avec ennui. Ces arbitres, ce sont les membres de l'Académie, que leur âge, leur talent, leur vie entière, désignent comme les protecteurs naturels de l'art. D'ailleurs les ministres changent, et avec eux les systèmes de direction, tandis qu'un grand corps qui se renouvelle et s'assimile successivement tous ceux qu'il élit ne change pas. Il est donc le seul représentant de la tradition, de l'esprit de suite, de la stabilité dans les théories et des progrès dans la pratique; il est le juge le plus désintéressé du monde, parce qu'il n'a de passion que celle du beau. Désarmez-vous donc sans crainte, transmettez au jury une part bien faible de vos prérogatives et en même temps une part bien lourde de votre responsabilité. Par là, loin de perdre de votre puissance, vous l'accroîtrez en lui ménageant des garanties, la sécurité d'action et les avantages d'une concession encore plus habile que nécessaire. »

Telle est la demande que beaucoup de personnes formulent tout bas et que j'exprime à haute voix. Six mois nous séparent encore de l'exposition prochaine : l'opinion publique a donc le temps de se prononcer, l'administration des beaux-arts le temps d'agir. L'une ou l'autre m'entendra-t-elle? Je l'ignore; mais on dit que les naufragés perdus sur l'immense Océan ne peuvent s'empêcher d'agiter un signal qu'ils savent n'être vu de personne. Que ceux qui voudraient se joindre à moi, que la presse, organe de l'opinion, ne reculent point parce qu'ils prévoient une tentative inutile et un échec presque certain. C'est remplir un devoir que de lutter contre des tendances funestes et de proposer tout ce qui peut ralentir la décadence de l'art.

Beulé.

MISS TEMPÊTE

I.

Chaque année, et deux fois par an, au printemps et en automne, la maison que Mme d'Orbigny occupait à Rambouillet, à l'une des extrémités de la ville, du côté de la vénerie, recevait la visite de Mme de Neulise, chassée de Paris par la fatigue, et plus encore par l'habitude. Cette maison, vaste, solidement bâtie, et toute percée de couloirs obscurs, de longs corridors tortueux, faisait alors divorce avec le silence. Ce n'était plus que chants, éclats de rire et longues conversations qui ne tarissaient pas. Le refrain d'une chanson pétillait au rez-de-chaussée, la ritournelle d'une valse y répondait au premier étage, et deux ou trois jeunes têtes rieuses se montraient aux fenêtres. Une bande de jolis petits chiens ébouriffés comme des broussailles, et si drôles qu'on aurait pu croire qu'ils arrivaient de Nuremberg, trottaient par les escaliers en jappant, et les coqs de la basse-cour, surpris et charmés, mêlaient consciencieusement leurs notes les plus aiguës à cet aimable et joyeux concert.

Tout ce tapage avait pour cause la présence de Mlle Marthe de Neulise à Rambouillet : elle voulait qu'il commençât dès l'aurore et qu'il ne finît point après minuit. Jamais on ne vit personne plus remuante; sa sœur Marie assurait qu'elle avait les jambes fatiguées rien que de voir Marthe aller et venir par la maison. Le fait est qu'on l'apercevait à la même minute dans le jardin et sur le balcon. Tout à l'heure elle jouait du piano dans le salon d'apparat; mais si on avait à lui parler, il fallait bien se garder de l'y chercher : Marthe était au fond du bosquet, un livre à la main. Il lui paraissait que le mouvement était une condition essentielle du bonheur. Quand elle demeurait en place et muette, c'était pour admirer le silence

et l'immobilité de Marie. Un air de danse, fredonné d'une voix leste, mettait fin à la contemplation. — Ah! Dieu! disait-elle en secouant sa sœur par les épaules, comment fais-tu donc pour ne pas bouger?... Si l'on me condamnait à t'imiter, j'en mourrais! — En cela, Marthe était la vraie fille de sa mère. On avait dit de Mme de Neulise qu'elle était réfractaire au malheur, — propos de chimiste appliqué à la physiologie; — on le disait aussi de Marthe, à qui cet amour du plaisir, des chansons et du bruit, qu'elle faisait voir en toute occasion, avait mérité le surnom familier de *miss Tempête*.

Il était impossible de rencontrer deux sœurs qui eussent au moral moins de ressemblance que Marthe et Marie. Miss Tempête ne concevait pas qu'on pût vivre sans aller trois fois par semaine au bal; le reste du temps appartenait aux théâtres, aux concerts, aux promenades. La musique lui plaisait, elle raffolait de la danse, et montait à cheval avec l'ardeur et l'entrain d'une Bradamante. Pour cette jeune tête, l'amusement était le but de la vie; elle en faisait un tourbillon. Elle traversait le monde avec l'aisance et l'élan d'un bel oiseau qui chante et bat de l'aile sous le ciel bleu. Mme d'Orbigny, qui l'adorait, la prenait quelquefois par les deux mains pour la forcer de rester tranquille. — Si tu n'as pas été jadis écureuil, lui disait-elle, tu as certainement du sang d'hirondelle dans les veines. — Marthe l'embrassait et prenait son vol. Marie au contraire faisait son bonheur du calme, de la lecture, de la solitude. Dans les circonstances ordinaires, sa bouche ne s'ouvrait que pour dire le nombre exact de paroles strictement nécessaire à la consommation de tous les jours; mais si par un mot imprévu, dans un cercle étroit d'amis, la conversation tombait sur un livre, sur une idée, sur un sentiment qui répondait à certains mouvemens secrets de sa pensée, on la voyait s'animer; sa parole s'élevait, et on découvrait un coin charmant de son cœur et de son esprit; puis, si elle s'apercevait qu'on l'écoutait, elle rougissait et s'enfuyait. Elle n'avait par intervalles un peu d'épanchement qu'avec sa sœur, et encore fallait-il qu'une secousse l'y déterminât. Il eût suffi à un observateur de voir le casier où les deux sœurs serraient leur musique pour deviner la différence de leur caractère. A Marthe, la musique vive et joyeuse, les valses les plus nouvelles, les airs de danse les plus alertes; à Marie, les œuvres sévères des maîtres, les inspirations de la musique allemande, Gluck, Schubert, Mozart, Beethoven. Marie avait une voix belle et sympathique dont elle se servait timidement; mais quand elle s'abandonnait seule à l'ivresse du chant, elle arrivait jusqu'à l'émotion la plus intense, et on la surprenait quelquefois le visage couvert de larmes.

Rien ne pouvait altérer la profonde affection qui unissait les deux sœurs. Bien que d'humeur et de goûts opposés, elles s'entendaient à

merveille, et se revoyaient avec une tendresse et une effusion que l'éloignement ne diminuait pas. Marie, qui s'était réfugiée auprès de Mme d'Orbigny, sa marraine et sa tante, par horreur du bruit, passait à Paris annuellement le même nombre de jours que Marthe, qui ne quittait pas Mme de Neulise, passait à Rambouillet. Ce n'était certes pas beaucoup pour une amitié qui n'avait souffert aucun nuage; mais on se rencontrait au printemps et en automne avec un bonheur plus vif, qui allait presque aux confidences de la part de Marie, presque à l'attendrissement de la part de miss Tempête.

On peut trouver singulier que Mme de Neulise eût consenti à se séparer de l'aînée de ses filles; mais il entrait dans ses principes qu'il ne fallait contrarier personne : elle s'épargnait ainsi des efforts qui étaient contraires à sa bonté et, il faut bien le dire, à son indolence. Marie ayant, dès son adolescence, témoigné le désir de vivre à la campagne et dans la retraite, sa mère, après quelques observations caressantes, l'avait elle-même conduite à Rambouillet. Les meilleurs amis de Mme de Neulise virent dans ce petit voyage une grande preuve de tendresse maternelle. La mondaine s'était dérangée au cœur de l'hiver, la veille d'un bal costumé. Les sacrifices se mesurent au tempérament; celui-là était le plus grand que Mme de Neulise pût faire.

Mme de Neulise avait épousé à dix-huit ans un médecin fameux qui en comptait près de quarante. Douze ans après, il ne parut pas que l'âge eût apporté aucun changement ni dans son caractère ni dans ses traits. Telle on l'avait connue à Toulouse tout enfant, telle on la retrouvait grande dame à Paris. M. de Neulise l'adorait. Esclave de la science à laquelle il avait consacré sa jeunesse, c'était la première, la seule femme qu'il aimât. L'empire qu'elle exerçait sur lui tenait de la fascination. Ils vécurent ainsi pendant une quinzaine d'années, sans que l'œil le plus soupçonneux et l'esprit le plus enclin à la médisance eussent une seule fois l'occasion de découvrir entre eux l'apparence d'un trouble intérieur, l'ombre d'une mésintelligence. Celui qui aimait le plus avait plié ses goûts à ceux de l'autre : ajoutons qu'il ne s'en plaignait pas. La présence de sa femme éclairait en rose tout ce qui entourait le médecin, et lui faisait voir des merveilles où son esprit lui montrait des abîmes. Pour satisfaire à l'existence mondaine, bruyante, coûteuse, vers laquelle Noémi l'entraîna dès le lendemain de son mariage, et qui ne s'arrêta plus, M. de Neulise redoubla d'efforts. La science et la clientèle se partagèrent son temps; l'une même empiéta sur l'autre : M. de Neulise eût préféré peut-être un autre genre de vie, mais il n'était pas le maître d'arranger la sienne à sa guise. Bien plus même, dans la sublime abnégation de l'amour qui remplissait tout son cœur, jamais la pen-

sée ne lui vint que Noémi lui dût quelque reconnaissance pour cette immolation constante qu'il lui faisait de ses instincts et de sa vocation. Il mettait tout à ses pieds; en retour, il ne lui demandait que d'être heureuse.

Mme de Neulise avait donné deux filles à son mari. Venues à quinze mois d'intervalle, leur présence n'apporta aucun changement dans les habitudes de la maison. Les filles dormirent dans leur berceau, la mère ne déserta pas le bal, et le père s'acharna au travail avec une ardeur plus âpre et plus soutenue. A cinquante-cinq ans, le praticien, brisé par la continuité d'un travail écrasant, éprouva les premières atteintes d'une hypertrophie du cœur dont il avait depuis quelque temps constaté les symptômes. Il se sentit perdu. Sans abandonner sa femme, sa pensée se porta sur ses enfans. A l'heure suprême de la mort, il trouva le courage, pour la première fois, de donner un conseil à Noémi, qui pleurait en l'embrassant : — Nous ne sommes pas bien riches, lui dit-il; essaie d'économiser. — Et comme s'il avait craint de la froisser en faisant allusion à une fortune qu'elle n'avait pas apportée : — Un peu, rien qu'un peu! — ajouta-t-il en portant les mains de sa femme à ses lèvres. Noémi le promit, et prouva, quinze jours après, que si son cœur regrettait amèrement M. de Neulise, elle ne pensait plus à sa promesse.

On sait que deux fois par an, au mois de mai et au mois de septembre, Mme de Neulise et miss Tempête rejoignaient Marie à Rambouillet; mais, si vif que fût l'attachement de la mère pour la fille, elle ne pouvait se résigner à demeurer sans bruit et sans mouvement, ne fût-ce que pour quinze jours seulement, entre les murs d'un hôtel de province. Elle amenait donc avec elle trois ou quatre personnes choisies parmi les plus remuantes de sa société, et leur faisait les honneurs de Rambouillet. Sa sœur, Mme d'Orbigny, bonne et complaisante, lui avait dit une première fois que la maison avec tout ce qui en dépendait était à elle; Mme de Neulise en usait largement, et ce n'étaient bientôt plus que promenades champêtres, dîners sur le gazon du parc, cavalcades, danses improvisées et petits concerts au milieu desquels Noémi n'était pas la moins remarquée et la moins adulée. Il n'y avait pas d'ailleurs à se gêner avec Mme d'Orbigny; séparée de son mari depuis sa première jeunesse, veuve, ou peu s'en faut, depuis un certain nombre d'années, elle avait le caractère ainsi fait que rien n'était à elle, pas même ses goûts et ses opinions. On l'aurait comparée volontiers à un miroir toujours prêt à réfléchir l'azur du ciel ou les couleurs sombres des nuées, si elle n'avait eu au fond du cœur un foyer constant de tendresse et de dévouement. Elle vivait dans la retraite depuis quinze ans et en avait alors trente-sept.

A cette époque de l'année, Mme d'Orbigny, qu'on rangeait à bon droit parmi les riches propriétaires de l'arrondissement, se mettait en quatre pour distraire sa brillante sœur et Marthe, sa nièce. On rendait, en galant équipage, visite aux fermes que Mme d'Orbigny possédait aux environs et aux châteaux où elle avait des relations. On séjournait même quarante-huit heures à La Grisolle, une métairie dont les prés et les champs côtoyaient la forêt des Yvelines; on y trouvait l'occasion de souper en bruyante compagnie et de sauter sur l'herbe. Un autre intérêt y conduisait Marthe, que Marie appuyait cette fois. Ces petits voyages leur permettaient de renouveler connaissance avec un jeune homme du pays qu'elles aimaient depuis leur première enfance. Aussitôt qu'elles étaient à La Grisolle, aucune d'elles n'aurait consenti à croquer une cerise avant d'avoir vu Valentin. Valentin arrivait alors, tortillant les bords de son chapeau de paille, confus, rougissant, maladroit, ivre de plaisir. Il fallait bien un jour entier pour qu'il rentrât en possession de lui-même, et encore était-il besoin qu'il fût seul avec les deux sœurs. Dès qu'un étranger apparaissait, Valentin se sauvait, étant de cette race d'êtres souffrans, prédisposés à l'épouvante par de continuelles infortunes. Atteint dès l'âge le plus tendre d'une ophthalmie grave qui l'avait contraint pendant quelque temps à porter des lunettes bleues, il eut à endurer de la part des écoliers de son village tous les mauvais traitemens, toutes les longues taquineries qu'inspire à cette implacable engeance le spectacle d'une infirmité. Ces malheureuses lunettes bleues avaient été la cause de mille supplices sans cesse rafraîchis par l'imagination féconde des camarades de Valentin. Faible et chétif malgré sa haute taille, il ne pouvait se défendre; nombre de coups lui avaient prouvé qu'il n'était pas le plus fort : il s'habitua à faire de la résignation sa seule arme. Une commission dont son protecteur, le père Favrel, instituteur communal à La Villeneuve, l'avait chargé pour La Grisolle, le mit un jour en rapport avec Mme de Neulise. On lui donna des bonbons. Encouragé par une bonté à laquelle il n'était pas accoutumé, Valentin offrit en échange à Marthe et à Marie de petites figures de bois très jolies qu'il taillait avec son couteau. Les deux enfans prirent le pauvre orphelin en amitié. Par raillerie, les gars du pays l'appelaient Mlle Valentin; le fait est qu'il avait dans le cœur la douceur et la tendresse d'une femme. Le temps n'altéra jamais les bons rapports qui unissaient Marthe et Marie à ce déshérité; elles avaient sauté sur ses genoux, elles s'appuyèrent volontiers sur son bras. Quand vint l'époque où il dut tirer au sort, le père Favrel se trouva dans un grand embarras. Valentin, qu'il aimait à cause de sa faiblesse et de son isolement, pouvait trouver dans l'urne un mauvais numéro. Un pareil soldat mourrait certainement de désespoir dès la première garnison : Mar-

the et Marie parlèrent à Mme de Neulise, qui, généreusement et sans hésiter, fournit la somme qui devait sauver Valentin. La nouvelle de ce bienfait toucha profondément le jeune homme, mais ni l'âge ni la reconnaissance ne purent vaincre sa timidité; cependant il suivait volontiers ses protectrices à Rambouillet, quand on songeait à l'y appeler.

Un ami de la famille, qui s'était retiré à Rambouillet, où il avait été attiré par la présence de Mme d'Orbigny, pour laquelle on le soupçonnait de nourrir à soixante ans d'inutiles ardeurs, prenait quelquefois à partie Mme de Neulise, qu'il accusait de manger le sec et le vert. Le vieil avoué savait compter, et son amour platonique pour l'une des sœurs ne l'empêchait pas de voir clair dans le désordre chronique de l'autre. C'était donc entre la veuve du médecin et M. Antonin Pêchereau des querelles intestines et d'interminables discussions qui ne réussissaient pas à les brouiller.

— Je vous dirai ce qui vous reste à un sou près, et ce n'est pas grand'chose, disait l'avoué.

— Vous radotez, j'ai de l'argent partout, répondait la veuve.

— Où?

— Chez des gens qui s'entendent mieux à le faire valoir que certains bourrus de ma connaissance, vilain curieux!

— Et cela vous rapporte?

— Douze ou quinze pour cent! des rentes magnifiques... Êtes-vous content?

— Bien au contraire... Ces gens-là vous donneront tant qu'ils finiront par tout emporter.

Mme de Neulise haussait les épaules, faisait la moue et s'en allait en fredonnant. M. Pêchereau la suivait des yeux, inquiet, furieux et attendri. — Ah! disait-il en frappant du talon par terre, c'est un printemps éternel, toujours des fleurs, jamais de fruits! — Et malgré lui, mentalement il ajoutait : — Si je n'avais pas aimé la sœur, je l'aurais adorée, cette folle!

Mme de Neulise n'était pas la seule personne à laquelle le bonhomme cherchât noise. Marthe avait le regain des mercuriales qu'il réservait à sa mère. Toute occasion était bonne pour les remontrances et les leçons. — Pensez-vous, lui disait-il quelquefois, que la vie soit un éclat de rire?... Vous la traitez comme une chanson!

— Cela vaut mieux que d'en faire une homélie, répondait miss Tempête.

— Quand vous aviserez-vous de raisonner, méchante linotte?

— Quand il le faudra, monsieur le hibou.

— Bon! il sera trop tard alors. Le malheur n'a pas coutume de se faire annoncer par des chambellans.

— Eh bien! s'il cogne à la porte, on lui ouvrira.

Là-dessus, Marthe prenait les deux pans de sa jupe du bout des doigts, faisait une belle révérence comme à la comédie, et, jetant un baiser à son interlocuteur, disparaissait en pirouettant.

Un certain jour que M. Antonin Pêchereau avait sermonné plus que de coutume, jurant qu'il fallait de bonne heure s'habituer à tout et prévoir les plus grands désastres pour être en mesure de les supporter, Marthe lui prit résolûment le bras. — Écoutez, lui dit-elle; on sait des philosophes qui ont fait de gros livres où j'ai mis le nez par hasard : toute leur éloquence s'évertue à vous démontrer que la vie est comme une auberge où l'homme ne fait que passer, et qu'il faut apprendre à mourir. M'est avis que si la vie est une auberge, il n'est guère d'usage d'aller dans les hôtelleries pour y faire maigre chère et s'ennuyer. Quant à mourir, c'est une chose que la mort se charge d'enseigner elle-même sans grands discours. Beaucoup d'imbéciles qui n'en avaient pas l'expérience l'ont appris en un quart d'heure, et ne s'en sont pas trouvés plus mal; bien plus même, ils ont fait l'économie des réflexions.

— C'est fort beau; mais la conclusion de tout cela? demanda l'avoué.

— La conclusion, mon ami, est que, sauf votre respect, vous n'avez pas assez médité sur la force des six mots que voici : ce qu'il faut, il le faut.

L'avoué ne répliqua point. Il lui semblait en ce moment qu'il avait devant lui M. de Neulise, mais M. de Neulise jeune et beau. Marthe en avait les yeux, la voix, le mouvement, la volonté. — L'étrange petite fille! murmura-t-il quand elle se fut éloignée, ça vit de romances et de pralines, et ça raisonne!... C'est à croire quelquefois qu'il y a une tête là-dessous!

II.

Marthe avait cela de singulier qu'en ressemblant à sa mère, dont elle reproduisait les traits charmans, elle faisait penser à M. de Neulise. C'était quelque chose d'indéfinissable qui frappait tous les yeux : cela brillait par éclairs, et cela saisissait, quand elle parlait surtout. Marie, qui avait le même visage, c'est-à-dire la même bouche, le même nez, le même front, les mêmes cheveux, faisait bien voir au premier regard qu'elle était la sœur de Marthe; mais cette ressemblance, éclatante lorsque la timide recluse ne faisait que passer, diminuait bientôt quand les deux jeunes filles restaient ensemble quelques instans, et s'effaçait par degrés jusqu'à disparaître presque tout à fait, si la conversation prenait un tour vif et rapide. Le masque était semblable, la physionomie ne l'était pas. Et quel

peintre, quel artiste, quel amant de l'idéal ne sait pas que la vie est dans l'expression, l'être intérieur dans la physionomie?

Avec une bonté également douce qui frappait dès la première heure, les deux sœurs se séparaient par des nuances de caractère qu'on ne distinguait pas avec la même facilité. Avec Marthe, c'était l'affaire d'un jour, quelquefois d'un moment. Elle était comme une plaine unie où l'œil du voyageur découvre à d'énormes distances le moindre buisson; il en sait tous les accidens avant d'y poser le pied. Les amis de la maison n'ignoraient donc pas que Marthe avait un fonds d'obstination que rien n'ébranlait dès qu'elle croyait être dans le vrai; elle était de soie et de velours jusqu'au moment où, sous cette surface brillante et moelleuse, on rencontrait le roc. Mme de Neulise ne s'y heurtait pas. Miss Tempête avait l'entêtement gai; elle ne se fâchait pas, ne disputait pas : elle riait et restait enracinée dans son idée. Cette bonne humeur n'excluait pas, il est vrai, une disposition toute particulière à l'impatience. Aussitôt qu'une chose était décidée, rien n'allait assez vite à son gré; il lui prenait par momens des boutades qui partaient en fusées, et qui frappaient les personnes qu'elle aimait le plus sincèrement. A la première larme, tout tombait: mais, gâtée jusque dans ses moindres caprices, jamais elle n'avait appris à se maîtriser et ne faisait aucun effort pour y réussir. La surprise s'emparait de Marie quand elle assistait à ces explosions; mais à son tour Marthe ne pouvait se défendre d'un grand étonnement quand elle surprenait la trace légère et voilée à demi d'une excessive susceptibilité en matière de sentiment, que sa sœur cachait au plus profond de son être.

— Que t'importe de céder? disait l'une, que t'importe de partir aujourd'hui ou de partir demain?

— Pourquoi pleurer quand ta marraine oublie de t'embrasser le matin? disait l'autre.

Marthe et Marie secouaient la tête chacune à son tour.

— Tu n'as pas de sang dans les veines, répondait miss Tempête.

— Tu ne sauras jamais aimer, répliquait Marie.

Ce dernier mot faisait réfléchir l'insouciante fille de Noémi. — C'est possible, reprenait-elle après un court silence; mais il en est, je crois, de ces sentimens comme du chant des oiseaux : la tourterelle roucoule, la fauvette gazouille, et chacune garde son nid.

Le départ de Mme de Neulise et de Marthe faisait tout rentrer dans le calme. La vieille maison de Rambouillet ne s'ouvrait plus que pour recevoir la visite de M. Pèchereau. Mme d'Orbigny et Marie employaient huit jours à mettre un peu d'ordre dans les appartemens; on voyait que Marthe avait passé partout. Marie recueillait tous les petits objets oubliés par sa mère et sa sœur, elle les serrait

précieusement. Selon l'expression de Marthe, elle mettait un morceau de son cœur partout. Elle écrivait alors à Paris de longues lettres où l'on sentait combien miss Tempête lui manquait. Les livres et la musique étaient bientôt son refuge. Au bout de la semaine, l'existence, un instant bouleversée, des deux recluses reprenait son cours monotone et régulier. Le soir, on causait au coin du feu en écoutant le vent d'hiver battre contre les persiennes. Marie faisait de la tapisserie, Mme d'Orbigny écrivait ou brodait; à dix heures, M. Pêchereau se levait, prenait son chapeau et s'en allait. Au même moment, Mme de Neulise et Marthe, assises dans une loge à l'Opéra ou aux Italiens, attendaient l'heure de partir pour le bal.

Un jour, une lettre arriva à Rambouillet; elle était de Marthe et ne contenait que quelques mots. Mme de Neulise était au plus mal, une pleurésie l'avait saisie à la sortie d'un bal. Mme d'Orbigny et Marie partirent sur-le-champ; elles trouvèrent Mme de Neulise expirante. Trois jours avaient rapproché du tombeau cette existence qui florissait dans la lumière. Noémi n'avait presque jamais pleuré; elle n'eut presque pas le temps de souffrir.

Mme d'Orbigny et Marie ramenèrent Marthe à Rambouillet. Les prévisions de M. Pêchereau se réalisèrent. La succession de Mme de Neulise liquidée, on ne trouva rien. Encore quelques mois, et elle eût été forcée elle-même de renoncer à la vie mondaine. Quand on fit part de ce résultat à Marthe, elle eut un mouvement de joie naïf. — Tant mieux, dit-elle, ma pauvre mère n'aura rien eu à regretter.

Une révolution venait de se faire dans l'existence de Marthe. Effarée d'abord par une douleur sans bornes, elle paraissait étonnée de pleurer. Son indifférence superbe éclata dans les questions d'intérêt; elle n'attacha d'importance qu'à celles qui touchaient directement sa sœur. Alors on la retrouva vive et prompte dans ses décisions. Dans le partage qu'on fit du modeste héritage que leur laissait Mme de Neulise, la plus grosse part, grâce à Marthe, revint à Marie. — J'ai dépensé en un mois, disait-elle, ce qu'elle coûtait en un an; il est juste que nous comptions. — On vit dès lors poindre un sentiment de protection, qui, intervertissant l'ordre naturel des choses, faisait de Marthe la sœur aînée et de Marie la sœur cadette : l'une dirigeait quand l'autre subissait. Presque en même temps on s'accoutuma à donner à Marthe le nom exclusif de Mlle de Neulise; Marie était Marie seulement : cela se fit sans qu'on y pensât. — Voilà qui est singulier! disait M. Pêchereau.

Marthe ne semblait pas non plus embarrassée ni malheureuse dans la vieille maison de Rambouillet. Son activité et ce besoin extrême de mouvement qui était en elle lui faisaient découvrir des occupations où Marie passait son temps en lectures et en rêveries.

Comme un arbuste vigoureux transplanté sur un sol inconnu enfonce dans la terre ses robustes racines et y puise la séve, Marthe, ébranlée un instant, se rattachait à la vie par mille liens.

L'un des premiers soins de Marthe fut de s'informer de Valentin; elle se rendit même à La Grisolle pour le voir. Elle apprit que Valentin n'était pas à La Villeneuve; le vieux bonhomme Favrel avait recueilli un héritage qui lui venait d'un frère mort au Brésil et dont on n'avait point de nouvelles depuis trente ans. Le premier soin du maître d'école avait été d'envoyer à Paris son fils d'adoption, qui pourrait ainsi se perfectionner dans un art dont une vocation naturelle lui avait enseigné les premiers élémens. Valentin travaillait donc dans l'atelier d'un sculpteur. M. Favrel continuait lui-même à grouper sur les bancs de l'école tous les marmots du village. Il est de ces tourmens dont on ne peut perdre l'habitude lorsqu'on les a subis pendant de longues années, et M. Favrel n'aurait su que faire de son temps, s'il n'avait eu une bande d'écoliers, grands et petits, criant autour de lui.

Mme d'Orbigny semblait alors plus agitée qu'on ne l'avait jamais vue. Elle s'enfermait seule durant de longues heures, n'était pas toujours exacte aux réunions du soir, recevait beaucoup de lettres d'une écriture inconnue, soupirait souvent et sautait sur sa chaise toutes les fois qu'une grande fille, appelée la Javiole, qu'elle avait à son service depuis quelque vingt ans, entrait dans le salon et lui glissait deux ou trois mots à l'oreille. On la surprenait parlant de son mari. Ce dernier trait frappait surtout M. Pèchereau, dont jamais elle ne prononçait le nom avec l'accent et le mouvement des lèvres qu'elle avait quand la conversation ramenait celui du défunt comte.

— Chère dame, lui dit-il un jour d'un air piqué, vous reprendriez-vous d'amour par hasard pour feu M. d'Orbigny?

Mme d'Orbigny répondit par un profond soupir. Ce soupir, qui venait de loin, exaspéra le pauvre avoué.

— Certes, s'écria-t-il, après tout le mal qu'il vous a fait, on comprend que vous le regrettiez!

Et comme Mme d'Orbigny se taisait : — Mais enfin, poursuivit M. Pèchereau, qu'avait-il donc, ce cher comte, pour être tant aimé?

— Ah! dit Mme d'Orbigny, qui leva les yeux au ciel, personne ne baisait la main comme lui. C'était une grâce, un élan, un feu. Cela n'était rien, et cela vous ravissait!...

L'amant platonique de Mme d'Orbigny prit son chapeau et sortit.

Que de secrets qui s'échappent dans un mot! Petite, grasse, blanche et blonde, Mme d'Orbigny rappelait ce portrait que Charles Gozzi trace des Vénitiennes; elle avait des yeux bleus charmans, tendres

et mouillés, le nez un peu relevé, ce petit nez à la Roxelane pour lequel le XVIIIe siècle a crayonné tant de pastels et rimé tant de vers, la bouche fraîche et retroussée des coins, les narines roses et mobiles, un menton à fossette, les mains irréprochables et potelées, quelque chose de sensuel et de friand dans l'air du visage. Ses beaux bras ronds faisaient plaisir à voir. Mignonne et paresseuse, elle avait, comme sa sœur, un grand air de jeunesse. A trente-huit ans, elle ne paraissait pas en avoir plus de vingt-cinq. L'éclat de ses épaules donnait l'idée de la neige sur laquelle passe un rayon de soleil. Mariée fort jeune à un gentilhomme du Poitou, elle n'avait pas été fort heureuse en ménage. M. le comte d'Orbigny était très aimable, beau cavalier, grand chasseur, charmant à table, vif, alerte, plein d'audace et d'entrain; il aurait certainement fait belle figure à la tête d'une compagnie d'aventuriers ou même encore parmi les courtisans de l'Œil-de-Bœuf et de Marly. Malheureusement, comme il le disait lui-même, il était né cent ans trop tard. Sur le pavé de Paris, il n'avait fait que des sottises. Le plus clair de sa fortune, qui était assez ronde, fut croqué en trois ans. Aurélie, qui ne pouvait se défendre de l'aimer, lui aurait certainement pardonné d'entamer sa dot, si le comte n'avait eu le tort de joindre à ses prodigalités de toute sorte des peccadilles où la galanterie avait plus de part que la chasse et le jeu. La tête blonde d'Aurélie s'échauffa; la famille intervint, le comte le prit de haut, et, poussée à bout malgré les murmures de son cœur, la comtesse permit que la séparation fût prononcée. Libre, le gentilhomme poitevin vécut en garçon, tandis que sa femme, pareille à une colombe blessée qui cherche l'abri des bois, se réfugiait à Rambouillet, où, du matin au soir, elle soupirait et se demandait comment elle avait eu le courage de s'éloigner d'un cavalier qui baisait si tendrement la main de sa compagne.

Un temps se passa. La famille faisait bonne garde autour de Mme d'Orbigny, qu'on savait prompte aux attendrissemens, et l'empêchait de faiblir. Un matin, le comte, traqué par une meute de créanciers, partit subitement pour l'Amérique. Mme d'Orbigny pleura beaucoup. Le bruit se répandit plus tard que le comte était mort en lointain pays, et on n'en parla plus. Seule, la comtesse s'absorbait dans la contemplation d'une miniature qui représentait le visage noble et souriant de l'ingrat qui l'avait trahie et qu'elle aimait.

Douze ans après, un matin, au moment où Mme d'Orbigny venait de quitter son confesseur, car depuis sa séparation son cœur, sevré d'amour, s'était adonné à la dévotion, la Javiole entra tout effarée chez sa maîtresse, et lui annonça qu'un étranger demandait instamment à lui parler. — Quel étranger? dit Mme d'Orbigny. — Un étranger grand comme notre bedeau, un carabinier sans casque enfin, et

barbu! On ne voit que ses moustaches et ses yeux... J'étais plantée droit devant lui, comme un peuplier, à le regarder. Je lui ai dit que madame était en affaire; il s'est assis et il attend.

Pour la première fois depuis longtemps, la Javiole ne prenait pas garde à une certaine poule noire qu'elle avait élevée et qui trottait toujours sur ses talons. La poule, inquiète, gloussait vainement. La Javiole ahurie ne quittait pas des yeux la comtesse. Lasse de lui adresser des questions inutiles, Mme d'Orbigny descendit. A peine entrée dans la pièce où se tenait l'étranger, elle poussa un grand cri.

— Oui, c'est moi, dit le comte en lui baisant la main.

Quelque chose comme un frisson courut dans les veines de la pauvre délaissée. C'était une émotion dont elle n'avait pas perdu le souvenir. Le feu lui monta au visage, et déjà bouleversée : — Ah! Dieu! vous!... c'est vous, Raoul! s'écria-t-elle.

Le comte, qui n'avait pas quitté la main de sa femme, la porta de nouveau à ses lèvres, et regardant autour de lui en souriant : — Ma chère amie, plus un mot à présent... J'ai des dettes, reprit-il.

Mme d'Orbigny courut vers la porte. — Je n'y suis pour personne, cria-t-elle, et tremblante, suffoquée, les yeux pleins de larmes, la poitrine oppressée, le cœur tout palpitant, elle tomba sur un fauteuil.

— Vous êtes adorable, poursuivit le comte d'une voix attendrie; vous seule m'avez reconnu, et j'ai soupé hier avec deux amis d'autrefois qui ne croient même pas que j'existe.

Il lui offrit la main pour la conduire sur un canapé. — Des mains de vingt ans! ajouta-t-il en regardant celles de sa femme. C'est à croire que les années pour vous n'ont que six mois!

Mme d'Orbigny ferma les yeux à demi, et le comte s'assit auprès d'elle. — Çà, dit-il, parlons de nos affaires; pour commencer, je m'appelle M. de Saint-Ève et j'arrive de Mexico. M. d'Orbigny est mort, ne le réveillons pas. Entre nous, il avait trop de créanciers.

Le comte fit un croquis rapide de ses pérégrinations dans les pays d'outre-mer. Il n'avait rien vu de curieux nulle part : mêmes sottises et mêmes hommes partout. Il avait possédé quelquefois jusqu'à cent mille francs; mais l'argent avait cette manie singulière de ne pouvoir rester dans sa poche. Un jour la saveur de Paris, qu'il croyait avoir oubliée, lui était montée à la tête. En conséquence il avait dit adieu aux forêts vierges, aux *placers*, aux prairies, aux bisons, et s'était embarqué pour le Havre. Il espérait que Paris le rajeunirait. La collection de dollars et de piastres qu'il avait rapportée de la Nouvelle-Orléans s'était fondue au soleil de la patrie; mais il comptait que sa femme voudrait bien, en considération du silence discret qu'il avait gardé depuis son émigration, lui avancer quelque petite somme qui l'aiderait à passer les premiers temps.

Pendant que le voyageur débitait ce petit discours d'un air leste et tout d'une haleine, la comtesse le regardait, elle ne l'interrompit pas une fois; de grosses larmes roulaient sous ses paupières.

— Vous me trouvez changé? reprit le comte, qui souleva négligemment quelques touffes de cheveux gris éparses sur ses tempes; cette barbe de démocrate est peut-être une fatuité... On n'est pas comme vous,... on vieillit.

Mme d'Orbigny joignit les mains. — Ah! Raoul! dit-elle.

L'accent d'un si doux reproche se faisait entendre dans cette exclamation pleine des plus tendres souvenirs, que M. de Saint-Ève en fut ému. Il se pencha vers sa compagne et l'embrassa sur le front avec une effusion qui n'était pas dans son caractère. — J'étais si jeune alors! murmura-t-il d'une voix où la raillerie se mêlait à l'attendrissement.

L'entretien se prolongea quelques instans; Mme d'Orbigny crut que le diable en personne était devant elle, mais un diable qui la charmait et la fascinait.

— Vous me permettez donc de revenir quelquefois? reprit le comte, qui frisait ses moustaches devant une glace.

— La maison est à vous, répondit la pauvre délaissée dans un moment d'élan et la tête appuyée sur l'épaule de l'émigré.

— Eh! chère amie, ce serait la ruine que vous y feriez entrer.

Il sortit avec mille précautions par un long couloir qui gagnait les derrières de la maison. La Javiole, qui s'en était bien doutée, se tenait blottie dans un coin noir, entre deux tas de fagots, la poule sur ses genoux. Elle avança discrètement la tête quand elle entendit la petite porte rouillée crier sur ses gonds, et levant les mains au ciel : — Lui, vivant! s'écria-t-elle; ah! ma pauvre maîtresse!

III.

A partir de ce jour, l'existence de Mme d'Orbigny ne fut plus qu'une longue suite de troubles, de saisissemens, d'agitations. La pauvre femme ne savait si elle devait désirer ou craindre la présence de celui qui rôdait dans son voisinage. Les longues stations qu'elle faisait à l'église et les rubans frais dont elle parait son corsage indiquaient le double courant qui maintenait la fièvre dans son cœur. Au moindre bruit, elle tressaillait, rougissait, pâlissait. Miss Tempête, dont la malice et la gaieté surnageaient toujours, lui donnait de petites tapes amicales sur la joue. — Vous voilà comme une sonnette, disait-elle, vous vibrez toujours. J'ai idée, belle tante, que vous voulez battre en brèche le cœur de M. Pèchereau.

— Te tairas-tu, vilaine! répondait Mme d'Orbigny, qui croyait sans cesse que le comte allait entrer par la porte ou sauter par le balcon.

La Javiole, mise en éveil, rendit visite à la petite porte du jardin; elle entr'ouvrit le pêne et la gâche tout nouvellement frottés d'huile : — Il est revenu! murmura-t-elle en se signant.

Elle disait vrai, le comte était revenu. Les voyages ne l'avaient pas plus corrigé que la gêne et la fatigue. Tel on avait connu M. d'Orbigny, tel on retrouvait M. de Saint-Ève. Mme d'Orbigny n'eut plus une heure de repos. Quand elle se trouvait seule, elle pensait à ses nièces, que son amitié et leur isolement lui faisaient un devoir d'adopter, et prenait de belles résolutions; aussitôt que le comte apparaissait, tout s'évanouissait; elle était avec lui comme une cire molle que le feu pénètre. Le remords la dévorait; elle ne pouvait songer à l'avenir de Marie et de Marthe sans que les larmes lui vinssent aux yeux.

Marie, qui restait presque continuellement dans sa chambre, ne voyait rien de ce qui se passait autour d'elle. Elle considérait les absences plus fréquentes de sa tante comme le résultat d'une dévotion plus active. Quand elle était lasse de manier l'aiguille, elle regardait la vieille tour bâtie par François Ier, les beaux ombrages du parc, la forêt lointaine, et rêvait. Rien pour elle ne manquait encore à cette vie silencieuse. Ce même voile, l'insouciance le jetait sur les yeux de Marthe. Quand celle-ci voyait la comtesse perdue dans les songes, les yeux en l'air, elle l'embrassait gaiement : — Eh! belle tante, réveillez-vous, il fait grand jour! disait-elle.

Un matin que la Javiole pressait sa maîtresse de compter avec un fournisseur, Mme d'Orbigny mit brusquement un trousseau de clés dans les mains de miss Tempête : — Tiens, prends et règle tout! s'écria-t-elle. Marthe regarda le trousseau de clés, qui lui parut assez vilain et quelque peu lourd; mais son hésitation ne dura que deux secondes. — Qui sait? dit-elle, c'est peut-être aussi amusant que les fleurs et les rubans! — On ne s'adressa plus qu'à elle, et sa journée se trouva remplie par des occupations dont elle n'avait jamais fait l'apprentissage. Pourquoi Mme d'Orbigny avait-elle fait choix de Marthe, la bruyante et l'étourdie, pour l'élever aux fonctions méthodiques de maîtresse de maison, lorsque la sérieuse Marie était auprès d'elle? C'est ce que la comtesse eût été fort en peine d'expliquer. Un instinct l'avait poussée.

Cependant l'huile ne séchait pas autour de la serrure qui fermait la porte du petit jardin, et la santé de Mme d'Orbigny allait s'altérant. L'honnête femme éprouvait comme des remords de se cacher de tous ceux qu'elle aimait; de plus, ses relations mystérieuses avec le comte avaient une apparence d'intrigue qui répugnait à sa délicatesse. Que de fois n'essaya-t-elle pas de faire comprendre à ce fugitif, pour qui la vie errante semblait si légère, que le bonheur pouvait être conquis sans tant d'effort! Il avait un toit, une famille et le reste, pour

parler comme le pigeon fidèle de la fable; mais le comte était insaisissable, et rien ne le déterminait à demeurer au colombier. Le secret de cette existence, qui avait les allures d'une comédie espagnole, étouffait Mme d'Orbigny. Jamais personne ne fut moins faite pour les aventures; elle y perdait la tête. Si le comte ne lui avait pas intimé l'ordre de se taire, elle aurait crié à toutes ses connaissances : — Voilà mon mari qui est revenu, mettons-nous à table et dînons! — De petits accès de fièvre la prenaient souvent; souvent aussi l'insomnie la fatiguait. La Javiole n'y tenait plus. Un matin que sa maîtresse avait la main brûlante, la pauvre servante éclata :

— J'ai traversé le jardin à la brune, s'écria-t-elle, et j'ai vu monsieur...

Mme d'Orbigny devint pâle, et lui posant la main sur la bouche :

— Tais-toi! dit-elle, tu n'as rien vu... Ne parle pas!

Elle tomba sur une chaise presque folle de peur. La Javiole se mit à ses genoux et lui embrassa les mains avec un mélange de respect, de tendresse et de colère. — Jour de Dieu! disait-elle entre les dents, un cœur si bon!... Qu'est-ce donc que les hommes?... — La Javiole n'aurait pas donné sa poule pour le meilleur d'entre eux.

En attendant, tout roulait sur Marthe dans la maison. Elle avait le gouvernement du ménage et la direction des affaires; fermiers, régisseur, métayers et notaire s'adressaient à elle. Elle avait sans cesse la plume à la main. — Et moi qui n'écrivais jamais qu'aux modistes! disait-elle. Son plus grand souci était de ne pas rire quand on lui parlait sérieusement des clauses d'un bail ou de la révision d'un contrat. Il lui arrivait souvent de penser à Paris, aux bals, à l'Opéra, aux réunions du monde; il lui suffisait de fermer les yeux pour revoir les Champs-Élysées ou la salle des Italiens. Tout à coup on entendait la voix de la Javiole : — Eh! mam'zelle Marthe, criait-elle, le fermier de La Grisolle est là; il assure qu'il pleut dans la bergerie. — Marthe secouait la tête. — Eh! eh! murmurait-elle en descendant l'escalier, adieu la valse, voici les moutons!

Il y avait déjà quinze ou dix-huit mois que cela durait, et les vêtemens de laine noire avaient fait place aux vêtemens de toile blanche, lorsque le facteur remit à Mme d'Orbigny une lettre qui la jeta dans la plus vive émotion. Cette lettre était du comte; il lui mandait qu'une affaire sur laquelle il comptait pour s'établir solidement à Paris avait mal tourné, et que, si elle ne trouvait pas dans les vingt-quatre heures une somme dont il lui indiquait le chiffre, il pourrait bien finir ses jours dans la prison classique de Clichy.

Mme d'Orbigny se suspendit à la sonnette. — Vite! dit-elle à la Javiole, mon nécessaire de voyage, nous partons dans une heure!... Elle rassembla en toute hâte ce qu'elle avait d'argent dans ses tiroirs, vida les poches de Marthe et emprunta une centaine de pièces

d'or à M. Pêchereau, qui n'en pouvait tirer un mot. L'agitation fébrile de sa tante inquiétait Marthe; mais la jalousie comique et le dépit du malheureux avoué, qui s'épuisait en efforts pour découvrir la cause de ce voyage inusité, la disposaient au rire. — Eh! lui disait-elle, ne voyez-vous pas qu'on vous ménage la surprise d'une corbeille de mariage!

— Ah! peux-tu rire dans un pareil moment! dit Marie, qui ne savait où donner de la tête.

— Eh! qu'a-t-il donc de si terrible, ce moment? répliqua Marthe, d'autant plus impatientée qu'elle comprenait bien à l'air de la Javiole que quelque chose de grave se passait. Ta marraine va à Paris: penses-tu que ce soit un pays d'anthropophages?...

— Ah! mademoiselle, mademoiselle! dit la Javiole, qui avait le secret de Mme d'Orbigny sur les lèvres. Un regard de sa maîtresse l'arrêta: elle étouffa un soupir, et détournant la tête: — Soignez bien ma poule noire, reprit-elle; nous étions si tranquilles ce matin!

Mme d'Orbigny embrassa Marthe, et se penchant à son oreille: — Si je ne reviens pas bientôt, je t'écrirai, dit-elle.

Un petit frisson passa entre les épaules de Marthe. — Si vous avez besoin de moi, je suis à vous, reprit-elle bien bas.

Mme d'Orbigny en voiture, Mlle de Neulise se retourna; Marie était pâle à faire peur; tout lui semblait perdu parce que sa marraine quittait la maison. M. Pêchereau, morne et les mains sur sa canne, regardait au loin dans la rue et n'était pas éloigné de penser qu'un rival inconnu avait tout disposé pour l'enlèvement de sa belle amie. Marthe leur prit le bras à tous deux. — Rentrons. Je vous invite à déjeuner l'un et l'autre, dit-elle. Marthe songeait, à part elle, que le premier effet de son humeur joviale était de ne jamais lui permettre de montrer son chagrin lorsque par hasard elle en avait.

Arrivée à Paris, Mme d'Orbigny employa quelques heures à courir chez les gens d'affaires. Son intervention arrêta les poursuites. Il lui parut qu'on souriait en voyant une femme s'occuper si chaudement des intérêts de M. de Saint-Ève. Elle revenait le long du boulevard, le cœur joyeux et les mains pleines de papiers, lorsqu'une vision lui apparut. Elle saisit le bras de la Javiole, plus morte que vive : le comte sortait du Café Anglais, un cigare à la bouche, et donnant le bras à une femme dont la robe de moire, chargée de dentelles, balayait la contre-allée. Mme d'Orbigny s'arrêta, elle éprouvait une sorte de vertige. — Passons, madame, passons, lui dit la Javiole, dont l'honnête figure était bouleversée par la colère et l'indignation; mais avant même qu'elles eussent pu faire un pas, l'aventurier et sa compagne venaient de monter dans une voiture élégante qui les emporta rapidement. Si la Javiole ne l'avait pas soutenue, Mme d'Orbigny serait tombée. Elle ne pouvait même

pas pleurer : c'était au cœur qu'elle était frappée. Le nom de Raoul lui revenait à chaque minute aux lèvres, comme si elle eût cherché à se convaincre ou à douter que ce fût lui qu'elle venait de voir. La Javiole l'entraîna, et le soir même elles repartirent pour Rambouillet, où Mme d'Orbigny arriva dans un état de torpeur effrayant. — Oh! il la tuera, bien sûr! murmura la servante en déshabillant sa maîtresse comme on fait d'un enfant. Un signe que lui fit Mme d'Orbigny l'empêcha de répondre aux questions dont elle était accablée par Marie et M. Pèchereau. Marthe soignait sa tante prestement, lui prodiguait de bonnes paroles et l'embrassait. La Javiole, que son secret suffoquait, s'en alla. — C'est égal, murmurait-elle exaspérée, à quoi donc servent les gendarmes?

La fièvre qui dévorait Mme d'Orbigny éclata avec une intensité qui effraya le médecin. Il reconnut à différens symptômes que le mal qui venait de faire explosion avait de profondes racines. C'était comme un feu qui couve sous la cendre, et qu'on ne peut plus arrêter quand les flammes se répandent au dehors. Dès la fin de la semaine, le médecin appelé au chevet de la comtesse ne conserva plus aucun espoir. Depuis qu'elle était alitée, Mme d'Orbigny gardait presque continuellement le silence. Marie pleurait. Marthe allait, venait et chantait quelquefois. Quand on ne la voyait pas, la rieuse fille s'essuyait les yeux. M. Pèchereau faisait pitié.

Un matin, tandis que Marie et la Javiole étaient en prière à l'église, Mme d'Orbigny se tourna du côté de Marthe. — Eh! vite, dit-elle, ouvre ce petit bureau où je serre mes papiers; dans un tiroir, sous des dentelles, tu trouveras une bourse pleine d'or... Prends-la.

— Vous voulez que je prenne?...

— Eh! oui, dépêche-toi!

Un peu étourdie de l'accent de Mme d'Orbigny, Marthe se hâta d'obéir. La tante la suivait des yeux avec toutes les apparences de l'anxiété la plus vive. — As-tu la bourse? reprit-elle.

— Oui... A présent, que voulez-vous que j'en fasse?

— Eh! bon Dieu! garde-la!... S'il arrivait demain, je la lui donnerais peut-être!

Marthe regarda Mme d'Orbigny et pensa qu'elle avait le délire... Elle s'approcha de son lit. — Tu ne me comprends pas, poursuivit la malade; mais n'aie pas peur, j'ai la tête en bon état, et c'est pour cela que je m'empresse d'en profiter. Ces quelques louis, serre-les au fond de ta poche, et quoi qu'on te dise, ne t'en défais pas : ils pourront t'aider à vivre... ou du moins à passer les premiers jours... Mon testament est chez le notaire; je désire que tu aies l'administration du peu qui reste... Je vous laisse tout.

Marthe fut remuée; la pensée qu'elle pouvait perdre sa tante lui

fit monter les larmes aux yeux. Elle voulut interrompre la comtesse. — Pourquoi de tels discours quand la fièvre tombait? On aurait encore, grâce à Dieu, de longs jours à vivre dans la bonne maison de Rambouillet...

— Laisse-moi donc tranquille! s'écria Mme d'Orbigny, je sens bien ce qui se passe en moi! Tous les médecins de la terre n'y pourront rien... Je suis perdue... Ne pleure pas,... la gaîté te va si bien... Je ne regrette que vous, mes enfans!

Mme d'Orbigny se pencha tout au bord du lit et s'empara des deux mains de Marthe; puis, avec un air d'autorité : — Tu es la plus jeune, mais tu es l'aînée, reprit-elle. Donc je te confie ta sœur. Ne la quitte pas... Elle est sur la terre comme l'innocent qui vient de naître... Quant à toi, j'en ai bien peur, tu ne danseras plus beaucoup; mais j'ai toujours eu l'idée que tu avais du courage et de la persévérance. Tu les emploieras pour deux. — Puis, avec force et la main sur le front de Marthe : — Penses-y, Marie est un enfant,... Je te la donne, reprit-elle.

On entendit le bruit de la porte de la rue qu'on ouvrait.

— Voici ta sœur qui revient de l'église, ajouta Mme d'Orbigny; embrasse-moi vite. Je ne pensais pas mourir comme cela et vous laisser dans le dénûment... Si ma filleule savait ce qui se passe, la pauvre fille ne vivrait plus... Elle est comme les enfans qui trébuchent sur le gazon,... et il n'y aura plus que des cailloux sous ses pas... Tends-lui la main... Tu réponds d'elle.

Marthe accueillit Marie par un sourire.

— Vous avez bon visage, dit Marie en embrassant Mme d'Orbigny, dont les traits étaient encore tout animés.

— Oui, répondit sa marraine, je suis plus tranquille.

On lui administra les sacremens dans la nuit, et elle rendit l'âme au petit jour. Il fallut emporter Marie de sa chambre; elle était comme un pauvre être frappé de la foudre.

Au moment du plus grand trouble, un homme entra dans la maison. La Javiole l'aperçut, elle courut à lui frémissante comme une louve, et le saisissant par la main : — Ah! vous voilà, monsieur! s'écria-t-elle; venez voir ce que vous avez fait! — Et avec une force irrésistible elle l'entraîna dans la pièce où reposait Mme d'Orbigny. — Regardez! reprit-elle en le poussant vers le lit auprès duquel veillait Marthe.

M. d'Orbigny pâlit à la vue de ce corps tout blanc; ses traits se contractèrent. — Ah! dit-il, elle m'a bien aimé!...

La Javiole fit un pas vers la porte, et la poussant : — Si je restais, s'écria-t-elle d'une voix rauque, je ferais un malheur!

Sans même tourner la tête, l'étranger s'approcha du lit sur lequel Mme d'Orbigny était couchée. Il avait la tête nue. Marthe le contem-

plait en silence. Elle le vit s'incliner sur la main de la morte, y coller ses lèvres et retirer l'anneau qu'elle avait au doigt.

— Monsieur! s'écria Marthe.

M. d'Orbigny releva la tête. — Je le lui avais donné, mademoiselle, permettez-moi de l'emporter.

Un grand étonnement saisit Marthe; mais, se remettant avec cette promptitude qui était dans son caractère et s'inclinant : — Si, comme vos paroles tendent à me le faire croire, dit-elle, c'est mon oncle, M. le comte d'Orbigny, que j'ai devant les yeux, la maison est à lui, ainsi que tout ce qu'elle renferme.

M. d'Orbigny se redressa; il avait tout à fait l'air d'un gentilhomme. — Mademoiselle, s'écria-t-il, on vous a sans doute parlé de moi : je puis être un bandit, je ne suis pas un misérable... Vous êtes chez vous.

Ces deux êtres, qui ne s'étaient jamais vus, se regardèrent un instant. Quelque chose d'indéfinissable qui tressaillit dans le cœur de Marthe lui fit comprendre que sa tante eût pu aimer jusqu'au bout l'homme altier qui avait si grand air; elle devina à quelle personne la pauvre femme faisait allusion au moment où, près de mourir, elle lui conseillait de cacher la bourse d'or. Bien des choses qui s'étaient passées depuis quelques mois, bien des tristesses lui furent expliquées. M. d'Orbigny s'approcha d'elle avec aisance. — Je regrette de vous avoir rencontrée si tard, reprit-il; je tiens cependant à vous donner la meilleure preuve de la sympathie que vous m'inspirez... Vous n'entendrez plus jamais parler de moi, je vous le jure!

Il se tourna de nouveau du côté du lit. L'ombre de l'attendrissement passa sur son visage. — Elle ne m'a jamais donné aucun sujet de chagrin, et je ne lui ai rien épargné! murmura-t-il comme un homme qui confesse la vérité; puis, passant la main sur son front avec un mélange de colère, de regret, d'ironie : — Ah! reprit-il, il y a des destinées auxquelles on ne peut pas échapper!

La voix de Marthe s'éleva. — C'est la philosophie des cœurs ingrats et des âmes faibles! dit-elle.

L'éclair brilla dans les yeux de M. d'Orbigny; mais tout à coup, se maîtrisant et d'un air où l'on reconnaissait l'homme de bonne maison : — Je vois, dit-il, que cette sympathie que je ressentais ne s'est pas trompée dans son élan. Que Dieu vous garde, mademoiselle! Votre meilleur guide, c'est vous!

Il lui prit la main, la baisa et sortit.

IV.

La maison parut bien grande à Marthe quand elle s'y trouva seule avec Marie. Il fallut régler les comptes, payer les petites dettes,

ouvrir les armoires, compulser les papiers; toutes ces occupations navraient Marie. Dans la crainte de la voir tomber malade, Marthe la pria de la laisser vaquer seule à ces tristes arrangemens. Sa résolution, son activité frappèrent M. Pèchereau, qui était comme un pauvre corps sans âme depuis la mort de Mme d'Orbigny. — Où trouvez-vous la force d'aller et de venir? disait-il.

— Bon! voilà que vous oubliez ma devise : ce qu'il faut, il le faut! répondait Marthe.

Étonnée à son tour de l'expression d'atonie qu'on voyait sur le visage de l'ancien avoué, Marthe prit sur elle de le secouer. — Çà, lui dit-elle un jour, pensez-vous que ma tante serait bien contente, si elle vous voyait les mains oisives et l'esprit dans les nuages?... Vous l'aimiez, j'imagine? Alors aidez-moi... — Elle lui glissa sous le bras une liasse de papiers, et le poussant par les épaules : — Cachez-vous dans ce cabinet, vilain paresseux, reprit-elle, et débrouillez-moi ces grimoires.

La force de l'habitude emportait quelquefois Marthe. Tout en apurant les comptes que présentaient les fournisseurs ou en vidant les tiroirs pour mettre le linge en ordre, elle fredonnait. Marie, que le chagrin avait pâlie et maigrie, laissait tomber ses mains sur ses genoux. — Bonté divine! tu chantes! disait-elle.

Marthe l'embrassait : — Chacun fait ce qu'il peut, répondait-elle.

Jamais on ne vit succession plus embrouillée que celle de Mme d'Orbigny; il était aisé de reconnaître que le comte avait passé par là. Ce n'était qu'emprunts et dettes hypothécaires de toute sorte. Réveillé par l'odeur de la chicane et aussi par le désir d'être utile à deux orphelines, M. Pèchereau, qui retrouvait au milieu de ces paperasses le nom de Mme d'Orbigny et la trace aimable de son bon cœur, s'efforça d'y faire pénétrer la lumière. Au bout d'un certain temps, Mlle de Neulise lui demanda résolûment de bien préciser ce qui leur restait. L'avoué hocha la tête. — Vous en parlez bien à votre aise, répondit-il; le verbe *préciser* me paraît ici ambitieux; c'est l'anarchie et la confusion qui règnent dans ces dossiers!

— Voyons, n'hésitez pas... N'y a-t-il plus rien?

— Je ne dis pas cela, répliqua l'avoué; vous avez au moins cette maison.

— C'est un toit. Et puis?

— Et puis, je ne sais pas.

— Oh! moi, dit Marie, j'entrerai dans un couvent.

— Le couvent? Celui où tu prendras le voile n'a pas encore ouvert ses portes, s'écria Marthe.

La résignation de Marie n'était pas une preuve de courage; comme les rameaux du saule qui fléchissent au moindre vent, elle trouvait plus facile de plier que de combattre. Joignant les mains presque

aussitôt et se pressant contre sa sœur : — Qu'allons-nous devenir? reprit-elle.

— Eh bien! nous allons devenir pauvres, s'écria Marthe, qui eut un moment d'impatience.

Quelques jours après, M. Pèchereau avait terminé le laborieux examen des papiers de Mme d'Orbigny. Il entra presque joyeux dans ce même salon que tant de jeux avaient égayé. — Bonne nouvelle! cria-t-il à Marthe; vous êtes moins pauvres que vous ne croyez!

— Ah bah! dit Marthe.

— La Grisolle est à vous. Toutes les dettes payées, la terre vous appartient.

— Eh bien! répliqua Marthe gaiement, nous voilà donc à la tête de cinquante cerisiers.

Le mot de M. Pèchereau était un peu ambitieux. La Grisolle était moins une terre qu'une métairie d'une centaine d'arpens, contiguë à un petit bois qui rapportait des rondins et des bourrées; elle faisait partie d'un domaine important dont M. d'Orbigny avait autrefois dévoré les fermes et les étangs. Les cinquante cerisiers auxquels Marthe faisait allusion dressaient leurs têtes rondes dans un enclos dont jadis les deux sœurs avaient mis au pillage les treilles et les espaliers. Tout à côté on voyait une maison exposée au midi, gaie à l'œil, tapissée de pampres et de rosiers, assez vaste pour loger convenablement sept ou huit personnes, et proprement meublée. Dès le lendemain, Marthe et Marie visitèrent en détail le domaine que les hasards d'une succession laissaient libre. Ce n'était pas un château; l'enclos aux cerisiers tenait lieu de parc, un bout de prairie qu'ombrageaient de gros noyers s'étendait devant la maison; pour les promenades, on avait la forêt voisine; d'une éminence qui protégeait La Grisolle contre les vents du nord et que couronnaient des arbres séculaires, on jouissait d'une vue magnifique. Les bruyères rougies par le soleil, les bouleaux épars aux bords des étangs, le rideau sombre des futaies prêtaient à ces paysages une grâce mélancolique qui en relevait la beauté. Les yeux clairs de miss Tempête eurent fait le tour du domaine en deux secondes. Elle sourit. — On ne peut pas dire que ce soit le jardin des Tuileries, dit-elle, et la foule ne s'y presse pas... Cependant on y peut vivre, et il nous est arrivé d'y rire de bon cœur! — En faisant la visite des appartemens, elle découvrit un piano qui, par un miracle d'entêtement, n'avait pas encore perdu l'accord. En une minute, une valse pétilla sous ses doigts et remplit la maison d'un vol éclatant de notes joyeuses. — A ton tour, reprit Marthe en poussant Marie sur le tabouret; je vais danser avec M. Pèchereau; la Javiole passera les rafraîchissemens.

— Le bal ne lui sort pas de la tête! dit Marie en soupirant.

— C'est un peu l'histoire de Mahomet et de sa montagne : il ne vient plus à moi, je vais à lui, répliqua Marthe lestement.

Vers la fin de la semaine, les deux sœurs étaient installées à La Grisolle. Une bonne fortune avait conduit à Rambouillet une famille d'étrangers qui cherchait une vaste maison. Marthe en fut informée, et ne perdit pas une minute pour courir à l'hôtel du *Lion-d'Or*, où, séance tenante, elle signa un bail de location. Elle porta triomphalement le papier timbré à M. Pèchereau. — Voilà comment je tire parti de mon immeuble! dit-elle d'une voix gaiement emphatique.

— Quoi! vous quittez la ville! s'écria l'avoué.

— D'abord, mon ami, Rambouillet n'est pas tout à fait Paris... Je n'y perds ni les Italiens ni l'Opéra; puis, vous qui connaissez le chiffre de nos revenus, pensez-vous que nous ayons les moyens d'avoir un hôtel en ville et un château à la campagne?

M. Pèchereau soupira. — Tu prends tout gaiement! dit-il.

— Vaut-il mieux pleurer?

— Ah! tu es jeune!... Où chaufferai-je mes vieilles jambes le soir? Avec qui causerai-je le matin?

— Croyez-vous donc que le feu ne brûle pas à La Grisolle et qu'on n'y parle pas comme ailleurs? Il y a la chambre verte où vous passerez l'été. L'hospitalité n'est pas interdite par les règlemens, et s'il vous plaît de voir la neige, le garde champêtre n'a pas reçu l'ordre de vous expulser. Bien plus même, on fera remplir de bois le petit cabinet.

M. Pèchereau ému la regarda. — Ah! Dieu! s'écria-t-il, si j'avais trente ans!

— Si vous aviez trente ans, répliqua Marthe, je ne vous embrasserais pas comme je le fais.

La Javiole, qui se faisait rendre compte de tout, employa les premières heures de son séjour à La Grisolle à couvrir de chiffres un morceau d'ardoise qui lui servait de grand-livre et de carnet. Les chiffres alignés, elle en additionnait les colonnes, et ce n'était pas sans efforts. Le total obtenu, elle gratta son bonnet vigoureusement. La poule noire caquetait autour d'elle. — Tu as beau parler à ta manière, murmurait la Javiole entre ses dents, tu ne me donneras pas ce que je cherche! — La Javiole cherchait un moyen d'élargir les ressources du modeste ménage des deux sœurs. On avait en tout quelques centaines d'écus à dépenser par an. Ce n'était pas beaucoup. Que la Javiole portât un jupon de bure et des sabots, c'était bien, elle n'avait pas des pieds à chausser le satin; il fallait du pain bis à son estomac robuste, une paillasse à ses membres solides et rompus à toutes les fatigues : ni son corps ni son esprit ne souffriraient du changement; mais que ses maîtresses, l'une pétrie dans mille délicatesses raffinées, l'autre habituée au rire et à s'ébattre à

l'aise dans la vie, subissent les privations et connussent la gêne, c'est ce qui la désolait. Or le budget de la communauté, malgré la stricte économie qu'elle apportait dans les dépenses, n'offrait pas de ressources suffisantes; l'ordre n'y pouvait rien, le travail non plus. La Grisolle, que la courageuse fille avait parcourue dans toute son étendue, présentait le spectacle de l'abandon et de l'incurie : nulle part de clôtures, et partout des terres en friche ou mal entretenues, les arbres livrés aux caprices des saisons, force lapins dans le bois qui maraudaient jusqu'au beau milieu du potager; les brebis paissaient dans les meilleurs champs. Ce n'était pas, tant s'en faut, un domaine magnifique, cependant on en pouvait tirer parti : le nécessaire assuré, le produit de la maison de Rambouillet donnerait le superflu. Il est si bon d'ajuster une robe de soie autour d'une taille souple que le malheur a réduite à se couvrir d'indienne!

Ainsi raisonnait la Javiole. Tout à coup elle se frappa le front. — Suis-je bête! dit-elle. La Javiole venait de se souvenir d'un frère qui vivait dans une cabane tout à l'extrémité du village de Viez Église. Ce frère, plus jeune qu'elle de quelques années, passait pour le garçon le plus actif, le plus alerte, le plus avisé du pays. Il aurait trouvé vingt fois à se marier, si l'amour du braconnage ne l'avait retenu loin des fermes. Ses mains étaient toujours plus promptes à manier un fusil que la bêche ou la faux. Il était vêtu de loques comme un bandit et vivait des faisans du roi. Sans plus tarder, la Javiole prit à travers champs et courut à Viez-Église. Un grand saule près d'une mare, deux chèvres broutant au pied d'une haie, lui indiquèrent bientôt la cabane de son frère.

— Hé! Francion! cria-t-elle.

Une vieille femme qui confectionnait des balais de bruyère dans un coin leva la tête. — Si c'est le maître de la maison que vous appelez, dit-elle, m'est avis qu'il ne vous répondra pas. Il est parti au petit jour.

— Bon! je vais l'attendre.

La vieille regarda autour d'elle. — Il avait son fusil, reprit-elle plus bas.

— Ah! le méchant gas! s'écria la Javiole.

— Lui, méchant! répliqua la vieille. Si Francion ne chassait pas, il y a des jours où je ne souperais guère!

— Pardine! qui dirait des sottises à mon frère, si ce n'est moi?

La Javiole ramassa par terre un morceau de charbon, et, cherchant sur le mur une place blanche, elle écrivit, avec un mélange singulier de majuscules et de lettres bizarres, que relevait une orthographe capricieuse, ce peu de mots : « Viens ce soir à La Grisolle, j'ai à te parler. »

A l'heure même où se couchait le soleil, un grand garçon, vêtu

d'un sarrau de toile blanche et chaussé de vieilles guêtres de cuir bouclées au-dessus d'un pantalon de velours, parut dans le sentier qui conduisait à La Grisolle. Un chien rouge à poils touffus marchait sur ses talons. Jamais bûcheron ou laboureur ne foula l'herbe d'un pas plus élastique. La Javiole, qui le guettait, l'admirait, et ne se pressait pas de se lever. — Le beau brin de mari que ça ferait tout de même! dit-elle tout bas.

L'œil du braconnier l'eut bientôt découverte derrière le buisson où elle était assise. — Çà, que me veux-tu? dit-il en battant son briquet pour allumer sa pipe.

La Javiole n'était pas d'un caractère à prendre des détours ou à ruser. Prenant donc la main de Francion dans la sienne : — Je veux savoir si tu as des entrailles, répondit-elle.

— Bon! il y a une anguille sous roche... Parle, reprit le braconnier, qui fronça le sourcil.

— Oh! ce ne sera pas long. Voici les nièces, quasiment les filles de ma maîtresse, qui sont dans la peine. Ces jeunesses et moi, ça fait trois femmes. Il faut un homme à la maison... Tu as des bras, viens.

— Moi!

— Pardine! il ne s'agit pas, j'imagine, du sonneur de l'église! Mme d'Orbigny t'a laissé tuer tout le gibier de ses terres que c'était une pitié!... Tu dois bien quelque chose à ses enfans.

— M'enfermer dans une métairie!

— Le beau malheur!... Une métairie où il y aura du beau pain blanc, du bois sec et une bonne chambre bien close, dans laquelle, si l'envie te prend d'entrer en ménage, il y a place pour deux.

— Quitter mon fusil, abandonner Jacquot!

— Et qui te parle d'abandonner Jacquot? s'écria la Javiole tandis que le chien rouge remuait la queue. Il se reposera six jours, et le dimanche tu le mèneras dans les bois.

— Six jours sans tirer un pauvre coup de fusil! C'est impossible, répondit le braconnier.

— Tiens, dit la Javiole en appuyant le doigt sur la poitrine de Francion, tu n'as rien là!... Et si tu dis que tu es mon frère, moi je dirai que tu mens!

Francion ferma les poings sur le canon de son fusil, et d'un coup violent en enfonça la crosse dans le gazon. — Mordioux! si tu n'étais pas ma sœur!... dit-il d'une voix terrible.

— Eh bien?... riposta la Javiole, qui resta devant lui les bras croisés.

Il y eut un silence. En ce moment, Marthe, qui revenait des champs un panier de fruits à la main, passa devant eux et les salua d'un signe de tête.

— C'est pourtant vrai que c'est jeune! murmura Francion, dont la colère partit en fumée.

— Ça n'a guère plus de vingt ans, répondit la Javiole.

— Eh bien! c'est dit, j'irai, répliqua Francion.

— Ah! méchant frère, m'as-tu fait de la peine! s'écria la Javiole, qui se jeta dans ses bras.

— A demain! reprit Francion gaiement.

Il siffla Jacquot et s'éloigna.

Francion tint parole; son petit déménagement ne fut ni long ni difficile; il n'avait guère à lui que son chien, son fusil, sa vieille carnassière et un coffre de bois blanc vermoulu dans lequel il serrait ses hardes et ses munitions. Les deux chaises, la table, le grabat et la cabane appartenaient à un petit propriétaire qui les lui cédait en location pour vingt écus par an. Le lendemain, dès l'aurore, Francion était à l'ouvrage. A midi, la Javiole le présenta à Marthe; le braconnier avait arrêté déjà un garçon de ferme, réparé vingt mètres de clôture et dégagé le potager des mauvaises herbes qui l'encombraient. — Quant aux lapins, dit-il, j'ai du plomb à leur service, et on leur fera voir qu'on sait les manger. — La Javiole voyait tout en rose et jurait que rien ne leur manquerait plus.

V.

A ce moment de sa vie, on était alors au mois de novembre 1845, Marthe éprouvait une sorte d'étourdissement; le besoin de tout voir par elle-même, de tout arranger, de tout surveiller, l'obligeait à une activité qui n'était pas précisément celle à laquelle on l'avait habituée. Il lui fallait plier son esprit à une prévoyance et à une minutie de détails qui l'eussent fort étonnée au temps de sa prospérité, si elle en avait vu la pratique chez les autres. Le coup de vent qui l'avait emportée de Paris à la province et de la province dans la campagne la laissait debout et libre, mais ne lui permettait presque pas de réfléchir. Elle ne tenait pas beaucoup, pour tout dire, à descendre en elle-même, dans la crainte d'y trouver un sentiment de regret qui l'aurait attristée. Les natures les plus saines, les plus droites, les plus vaillantes, ont leurs heures de rêveries; la méditation, un retour vers le passé pouvaient y faire tomber Mlle de Neulise, qui ne voulait pas succomber à la tentation. Cet air que respirait sa sœur n'était pas le sien et l'aurait affaiblie. Elle ne savait donc pas si elle était heureuse ou seulement résignée; elle vivait et n'avait pas le temps de s'interroger. Une faiblesse, quelque chose d'indéfinissable, peut-être un sentiment de reconnaissance lui avait fait serrer dans un grand meuble toutes les robes et tous les ajustemens dont elle s'était parée dans ses jours de prospérité. Il lui arrivait

parfois le dimanche, dans les premiers temps de son installation à La Grisolle, d'ouvrir les tiroirs du meuble et de plonger les mains dans cette collection de riches frivolités qui lui rappelaient encore les fêtes du passé. En les touchant du bout des doigts, Marthe entendait les ritournelles de la valse, elle voyait les lumières blanches des bougies tombant à flot des lustres étincelans, elle respirait l'atmosphère brûlante du théâtre et du bal. Un jour elle sentit ses yeux devenir humides; elle referma les tiroirs précipitamment et ne les ouvrit plus.

Rassurée au point de vue matériel, Marie n'était pas plus mal à La Grisolle qu'à Rambouillet. Peut-être même éprouvait-elle dans cette retraite un sentiment de bien-être qu'elle n'avait jamais connu au même degré. Les importuns, les étrangers ne lui disputaient pas sa sœur; elle la voyait à tout instant. Elle avait emporté sa petite bibliothèque, composée de bons livres, où son esprit trouvait une nourriture délicate, sa musique, qui la consolait et lui rendait charmantes les heures de la solitude; rien ne l'enlevait aux choses qu'elle aimait. Après une matinée donnée aux travaux d'aiguille, auxquels dès sa première enfance elle était pliée, et que les magnifiques horizons ouverts autour d'elle égayaient, elle cherchait dans la lecture et le chant une occupation plus idéale et en savourait avec délices tous les enivremens. Le volume et le piano étaient ouverts auprès de la corbeille pleine de linge; elle caressait du regard ces compagnons de sa jeunesse, et le soir elle avait dans Marthe et M. Pêchereau les auditeurs qu'elle aimait le plus. Ce bonheur lui suffisait. Elle ne comprenait même pas à certaines heures que M[me] d'Orbigny ne se fût pas établie à la campagne, où elle aurait pu s'affranchir des devoirs qu'exige le monde. Cette profonde quiétude étonnait Marthe, qui parfois, du coin de l'œil, observait sa sœur, tandis que Marie, un instant tirée de son travail, regardait la forêt prochaine toute baignée de clartés ou fouettée par la pluie. — Ne s'apercevra-t-elle jamais que nous sommes seules? pensait-elle alors. Par contre, le rayonnement lumineux dans lequel Marthe avait si longtemps vécu s'était en partie dissipé; elle voyait mieux autour d'elle et comprenait par une tardive réflexion ces nuances de caractère et ces tendances d'esprit particulières dont M[me] d'Orbigny, qui ne pensait guère non plus, avait eu l'intuition. Marie, si l'on peut s'exprimer ainsi, vivait en dedans : pour être heureuse dans la plénitude du mot, il ne lui fallait que la plus modeste aisance dans une retraite ignorée et quelqu'un qui la partageât; mais cette retraite, cette aisance, Marie eût été incapable de les conquérir. Un obstacle l'effrayait : la résistance la surprenait sans force, elle s'embarrassait dans les détails quotidiens de l'existence, et se montrait d'une timidité singulière dans toutes les choses qui tiennent aux

conditions extérieures de la vie. Son élan, sa lucidité, sa réelle intelligence, ses vertus actives, aimables, solides, elle les faisait voir dans les choses du cœur et de l'esprit. Religieuse, elle serait morte pour sa foi avec la constance, la douceur, l'héroïsme d'un martyr; reine, sa main se fût séchée avant de signer un traité où la faiblesse et la lâcheté eussent eu la moindre part; épouse et mère, elle devait être la femme selon l'Évangile, alliant l'amour le plus constant au sentiment des devoirs les plus austères. Toutefois, livrée à elle-même au milieu de Paris, après la mort de Mme de Neulise et de Mme d'Orbigny, elle n'aurait jamais su y trouver un morceau de pain. Pénétrée de ces vérités, dont la conviction lui était venue à son insu et sans aucun effort d'observation, un matin Marthe surprit Marie les yeux tout en pleurs, un livre à ses pieds. Elle eut un moment d'effroi. — Ah! dit Marie, manquer de tout, ce n'est rien... Mais n'être pas aimée!...

— Eh! bonté du ciel! à quoi penses-tu? s'écria Marthe.

— Je ne sais pas; mais tout à l'heure, pendant que tu passais dans le jardin, je te regardais... Tu es belle, avec quelque chose de joyeux où la franchise éclate; tu as la voix séduisante, les yeux pleins de flammes : quelqu'un te verra et t'aimera. Un jour tu te marieras. Que deviendrai-je alors? Cette pensée que tu quitteras La Grisolle, que tu m'oublieras, m'a donné le frisson.

— Mais toi-même... penses-tu ne jamais te marier?

— Oh! moi,... on ne m'a jamais vue; je suis dans ton ombre!

Quelque chose de chaud et de pénétrant envahit le cœur de Marthe. Elle enveloppa Marie de ses bras. — Va, mon enfant, compte sur moi!

L'adoption venait d'être scellée d'un mot.

Pendant la belle saison, une compagnie brillante et nombreuse se répand dans les châteaux et les maisons de plaisance qui s'élèvent sur la lisière des forêts ou se mirent dans l'eau dormante des étangs, aux environs de Rambouillet. Marthe et Marie avaient eu occasion de connaître les hôtes de ces belles résidences, soit à Paris, soit à Rambouillet. On fut curieux de voir les recluses, ainsi qu'on les appelait, dans leur ermitage de Viez-Église. La Grisolle devint un lieu de pèlerinage pour les oisifs et les oisives du pays. On voulait pénétrer le mystère de cette existence, peut-être aussi surprendre un roman dans cette thébaïde où l'on entendait par intervalles le son du piano. Les curieux en furent pour leurs frais de visite. La présence assidue de M. Pêchereau ne permettait pas à l'imagination de prendre le vol, la simplicité d'ailleurs n'attire pas longtemps les gens inoccupés; on oublia le chemin de La Grisolle comme on l'avait appris, sans que Marthe et Marie fissent rien pour multiplier ou amoindrir ces relations nées d'un caprice. Les plus aimables lais-

sèrent en partant des invitations que Marie repoussa par horreur du bruit, que Marthe eut d'abord l'envie d'accepter, et qu'elle refusa tout de suite après, par le secours de la réflexion. On ne vit bientôt plus de calèches et de cavaliers autour de La Grisolle, et la petite ferme rentra dans l'isolement.

Dans ce même temps, Marthe, étant devant sa porte, bravement occupée à jeter du grain à une bande nombreuse de canards et de poules, fut tout à coup surprise par la visite de M. Favrel. La vue du bonhomme, qui la saluait bien bas, son chapeau à la main, lui rappela Valentin. Elle éprouva comme un remords de l'avoir oublié, et s'en excusa avec un élan où l'on sentait la sincérité de son cœur. — Vous me faites du bien en me parlant ainsi, dit le maître d'école, car c'est de Valentin justement que je viens vous entretenir; vous me voyez en peine et tout chagrin à cause de lui.

— Serait-il malade? demanda Marthe.

— Mieux vaudrait qu'il le fût, au moins saurait-on ce qu'il a. Il va, il vient, il ne se plaint jamais, et il dépérit que c'est une pitié. Je ne sais pas si vous le reconnaîtriez. J'ai beau lui offrir tout ce qu'il est en mon pouvoir de lui donner, il me remercie et n'accepte rien. Les amusemens que recherchent les jeunes gens de son âge ne lui plaisent pas. Vous ne le surprendrez jamais à la danse ou à la chasse. Demandez à Francion, qui voulait le conduire en forêt. Quelquefois il s'enferme dans la chambre que je lui ai arrangée sur la place du village, une chambre dans laquelle il y a des meubles qui viennent de Paris. Il y passe de longues heures à tailler des figures de bois. L'image faite, il la met dans un coin. J'en ai recueilli trente comme ça. Sa seule distraction est de se promener dans les champs; il fait des lieues tout seul par-ci, par-là, ne parlant à personne.

— Comment se fait-il que je ne l'aie jamais rencontré?

— Oh! il vous a vue, et même il vous a saluée; mais vous n'avez pas répondu à son salut, et il a craint de vous importuner en vous abordant.

— Voilà certainement une sottise au sujet de laquelle je le gronderai.

M. Favrel raconta à Marthe que Valentin n'était pas resté bien longtemps à Paris. Tout d'abord le timide jeune homme s'était vu en butte aux malices des élèves qui travaillaient dans le même atelier. On ne lui épargnait rien. Les rapins ne se montrent ni moins cruels ni moins inventifs que les écoliers dans l'art de tourmenter un camarade inoffensif. Les choses en vinrent à ce point que Valentin dut se battre. Le courage ne manquait pas à cet être bon et craintif, il le fit bien voir sur le terrain, où il blessa son adversaire; mais la vue du sang l'effraya plus que celle des pistolets : elle le remplit d'horreur. Le séjour de l'atelier lui devint insupportable, et un ma-

tin, sans qu'aucune lettre eût annoncé son retour, on le revit à La Villeneuve.

— J'ai écrit au professeur chez lequel il se perfectionnait dans son art, continua M. Favrel; il m'a répondu que Valentin avait les plus heureuses dispositions, mieux que cela, de l'invention, de l'originalité, une grande sûreté de main, et qu'il lui suffisait de persévérer pour acquérir un véritable talent : ce qui lui manque, c'est de le vouloir. Valentin a maintenant cette conviction que rien ne lui réussira plus, les souffrances qu'il a endurées sont retombées sur son cœur et le contristent; quand il a su que vous alliez demeurer à La Grisolle, il a eu un mouvement de joie extraordinaire : il espérait que vous l'appelleriez, c'était votre habitude autrefois. Ne voyant venir ni lettre ni messager, la tristesse l'a repris; il n'a plus osé se présenter chez vous. Il me semble que son état de marasme en a été augmenté. C'est une âme qui n'a plus de ressort. Un dernier espoir m'a conduit vers vous. J'ai remarqué que mon pauvre Valentin avait toujours attaché une grande importance à votre opinion. Vous avez sur son esprit une autorité que je ne m'explique pas bien; peut-être vient-elle de la différence de vos caractères, peut-être croit-il qu'une personne qui a l'humeur si enjouée, tout en étant si résolue, a quelque chose en elle de plus que les autres. Je crois donc que, si vous lui parliez, il vous écouterait. A défaut d'autre résultat, vous obtiendriez certainement celui de rasséréner son cœur, tout souffreteux, comme celui d'un pauvre oiseau qui a froid. Aurez-vous cette bonté?

— Eh! grand Dieu! je m'en veux de n'y avoir pas pensé plus tôt, s'écria Marthe; dès demain, je verrai Valentin.

M. Favrel se sentit soulagé. Valentin était son occupation, son enfant, sa famille. Il était déterminé à lui donner tout son bien en héritage, à l'exception d'une petite rente qu'il se proposait de léguer à la commune au profit de l'instituteur qui lui succéderait. Le bonhomme pensait qu'avec une centaine de mille francs, de la santé et une honnête vie dans un beau pays, on pouvait être heureux. Le tout était qu'on le voulût, et c'est à quoi Valentin ne paraissait pas disposé.

Il ne fut pas difficile, le jour suivant, de l'envoyer à La Grisolle. Marthe l'attendait à mi-chemin. Elle lui prit le bras comme autrefois, et le conduisit fort vite à la métairie, où un déjeuner les attendait. Elle ne se faisait pas faute de parler, et parvint à le faire rire en lui rappelant les souvenirs du temps où l'on grimpait sur les cerisiers. Le visage de Valentin s'éclaira, et il mangea de bon appétit. Petit à petit, et sûr qu'on ne se moquerait pas de lui, il s'accoutuma à répondre, tantôt à l'une, tantôt à l'autre, mais plus souvent à Marthe qu'à Marie. Il avait été résolu que Valentin passerait la jour-

née à La Grisolle. Au bout d'une heure, M[lle] de Neulise et lui se promenaient le long du bois où Francion venait encore tirer le dimanche quelques coups de fusil. Quand elle eut ramené la confiance et la sécurité dans son esprit et sollicité quelques premières confidences : — Voulez-vous, lui dit-elle, que nous vivions en bons vieux camarades comme autrefois?

— Que faut-il faire? demanda Valentin.

— Ne plus oublier le chemin de La Grisolle et prendre avec vous quelques-unes de ces statuettes que vous emprisonnez dans tous les coins de votre chambre, et que M. Favrel délivre ensuite.

— Je ne sais pas s'il en reste, répondit Valentin, dont le front s'était rembruni.

— S'il n'y en a plus, vous en ferez d'autres, répliqua Marthe, qui s'attendait à la réponse. — Et comme Valentin baissait les yeux : — Je ne suis pas contente de vous, continua-t-elle; si vous n'avez plus de goût pour un travail que vous avez paru aimer autrefois, votre devoir est de ne pas l'abandonner, ne fût-ce que par amitié pour l'excellent homme qui vous a servi de père. Je sais tout ce qu'il souffre, moi, de vous voir errant et inoccupé dans ces campagnes où vous vivez isolé comme un proscrit. Il se demande quel malaise vous poursuit, quel chagrin vous accable. Si vous avez quelque cause secrète de tristesse, que ne parlez-vous?

— Et qui m'écoutera? s'écria Valentin.

— Prenez garde; il y a de l'ingratitude ou de l'orgueil dans cette crainte. Oubliez-vous qui je suis? Croyez-vous que je ne puisse pas vous comprendre? Quoi que vous pensiez, je suis toujours la petite fille que vous faisiez danser sur vos genoux, et qui se servait de vos épaules pour atteindre aux branches les plus hautes. La taille et le visage ont pu changer, le cœur est le même. Prenez ma main et regardez au fond de mes yeux, vous verrez si je mens.

Valentin n'y tint plus. — Ah! vous êtes bonne, s'écria-t-il, et cent fois meilleure que je ne l'espérais. Vous ferez sortir de mon cœur tout ce qui le gonfle. Oui, je suis découragé sans avoir le droit de l'être, je sens un grand vide autour de moi. Ce n'est peut-être rien, et c'est beaucoup.

Il lui parla alors de son enfance abandonnée; objet de risée pour ses petits camarades, il n'avait connu les jeux bruyans du premier âge que par les longs supplices qu'on lui infligeait. Son protecteur, qui partageait avec lui les morceaux d'un pain amer laborieusement gagné, n'osait même pas prendre sa défense dans la crainte de mécontenter les parens et de perdre ainsi quelques sous qui les aidaient à vivre. Il avait le tort d'être faible et maladif, et c'est peut-être là ce que l'enfance déteste le plus. Plus tard, il n'avait pas senti dans ses bras la force musculaire qui rend propre aux travaux des champs;

ses mains ne savaient manier ni le marteau, ni la charrue. Son esprit, vaincu par la persécution, n'osait rien demander, rien entreprendre, en même temps qu'exalté par la longue habitude des méditations, il entrevoyait une ambition plus haute à poursuivre. Cependant il s'était efforcé de venir en aide à son vieil ami : la nuit il taillait des images de bois, qu'il essayait ensuite de vendre dans les foires, le jour il s'employait dans les fermes; mais, bafoué partout et rudoyé par les robustes ouvriers auxquels il se mêlait, il rentrait épuisé, les mains déchirées, le corps meurtri. Un tailleur d'images, comme on l'appelait, pouvait-il battre le fer sur l'enclume, lier le foin en bottes serrées, charger les gerbes sur les charrettes, ouvrir un sillon droit et profond, abattre un chêne à coups de cognée? Peut-être, en s'y appliquant, aurait-il pu suppléer M. Favrel dans ses humbles fonctions, mais la présence des écoliers le terrifiait; il ne comprenait pas qu'on pût se résoudre à vivre au milieu de tels garnemens : il eût trouvé un troupeau de loups plus facile à conduire. Un jour vint où il lui fut tout à coup permis de chercher à Paris les conditions d'un travail plus conforme à ses goûts. Une sorte d'effroi le saisit à la pensée d'entrer dans la grande ville, et redoubla quand il s'y vit seul. Qu'ils étaient fondés, ces tristes pressentimens! Aucune sympathie ne l'y attendait, chaque piqûre d'épingle le perçait à vif : il demanda grâce, on fut sans pitié; était-ce donc là le chemin du travail? Toutes les épreuves, il les eût endurées; mais cette constante inimitié le désespérait en lui enlevant tout courage. Après le duel qui mit fin aux malices de l'école, il quitta l'atelier tout plein d'un sentiment d'épouvante. Quel talent, fût-il le plus haut et le plus pur, valait une goutte de sang? Valentin était rentré dans sa solitude; il y avait trouvé le même vide.

M[lle] de Neulise écouta cette confession de l'air d'une personne qui entre dans tout ce qu'on lui dit; elle se garda bien de railler Valentin, elle le plaignit au contraire et pansa de son mieux cette pauvre âme affaiblie et tourmentée; puis, quand elle le vit raffermi en quelque sorte par cet épanchement : — Pensez-vous, dit-elle, que vous soyez le seul à rencontrer des cailloux sous vos pieds? Regardez ce cheval qui marche là-bas sur le sentier; voilà trois fois que son fer a glissé sur la roche dure : s'arrête-t-il? et songe-t-il à jeter bas la charge qu'il porte sur le dos? Et cependant ce n'est pas une créature humaine!

Valentin tressaillit. — Je vois bien que vous me blâmez, dit-il.

— Non pas, nous causons. Il est clair qu'il serait plus agréable de n'avoir qu'à étendre la main pour cueillir des oranges à toutes les branches des buissons. Faut-il donc se casser la tête parce qu'on y trouve des baies sauvages et des épines? Une pauvre petite personne qui n'a vu du monde que le coin de terre qui s'étend de Ram-

bouillet à Paris n'a pas trop le droit de donner son avis; cependant il me semble que si l'on regardait de bien près les chagrins de la vie, on s'apercevrait qu'il en est de ces misères comme de ces fantômes dont il est question dans certains contes. De loin ils sont terribles, de près ce ne sont que brouillards et nuées... J'ai cru un temps qu'on ne pouvait pas vivre loin du monde. Hors du bal point de salut! me disais-je. J'ai toute raison de croire que je ne danserai plus, et je n'en suis pas plus malheureuse.

— C'est peut-être vrai, reprit Valentin.

— Voilà une bonne parole; pensez-y, et apportez-moi vos images. Il m'en faut deux avant la fin du mois.

L'entretien prit alors un autre tour. Marthe parlait résolûment, en personne dont l'humeur égale ne peut pas être ébranlée longtemps; ce qu'elle disait avait la fraîcheur bienfaisante de la rosée. Valentin en était tout pénétré. — Vous ne regrettez donc jamais rien? dit-il émerveillé.

— Je m'arrange pour n'en avoir pas le temps.

Cette conversation porta de bons fruits. Valentin se remit au travail; on le revit à La Grisolle. Le vieux M. Favrel se frottait les mains. — Quand je vous le disais! répétait-il à Mlle de Neulise. Il n'écoute que vous. Pourquoi?... voilà ce qui me passe!

M. Favrel n'était pas la seule personne à qui le changement qu'on remarquait dans l'attitude de Valentin eût inspiré une joie sincère. Francion, qui disait les choses crûment, en remercia Marthe. — C'était un garçon, dit-il, qui prenait le chemin du cimetière par le plus court. Le voilà qui s'arrête en route. Encore un petit effort, et il sera guéri tout à fait. La chose faite, je boirai volontiers un coup à la santé de votre médecine.

— Après quoi vous irez chasser ensemble, et ma médecine donnera sa démission.

Francion, qui polissait la crosse de son fusil avec la manche de sa blouse, hocha la tête. — Hum! pensa-t-il, j'ai idée que mon ami Valentin n'a pas tout dit.

Deux ou trois fois déjà Marthe, qui ne restait guère en place, et qui volontiers courait la campagne après avoir égayé ses oreilles par le divertissement d'un concert matinal, avait surpris Francion en conférence, sur le bord d'un champ, avec un grand jeune homme blond qu'il suffisait de voir en passant pour deviner qu'il appartenait à un autre monde que celui d'où sortait le braconnier. La connaissance devait être ancienne; Jacquot, qui n'avait pas l'humeur tendre, frottait volontiers son museau contre la main du grand jeune homme. L'inconnu était quelquefois en habit de ville, quelquefois en costume de chasse. Cela paraissait singulier à Mlle de Neulise; mais Marthe n'était point curieuse, et Francion, qu'elle avait

pris en amitié, avait toute liberté de causer avec qui bon lui semblait. Si plus tard il lui arriva de croiser sur un sentier cet étranger, il la saluait avec une politesse où l'on sentait le respect, et passait. Un jour elle l'aperçut courant à cheval sur la route qui longe la forêt des Yvelines; il portait le costume vert d'un garde-général des forêts de la couronne. — Eh! bonjour! cria la voix forte de Francion, qui non loin de là bâtissait des meules de foin.

Le garde-général lui fit un signe de la main; Jacquot partit comme un trait, atteignit la route en quelques bonds et sauta sur les jambes du cavalier, qui le caressa. Un moment après, il disparaissait derrière un bouquet de chênes, et Jacquot, la queue frétillante, retournait auprès de son maître. Pour le coup Marthe n'y tint plus et s'approcha de Francion. — Quel est donc ce jeune homme à qui vous venez de dire bonjour? lui demanda-t-elle.

— C'est M. Olivier de Savines, répondit Francion sans quitter sa fourche.

— Il est donc garde-général?

— S'il ne l'était pas, il n'en porterait pas l'habit.

— Est-ce qu'il demeure dans le voisinage?

— Oui, aux Vaux-de-Cernay; il a là un petit coin parmi les ruines.

— C'est un bel endroit.

— Oh! des pierres, quelques pans de mur et des broussailles... C'est bon pour les savans, mais ça ne vaut pas La Grisolle.

— C'est donc un savant, M. de Savines?

— Lui! je crois bien qu'il en remontrerait au curé. L'autre jour il a trouvé dans les ruines une vieille pierre sur laquelle il y avait des lettres à moitié cassées; il a lu la chose tout courant. Il paraît que c'était du latin.

Marthe s'assit sur un tas de foin. — Ah! vous connaissez donc des gens qui parlent latin? reprit-elle en tirant de la meule des brins d'herbe sèche qu'elle tordit du bout des doigts.

Francion planta sa fourche dans le pré, et appuyant ses deux mains dessus : — Je vois bien ce qui vous chiffonne, dit-il. Un braconnier et un savant, comment cela marche-t-il ensemble? C'est comme si on attelait au même brancard un loup et un bon petit cheval bien sage! Il y a là-dessous une histoire que vous ne seriez pas fâchée de savoir... Eh bien! mam'zelle, l'histoire est bien simple, et je vais vous la raconter tout d'un trait.

On sait que Francion n'avait pas le cœur mauvais. Les pauvres gens du pays mangeaient la plupart des lièvres et des lapins qu'il tuait en braconnant. Quand une fille se mariait avec un journalier ou quelque bûcheron, il fournissait le rôti. C'était sa manière de faire un cadeau de noces. Il n'était donc pas de cabane à cinq lieues

à la ronde où l'on ne connût Francion. Il lui arriva un matin, à l'heure où les gens de son métier quittent l'affût, de rencontrer une vieille femme qui portait un fagot de bois mort. Elle gémissait et s'arrêtait à chaque pas. Francion prit le fagot, jeta par-dessus le gibier mort, et gaillardement suivit la vieille. Il entra dans une chaumière, tout attristé déjà du récit que lui avait fait sa compagne chemin faisant. Il y trouva deux enfans malades, couchés dans un lit, et un morceau de pain dur sur le coin d'une table. Le maître, rongé par la fièvre et assis auprès d'un maigre feu, pouvait à peine se tenir sur ses jambes. C'était son gendre que la vieille avait recueilli par charité. Francion se sentit le cœur remué. La débauche ou la paresse n'avait point de part à cette misère. Il prétexta une grande fatigue pour ne pas aller plus loin, fit venir du pain blanc, un morceau de viande et une bonne bouteille de vin de la ferme voisine, déjeuna avec la vieille en ayant soin de ne pas manger beaucoup pour que le déjeuner servît encore au dîner, et promit de revenir bientôt. Ce jour-là, le gibier du roi fut vendu, et pendant quinze jours Francion ne goûta guère aux faisans. Le produit de ses chasses alimentait la vieille et sa famille; il en restait encore assez pour acheter une couverture, des sabots, quelques vêtemens et divers ustensiles dont les hôtes de la cabane avaient grand besoin. Jamais Francion n'avait tiré plus juste, jamais il n'avait eu les jambes plus alertes. Le hasard voulut que cette pauvresse fût la nourrice d'un grand garçon qui l'aimait tendrement, et qu'un long voyage avait momentanément éloigné du pays. Ce grand garçon n'était autre que M. Olivier de Savines. Le garde-général ramena l'abondance chez la mère Simone, qui, à vrai dire et grâce au braconnier, ne manquait plus du nécessaire. La première fois que M. de Savines rencontra Francion, il l'embrassa, quoi que fît celui-ci pour s'en défendre. — La belle affaire! disait-il; pour quelques méchantes bêtes!... C'est bien la peine de me remercier...

— Bon! bon! répliqua Olivier, nous nous retrouverons, et s'il plaît à Dieu, vous verrez que j'ai la mémoire longue.

Une occasion se présenta bientôt d'en faire l'expérience. Les gendarmes surprirent Francion à l'affût, un fusil à la main. Déjà l'amende et la prison le menaçaient. Informé de ce qui se passait, M. de Savines intervint, et il s'employa si bien qu'il réussit à tirer le braconnier des griffes de la justice. La chose faite, M. de Savines eut le bon esprit d'épargner à Francion les remontrances auxquelles celui-ci s'attendait. — Prenez garde, et ne vous mettez plus en faute, lui dit-il seulement; mais si par hasard il vous arrivait malheur, songez à moi... J'ai des amis qui agiront pour vous.

— C'était une sotte affaire, ajouta Francion en finissant; j'aurais

bien pu rester cinq ou six mois entre quatre murs, j'en serais sorti sans sou ni maille,... et Jacquot serait peut-être mort de faim.

Il enfonça la fourche dans le foin, et l'entassant sur la meule : — Depuis ce jour-là, reprit-il, il y a entre le garde-général et moi comme un pacte... Qui le touche m'égratigne.

En ce moment, le galop d'un cheval retentit sur la lisière de la forêt. — Eh! bonjour! cria à son tour la voix de M. de Savines.

Il aperçut tout à coup Marthe, assise le dos contre la meule, et la salua. Mlle de Neulise ne put s'empêcher de remarquer qu'il avait tout à fait bon air à cheval.

VI.

A quelque temps de là, un soir, tandis que la pluie battait à flots les fenêtres closes de la métairie, la porte de la petite pièce dans laquelle Marthe et Marie se tenaient au rez-de-chaussée s'ouvrit brusquement. Marie, qui regardait les gouttes d'eau tomber par rafales sur les arbres, sauta sur sa chaise. — Ah! vous m'avez fait peur! dit-elle à Francion, qui venait d'entrer.

Mais Francion n'était pas seul; il traînait après lui un jeune homme qui faisait mine de rester à la porte. — Ah! mademoiselle, dit le braconnier en s'adressant à Marthe, faites donc comprendre à M. de Savines qu'il ne vous dérangera pas en chauffant ses jambes à votre feu. Voilà plus d'une heure qu'il attend que la pluie cesse de tomber; mais c'est à croire que tous les arrosoirs du ciel sont renversés... Il s'obstinait à ne pas quitter la cuisine, je me suis entêté à le conduire au salon, et nous voici.

Marthe poussa un fauteuil auprès de la cheminée et le présenta à M. de Savines, qui s'excusa en bons termes de l'embarras qu'il allait donner aux deux sœurs. — Il faut vous en prendre à Francion, dit-il; il prétend que ma place n'est pas où il est. J'ai eu beau m'en défendre : si je n'avais pas cédé de bonne grâce, il m'aurait pris au collet.

M. de Savines chercha des yeux Francion; le braconnier avait disparu. L'orage était dans toute sa force; la pluie pétillait contre les vitres, le vent y mêlait de longs gémissemens. L'heure du dîner vint. La Javiole entra et annonça que ses maîtresses pouvaient passer dans la salle à manger. Il y avait trois couverts sur la table. M. de Savines s'assit entre les deux sœurs. Par hasard, M. Pêchereau n'était pas à La Grisolle. Le dîner se ressentit de son absence. La singularité de l'aventure qui réunissait les trois jeunes gens donnait une vivacité nouvelle à la conversation; l'entretien s'anima et devint gai. Marie, par extraordinaire, fit trêve à sa timidité : elle avait comme le sang fouetté. Marthe resta ce que la nature l'avait faite,

mais avec une aisance, une liberté, qui rappelaient les jours d'autrefois. M. de Savines parla en homme du monde qui a beaucoup voyagé; il avait la séduction de la simplicité. On fit un peu de musique; Marie tira du piano des sons plus expressifs, plus variés; le clavier sonore palpitait sous ses doigts. Elle chanta même, et Marthe s'étonna de l'ampleur et du charme sympathique de sa voix. Ce n'était plus une timide écolière, c'était presque une artiste. Le chasseur applaudit, et, mis en verve, prit la place de Marie. Il se souvenait de quelques morceaux d'un opéra qui faisait grand bruit à Paris; il avait du goût, on l'écouta attentivement.

— Tout cela est vieux de quinze jours! dit-il. Peut-être l'avez-vous entendu déjà?

— A Paris, n'est-ce pas? répondit Marthe; mais Paris est à l'autre bout du monde...

On continua. La musique et la conversation alternaient. Tout à coup Marthe ouvrit une porte intérieure. — Eh! la Javiole, offre-nous du thé, s'écria-t-elle; puis, se tournant vers leur convive : — Monsieur, reprit-elle gravement, n'allez pas croire que ces prodigalités soient dans nos habitudes; mais c'est aujourd'hui fête!

La Javiole apporta le thé. On découvrit une galette sur le plateau. Marthe battit des mains. — Voilà des magnificences sur lesquelles je ne comptais pas, dit-elle. Cependant la pluie ne battait plus les murs. Marie ouvrit la fenêtre, une bouffée d'air frais et tout parfumé des saines senteurs des bois pénétra dans le salon; mille étoiles scintillaient dans le ciel pur.

— L'orage a cessé, dit Marthe.

— Déjà! s'écria M. de Savines.

On aperçut alors Francion, qui tenait par la bride le cheval du garde tout sellé. — Eh! monsieur, dit-il, la nuit est claire, on peut se mettre en route.

— Hélas! murmura le jeune homme.

La connaissance faite, M. de Savines retourna à La Grisolle. On le présenta à M. Pêchereau. Les circonstances où s'étaient formées les relations des deux sœurs et de M. de Savines leur donnaient un caractère particulier d'intimité. Dès la seconde rencontre, il semblait qu'on se connaissait depuis un an. Le garde-général avait une de ces natures avec lesquelles on se sent à l'aise dès le premier abord. S'il ne disait pas toujours tout ce qu'il sentait, on comprenait vite que la parole n'était que le vêtement de sa pensée. Avec lui, point de masque à déchirer, point d'abîme à creuser, rien d'obscur ou de tortueux. Après qu'on eut passé ensemble quelques soirées, on s'étonna de part et d'autre d'être resté si longtemps sans se voir. M. de Savines déclara qu'il en voulait à Francion de ne l'avoir pas pré-

senté plus tôt à La Grisolle. — Vous saviez pourtant bien que nous existions? lui dit Marthe.

— Je connaissais votre chapeau de paille et l'ombrelle verte de M[lle] Marie; mais ce n'était pas une raison pour leur rendre visite, répondit Olivier.

Il jura gaiement de regagner le temps perdu. La distance qui séparait La Grisolle de la vieille abbaye des Vaux-de-Cernay n'était pas bien grande. A pied, le garde-général la franchissait en moins d'une heure; à cheval, c'était l'affaire d'un temps de galop. Le petit coin qu'il s'était ménagé dans les vastes bâtimens qui dépendent de ces ruines imposantes ne le voyait plus beaucoup; mais le soir, après une absence dont chaque jour prolongeait la durée, on apercevait une lumière qui tremblait derrière la vitre de sa chambre, et que les longues heures de la nuit n'éteignaient pas toujours. Souvent encore on le rencontrait errant parmi les décombres, sous les voûtes écroulées, à l'heure rêveuse où la lune dessinait sur le gazon lumineux la rosace gothique de l'abbaye. Certes il n'interrogeait pas, dans ces momens-là, les inscriptions perdues au milieu des herbes. Son cheval, sa liberté, son repos, ne lui suffisaient peut-être plus.

Si Marie ne pouvait pas être animée et bruyante, la Javiole remarquait qu'elle n'était plus attristée et pareille à un rameau de saule : on l'avait surprise en flagrant délit de chanson; Marthe au contraire paraissait plus sérieuse. Certes elle n'arrivait pas à la mélancolie, le rire était toujours l'hôte joyeux de ses lèvres; mais elle gardait parfois le silence pendant un quart d'heure. Elle ne manquait jamais de s'arrêter avec Francion, quand elle le rencontrait dans les champs, et de causer avec lui. Il était devenu son protégé.

Valentin, qui ne passait presque pas un jour sans se rendre à La Grisolle, fut bientôt au courant de cette intimité; Marthe le présenta même à M. de Savines, mais par surprise. Il devint un peu pâle quand Olivier lui prit la main. M[lle] de Neulise voulut qu'il montrât au garde-général quelques-unes de ses figurines, et pour vaincre sa résistance, on se promit de visiter sa chambre. C'était une promenade dans un atelier. On admira beaucoup ses dernières productions, et elles méritaient les éloges qu'on leur donna. Le père Favrel ne se tenait pas de joie. M. de Savines offrit d'emporter une Pomone d'un modelé charmant. — Ne soyez pas modeste dans vos prétentions, dit-il; l'ami auquel je destine cette statuette n'aura pas souvent de ces bonnes fortunes.

Valentin assura qu'il avait encore à donner un coup de ciseau à la Pomone. Deux ou trois fois il trempa ses lèvres dans un verre d'eau pendant cette visite.

A quelques jours de là, Marthe lui demanda des nouvelles de la

déesse. — J'ai eu la main maladroite, elle est cassée! dit-il. — Ah! quel malheur! s'écria-t-elle; M. de Savines l'aimait tant! — Valentin se leva et partit. On resta près d'une semaine sans le voir. Francion fut peut-être le seul à La Grisolle qui remarqua son absence.

Marthe aurait été fort en peine d'expliquer comment elle connaissait la vie de M. de Savines; elle n'en ignorait cependant aucune particularité. Cette existence lui plaisait par un côté vaillant et résolu qui répondait aux habitudes de son esprit. M. de Savines avait eu quelque fortune; les sottises de Paris, dans lesquelles tombent fatalement tant d'hommes libres de bonne heure, en avaient dévoré la majeure partie; le reste disparut dans des voyages dont par miracle le cœur et la raison d'Olivier surent tirer profit. Un matin, après une douzaine d'années perdues en puérilités que n'excusait même pas l'emportement des passions, il se réveilla pauvre comme un soldat et pareil à un arbre dont l'hiver a ravi la dernière feuille. Olivier n'eut pas un jour de défaillance. Il fit agir les amis de sa famille : on lui offrit des places fort enviées, et il n'aurait tenu qu'à lui d'être secrétaire d'ambassade; il accepta un emploi de garde dans les forêts de la couronne. Au bout d'un an, un parent qui l'aimait l'appela auprès de lui. Olivier pouvait y conquérir la fortune, mais il fallait se plier à certaines complaisances qui sentaient la domesticité : c'était une entreprise où l'adresse avait plus à faire que la fierté. Olivier refusa. Quand un ordre de ses supérieurs l'attacha à la résidence de Rambouillet, l'aspect sauvage du pays, ces grands horizons mélancoliques tout remplis des murmures des pins et des senteurs de la bruyère l'attirèrent par un charme secret. Cette solitude, où d'autres auraient trouvé le vide et le désespoir, le retrempa. Il en supporta les longs silences et la durée, non pas avec résignation, mais avec une bonne humeur expansive qui jamais ne laissa place au regret. Les plaisirs perdus lui apparaissaient comme autant de chimères qui ne méritaient pas la fatigue d'un soupir. Était-ce bien lui qu'on avait vu autrefois à Paris? Qu'y faisait-il? Quelques petites sommes sauvées par hasard lui avaient permis de donner à son ermitage des Vaux-de-Cernay une élégance intérieure, une coquetterie sobre qui étaient la seule chose par laquelle le vieil homme se révélait encore. Le chiffre de ses émolumens, augmenté de petits revenus fort minces, assurait son existence en le forçant néanmoins à compter. — La conquête d'un fusil neuf, disait-il, est pour mon budget une affaire d'état; mais que de délices dans les difficultés de cette conquête!

Si les contraires s'attirent fréquemment, ce n'est pas une raison pour que les semblables se repoussent toujours. Le même courage, la même franchise, la même gaieté vaillante, survivant à la bonne

fortune et tournant la mauvaise au profit de la vie, créaient entre Marthe et Olivier des affinités de caractère dont ils devaient subir les entraînemens et accepter les séductions. Depuis qu'elle habitait La Grisolle, Marthe ne manquait pas un seul jour de faire de longues promenades; elle y trouvait le double plaisir de voir et de marcher. C'était en outre un moyen de surveiller les travaux de la ferme. L'activité était à son esprit ce que l'air était à ses poumons : elle revenait toujours de ces grandes courses les joues roses, le cœur content. C'était du côté de l'étang de la Tour qu'elle dirigeait de préférence sa promenade. La forêt en côtoie une des rives, la bruyère couvre l'autre bord. Au coucher du soleil, l'ombre des chênes séculaires s'étend sur l'herbe, les landes rougissent au loin, la surface immobile des eaux s'illumine, des groupes confus d'arbres, de haies, de buissons se noient dans un horizon fauve; on est à mille lieues des villes. Marthe avait découvert une large pierre tapissée de mousse sur laquelle elle s'asseyait : c'était un observatoire d'où elle suivait le vol des demoiselles ou étudiait les jeux des halbrans parmi les joncs. Une bergère menant ses moutons au pacage était la seule créature humaine qu'elle eût occasion de saluer dans cet endroit sauvage. Après un repos d'un quart d'heure, Marthe reprenait le chemin de La Grisolle; mais depuis le soir où la pluie et Francion avaient introduit M. de Savines dans la métairie, Mlle de Neulise n'était plus seule à marcher sur la chaussée, à s'asseoir au bord de l'étang.

Un jour qu'Olivier l'avait surprise sur sa pierre accoutumée, l'entretien glissa, par une pente insensible, sur les conditions de solitude que les secousses de la vie leur avaient faites. Marthe ne s'en montrait pas inquiète. Olivier la regardait tout en jetant de petits cailloux dans l'eau tranquille de l'étang. Il s'étonnait que tant de jeunesse, de grâce, de vivacité, fussent ensevelies dans ce désert et ne regrettassent rien. Mlle de Neulise devinait cet étonnement; quelques mots le rendirent plus significatif. — Que voulez-vous! dit Marthe... Il m'a semblé en réfléchissant, et Dieu sait si c'était ma coutume, qu'on peut tirer parti du moindre brin d'herbe. Que de choses qui ne paraissent difficiles que parce qu'on ne les essaie pas!

— Oh! dit Olivier en riant, vous parlez comme l'antique Minerve; mais il y a longtemps que la pauvre déesse est morte.

— Bon! raillez tant qu'il vous plaira, vous savez bien que j'ai raison. Le plaisant est que vous pratiquez ce que ma philosophie professe!

— C'est beaucoup d'honneur que vous me faites... Mais si j'ai l'air fort tranquille, le diable n'y perd rien!

— Ah! il y a un diable? reprit Mlle de Neulise, qui à son tour se mit à jeter des cailloux dans l'étang.

— Hum! il y en a plus d'un! Tout au commencement de mon exil, la nouveauté des sites, l'activité de ma vie, le changement des habitudes, l'avaient mis en fuite... Je m'aperçois à présent que le traître n'a plus peur de rien. Pour dire les choses comme elles sont, je crois bien que ma résignation est auprès de la vôtre comme un roitelet qui sautille dans un buisson auprès du milan qui vole dans l'espace : tout l'agite et tout l'effraie.

Le cœur de Marthe se serra. — Est-ce à dire, ajouta-t-elle sans regarder Olivier, que vous regrettez le parti que vous avez pris?

— Non pas! Rester dans ce beau pays, en respirer l'air vif, manger librement un pain honnêtement gagné, chercher son repos, sa récompense dans un livre, dans la promenade, dans la chasse, ne souhaiter que les choses qu'un travail régulier peut donner, se souvenir des orages et des tentations pour en fuir les assauts, vivre face à face avec la nature, voilà ce que j'espère, voilà ce que je veux...

— Prenez garde! voilà que vous parlez aussi comme Minerve, vous savez, cette pauvre vieille déesse qui est morte?

— Oui, mais est-ce ma faute si j'ai trente-deux ans et si ma sotte jeunesse me crie que je suis seul?

Un voile de pourpre se répandit sur le visage de Marthe.

— Elle crie, poursuivit M. de Savines, et voilà le diable qui accourt! Je reconnais sa présence à la tristesse qui m'envahit.

— Vous, triste! répondit Marthe en s'efforçant de rire.

— Ah! reprit Olivier, vous ne me voyez pas quand je suis aux Vaux-de-Cernay : je regarde tour à tour l'herbe qui grimpe le long de la pierre, la lune qui couvre de ses pâles rayons les arceaux silencieux, je m'accoude à ma fenêtre, j'ouvre ma poitrine au vent tout chargé de parfums sauvages, je caresse de la main les livres épars sur ma table, j'écoute le ronflement de mon cheval dans l'écurie, je prête l'oreille à tous les sons de la nuit, je sens que toutes ces choses sont belles et bonnes, je n'en désire pas d'autres, je veux remplir jusqu'au bout ma tâche commencée; mais demain, mais plus tard, quand la vieillesse viendra?... J'aurai donc traversé tout seul ces bonheurs qui s'enfuiront en me laissant dans l'amertume de l'isolement. Quelque chose s'agite en moi qui aspire à une autre félicité... Un fantôme se dresse devant mes yeux éblouis... Je l'appelle... Il passe... il s'éloigne... il disparaît!

Marthe étouffait. Elle aurait voulu fuir, ne rien entendre, interrompre Olivier; elle se taisait et restait.

— Voulez-vous savoir qui dissipera cette tristesse contre laquelle je lutte vainement à certaines heures? continua M. de Savines d'une

voix pénétrante. Faut-il que ma confession s'achève et vous apprenne à quel prix je retrouverai la résignation perdue?... Ah! qu'une main se donne à moi, qu'une femme m'enseigne à marcher courageusement dans cette route où j'ai mis le pied, qu'elle m'anime de sa présence et m'exalte de sa tendresse, qu'elle soit mon guide, mon inspiration; que cette femme ait l'âme assez ferme pour me maintenir dans ces campagnes qui m'ont sauvé, qu'elle partage ma vie et peuple ma solitude!... Je n'aurai plus qu'à bénir Dieu et à lui consacrer l'éternité de mon amour dans l'éternité de mon bonheur...

— Ah! cette femme, vous la trouverez! s'écria Marthe, qui ne respirait plus.

Le cheval de M. de Savines hennit et frappa du pied. Marthe se leva d'un bond. Olivier voulut la suivre, elle lui fit signe de s'arrêter; il obéit, elle prit en courant le chemin de La Grisolle. La rougeur couvrait son front : un trouble, une ivresse délicieuse la remplissaient; elle n'osait lever les yeux et voyait partout le regard heureux de M. de Savines. S'il lui avait parlé en ce moment, cette personne rieuse aurait fondu en larmes: dans la soirée, elle eut grand'peine à se maîtriser; elle ne pouvait tenir en place, il lui semblait qu'il suffisait de la voir pour deviner son secret. Elle aurait voulu que tout le monde partageât son bonheur et serait morte avant de le confesser. M. Pèchereau vint surprendre les deux sœurs. — Çà, dit le bonhomme en posant sa canne dans un coin, est-on toujours heureux ici?

— Ah! Dieu! comprends-tu, Marie? il demande si nous sommes heureuses! s'écria Marthe.

L'accent de Marthe frappa la Javiole. — Eh! notre demoiselle, vous avez la fièvre, dit-elle.

— Je ne sais pas, répondit Mlle de Neulise, qui se sauva dans sa chambre.

Le lendemain, elle était levée avec le jour. Elle craignit que M. de Savines ne vînt et souhaitait presque de ne pas le voir. Et cependant, comme elle l'aurait détesté, si elle n'avait pas entendu le pas de son cheval! Elle était effrayée à la pensée de son visage quand il la regarderait. Au bout d'une heure ou deux de promenade, elle aperçut Marie qui travaillait sous un arbre; Marthe la rejoignit. L'une était dans ses heures de rêverie, l'autre n'avait pas envie de parler, comme si elle eût redouté que son secret ne s'envolât avec le premier mot. Le silence se fit entre elles. Tout à coup Marthe remarqua que sa sœur écrivait du bout d'une baguette sur le sable. Les lettres naissaient lentement sous l'effort mécanique de sa main; les yeux de Marthe s'élargirent, un frisson la prit; le nom d'Olivier parut tout entier devant elle. Marthe saisit la main de Marie.

— Que fais-tu? s'écria-t-elle en lui montrant le nom tracé sur le sable.

Marie porta les mains à son visage et tomba dans les bras de Marthe effarée, sans haleine.

— Eh bien! oui! dit-elle.

— Toi! toi! reprit Marthe d'une voix étranglée. Elle saisit Marie par les épaules et la regarda en face.

Marie se leva et s'éloigna en chancelant; la voix de Marthe lui faisait peur. La Javiole était par là qui donnait du grain à sa poule noire. Marthe courut à elle, sans trop savoir ce qu'elle faisait, et, l'entraînant par le bras, la conduisit jusqu'à la place que Marie venait de quitter. — Regarde! dit-elle, elle l'aime donc?

La Javiole lut le nom d'Olivier sur le sable. — Pardine! dit-elle, le beau mystère!... Vous ne le saviez donc pas?

Marthe était atterrée. — Mais depuis quand? comment? reprit-elle.

La Javiole se baissa pour caresser sa poule. — Vous m'en demandez plus long que je n'en sais, répondit-elle... J'imagine que mam'zelle Marie elle-même serait fort en peine de vous expliquer comment la chose lui est venue... Ça m'est arrivé une fois, du temps que je dansais... Je m'étais endormie bien tranquille... Le lendemain j'avais le cœur pris.

Mlle de Neulise s'éloigna. Elle avait la gorge serrée; si elle fût restée plus longtemps auprès de la Javiole, elle se serait trahie. Pendant deux heures, elle marcha au hasard, ne voyant rien de ce qui se passait autour d'elle et n'entendant rien. La fatigue la força de s'arrêter; ses pas l'avaient portée près d'un petit ruisseau au bord duquel elle s'assit; une sensation de chaleur brûlante qu'elle éprouvait sur le front, les joues, les tempes, la fit se pencher sur l'eau pour y chercher quelque fraîcheur; elle s'aperçut seulement alors qu'elle avait le visage baigné de larmes. Un instant Marthe regarda sa propre image comme celle d'une personne qu'elle n'aurait pas connue. Elle sourit tristement. — Qu'il est loin, le temps où je riais! murmura-t-elle.

La fraîcheur du ruisseau dans lequel elle trempa son visage et ses mains ranima sa pensée; elle eut la force de regarder au dedans d'elle-même. Son rêve avait duré l'espace d'une nuit; son bonheur avait eu un soir. Celui qu'elle aimait, sa sœur l'aimait aussi; mais était-ce bien une sœur que Marie? N'était-elle pas plutôt une fille d'adoption à laquelle elle avait promis intérieurement de se dévouer sans réserve? Fallait-il du premier coup lui percer le cœur? Les larmes recommençaient à couler plus amères et plus abondantes. Personne ne passait le long de ce ruisseau au bord duquel

Marthe était couchée, la tête appuyée sur le tronc d'un saule. Pourquoi l'eau qui mouillait le pan de sa robe, tout à coup gonflée, ne l'emportait-elle pas? Elle eût été ainsi débarrassée de la fatigue de chercher une route; une lassitude extrême l'accablait. Sa main, qui pendait le long de son corps, jetait par mouvemens inégaux de petits cailloux dans l'onde; elle n'y prenait pas garde. Puis, s'arrêtant et retirant sa main tout à coup : — C'était hier! dit-elle.

Marthe ne put pas continuer et laissa tomber sa tête sur ses genoux. En ce moment, un enfant sortait de la forêt. Il pliait sous le poids d'un fagot de bois mort. Le bruit de sa marche sur le sentier pierreux arriva jusqu'aux oreilles de Mlle de Neulise. Elle releva le front et le regarda. L'enfant venait de s'arrêter et passait la manche de sa chemise sur son visage ruisselant de sueur. Le soleil tombait d'aplomb sur sa poitrine nue et hâlée. Deux fois il souleva son échine, et deux fois la pesanteur du fagot le fit se courber. Il secoua sa tête couverte d'une crinière de cheveux, prit un bâton de la main droite, et faisant un vigoureux effort : — Allons donc! dit-il d'une voix claire et vibrante dont le son fendit l'air, et Marthe le vit s'avancer sur le sentier lentement, mais résolûment.

Ce fut comme si une secousse électrique l'avait tirée de son engourdissement. Par un geste instinctif, elle passa, elle aussi, la main sur son front et se mit debout. Devait-elle, femme, montrer moins de courage que cet enfant? Dieu ne mesurait-il pas à chacun son fardeau : à ce petit bûcheron battu par les pluies de l'hiver et les ardeurs de l'été le fagot de bois que l'effort des muscles soulève, à la femme éprouvée l'infortune dont le cœur devient maître en l'acceptant? Raffermie par un élan intérieur, Marthe courut sur les traces de l'enfant, vida dans sa main tout ce qu'elle avait de menue monnaie sur elle, et l'embrassant : — Va, dit-elle, tu m'as donné l'exemple, que Dieu te vienne en aide!

L'activité de la marche et le grand air avaient rendu le coloris à son teint quand elle parut de nouveau devant Marie, qui, toute confuse et pâle encore, n'osait la regarder. Marthe s'assit auprès d'elle. — Petite sœur, dit-elle d'une voix doucement agitée, nous avons à causer. — Marie ne répondit rien. On devinait aux mouvemens de son fichu que son cœur battait à coups pressés. — M. de Savines, reprit Marthe, — et il lui semblait qu'elle allait mourir en prononçant ce nom, — a-t-il quelque soupçon de ce que tu ressens pour lui?

— Oh! non, repartit Marie... S'il le savait, comment supporterais-je sa vue?

— Ne tremble pas ainsi... Ne suis-je pas ta sœur, ta meilleure amie? continua Marthe, qui passa un bras sous la taille de Marie et l'attira plus près d'elle... Un mot, une conversation peut-être, quel-

que chose enfin que je ne sais pas, te font-ils penser que M. de Savines a pour toi ces mêmes sentimens?

Marie secoua la tête. Un mouvement de joie fit tressaillir le cœur de Marthe. Elle ne savait pas ce que l'avenir lui réservait, mais Olivier ne l'avait pas trompée. Celle qu'il avait choisie, c'était elle. Un soupir souleva sa poitrine; puis, se reprochant tout à coup ce premier tressaillement de l'égoïsme, elle effleura de ses lèvres le front de sa sœur.

— Il faut cependant tout prévoir, continua-t-elle, si notre ami ne pensait pas à toi,... si par hasard une autre devenait sa femme...

Marthe ne put pas achever, Marie l'avait saisie par le bras, et pâle, l'œil désespéré, les lèvres agitées d'un tremblement convulsif: — Que sais-tu? s'écria-t-elle; qu'as-tu appris? crains-tu quelque chose? de quoi suis-je menacée?... Parle!

— Calme-toi,... je ne sais rien...

— Ah! tu m'as bouleversée!... Ici, dans ce désert!... qui pourrait-il aimer?... Ah! mon Dieu! toi peut-être?

Marthe soutint le regard de sa sœur sans pâlir. — Quelle folie! répondit-elle; ne suis-je pas ta sœur cadette?... Est-ce qu'on épouse une fermière?... Regarde, j'ai les mains brunes.

Marie embrassa Marthe. — Mais enfin il ne t'a pas dit qu'il s'en allait, n'est-ce pas?

— Non; mais M. de Savines est jeune, l'idée du mariage peut lui venir... Permets-moi donc d'insister... S'il prenait des engagemens, que ferais-tu?

— Je n'en verrais jamais la conclusion; je me retirerais dans un couvent, j'y prendrais le voile.

Marthe dévorait sa sœur des yeux; cette réponse la bouleversa : elle vit Marie perdue à jamais, ensevelie dans les murs glacés d'un cloître; elle l'entoura de ses bras comme pour la retenir. — Moi vivante, tu serais religieuse!...

Un instant les deux sœurs confondirent leurs larmes; la Javiole les surprit, et leur annonça que M. de Savines était à la maison et les demandait. Marthe se dégagea des bras de Marie. — Va le recevoir, dit-elle; tu lui diras que je suis en course ou fatiguée, ce que tu voudras... Tu sais qu'il aime la musique, vous chanterez ensemble.

Elle la poussa du côté de La Grisolle, et s'échappa dans la campagne. Quand elle pensa qu'on ne pouvait plus la voir, elle se laissa tomber sur un tertre, derrière un rideau de buissons. Marthe était à bout de force; cependant elle était contente d'elle-même : son cœur était déchiré, mais sa conscience lui criait qu'elle avait fait son devoir. L'immobilité rendit un peu de calme à ses sens troublés; elle

se souvint du temps où elle disait à M. Pêchereau : — Ce qu'il faut, il le faut! — Ah! qu'elle était jeune alors!

Le bruit des pas d'un cheval la tira de sa rêverie. Elle aperçut au loin Olivier qui passait dans la campagne et regardait partout pour voir s'il ne la découvrirait pas. Blottie derrière un pan de feuillage, Marthe appuya les deux mains sur son cœur : — Ah! dit-elle, je ne m'appellerai jamais Mme de Savines!

VII.

Mais ce n'était pas tout que d'en prendre la résolution, il fallait encore la maintenir et amener M. de Savines à renoncer à celle qu'il aimait. Marthe passa la nuit à y réfléchir : elle ne pouvait pas avoir la cruelle espérance de réussir à éviter toujours Olivier; il fallait d'abord et surtout ne pas le rencontrer dans ces lieux perfides où l'épanchement naît de la solitude. Plus de promenades lointaines, plus de courses aux bords de l'étang, plus de confidences, c'était du même coup retrancher ce qu'il y avait de plus charmant dans sa vie; Mlle de Neulise s'y résigna. Peut-être M. de Savines l'accuserait-il d'indifférence et même de coquetterie. Elle eut un frisson à cette pensée; mais qu'importait si le but était atteint? Marthe s'appliqua donc avec un mâle courage à marcher dans ce chemin où les épines naissaient de chaque effort. M. de Savines ne la reconnaissait plus; bien souvent il la suivait des yeux avec l'expression de la surprise et du chagrin. Marthe évitait alors de le regarder. La tristesse qu'elle lisait dans ses traits était la chose qui lui faisait le plus de mal. Deux ou trois fois Olivier essaya de reprendre l'entretien au point où ils l'avaient laissé, un soir, près de l'étang de la Tour; elle ne s'y prêta pas : une fierté sauvage ne permit plus à M. de Savines de renouveler une tentative si mal récompensée. Marthe devina seulement qu'il en souffrait; dans ces momens-là, près de faiblir et désespérée, elle ne trouvait l'énergie de persister qu'en se réfugiant auprès de Marie.

Un matin, à l'heure du déjeuner, Marthe parut en robe de soie et parée à ravir. M. de Savines était là, il ne put réprimer un léger cri à la vue de cette élégance. Marie retourna la tête. — Eh! qu'est-ce donc? dit-elle, te voilà comme à Rambouillet du temps de tes folies!

— Ah! répondit Marthe, cela me lassait de porter sans cesse et toujours de la laine en hiver, de la toile en été... J'ai fouillé dans mes tiroirs, et j'ai passé la nuit à rafraîchir cette toilette... Me voilà plus jeune de dix ans.

Elle passa devant une glace en minaudant et se fit à elle-même

une belle révérence. L'expression de la douleur la plus sincère parut sur le visage de M. de Savines. — Ah! tu seras toujours la même! reprit Marie.

— Toujours! répliqua Marthe d'une voix sonore.

On s'assit à table un peu tristement. Marthe seule montra de l'entrain; elle causait pour tout le monde et remuait sans cesse; cela paraissait l'amuser d'entendre le bruissement de sa robe de taffetas. Après le déjeuner, qui ne se prolongea pas beaucoup, elle se mit au piano et joua des airs de danse avec une verve et un élan qui faisaient retentir la maison. La Javiole parut derrière la fenêtre et battit des mains. — A la bonne heure! dit-elle, voilà de la musique qui ferait danser ma poule.

Marthe sortit bientôt après; M. de Savines la suivit; elle avait les joues en feu. Cette fois elle ne l'évita pas. — Est-il vrai, mademoiselle, dit-il, que vous soyez heureuse dans cette parure?

— Très vrai, monsieur; pourquoi mentirais-je? répondit Marthe, qui avait envie de pleurer.

— Si j'osais exprimer toute ma pensée, j'ajouterais que ce n'est pas là tout à fait ce que vous paraissiez éprouver, il y a quelques mois, lorsque nous causions sur le bord de l'étang; vous en souvenez-vous?

— Parfaitement; je me croyais alors plus forte que je ne suis... J'ai ouvert mes tiroirs l'autre jour; je ne sais quel parfum m'est monté à la tête,... et j'ai plongé mes mains dans ces bagatelles d'autrefois avec un sentiment d'ivresse inexplicable, mais profond. Depuis ce moment, je ne fais que rêver. Des visions de bal traversent mes songes, j'entends les chants de l'orchestre, mon sang bout, et à mon réveil la campagne me fait horreur...

— Cette campagne où le bonheur m'était apparu!

Marthe sentit que son cœur se déchirait. — Eh! oui, reprit-elle, hier je m'y croyais heureuse; aujourd'hui ces bois, ces coteaux, ces clairières que j'aimais, tout cela m'étouffe... On n'est pas maître de ses mouvemens, on les subit.

Il y eut un silence. Mlle de Neulise et Olivier étaient arrivés au pied d'un bouquet d'arbres d'où la vue embrassait la métairie. Par la fenêtre ouverte, on apercevait le profil de Marie, penchée sur un ouvrage de broderie; tout à coup ils la virent se lever et s'asseoir devant son piano. Bientôt quelques sons, poussés par le vent, arrivèrent en ondes sonores jusqu'à eux. Un rayon de soleil tombait sur sa tête et l'illuminait; quelques pampres lui faisaient un cadre mouvant.

— Voyez ma sœur, poursuivit Marthe; elle est restée telle que Dieu l'a faite, humble et soumise, tout entière au devoir, n'aimant

que ceux qu'elle aime, cherchant l'ombre et bornant son horizon aux choses que son cœur peut atteindre. Point d'effort, partant point de révolte... Enfermez l'oiseau des bois, nourrissez-le des graines qu'il préfère, des insectes qu'il poursuit sur la mousse; préparez-lui un nid du plus fin duvet; qu'il n'ait plus à craindre l'oiseleur ou l'épervier, et ouvrez-lui la porte : à tire-d'aile il disparaîtra!... J'ai grand'peur d'être cet oiseau. La cage est charmante, fraîche en été, chaude en hiver,... et je regrette Paris.

— Ah ! taisez-vous, s'écria M. de Savines.

— Et pourquoi? reprit-elle d'une voix nerveuse; ai-je pétri de mes mains les sentimens dont mon cœur est plein?... S'ils l'emportent sur cette résignation factice dont vous avez vu les miracles aux premiers jours de notre rencontre, eh bien! je partirai, je retournerai dans ce monde que j'ai fui,... et là j'étancherai cette soif de plaisirs qui s'est réveillée.

— Et vous serez perdue pour nous,... pour moi!

Le cœur de Marthe sauta dans sa poitrine; mais feignant de n'avoir pas entendu le dernier mot : — Oh! dit-elle, un voyage n'est pas une émigration!... et l'on n'est pas perdue pour ses amis parce qu'on va au bal... Marie vous donnera de mes nouvelles.

Elle revint sur ses pas, laissant M. de Savines marcher à son côté sans lui parler. Elle arrachait des fleurs çà et là pour en faire un bouquet. Si M. de Savines y avait pris garde, il aurait remarqué qu'elle ne les cueillait pas après les avoir choisies; elle les brisait au hasard; les larmes la suffoquaient : ne venait-elle pas elle-même de briser dans son cœur cette fleur de l'amour idéal qui ne fleurit qu'une fois?

A quelques jours de là, Mlle de Neulise mit son projet à exécution. Une vieille dame qu'elle avait rencontrée dans le voisinage l'avait invitée à passer quelque temps chez elle; une lettre remplie des plus aimables instances vint à propos dans un moment où Marthe se sentait brisée. Loin, elle souffrirait moins du rôle qu'elle s'était imposé. La présence de Francion à La Grisolle y rendait son séjour moins nécessaire; l'ordre et une aisance relative y régnaient. Marthe remplit une grande caisse de ses robes et commanda une voiture. Depuis qu'il avait été question de ce départ, Marie vivait de nouveau silencieuse et renfermée en elle-même. Elle ne pouvait s'empêcher d'en vouloir à sa sœur. Rien ne la guérirait donc de cette frivolité dont elle avait donné tant de marques? — Comprenez-vous qu'elle parte? dit-elle le jour même à M. de Savines.

M. de Savines ne répondit pas. La voiture entra dans la cour de La Grisolle. — Ah! si tu m'aimais comme je t'aime, tu ne me quitterais pas! reprit Marie.

— Peut-être, répondit Marthe, qui l'embrassa doucement; chacun d'ailleurs aime à sa manière.

Elle tendit la main à Olivier, se jeta dans la voiture, et Francion fit claquer son fouet.

La dame chez laquelle Marthe se rendait recevait beaucoup de monde. Le mouvement n'est pas toujours la gaieté, il y supplée quelquefois. Mlle de Neulise comprenait aussi qu'elle ne pouvait pas reconnaître les bontés de son hôtesse par des airs mélancoliques; elle mit donc une grande bonne volonté à subir l'influence du milieu qu'elle avait choisi, et y réussit en partie. Si elle ne parvint pas à s'amuser dans le sens littéral du mot, elle parvint à distraire sa pensée; elle se raffermissait dans sa résolution, et si, cherchant en esprit les moyens de rapprocher Olivier de Marie, elle arrivait à la fin d'une journée sans larmes et sans trop de déchiremens, elle s'en réjouissait comme d'un progrès : elle appelait cela la convalescence de son cœur.

Quand Mlle de Neulise reparut à La Grisolle, elle trouva sa sœur pâlie; M. de Savines était absent. Marie avait les mains brûlantes, la fièvre dans les yeux. — Pourquoi ne m'as-tu pas écrit? s'écria Marthe.

— A quoi bon? Tu dansais, répondit Marie.

Ce fut comme si un dard eût traversé le cœur de Marthe; elle éclata, mais sans violence, et passant ses bras autour du cou de sa sœur : — Ah! Marie, que dis-tu? s'écria-t-elle.

Elle ne put pas aller plus loin; les sanglots la suffoquaient. Marie eut peur de l'état dans lequel elle voyait Marthe : elle l'embrassa à plusieurs reprises. — Que t'ai-je fait?... Pourquoi pleures-tu, toi qui ris toujours? dit-elle.

Marthe ouvrit la bouche; elle craignit que son secret ne lui échappât. — Laisse-moi pleurer, reprit-elle, ce n'est rien... Je croyais que tu étais heureuse... S'il faut encore te voir malade,... ah! c'est trop!

Elle se tut tout à coup; la pente était glissante : Marie, qui l'observait, pouvait tout deviner. Marthe lui passa la main sur les cheveux, comme une mère qui caresse sa fille, et souriant au milieu de ses larmes: — Va, j'étais bien seule loin de La Grisolle, dit-elle.

Marie, ranimée tout à coup, se serra contre elle. — Le monde ne t'a donc pas fascinée? reprit-elle. Es-tu bien guérie maintenant? J'ai tant souffert sans toi.

— Sois tranquille, dit Marthe, je ne te quitterai plus.

La santé de Marie était plus profondément altérée que Marthe ne l'avait cru d'abord; elle la pressa de questions et finit par apprendre qu'il était question dans le pays du mariage de M. de Savines. Un

frisson la parcourut tout entière, mais ce n'était plus d'elle qu'il s'agissait. On n'avait pas vu Olivier depuis quinze jours. La Javiole raconta à Marthe que le lendemain du départ de M. de Savines, dont le voyage coïncidait avec ces bruits d'union, Marie avait été saisie d'un accès de fièvre. — On ne m'aime pas, on ne m'a jamais aimée, ni lui, ni ma sœur! répétait-elle dans son délire. Quand elle se taisait, c'était pour pleurer. — Cela me fendait le cœur de la voir si malheureuse! ajoutait la Javiole, mais que faire?

— Je ne sais pas, répondit Marthe; mais sois sûre que je ferai quelque chose.

Ce chagrin profond, silencieux, concentré de sa sœur avait fait pénétrer comme une vie nouvelle dans les veines de Mlle de Neulise. Une force généreuse l'animait; elle était résolue à ne pas fléchir dans la tâche qu'elle s'était imposée. Qu'on surmontât les petites difficultés que les heures fugitives de chaque jour apportent avec elles, c'est une affaire où le courage n'a point de part. Si l'enfant qu'elle avait vu déchirant ses pieds nus sur les cailloux n'eût pas courbé son dos meurtri sous le poids écrasant des branches mortes, eût-il eu ce fier mouvement de tête et ce cri altier qui communique aux muscles brisés toutes les forces vives du cœur? Elle se sentit réchauffée et comme affranchie, et regarda devant elle d'un regard plus assuré. Marie était malade de l'absence de M. de Savines. Il fallait d'abord rappeler M. de Savines et le revoir. Marthe interrogea Francion. L'ancien braconnier ne savait rien. — Jacquot lui-même ne retrouverait pas sa trace, dit-il. — Valentin, qui était accouru à La Grisolle dès le retour de Marthe, était mieux informé. M. de Savines habitait un château du côté d'Épernon. — On y joue la comédie; il y a beaucoup de beau monde, ajouta Valentin, qui taillait un morceau de bois et observait Mlle de Neulise. Marthe lui demanda s'il se chargerait de porter une lettre à ce château. — Je ferai ce que vous voudrez, répondit Valentin.

Marthe ne perdit pas une minute; elle écrivit quelques mots à la hâte et les remit au tailleur d'images. — C'est fort pressé, dit-elle, partez ce soir.

Valentin retourna dix fois la lettre entre ses doigts. — Il est bien heureux! murmura-t-il : quelqu'un l'attend, quelqu'un le désire!

— Heureux! qui donc est heureux? répliqua Marthe avec un léger mouvement d'épaules... Il fera clair de lune ce soir... Partez vite.

Valentin jeta contre un tronc d'arbre la statuette à moitié sculptée et s'éloigna à grands pas.

Marthe rentra à La Grisolle. Une voix intérieure lui criait que M. de Savines ne serait pas longtemps sans reparaître. — M. de Savines ne pense pas au mariage, dit-elle hardiment à Marie, qu'elle

trouva accoudée à la fenêtre la tête dans sa main, la pensée dans les nuages. Le rouge monta au visage de Marie, qui sans répondre embrassa Marthe. — Petite sœur, poursuivit celle-ci, viens dîner, mange un peu pour faire plaisir à la Javiole, prie le bon Dieu, et dors tranquille... M. de Savines sera bientôt ici.

Cette fois M[lle] de Neulise était décidée à ne rien épargner pour l'amener à La Grisolle, fallût-il aller le chercher elle-même et le disputer à une fiancée.

Valentin revint dans la nuit; Marthe l'attendait. — M. de Savines sera aux Vaux-de-Cernay au petit jour, dit-il. Votre lettre n'était pas dépliée qu'il l'avait lue... Il a donné l'ordre devant moi de préparer sa valise et de seller son cheval.

— Merci, mon bon Valentin, répondit Marthe, qui courut prendre quelques heures de repos.

Valentin rentra tristement chez lui. — Son bon Valentin! disait-il; il est certain qu'elle ne m'aimera jamais! Sait-elle seulement si j'ai le cœur gros?... Me voit-elle quand elle me parle? Si j'étais un homme, j'irais me casser la tête... Qu'avait-elle besoin de venir ici? Elle a fait de moi quelque chose,... et sans elle désormais je ne serai rien.

Avant le jour, Marthe avait fait une moisson de fleurs qu'elle mit en gerbes dans tous les vases. Le premier regard de Marie les aperçut; la maison avait un air de fète: elle s'habilla à la hâte sans oser questionner sa sœur. Pourquoi cette parure? pourquoi cette gaieté, cette malice dans la physionomie de Marthe? Le galop d'un cheval retentit en ce moment dans la petite avenue qui conduisait à La Grisolle. Marie se sentit pâlir. — Qu'est-ce que cela? dit-elle.

— Regarde, répondit Marthe, dont le cœur n'était pas le plus lent à battre.

Marie se pencha sur l'appui de la fenêtre. M. de Savines descendait de cheval. Marie chancela. Marthe poussa un cri. — Ah! n'aie plus peur!... Le cœur me manque;... mais il est là! dit Marie le visage rayonnant de joie.

Cette parcelle de diplomatie qu'on trouve dans le cœur des femmes les plus candides avait inspiré la lettre que M[lle] de Neulise avait adressée à M. de Savines: elle ne s'en serait peut-être pas servie pour elle-même; la pensée de sa sœur la décida. M. Pêchereau était retenu à Rambouillet par des rhumatismes auxquels le bonhomme était sujet. Marthe prit prétexte de l'isolement où l'absence de leur protecteur naturel les mettait pour prier Olivier de ne pas abandonner leur voisinage de quelque temps. On pouvait avoir besoin d'un secours pendant la nuit : à qui s'adresserait-on, si le solitaire des Vaux-de-Cernay quittait son ermitage? Elle avait pensé que son

amitié pour les deux sœurs était assez sincère pour excuser et comprendre la liberté qu'elle avait prise dans une heure de découragement. Tout cela fut dit avec une mélange de bonne humeur et d'attendrissement où l'on sentait la prière. Olivier se rendit sans effort : il promit de ne plus bouger de ses ruines; mais ce n'était pas tout. Marthe le prit à part dans la journée. Elle avait eu de sérieuses inquiétudes au sujet de la santé de Marie, sur laquelle malheureusement elle n'avait point d'autorité; elle avait pu remarquer au contraire en maintes circonstances que M. de Savines avait sur son esprit une influence réelle. Elle lui demandait d'en faire usage pour l'arracher à une tristesse sans cause que Marie avait le tort de ne pas combattre.—Une sœur, ce n'est rien! dit-elle; on n'entend pas même ce qu'elle dit. Un ami, c'est quelque chose... Vous l'encouragerez, vous la gronderez, mais doucement, et elle vous écoutera.

Cette ruse innocente prenait sa source dans une connaissance exquise des sentimens les plus délicats du cœur. Marthe avait pu voir, par une expérience personnelle, que les êtres doués d'une véritable bonté s'attachent par les liens les plus forts aux êtres plus faibles qu'ils ont soulagés dans leur affliction, secourus dans leur détresse. Cette utilité charitable les enchaîne, les échauffe, les pénètre, et ils se donnent en croyant servir. Or Mlle de Neulise était bien sûre que M. de Savines avait la bonté en partage. Cette tutelle morale qu'elle lui confiait avait ce premier avantage de permettre à Olivier d'entrer plus avant dans ce caractère, non pas farouche, mais effarouché, tendre, tout plein des plus charmantes délicatesses, mais tout embarrassé de voiles qu'une excessive timidité épaississait. Leur intimité nouvelle le ferait marcher dans le pays des surprises aimables; Olivier aurait pour continuer le charme des découvertes; devant lui et pour lui, Marie se dégagerait de ses voiles. C'était une tactique habile; seulement Mlle de Neulise devait s'y déchirer contre des épines qu'elle entrevoyait, et dont par avance elle acceptait les meurtrissures. Ces épines ne tardèrent pas à lui faire sentir leurs pointes; Marthe se raidit et continua, par de douces confidences, à pousser M. de Savines. Marie allait mieux. Au retour d'une promenade faite avec sa sœur et Olivier, elle avait chanté, ce qui ne lui était pas arrivé depuis deux mois. La mélancolie disparaissait comme le brouillard de la première heure quand s'élève le matin. Ses yeux avaient un éclat, ses joues un coloris qui annonçait le retour à la santé. Olivier recueillait le prix de ses efforts; il avait tenu à cette âme languissante le langage qui devait la réconforter. Quant à Marthe, elle continuait à se parer de robes de soie, à s'attifer et à faire retentir La Grisolle des sons vifs et pétulans d'une musique nouvelle qu'elle avait fait venir tout exprès de Paris. Tandis que ses doigts rapides couraient sur le clavier, Mlle de

Neulise surprenait souvent les yeux de M. de Savines, qui allaient de la musicienne à Marie, et qui finissaient par s'arrêter avec une complaisance plus douce sur la silencieuse personne retirée au coin de la fenêtre. Le cœur de Marthe se gonflait alors; mais, précipitant le vol de ses mains : — Ce qu'il faut, il le faut! pensait-elle. — Ce travail qu'elle avait prévu se poursuivait : la comparaison se faisait au désavantage de Marthe; mais il fallait que l'œuvre de l'immolation fût poussée jusqu'au bout.

— Au moins es-tu heureuse? disait-elle quelquefois à sa sœur en l'embrassant. Le regard que Marie lui jetait alors était sa récompense.

Un jour le pied de Marie glissa sur la bruyère à la descente d'une côte, et elle tomba sur le genou. M. de Savines poussa un cri, l'enleva dans ses bras, et la porta sur un pan de rocher couvert de mousse. Ce n'était pas Marie qui était la plus pâle. De quels regards Olivier ne l'enveloppait-il pas! Marthe sentit sa poitrine se serrer; elle s'appuya contre un arbre. — Ah! malheureuse, il l'aime! pensa-t-elle; mais sa conscience se révolta contre ce cri de l'égoïsme. Indignée, elle s'approcha de sa sœur et voulut partager avec M. de Savines les soins qu'il lui prodiguait. — Ah! qu'elle a été lente à venir! se dit Olivier. Avait-elle peur de gâter sa belle robe dans les broussailles?

Le soir même, quand l'heure de se retirer approcha, Marthe, qui sentait que le sommeil ne viendrait pas pour elle, sortit de La Grisolle. Son cœur était plein; elle éprouvait une sorte d'accablement : c'était moins de la souffrance qu'une grande lassitude d'esprit. L'énergie naturelle de son caractère l'avait soutenue jusqu'à ce moment : le but atteint, une défaillance extrême la surprenait. Comme un explorateur hardi qui gravit avec effort une montagne escarpée, et, vainqueur du dernier obstacle, succombe au moment où ses pieds foulent la crête du rocher, Marthe faiblissait tout à coup. Ses larmes débordaient intérieurement. — On m'appelait autrefois miss Tempête, pensa-t-elle. Où est ce temps-là?

La campagne était silencieuse. Quelques chiens veillaient dans les fermes et poussaient par intervalles de longs aboiemens. Les pas de Marthe la portèrent du côté de La Villeneuve, sans que sa volonté eût choisi cette direction de préférence à une autre. Elle ne pensait pas. Olivier et Marie lui apparaissaient confusément comme dans un rêve. Il y a dans le village vers lequel elle se dirigeait un grand arbre dont l'ombrage gigantesque couvre la place publique. Une image grossière de la Vierge a été placée dans le tronc monstrueux. Les bonnes âmes du pays y font quelquefois leurs dévotions. Le croissant aminci de la lune jetait une lumière pâle sur le vieil or-

meau. Tout dormait dans le village. On ne voyait de clarté que derrière une fenêtre à l'angle d'une vieille maison tapissée de vigne et de rosiers. Marthe regardait cette fenêtre; elle se souvint que c'était là qu'habitait Valentin. Pourquoi veillait-il?... Les villages qu'on traverse la nuit ont des aspects mélancoliques que n'ont pas les campagnes, où le silence est en harmonie constante avec l'espace. L'enfant ne court pas dans la rue animée par les jeux qui suivent la sortie de l'école; la poule et le pigeon ne cherchent plus le grain épars dans la poussière; point de coq bruyant battant de l'aile sur une meule de paille pillée par une bande de moineaux, point de chien dormant au soleil et dont la queue frétille sur le passage du maître, point de vache à l'abreuvoir, point de filles étendant le linge mouillé sur les haies. L'essieu de la charrette ne crie pas; on ne voit pas le sabotier sur le seuil de sa maison ni la ménagère au coin de son feu : la vie semble s'être retirée des chaumières, le bruit et le mouvement sont morts. Marthe s'assit sous le grand arbre, tout entière à cette impression. Le frisson l'avait prise; c'était moins le froid qu'un trouble intérieur. Elle s'était vaincue elle-même, elle ne regrettait pas cette victoire, mais ne savait pas encore si elle était soumise. Où elle cherchait les sentimens de la mère, elle sentait les tressaillemens de la femme. Poussée par un mouvement de l'âme où la réflexion n'avait point de part, Marthe venait de glisser sur ses genoux aux pieds de l'image populaire, lorsqu'elle entendit marcher auprès d'elle. Ce pas était en quelque sorte amical et doux; elle se retourna sans effroi et aperçut Valentin.

— Ce n'est pas une pensée indiscrète qui m'amène, dit-il; je vous ai vue passer tout à l'heure, vous veniez de la plaine,... je vous ai reconnue. Peut-être n'aurais-je pas quitté ma chambre, si je ne vous avais vue vous perdre sous cet ombrage... La nuit est froide... J'ai craint pour vous... Le corps est faible quand le cœur n'est pas content.

— Merci, mon pauvre Valentin, répondit Marthe, qui ne retint pas ses larmes.

— Que ma présence ne vous gêne pas... Si vous étiez en prière, continuez et priez pour moi. La place me connaît... Je sais ce qui se passe en vous... Quand le cœur est trop plein, il faut qu'il s'épanche comme une eau qui coule.

Cette fois Marthe, un peu surprise, releva le front, et regarda le tailleur d'images.

— Cela vous étonne, ce que je dis, reprit Valentin. Que de choses on apprend à deviner quand on ne parle pas! Vous êtes une bonne créature du bon Dieu, vous donnez votre cœur en pâture aux autres, et les autres, ceux qui le déchirent, ne s'en aperçoivent même pas!

— Valentin!...

— Oh! ne craignez rien, je ne parle qu'à vous... Est-ce que je ne vous ai pas vue dans tous les sentiers?... Vous marchiez comme la bergeronnette qui sautille le long des ruisseaux, vous n'étiez pas seule. A présent vous errez la nuit, et ce n'est pas la rosée qui a suspendu ces gouttes d'eau à vos paupières... Mais qu'importe? Mlle Marie sera heureuse!... Il y a des bonheurs qui se contentent de peu et passent après tous les autres : ainsi va le vôtre.

Marthe était touchée, elle ne chercha point à combattre la conviction de Valentin; il l'exprimait en termes qui ne pouvaient l'offenser, et en outre elle était sûre de lui. Cet incident donna un autre cours à ses pensées. — A ma place, n'auriez-vous pas fait comme moi? dit-elle au sculpteur d'un air simple et affectueux.

— Je ne sais pas; mais à la place d'une autre personne qu'il ne m'appartient pas de nommer, je vous en voudrais beaucoup.

La lumière brillait toujours à la fenêtre de Valentin. Cette clarté solitaire attira les yeux de Marthe. Dans ce village endormi, elle paraissait singulière et appelait l'attention.

— Pourquoi donc veillez-vous si tard? reprit Mlle de Neulise, qui changea le cours de l'entretien sans intention, et comme si elle n'avait pas entendu la réponse de Valentin.

— Pourquoi?... Eh! que sais-je? dit-il d'une voix moins ferme. Vous vous promenez, pourquoi ne veillerais-je pas?... Vous m'avez secouru par de bonnes paroles, vous m'avez fait ce que je suis; mais la guérison n'est peut-être pas complète. Je ne me fais point d'illusion sur moi-même... Enfin ce que j'étais, je ne le suis plus. Malgré moi, je pense. Je vous ai prise en amitié, mademoiselle; mais vous me semblez plus vaillante, plus brave que moi. Dans une situation qui aurait du rapport avec la vôtre, j'aurais certainement moins de courage, moins de résolution. Il n'y aurait que la fuite qui me guérirait. Je ne dis pas comme le proverbe : « Loin des yeux, loin du cœur; » mais je dis : « Loin des yeux, loin des pleurs. » L'autre jour, vous en souvenez-vous? vous me disiez : « Qui donc est heureux? » Hélas! je crois bien que vous aviez raison. Cependant voilà deux heureux que vous faites; mais ce n'est pas vous, et ce n'est pas moi.

L'association de ces deux mots ne frappa point Marthe. — Que vous manque-t-il donc? reprit-elle avec un intérêt qui n'était pas feint.

Valentin se troubla. — Rien peut-être, répondit-il, ou peut-être quelque chose que je ne saurais dire. Cela se passe en moi. Je travaille, et il me semble que vous n'aviez pas tort quand vous auguriez bien de mes dispositions. L'esprit s'échauffe, les doigts s'assouplis-

sent, pleins d'un feu et d'un mouvement singuliers. Je trouve bonne l'œuvre commencée, et pourtant je ne cherche point à me faire illusion. Puis tout à coup une idée me vient, je ne sais quoi, et voilà mes mains qui s'affaissent comme brisées;... le bon vouloir est envolé : il n'y a plus que des bras inertes où il y avait un homme,... je n'ose pas dire un artiste.

— Osez, osez le dire! il dépend de vous que cela soit; mais il faut que la volonté active et persévérante y soit tout entière et sans relâche.

— Je sais!... Ce qu'il faut, il le faut! c'est votre devise;... mais le faut-il?

La pensée de Marthe, sollicitée par une souffrance étrangère, se dégagea d'elle-même, et trouva une vigueur inattendue dans cette révolution : elle parla à Valentin un langage élevé, s'anima subitement, et sortit de sa tristesse et de son abattement comme un malade réveillé de sa léthargie par une secousse. La force reprenait possession de son cœur. — Venez, venez souvent, lui dit-elle. La Grisolle ne vous a jamais été fermée.

Valentin pensait à M. de Savines. — Et il a pu l'oublier! se disait-il.

En ce moment la cloche sonnait à l'église. — Minuit! reprit Marthe, qui se leva. Elle tendit la main au tailleur d'images. — Debout et à demain! dit-elle en le regardant d'un air d'amitié sincère. Valentin n'osa pas la suivre.

Comme elle traversait la place d'un pas rapide, elle sentit à son cou l'impression du froid; elle y porta la main : le petit mouchoir de soie qui l'entourait tout à l'heure n'y était plus. Marthe se retourna et aperçut Valentin qui se baissait. Il venait de ramasser le mouchoir et le portait à ses lèvres avec un mouvement passionné. Marthe joignit les mains toute saisie. Un trait de lumière venait de l'éclairer. — Ah! mon Dieu! dit-elle.

VIII.

Il y avait de la tristesse et de l'étonnement dans ce cri, mais point de colère, peut-être même de l'attendrissement. Se pouvait-il que Valentin l'aimât à ce point? Comment ne s'en était-elle pas aperçue plus tôt? Marthe n'y comprenait rien. Il fallait songer à le guérir, et c'était encore une grosse affaire. Les sentimens ont parfois des conséquences qui ne semblent pas logiques, et qu'on serait fort embarrassé d'expliquer, si on ne savait que l'esprit a des caprices spontanés. La pensée que le tailleur d'images souffrait du même mal dont Marie avait pleuré inspira à Marthe, par une sorte de contre-coup,

la résolution de hâter le dénoûment de ce qu'elle avait si bien préparé. Si elle ne voyait que blessures secrètes en elle et autour d'elle, il fallait au moins que sa sœur ne connût plus les larmes. Elle s'endormit tranquille là-dessus, se réveilla reposée et rafraîchie au petit jour, et prit, sans parler à personne, le chemin des Vaux-de-Cernay. Au moment où elle sortait de La Grisolle, la poule noire de la Javiole, qui gloussait devant la porte, vint à elle. — Allons, c'est d'un bon augure! pensa Marthe.

Au bout d'une demi-heure et après avoir marché fort vite, elle aperçut les ruines de l'ancienne abbaye, qu'un peu de brume enveloppait. Un petit garçon qui rajustait des lignes indiqua l'appartement de M. de Savines à Mlle de Neulise. Elle entra dans une salle basse décorée de quelques meubles de chêne. Olivier, qui partait pour la chasse, déjeunait à la hâte. A la vue de Marthe, il se leva : — Que se passe-t-il à La Grisolle? s'écria-t-il.

Marthe le rassura d'un mot. — On dort, dit-elle; à présent donnez-moi le bras, et promenons-nous un instant.

L'entretien n'était pas facile à commencer entre un jeune homme et une jeune femme séparés par un petit nombre d'années; certains mots pouvaient réveiller un ordre de sentimens qui devaient rester assoupis. Mlle de Neulise l'aborda résolûment. — Le bruit a couru à La Grisolle que vous alliez vous marier, reprit-elle; pardonnez-moi l'indiscrétion de ma demande, la nécessité m'y contraint. J'ai commis une imprudence que je dois m'appliquer à réparer dans la mesure de mes forces. N'hésitez donc pas à me dire la vérité.

— J'hésite d'autant moins à le faire que la vérité est fort simple, répliqua M. de Savines. Un de mes amis avait pensé pour moi à un projet d'établissement. Je l'ai repoussé, voilà tout.

Olivier se tut et regarda Marthe de l'air d'un homme qui attend une explication.

— J'irai jusqu'au bout, continua-t-elle. Voyez en moi une mère, une vieille fille si vous voulez... J'ai charge d'âme... Donc ne m'en veuillez pas si je mène loin cette conversation, provoquée à une heure où l'on n'a pas coutume de rendre des visites... Peut-être aimeriez-vous mieux causer avec les chevreuils du roi... Mettez de la bonne grâce à m'écouter...

Olivier était accoutumé à ce langage alerte, où le bon sens et une ferme volonté portaient la livrée de la gaieté. — Parlez, dit-il.

— A votre âge, les projets d'établissement sont de tous les jours. Si vous deviez en accepter un, je vous dirais bien franchement : Donnez-moi la main et ne reparaissez plus à La Grisolle.

M. de Savines fit un mouvement. — Ne croyez pas que je sois capricieuse, poursuivit Marthe; j'ai été malheureusement étourdie, et

c'est tout. Vous m'avez aidée, vous savez dans quelles circonstances, à tirer ma sœur d'une mélancolie qui pouvait avoir de funestes conséquences pour sa santé. Elle est guérie, mais elle n'a pas, comme moi, traversé le monde et trouvé dans cette fréquentation la cuirasse qui met le cœur à l'abri des surprises. Si nous devons nous dire adieu, mieux vaut que ce soit aujourd'hui que demain.

Deux sentimens étroitement liés se disputaient le cœur de M. de Savines. A mesure que Mlle de Neulise parlait, malgré lui il ne pouvait s'empêcher de penser à ce jour lointain où leur âme avait partagé la même émotion. La claire lumière du matin remplaçait la clarté pénétrante du soir; mais c'était la même femme, la même voix, le même limpide regard. N'était-elle pas la compagne qu'il avait souhaitée, celle qui un instant avait paru répondre à son appel mystérieux? Cependant l'image doucement attendrie et rêveuse de Marie flottait devant lui. Elle avait la séduction de la faiblesse, toute la grâce de l'amour humble et soumis. — Ah! dit M. de Savines, j'ai fait un rêve!

Ce n'était pas précisément le mot que Marthe attendait. Elle sut gré cependant à Olivier de ne pas oublier trop vite la soirée à laquelle il venait de faire allusion par un cri; mais, étouffant les pulsations d'un cœur qu'elle condamnait au sacrifice : — Vous ne redoutez donc plus ce diable dont vous me parliez au bord de l'étang autrefois? dit-elle en souriant.

M. de Savines tressaillit; l'accent de cette voix aimable le trompa. — Eh quoi! s'écria-t-il, cette femme que je devais trouver, c'était donc Marie?

— Et quelle autre vouliez-vous que ce fût? répondit Marthe sans éviter le regard d'Olivier.

M. de Savines réfléchit un moment; puis, comme subjugué par l'empire de ces yeux profonds, clairs, lumineux, avec un mélange inexprimable de tristesse, de passion, de reconnaissance : — Mademoiselle, dit-il, permettez-moi de vous ramener à La Grisolle.

Marthe laissa tomber sa main dans celle d'Olivier : elle venait de conclure les fiançailles de sa sœur.

Le premier bienfait d'une détermination résolûment prise, c'est d'apporter une sorte d'apaisement dans les esprits troublés. Avec l'incertitude cesse le malaise. On éprouve la sensation de bien-être et de contentement du voyageur qui, perdu quelque temps au milieu des broussailles et des halliers d'une forêt, voit tout à coup s'ouvrir devant lui une route plane et droite. Marthe connut ce bonheur, elle fut étonnée elle-même de la liberté de son langage, tandis qu'elle suivait avec Olivier le chemin qui les ramenait à La Grisolle; les battemens de son cœur étaient réguliers, elle s'appuyait

avec confiance sur le bras de M. de Savines, aucune tempête ne l'agitait. Quand elle entra dans le petit salon de la métairie, Marie, inquiète de l'absence de Marthe à une heure matinale où les soins du ménage la retenaient ordinairement au logis, avait envoyé la Javiole et Francion à sa recherche; elle-même, après des courses autour de la maison, se tenait à la fenêtre. Marie n'avait pas vu sa sœur et M. de Savines, qui étaient entrés par une porte de derrière des bâtimens. Elle tourna la tête au bruit que fit Marthe en paraissant tout à coup dans la pièce du rez-de-chaussée. — Ah! te voilà? dit-elle.

Elle aperçut Olivier, qui marchait derrière sa sœur, et s'arrêta court. Un tel rayonnement illuminait le visage de Marthe, l'expression de ses yeux était si charmante, si tendre, si remplie d'impatience, que Marie devina que quelque chose d'extraordinaire se passait. Elle devint pourpre et regarda Marthe à son tour avec un sentiment d'anxiété où la crainte et l'espérance se peignaient.

— Eh bien! oui, c'est vrai! s'écria Marthe, qui poussa M. de Savines du côté de Marie.

Les joies du sacrifice sont les plus fécondes et les plus pures, si elles sont les plus austères. Seules, les âmes fières et délicates en connaissent les voluptés; comme autrefois la lance sacrée de Minerve qui guérissait les blessures ouvertes par son fer divin, elles cicatrisent les plaies qui saignent au fond du cœur. Marthe, reposée, commençait à croire qu'il n'y a qu'un vrai bonheur dans la vie, c'est d'assurer le bonheur de ceux qu'on aime. Cependant son secret devait un jour lui échapper. M. de Savines ne quittait presque plus La Grisolle depuis ses fiançailles avec Marie. Les bans de leur prochain mariage étaient publiés, et la présence de M. Pêchereau, guéri de ses rhumatismes, lui permettait de rester auprès des deux sœurs. Un matin, au moment de mettre pied à terre, le cheval qu'il montait fit un écart prodigieux, et, manquant des quatre fers à la fois, s'abattit sur l'herbe avant qu'Olivier eût pu sauter de selle. Marthe était sur la porte de La Grisolle : elle poussa un cri et s'élança vers le cavalier d'un seul bond; mais la chute avait été plus rapide que terrible. L'homme et le cheval étaient debout avant même qu'elle eût fait trois pas. Elle saisit M. de Savines par le bras et l'enveloppa d'un tel regard que la lumière apparut aux yeux d'Olivier. — Ah! dit-il à demi-voix, vous m'avez trompé!

Mlle de Neulise, qui était toute blanche, sentit le feu lui monter au visage. En ce moment, Marie sortait de la maison; elle avait vu l'accident et se soutenait à peine. L'angoisse était dans ses yeux, le désespoir sur ses traits. — Regardez-la! murmura Marthe; ai-je eu tort? — M. de Savines courut vers Marie et la prit dans ses bras.

Marthe, bouleversée, détourna la tête; une larme silencieuse coula sur sa joue, ce fut la dernière qu'elle versa.

Cependant elle avait oublié Valentin. Le dévouement lui-même a son égoïsme. Il semblait à Mlle de Neulise qu'il n'y avait plus rien au monde après Marie et Olivier. Un incident lui rappela le tailleur d'images. Quelque temps s'était passé. M. de Savines était uni à Marie. Un jour, Marthe aperçut Francion qui abattait un arbre à grands coups de hache; jamais on n'avait manié la cognée avec une si frénétique ardeur. Un éclat de bois volait à chaque coup. Marthe s'approcha en riant: — Çà! dit-elle, que vous a fait ce pauvre tronc mort? on dirait que vous lui en voulez.

— Moi, dit Francion, j'ai que Valentin s'en va!... J'enrage, et je frappe cet arbre pour que la colère s'en aille aussi.

— Ah! reprit Marthe, Valentin s'en va!

L'histoire de cette nuit qu'elle avait passée sous l'orme de La Villeneuve lui revint à la mémoire; elle se troubla. Francion jeta sa cognée brusquement. — Voici Valentin, il vous expliquera lui-même pourquoi il part, dit-il; moi, je vais prendre mon fusil et faire un tour au bois... Eh! Jacquot, ici!

Francion siffla son chien et s'éloigna à grands pas. L'arbre qu'il avait frappé tomba entraîné par son propre poids.

Valentin s'avançait en effet le long d'un sentier; il marchait lentement, comme une personne qui hésite. Un sentiment indéfinissable empêchait Marthe de remuer: elle craignait, en quittant sa place, de blesser ce pauvre cœur endolori; elle vit le compagnon de son enfance s'arrêter un instant et regarder en arrière. Malgré elle, Marthe lui fit signe d'approcher. Valentin s'avança rapidement. — Si je ne me hâtais pas, dit-il, je n'oserais jamais... Il faut cependant que vous entendiez ma confession.

Un peu de fièvre brillait dans ses yeux; il osait à peine regarder Mlle de Neulise. — Vous m'aviez dit un soir, reprit-il, que La Grisolle me serait toujours ouverte... J'y suis allé une fois, deux fois... Personne ne m'a reçu...

— Ma sœur se mariait, répondit Marthe.

— Ne vous excusez pas; ce que vous faites est bien fait... Malheureusement le mal dont je souffre n'a fait qu'empirer. Les raisonnemens n'y peuvent rien... Il faut que je prenne un parti, je sens bien qu'ici je ne guérirai jamais. Je m'en vais donc.

Valentin soupira. Il semblait épuisé par l'effort qu'il faisait. Marthe se sentit touchée par cet accablement, mais elle ne savait que lui dire; pour la première fois de sa vie, elle ne trouvait pas les mots qui connaissent le chemin du cœur.

— Je me suis promis de tout vous dire, continua Valentin; vous

me connaîtrez mieux et comprendrez qu'il est impossible que je reste. Je pense à vous depuis que j'ai pu me souvenir de quelqu'un et de quelque chose. Mon premier mouvement, quand j'ai su que vous étiez revenue à La Grisolle, a été de courir à vous pour vous embrasser... J'ai retrouvé une belle personne dont la vue m'a rempli de trouble... Plus tard, vous m'avez parlé avec une douceur, une onction, une fermeté qui me pénétraient. J'étais entre vos mains comme une cire molle. Si je n'avais pas fait absolument tout ce que vous vouliez, il m'eût semblé que j'étais coupable du plus grand crime... Vous savez si j'ai résisté à cette voix qui m'invitait à l'obéissance!... J'ai travaillé, on a fini par admettre que j'avais quelque talent; c'est peut-être vrai, mais le cœur n'y est pas. Je me désole de désespérer mon pauvre vieux parrain,... le cher homme ne mérite pas qu'on lui fasse de la peine... En vous regardant à travers les arbres, quand M. de Savines se trouvait sur votre passage, comme s'il vous eût attendue, j'ai bien compris d'où venait ce surcroît de tristesse. Je ne me fais point d'illusion sur l'attachement que vous avez pour moi, je ne m'enorgueillis d'aucune sotte idée; mais il faut que j'arrache cette épine de mon cœur. C'est pourquoi j'ai pris la résolution de voyager. L'air d'ici est plein de vous; partout je vous vois... J'irai si loin, qu'il faudra bien que je vous oublie en route.

— Et où irez-vous? demanda Marthe.

— En Italie d'abord; on dit que les gens de mon métier y trouvent à s'instruire... Si ce pays est encore trop près, je pousserai plus avant.

Une sorte de pitié s'empara de Marthe, et avant même d'avoir réfléchi : — Ne partez pas sans nous faire vos adieux! reprit-elle.

Dans la soirée, Marthe vit le bonhomme Favrel; l'idée de perdre un enfant auquel il s'était dévoué le navrait. — C'est un innocent, disait-il. Que deviendra-t-il loin de ceux qui ont pris soin de lui?... Si je n'étais pas si vieux, je le suivrais... Comment faire pour le retenir?—Le pauvre maître d'école suppliait M[lle] de Neulise de lui venir en aide; il ne disait pas tout, mais ses yeux parlaient pour lui. — Tenez, ajouta-t-il, voilà ce que j'ai trouvé dans sa chambre; il vous destinait cet objet, mais jamais le pauvre Valentin n'aurait osé vous l'offrir.

En parlant ainsi, le père Favrel tira de dessous son vêtement une statuette de bois d'un travail exquis. L'attitude, la draperie, le mouvement du corps, les traits, l'expression du visage, tout était charmant. A la vue de cette œuvre traitée d'une manière à la fois large et délicate, Marthe poussa un cri d'admiration. Presque aussitôt elle rougit, il lui semblait que c'était sa propre image qu'elle avait sous

les yeux. Sa sœur survint en ce moment. — Mais c'est toi! s'écria Marie en regardant la statuette.

Mlle de Neulise fit un geste de la main comme pour la rendre; le regard de M. Favrel devint si suppliant qu'elle la garda.

Pendant toute la nuit, elle pensa au tailleur d'images; la statuette était devant elle sur le coin de la cheminée; la clarté d'une veilleuse lui permettait de la voir. Elle se souvint des nuits qu'elle avait passées sans sommeil dans les premiers temps où elle s'appliquait à rapprocher Olivier de Marie. Elle fit un retour sur elle-même et sur Valentin. En un instant, son visage fut couvert de larmes. — Ah! qu'il a dû souffrir! se dit-elle.

Trois jours se passèrent; rien ne paraissait changé dans la vie et l'humeur de Mlle de Neulise. Elle était égale et tranquille; on l'entendait chanter quelquefois tout en vaquant aux mille occupations qu'elle avait l'art de se créer. — Bon! tout va bien,... l'oiseau gazouille, disait Olivier. Marthe pensait tout bas que si l'on ne chantait pas, on pleurerait peut-être. Elle s'étonnait de n'avoir pas vu Valentin. Quelque chose lui disait cependant que s'il était parti, elle en aurait été avertie.

Un matin, après le déjeuner qu'on avait pris en plein air sous les arbres, un homme se présenta : il portait un sac sur le dos et un bâton à la main. C'était Valentin : il était fort pâle. Marthe devint toute blanche en le regardant; le père Favrel le suivait tout décomposé. — Il veut s'en aller à pied, dit-il.

— Mademoiselle, vous m'avez ordonné de vous faire mes adieux : me voilà! ajouta Valentin, qui s'appuya des deux mains sur son bâton.

Un mouvement de tendresse et de pitié pénétra le cœur de Marthe. — Êtes-vous bien sûr de ne rien oublier en partant? dit-elle.

Valentin attacha ses yeux sur elle d'un air surpris. — Demandez donc à M. Pêchereau, qui nous écoute, poursuivit-elle, si ma main est libre. Selon ce qu'il vous dira, nous pourrons nous entendre.

Le bâton s'échappa des mains de Valentin. — Ah! mademoiselle! dit-il.

Il voulut continuer, ne put pas, tomba à genoux devant Marthe et fondit en larmes.

— Voilà qui vaut mieux que cent paroles... Prenez ma main! s'écria Mlle de Neulise, dont le sang animait les joues.

Tout le monde était levé. — Soyez heureuse! dit Olivier.

— Je le serai, mon frère,... embrassez-moi!...

C'était la première fois depuis le mariage de sa sœur que Marthe embrassait Olivier.

Amédée Achard.

ÉTUDES

D'ÉCONOMIE FORESTIÈRE

LES PRODUITS FORESTIERS DE LA FRANCE.

Exploitation, Débit et Estimation des Bois, par M. H. Nanquette, inspecteur des forêts. Nancy 1859.

Parmi les produits agricoles si nombreux et si variés que le concours général de 1860 avait réunis au Palais de l'Industrie, on pouvait admirer une magnifique collection de bois indigènes ou naturalisés envoyée par l'école forestière de Nancy. A voir la curiosité empressée, nous dirons presque l'étonnement de la plupart des visiteurs en présence de cette exhibition, on comprenait qu'il s'agissait pour eux de quelque chose de tout à fait nouveau. C'était la première fois en effet qu'on mettait le public à même d'apprécier la nature et l'importance des ressources forestières de notre pays. En 1855, tandis que le Canada, l'Australie, l'Autriche, l'Espagne, la Grèce même avaient profité de l'occasion que leur offrait l'exposition universelle pour faire connaître leurs richesses soit en bois d'ébénisterie, soit en bois de construction, la France, on ne sait pourquoi, s'était abstenue. Ceux qui alors ont attribué cette abstention à une infériorité relative doivent être aujourd'hui désabusés. Nous produisons, il est vrai, peu de bois précieux dans le sens qu'on donne ordinairement à ce mot : il faut le soleil des tropiques pour donner aux tissus ligneux ces tons chauds et cette variété de couleur si recherchés pour les meubles de luxe; mais, pour être peu

colorés, nos bois n'en sont pas moins utiles, et l'examen de cette collection, où toutes les essences françaises étaient représentées, suffisait pour prouver qu'après tout la nature s'était encore montrée prodigue à notre égard. Bois de constructions navales, civiles et hydrauliques, bois d'industrie et de travail, bois de fente, bois de feu et bois de charbonnage, nous possédons de quoi faire face à peu près à tous nos besoins, et n'avons rien, sous ce rapport, à envier à personne. Nos essences si variées ont des exigences diverses qui expliquent la merveilleuse souplesse de la culture forestière et permettent de tirer parti des terrains les plus rebelles à toute autre production. Depuis le chêne au grain serré, à la fibre résistante, qui veut des terres fortes et profondes, jusqu'au saule au tissu lâche et mou qui croît dans l'eau; depuis le sapin qui couronne les cimes toujours vertes de nos montagnes jusqu'à la bruyère qui végète à son pied, il n'est pas un arbre, pas un arbrisseau de nos forêts qu'on ne puisse utiliser d'une manière quelconque, et qui n'ait trouvé place dans cette curieuse collection (1).

En face des bois indigènes étaient groupés les instrumens de toute nature employés à la culture et à l'exploitation des forêts. Ces charrues spéciales destinées à retourner un sol sillonné de racines et à le préparer pour l'ensemencement, ces bêches circulaires faites pour arracher les jeunes plants qu'on veut transporter ailleurs, ces plantoirs pour faire des trous, ces haches de forme bizarre, ces cognées au manche allongé, ces scies de toute espèce, étaient pour les visiteurs des outils inconnus, et leur dévoilaient en quelque sorte un coin de l'existence humaine qu'ils n'avaient pas encore entrevu. C'est qu'en effet ces hommes qui passent leur vie au fond des forêts, dont l'occupation exclusive est d'abattre les arbres, de les scier en planches, de les équarrir en pièces de charpente, de les débiter en bois de feu, de les façonner enfin de mille manières pour les approprier à notre usage, les travailleurs forestiers en un mot forment une population presque inconnue du plus grand nombre, et l'on se sert journellement des objets qu'ils fabriquent sans se demander par quelles mains ces utiles produits ont dû passer. Après avoir dans des études précédentes (2) exposé les principes de la culture des forêts et recherché le mode de traitement qui leur convient eu égard à la qualité du propriétaire, il ne sera donc pas inutile aujourd'hui de

(1) La réunion de tous ces échantillons était due aux soins de M. Mathieu, professeur d'histoire naturelle à l'École forestière, qui avait également exposé une carte indiquant la distribution des forêts sur le sol de la France. Une carte géologique placée à côté de celle-ci permettait de saisir la relation intime qui existe entre cette distribution et la constitution des différens terrains sur lesquels les forêts sont assises.

(2) Voyez la *Revue* du 1er février et du 15 juin 1859, du 15 janvier et du 1er juin 1860.

passer en revue les divers travaux d'exploitation qu'elles comportent, et de suivre l'arbre dans les transformations qu'il doit subir avant d'être appliqué par l'industrie humaine aux emplois les plus variés.

I.

Un propriétaire de forêts peut tirer parti de deux manières des produits qu'elles fournissent. Il peut ou les consommer personnellement ou les vendre. Pour les particuliers, la consommation directe est exceptionnelle et restreinte à certains cas spéciaux, comme celui où le propriétaire, étant maître de forges, trouverait dans ses usines un débouché assuré pour ses bois. Il n'en est pas de même des communes, pour qui la jouissance en nature est au contraire la règle générale. La plupart des communes en effet, au lieu de considérer leurs forêts comme une source de revenus réguliers, partagent entre les habitans, sous le nom d'*affouage*, les produits de la coupe annuelle (1). Cet usage, qui date d'une époque où le bois avait encore très peu de valeur et où le commerce était impuissant à garantir l'approvisionnement des marchés, est fort onéreux pour les communes, tout en n'offrant aux habitans qu'un avantage souvent illusoire. Toutefois ce ne serait pas sans danger qu'on chercherait à le supprimer d'autorité, car des tentatives de ce genre ont occasionné plus d'une sanglante émeute. Il faut attendre cette réforme non de la force, mais de la diffusion des lumières, qui finira par montrer à tous que ces délivrances prétendues gratuites ne sont en réalité qu'une déception. Toute commune en effet a des dépenses à faire, elle a des employés à payer, des rues à paver, des chemins à entretenir, des écoles à construire, des églises à réparer, des fontaines à élever; or, si elle est privée du revenu que ses forêts pourraient lui fournir, il faut bien qu'elle se procure soit par l'octroi, soit par des centimes additionnels, les sommes dont elle a besoin. Elle prend donc d'un côté ce qu'elle donne de l'autre, et l'habitant, qui paie sous forme d'impôt la valeur, et au-delà, des bois dont il s'imagine jouir gratuitement, ne bénéficie en aucune façon de cette espèce de communisme. La classe réellement pauvre y est peut-être moins intéressée encore que toute autre, puisque pour avoir droit à l'*affouage* il faut avoir un foyer (*focus*) et par conséquent être dans une posi-

(1) On appelle *coupe annuelle* la quantité de bois que l'on peut exploiter chaque année dans une forêt sous la condition d'en maintenir la production constante. Cette quantité, déterminée par l'*aménagement*, est, suivant le mode de traitement adopté, basée sur le volume de bois à abattre ou sur l'étendue boisée à exploiter, et exprimée par conséquent soit en mètres cubes, soit en hectares.

tion relativement aisée. Cette institution tend du reste à disparaître, et dans toutes les villes où l'administration municipale est entre les mains d'hommes éclairés, on suit l'exemple de l'état et des particuliers en vendant les coupes, au lieu de les partager en nature. Quant aux indigens, on vient à leur aide soit par des secours en argent, soit même par des distributions de bois, qui se trouvent ainsi limitées aux véritables indigens.

L'état, ne consommant pas les produits de ses forêts, ne peut en tirer parti qu'en les livrant au commerce à un prix qui se règle, comme celui de toutes les marchandises, par les lois de l'offre et de la demande. Ces ventes, faites au profit du trésor, comprennent toutes les coupes à exécuter dans les forêts domaniales (1), sans qu'on puisse en détourner aucune partie pour les affecter à une autre destination, ou même pour les employer aux diverses exigences des administrations publiques. Comme les simples particuliers, celles-ci sont tenues d'acheter les bois qu'il leur faut; il n'y a d'exception que pour la marine, qui est autorisée à prendre dans les coupes et à utiliser pour son service les pièces reconnues propres aux constructions navales.

Les ventes de bois peuvent être effectuées de deux manières : ou bien le propriétaire fait exploiter lui-même et à ses frais les bois compris dans la coupe annuelle, et après les avoir fait débiter en pièces de charpente ou de chauffage, les livre en détail au consommateur, ou bien, laissant sa coupe sur pied, il l'adjuge au plus offrant, en lui abandonnant le soin d'abattre les arbres et d'en tirer le meilleur parti possible. L'acquéreur, qui est ordinairement un marchand de bois, agit alors pour son propre compte, et devient un intermédiaire entre le propriétaire et le public. Il semble, à première vue, que le premier de ces modes doive être de beaucoup le plus avantageux, puisque le propriétaire, en s'adressant directement au consommateur, doit profiter des bénéfices de l'intermédiaire, et que de plus, en vendant sa marchandise par lots de peu d'importance, il s'adresse à un nombre d'amateurs plus considérable qu'en la vendant sur pied, et doit dès lors en tirer un meilleur parti. Il n'en est rien cependant, et surtout dans les forêts domaniales la vente sur pied est à tous égards préférable. La chose est facile à comprendre. Dans une même coupe, on rencontre des arbres d'essences diverses et de dimensions variables, propres à des usages très différens; pour que cette coupe puisse atteindre toute la valeur qu'elle comporte, il faut que les arbres soient débités de la manière la plus avantageuse eu égard à l'état du marché. Un chêne par exemple qui peut donner indiffé-

(1) La vente des bois dans les forêts domaniales a produit 31,282,842 francs en 1858.

remment une pièce de charpente, des madriers, des lattes, des traverses de chemins de fer ou du merrain, n'aura pas la même valeur, quelle que soit l'espèce de marchandises qu'on en aura tirée : ce sont les besoins de la consommation qui, par la hausse des prix, doivent décider l'exploitant en faveur de l'une ou de l'autre. On conçoit que, pour être au courant de ces besoins et suivre les oscillations du marché, il faut y être directement intéressé; l'état n'a pour cela aucune des qualités requises. Le marchand de bois au contraire, dont la fortune est engagée, ne néglige rien pour être bien informé, et se trouve à même de débiter les arbres qu'il exploite le plus avantageusement possible. De plus il a des chantiers et peut y conserver sa marchandise jusqu'au moment où il trouve à s'en défaire, tandis que, les bois abattus et façonnés, l'état est obligé de les vendre, à quelque prix que ce soit. L'état d'ailleurs, s'il se mêlait de spéculations industrielles ou commerciales, sortirait complétement du cercle de ses attributions. Si, comme nous l'avons précédemment prouvé, il est indispensable qu'il soit propriétaire de forêts tant à cause de l'influence climatologique qu'elles exercent que pour garantir à la société un approvisionnement continu en produits ligneux, son action doit se borner à en assurer la conservation et à en porter la production en matière au plus haut point. Quant à débiter cette matière et à la mettre à la portée du consommateur, c'est l'affaire de l'industrie privée, qui, sachant l'utiliser le mieux possible, peut d'un autre côté la payer à l'état exactement ce qu'elle vaut.

En France, on a compris depuis longtemps l'avantage de la vente sur pied, et tous les ans l'administration forestière met en adjudication les coupes à effectuer dans les forêts domaniales. Dans quelques cas exceptionnels, il y a même avantage à vendre ces coupes à l'avance, et en bloc, pour un certain nombre d'années successives. C'est ce qui arrive quand les travaux d'exploitation nécessitent des capitaux considérables que les produits d'une seule année ne pourraient rembourser. Ce système est notamment mis en pratique dans les forêts domaniales de la Corse. Cette île est parcourue du nord au sud, depuis le Cap-Corse jusqu'à Bonifacio, par une chaîne de montagnes abruptes, de constitution granitique, dont le point culminant, le Monte-Rotondo, n'a pas moins de 2,800 mètres; des rameaux importans, qui s'échappent de cette immense arête, courent latéralement jusqu'à la mer, formant entre eux des vallées étroites et irrégulières dont le fond est occupé par des torrens aux eaux rapides et profondes. De belles forêts, derniers vestiges de celles qui couvraient autrefois l'île entière, détruites par les dévastations des Génois et les incendies des bergers, tapissent encore les flancs presque inaccessibles de la plupart de ces montagnes. Elles

renferment des essences précieuses, dont l'une surtout, le *pin laricio*, particulier à la Corse, atteint de très belles dimensions qui permettraient de l'employer pour la mâture des navires. Jusqu'à ces derniers temps, l'absence complète de voies de communication rendait à peu près impossible toute espèce d'exploitation, et ce n'est que depuis la construction d'un certain nombre de routes spéciales qu'on commence à tirer parti de ces richesses, qui se perdaient sans profit faute de moyens d'extraction. Malgré ces routes, l'exploitation de ces forêts ne peut avoir lieu sans des déboursés considérables : il faut construire des barrages sur les cours d'eau pour le flottage des bois, acheter des chevaux et des voitures pour les transporter hors de la coupe, établir des scieries, organiser des chantiers, enfin faire venir des ouvriers étrangers, puisque l'aversion des Corses pour le travail ne permet pas d'employer les gens du pays. Qui donc voudrait se résoudre à des frais de cette nature, s'il ne pouvait compter sur des bénéfices assurés? C'est ce que l'administration forestière a compris : aussi les coupes sont-elles adjugées en Corse pour cinq années au même entrepreneur, à la charge de remettre à l'état, à l'expiration de ce délai, les travaux divers exécutés par lui. En France au contraire, où les capitaux à engager sont relativement peu considérables, puisqu'on trouve partout des ouvriers et des voies de communication à peu près suffisantes, on se borne à vendre dans chaque forêt les bois à exploiter dans l'année; l'état bénéficie par là des hausses qui peuvent se produire dans la valeur vénale de sa marchandise.

En Allemagne, l'usage de la vente sur pied est peu répandu. Plus encore qu'en France, l'état y étend son action sur le domaine de l'activité privée, et se croit tenu à une espèce de tutelle envers les particuliers. Il n'a eu garde de faillir à cette mission pour ce qui concerne les forêts. Au lieu de se borner à produire le bois et d'abandonner, comme chez nous, à l'initiative individuelle le soin de le façonner de la manière la plus avantageuse et de le transporter là où le besoin s'en fait sentir, il s'occupe lui-même d'assurer l'approvisionnement des marchés, et se met directement en rapport avec le consommateur. L'administration forestière fait elle-même exploiter les coupes par des ouvriers spéciaux, puis elle en vend les produits, tantôt par lots en adjudication publique, tantôt à bureau ouvert à un prix fixé à l'avance. Quelquefois aussi elle passe des marchés avec certains industriels, et s'engage à leur livrer pour une ou plusieurs années les bois nécessaires à leurs usines. Ce système est peut-être, au point de vue cultural, préférable à celui de la vente sur pied, parce qu'il permet de mieux diriger les exploitations; mais il est tout à fait incompatible avec les règles d'une bonne administra-

tion, et impose à l'état des attributions qui ne sont pas les siennes. Cependant il pourra parfois convenir aux particuliers, par exemple lorsque dans la localité, le commerce des bois faisant défaut, les populations riveraines des forêts sont forcées de venir s'y pourvoir des bois dont elles ont besoin, et lorsqu'on aura des personnes sûres pour les charger du recouvrement des créances. Dans toute autre condition, la vente sur pied devra être préférée.

Avant de procéder à la vente, il faut spécifier d'une manière précise quelle est la chose vendue. On commence, pour cela, par fixer *l'assiette de la coupe,* c'est-à-dire par déterminer sur le terrain, au moyen de tranchées, de bornes, ou d'autres signes matériels, la partie de la forêt sur laquelle l'exploitation devra porter. Cela fait, il reste à désigner les arbres qui dans cette enceinte sont compris dans la coupe, ou, ce qui revient au même, ceux qui n'y sont pas compris; cette opération s'appelle *balivage.* Quel que soit le mode de traitement auquel une forêt est soumise, il est rare qu'on exploite en une fois tout le matériel existant. Dans les futaies, quand on entame un massif, on laisse sur pied un certain nombre d'arbres destinés à produire des semences pour opérer la régénération de la forêt, et ce n'est que plus tard, lorsque le sol s'est complétement couvert de jeunes semis, qu'on vient successivement enlever les arbres ainsi conservés. Dans les taillis, quoique la reproduction doive s'opérer par les rejets de souches, on conserve néanmoins sous le nom de *baliveaux* les sujets les mieux venans appartenant aux essences les plus précieuses, destinés à fournir des graines pour remplacer les souches épuisées, et à donner dans l'avenir des bois de grandes dimensions, propres à la charpente et à l'industrie. Afin de laisser sur ces arbres à mettre en réserve un signe extérieur qui les indique aux marchands de bois et aux bûcherons comme n'étant pas compris dans la coupe, on se sert d'un marteau dont la partie antérieure est tranchante comme une hache, et dont le dos présente en saillie le chiffre du propriétaire. Ce chiffre pour les forêts de l'état se compose des deux lettres A F (administration forestière). Le tranchant du marteau sert à enlever à l'arbre une partie de l'écorce, et le dos à imprimer sur le bois mis à nu ces lettres, qui doivent rester comme empreinte. Un procès-verbal constate le nombre et la nature des arbres ainsi marqués, afin qu'on puisse les retrouver intacts une fois l'exploitation terminée. L'acquéreur de la coupe est responsable de tout déficit et puni d'une forte amende pour chaque réserve manquant au moment du récolement.

Concurremment avec le *balivage,* on procède à l'estimation des arbres qui doivent être abattus, et qui constituent en réalité la chose vendue. Cette estimation faite à vue d'œil, ou au moyen d'instru-

mens spéciaux, a pour but de faire connaître exactement le volume à exploiter. L'application à ce volume du prix courant des différentes espèces de bois donne la valeur vénale de la coupe à mettre en vente.

L'usage du marteau pour marquer les arbres à réserver est général; il est adopté par les particuliers aussi bien que par l'état, et répandu à peu près dans toute l'Europe. Il est d'ailleurs fort ancien, ainsi que le constatent les vieilles ordonnances sur les eaux et forêts. Autrefois il y avait des agens spéciaux préposés à la garde du marteau royal; ils portaient le nom de *garde-marteaux*, et étaient placés sur le même rang que les officiers supérieurs des maîtrises. Aujourd'hui les marteaux de l'état, conservés dans des étuis que ferment deux clés, sont déposés chez l'agent forestier chef de service, et ne doivent être employés qu'en présence de deux agens (1). Le marteau symbolise la profession du forestier, comme la pioche celle du mineur.

II.

La saison la plus favorable pour l'abatage des arbres, dit l'auteur d'un intéressant ouvrage sur l'exploitation des bois, M. Nanquette, paraît être la fin de l'automne et l'hiver. — Pour les essences feuillues, la question n'est pas douteuse; il est aujourd'hui reconnu que les bois coupés à ce moment sont d'une durée plus longue lorsqu'ils sont mis en œuvre, et brûlent plus facilement tout en donnant plus de chaleur que ceux qui sont coupés à toute autre époque. Pour les bois résineux au contraire, nombre de praticiens prétendent qu'il y a avantage à les exploiter en été, et qu'en prenant la précaution de les écorcer immédiatement, ils acquièrent une grande dureté tout en devenant plus légers. Dans bien des localités, les bûcherons attribuent à l'âge de la lune au moment de l'abatage une grande influence sur la qualité des bois. Ce préjugé, fort ancien du reste (2), a été combattu au siècle dernier par Duhamel,

(1) L'emploi de faux marteaux et l'imitation de l'empreinte du marteau de l'état sont assimilés par la loi à la contrefaçon des timbres et punis des travaux forcés à temps. Très fréquent autrefois, ce crime, grâce à une surveillance plus active, a aujourd'hui presque disparu.

(2) « Faites attention, dit Caton l'Ancien (148 ans avant Jésus-Christ) dans son ouvrage sur l'agriculture, de n'abattre l'orme, le pin, le noyer ou quelque bois que ce soit, qu'au déclin de la lune, après midi et lorsque le vent du sud ne soufflera pas. Ces espèces d'arbres sont bons à couper lorsque leur semence est mûre... Ne touchez ni au bois ni au vin tant que le vent du sud soufflera, si ce n'est dans le cas de la plus grande nécessité. » Olivier de Serres fait des recommandations analogues.

et les expériences directes qu'il fit à ce sujet constatent que cette opinion n'a rien de fondé.

Afin d'éviter que l'arbre en tombant n'occasionne trop de dommage aux jeunes semis qui végètent à son pied, on l'ébranche avant de l'abattre. C'est une opération fort dangereuse, qui exige beaucoup de sang-froid et d'habileté. Un bûcheron muni de crampons aux pieds et aux mains grimpe jusqu'au sommet; il s'attache au tronc avec une corde, puis, au moyen d'une hache bien aiguisée, qu'il manie des deux mains, il coupe au-dessus de sa tête les branches qu'il rencontre; il faut qu'il s'écarte au premier craquement et tourne aussitôt de l'autre côté de la tige, sous peine d'être entraîné dans la chute. L'arbre est abattu, soit à la scie, soit à la hache, puis façonné en produits marchands. Ces produits forment trois catégories principales : les bois de service, les bois d'industrie, les bois de feu.

Les bois de service sont ceux qui sont employés pour les constructions navales ou civiles. L'approvisionnement de nos arsenaux maritimes en bois de construction a été l'une des plus constantes préoccupations des divers gouvernemens qui depuis l'administration de Colbert se sont succédé en France. En vertu du droit de martelage qui lui avait été conféré par l'ordonnance de 1669, la marine exerçait un véritable droit de préemption sur tous les bois de chêne propres à son usage compris dans les coupes de toutes les forêts du royaume, qu'elles appartinssent à l'état, aux communes ou aux particuliers. Ce droit fut supprimé pour ces dernières en 1837; mais, quoique maintenu pour les autres, il ne fut plus exercé à partir de cette époque : la marine dut dès lors se procurer par la voie du commerce les bois dont elle avait besoin, et mit en adjudication publique les fournitures des arsenaux. Après une expérience de vingt années, on crut reconnaître l'insuffisance de ce système, et l'on revint, du moins partiellement, à l'ancien martelage. Un décret du 16 octobre 1858 autorise en effet la marine à se pourvoir directement dans les forêts domaniales, et à distraire des ventes, pour les employer à son service, les arbres qui y sont propres. Les dispositions de ce décret, qui ne s'étendent ni aux forêts communales, ni aux forêts particulières, respectent donc le droit de propriété, qu'avaient méconnu les anciennes ordonnances; mais elles sont encore appliquées depuis trop peu de temps pour qu'on puisse dire si elles présentent réellement un avantage sur le mode d'approvisionnement suivi jusqu'alors. Les essences dont la marine fait chez nous à peu près exclusivement usage sont le chêne et le pin de Riga : le premier pour la coque du navire, membrure et bordages, le second pour la mâture. Ces pièces atteignent en général un prix fort élevé, parce qu'elles doivent pré-

senter une grande homogénéité et n'avoir aucune tare. En Angleterre, où les forêts sont peu nombreuses, on remplace souvent le chêne par l'acajou et par le teck, bois incorruptible qui vient de l'Inde.

Les bois employés dans les constructions civiles sont plus variés. Au chêne, cette essence d'élite, cet arbre gaulois par excellence, il faut ajouter le sapin, l'épicéa, le pin sylvestre, le mélèze, etc. Les pièces de charpente sont équarries sur place. Cette opération, en dépouillant les arbres de leur écorce et d'une partie de l'aubier, en réduit le volume et en rend dès lors le transport plus facile. C'est ainsi qu'arrivent à Paris, du fond des Vosges et du Jura, ces immenses tronces de sapin employées aux échafaudages que tout le monde a pu voir, suspendues par de fortes chaînes au-dessous de longues voitures à deux roues, se balancer à droite et à gauche dans nos rues encombrées.

Lorsque les arbres sont destinés à être transformés en planches, ils sont ou sciés sur place ou transportés à cet effet dans des scieries mécaniques. Le sciage sur place, ordinairement pratiqué pour le chêne, est effectué par des ouvriers spéciaux appelés scieurs de long, qui, debout sur la pièce, montée elle-même sur un chevalet, suivent en poussant la scie un trait tracé au cordeau. C'est un travail long et pénible dont on cherche à s'affranchir, notamment en Angleterre, par l'emploi de petites scieries à vapeur susceptibles d'être transportées sur les différens points de la forêt. Les bois résineux au contraire, moins lourds et moins difficiles à transporter que le chêne, sont d'abord coupés en tronces de 4 mètres environ, puis amenés sous cette forme jusqu'à des scieries fixes, établies sur les cours d'eau à proximité des forêts, où ils sont débités en planches. C'est dans les Vosges surtout que cette industrie est répandue. Ces montagnes qui courent du sud au nord parallèlement au Rhin, en face de celles de la Forêt-Noire, leurs contemporaines dans l'âge de la création, sont formées soit de granit, soit d'une espèce de grès de couleur rougeâtre, aride et pulvérulent, appelé *grès vosgien*, qui constitue un sol trop maigre pour les céréales, mais merveilleusement propre à la culture forestière. Mieux avisés que ceux des Alpes, les montagnards des Vosges se gardèrent bien de dénuder leurs crêtes pour les transformer en pâturages : ils ne mirent en culture que le fond des vallées, conservant précieusement sur les montagnes les massifs boisés, qui sont à la fois pour eux une source de richesses et une garantie contre les ravages des torrens. Dans la partie la plus montagneuse de la chaîne, qui comprend les arrondissemens de Saint-Dié et de Remiremont, le sapin et l'épicéa sont les essences presque exclusives de ces forêts. Les planches qu'elles four-

nissent, expédiées sur tous les points de la France, y sont l'objet d'un commerce considérable auquel sont dues la plupart des fortunes de cette contrée. Rien de pittoresque comme ces scieries qu'on rencontre à chaque pas dans ces vallées boisées. Un ruisseau qui fait tourner en grondant une roue hydraulique, un nuage de fumée bleue qui s'échappe d'un hangar en planches et tranche sur le sombre feuillage de la forêt, des tronces de sapin éparses sur le sol et attendant leur tour, le bruit sourd et régulier de la scie qui tombe en mordant le bois, donnent à ces usines primitives un charme tout particulier. Une *scierie à plomb*, la plus simple de toutes, représente un capital d'environ 3,000 fr., et peut débiter annuellement trente mille planches, d'une valeur de 40,000 ou 45,000 fr. On a aussi installé des scieries à manivelle qui, faisant mouvoir plusieurs lames à la fois, façonnent cent mille planches et au-delà.

Après les bois de service viennent les bois d'industrie appelés aussi bois d'œuvre. Presque toutes les essences peuvent être utilisées de cette façon et appropriées à l'un quelconque de nos usages. Le chêne donne des traverses de chemins de fer, du merrain pour les tonneaux, des lattes, des bois de menuiserie de toute espèce; exploité en taillis, il fournit des échalas pour la vigne et des perches pour les galeries de mines. C'est de beaucoup l'essence la plus précieuse et celle qui, à raison des nombreux usages auxquels elle est propre, atteint partout le prix le plus élevé. L'emploi du hêtre est plus restreint; cette essence est spécialement recherchée pour les ouvrages de boissellerie; on en fait des attelles de colliers, des jantes de roues, des sabots, des manches d'outils, etc. Depuis l'invention du docteur Boucherie pour la conservation des bois, on le substitue au chêne pour les traverses de chemins de fer. Le charme est employé de préférence pour les objets qui ont à supporter une forte pression, tels qu'écrous, vis, roues d'engrenage, tandis que l'orme est d'un usage général dans la charronnerie. Le frêne, l'érable, le bouleau, les résineux, et jusqu'aux arbrisseaux comme le houx et le buis, donnent des bois de menuiserie ou servent à alimenter des industries locales quelquefois importantes, comme celle des tabatières dans le Jura ou celle des instrumens de musique en Hongrie et dans la Forêt-Noire.

Tous ces objets sont sinon entièrement fabriqués sur place, du moins ébauchés et dégrossis : les bois reçoivent une première façon en forêt et ne sont livrés qu'ensuite aux charrons, aux tonneliers, aux menuisiers qui les mettent en œuvre. Les ouvriers employés à ces travaux ne sont plus, à proprement parler, des bûcherons, ce sont des hommes spéciaux qui viennent souvent de fort loin et qui sont en général très bien payés. Il est en effet de l'intérêt des mar-

chands de bois d'employer des gens très habiles, qui, sachant tirer d'une pièce tout ce qu'elle peut donner, ne gaspillent pas la matière en pure perte. Sur quelques points, en Alsace notamment, où l'on fabrique une grande quantité de sabots à la destination de l'Amérique et de l'Algérie, on a cherché à remplacer le travail de l'homme par celui de la machine, qui fonctionne plus vite et plus régulièrement. Cet usage se généralisera probablement bientôt, et la locomobile finira sans doute par rendre, dans l'exploitation des forêts, des services analogues à ceux qu'elle a rendus à l'agriculture. C'est ainsi que l'homme, affranchi peu à peu de la partie la plus pénible de ses travaux, s'élève graduellement du rang de l'esclave à celui d'un être intelligent qui maîtrise et gouverne à son gré les forces naturelles qu'il parvient à s'assujettir.

Tout ce qui dans une coupe ne peut être utilisé pour la charpente et l'industrie est transformé en bois de feu : ce sont des bois moins précieux, et qui, à volume égal, représentent une valeur moindre que ceux qui sont propres à d'autres usages. Dans les essences résineuses, dont les tiges droites et élancées sont utilisées presque jusqu'au sommet soit pour la fente, soit pour le sciage, les cimes seulement sont converties en chauffage : c'est à peine 20 pour 100 du volume total, tandis que le bois d'œuvre s'élève à 80 pour 100. Dans les futaies feuillues, où les tiges sont moins régulières et les branches plus étalées, la proportion des bois d'œuvre diminue sensiblement, et quand elle s'élève à 60 pour 100, c'est déjà énorme. Dans les taillis enfin, on ne fait guère que des bois de feu, et c'est à peine si les réserves, qui tombent dans les exploitations, peuvent donner un cinquième du volume total susceptible d'être employé comme bois de service ou d'industrie.

Le bois de feu comprend le bois de chauffage, le bois à charbon et les bourrées. Le bois de chauffage, celui qui flambe dans nos cheminées, est livré à la consommation un an environ après la coupe, débité en bûches dont la longueur varie, suivant les localités, de 1 mètre à 1m 33. Ce délai est nécessaire pour qu'il perde l'humidité intérieure qu'il renferme et qu'il puisse brûler facilement et sans charbonner. Les essences qui donnent le meilleur chauffage sont le charme, le hêtre et le chêne. Les bois résineux éclatent au feu, et, comme les bois blancs, ils brûlent très vite en donnant une flamme claire : aussi ne sont-ils guère employés dans les usages domestiques; ils sont recherchés au contraire par les boulangers et les chaufourniers, parce qu'ils portent rapidement les fours à une haute température. A défaut de ces bois, ils emploient des bourrées qui sont formées des parties les plus ténues des branches, réunies entre elles par un lien.

Les parties de l'arbre trop faibles pour donner du chauffage, trop fortes pour entrer dans les bourrées, sont le plus souvent converties en charbon. Cette opération a pour but d'éliminer de la matière ligneuse tous les élémens inutiles à la production de la chaleur, de manière à ne conserver que le carbone, qui seul est nécessaire à la combustion. L'expulsion de ces substances diverses réduit de 80 pour 100 environ le poids de la matière à transporter, et permet de la livrer au consommateur à un prix bien inférieur à celui du bois brut qui produirait le même effet calorifique. La carbonisation s'effectue sur le parterre même des coupes, en disposant les bois en forme de meules qu'on recouvre d'une couche de terre, et dans lesquelles on met le feu : la combustion s'opère lentement, lançant par divers soupiraux pratiqués dans cette espèce de volcan des colonnes épaisses d'une fumée jaunâtre qui de loin font croire à un incendie. Il faut dix-huit jours environ pour que la carbonisation soit complète. C'est surtout dans les pays d'usines, où le charbon est employé comme combustible, que cette opération s'effectue sur une grande échelle, et qu'il importe de la conduire avec soin, de façon à éviter toute perte de matière. A cette condition et grâce au nerf que leur donne le combustible végétal, nos fers au bois, malgré leurs prix relativement élevés, pourront encore lutter avec avantage contre les fers au coke que l'Angleterre se prépare à nous envoyer.

Tous ces travaux d'exploitation sont exécutés par une population nombreuse d'ouvriers dont l'existence se passe au fond des bois, et dont les mœurs sont peu connues. La diversité même de ces travaux, qui exigent des aptitudes spéciales, établit entre les ouvriers de la forêt des différences sensibles. Les bûcherons proprement dits ne font en général qu'abattre les arbres et façonner le bois de feu, tandis qu'autour d'eux les scieurs de long, les fendeurs, les sabotiers, les boisselliers, les cercliers, les charbonniers, transforment le bois de mille manières. Le métier de bûcheron est à la fois pénible et dangereux, quoique cependant La Fontaine ait un peu chargé les couleurs à cet endroit :

Quel plaisir a-t-il eu depuis qu'il est au monde?
En est-il un plus pauvre en la machine ronde?
Point de pain quelquefois et jamais de repos.

Le bûcheron est souvent pauvre, mais il n'est jamais misérable. Habitant à proximité de la forêt, où l'appellent ses travaux, il possède le plus souvent une petite maison, un lambeau de terre qu'il cultive avec sa famille, une ou deux vaches qu'il envoie paître au dehors sous la garde d'un enfant. Pendant l'été, c'est-à-dire quand le travail chôme en forêt, il se fait moissonneur ou terrassier, et

trouve toujours à s'occuper à cette époque de l'année, où les bras font si souvent défaut dans les campagnes. Le vrai bûcheron est en général fidèle à sa forêt; il y travaille pour tous ceux qui y ont acheté des coupes, et ne la quitte pas pour chercher ailleurs un salaire plus élevé. Cette forêt qu'il habite depuis son enfance, il en sait l'histoire, il a suivi toutes les transformations qu'elle a subies, et pourrait dire à quelles opérations elle doit son état actuel. Il en connaît tous les arbres, les uns pour les avoir vu planter, les autres pour s'être rendu compte de l'époque où, arrivés à maturité, ils tomberont sous sa cognée. A la forme, à la hauteur, à mille signes imperceptibles pour le vulgaire, il les distingue les uns des autres, et s'en sert comme de guides infaillibles pour retrouver son chemin au plus profond des massifs.

Contrairement aux bûcherons, les charbonniers et autres ouvriers qui façonnent le bois sont en général des étrangers; employés à l'année par les marchands de bois, ils vont de forêt en forêt partout où ceux-ci ont besoin de leurs services: tels sont les fendeurs et sabotiers de l'Aisne et de la Nièvre, qui, renommés pour leur habileté, s'en vont au loin exercer leur industrie. Ils installent leur atelier dans une espèce de hangar en planches, où ils travaillent toute la journée, et se bâtissent pour la nuit des cabanes formées de pièces de bois recouvertes de terre. Ils passent ainsi six ou huit mois de l'année au milieu des forêts, n'en sortant que pour aller chaque dimanche au village voisin renouveler la provision de viande et de pain dont ils ont besoin pour la semaine. Ces ouvriers formaient autrefois avec les bûcherons des corporations puissantes connues sous le nom de *bons cousins des bois*, dans lesquelles on ne pouvait entrer sans une initiation préalable. Ils avaient des signes mystérieux qui leur permettaient de se faire reconnaître dans toutes les forêts. Suivant M. Émile Laurent (1), ce compagnonnage, qui s'est constamment isolé de tous les autres, existerait encore dans une grande partie de l'Europe et aurait conservé son antique cérémonial. La Forêt-Noire, les Alpes, le Jura, seraient peuplés de ces initiés. Moins exclusifs que les compagnons des autres corps d'état, ils s'agrégeraient des personnes de toutes les classes auxquelles ils rendraient à l'occasion tous les bons offices possibles, et, en cas de persécution, leur ouvriraient le sein de leurs forêts comme un inviolable asile.

(1) Voyez, dans le *Journal des Économistes* (février 1860), *le Compagnonnage*, par M. Émile Laurent; voyez aussi l'*Histoire des Forêts de la Gaule*, par M. A. Maury.

III.

Le bois, qui est d'un usage si général, est malheureusement d'une durée restreinte. Sous l'influence des changemens de température, il travaille, se tourmente et se fend; exposé à l'humidité, il pourrit rapidement; plongé dans l'eau ou conservé dans des lieux secs, il est attaqué par des insectes qui le perforent de tous côtés. De tout temps on s'est appliqué à lutter contre ces causes de destruction, et des moyens sans nombre ont été employés pour donner au bois une plus grande durée. Dans un mémoire à l'Académie des Sciences, Buffon rapporte que, Vitruve ayant émis l'opinion que les arbres écorcés sur pied et abattus seulement après leur mort sont préférables, comme résistance et durée, aux arbres abattus encore verts, et donnent des charpentes beaucoup meilleures, il résolut de vérifier ce fait. Les expériences auxquelles il se livra confirmèrent entièrement les assertions de l'architecte romain. « La cause physique de cette augmentation de solidité et de force, dit Buffon, se présente d'elle-même; il suffit de savoir que les arbres augmentent en grosseur par couches additionnelles de nouveau bois qui se forment entre l'écorce et le bois ancien. Nos arbres écorcés ne forment point ces nouvelles couches, et quoiqu'ils vivent encore après l'écorcement, ils ne peuvent grossir. La substance destinée à former le nouveau bois se trouve donc arrêtée et contrainte de se fixer dans tous les vides de l'aubier et du cœur même de l'arbre, ce qui en augmente nécessairement la solidité, et doit par conséquent augmenter la force du bois, car j'ai toujours trouvé, par plusieurs épreuves, que le bois le plus pesant est aussi le plus fort. » L'emploi de ce procédé ne s'est néanmoins pas généralisé, parce qu'il paraît que les bois ainsi obtenus sont très sujets à se fendre.

Dans les arsenaux maritimes, où des approvisionnemens considérables de bois précieux sont accumulés en attendant qu'ils soient mis en œuvre, on les enfouit dans les vases molles du littoral, afin de les mettre à l'abri du *taret naval*, sorte de ver qui creuse ses galeries dans l'intérieur des pièces et cause les plus grands dommages. Dans un mémoire adressé à l'Académie des Sciences en 1848, M. de Quatrefages avait proposé de conserver ces bois dans des bassins spéciaux contenant une certaine quantité de sublimé corrosif. Un demi-kilogramme de cette substance pour 20,000 mètres cubes d'eau suffit pour détruire la fécondation des œufs du taret et empêcher sa reproduction.

La peinture à l'huile, le goudron, ont également pour but d'empêcher la décomposition des bois, en les mettant à l'abri du con-

tact de l'air et de l'humidité qu'il renferme. Ces moyens, dont l'efficacité n'est pas douteuse pour les objets exposés à l'air libre, sont tout à fait insuffisans pour les pièces qui, comme les traverses de chemins de fer, les pilotis, les poteaux télégraphiques, sont en totalité ou en partie enfouies en terre ou plongées dans l'eau. Dans ces conditions, le meilleur bois, c'est-à-dire le cœur de chêne, se décompose complétement en moins de dix années. Il fallait donc s'attendre à des frais ruineux d'entretien, si l'on ne parvenait à trouver un procédé de conservation plus énergique. Le problème était posé depuis longtemps : il s'agissait de faire pénétrer jusque dans les fibres de la matière ligneuse un liquide anti-septique capable d'en empêcher la décomposition; mais ce n'est qu'après des tâtonnemens nombreux qu'on est arrivé dans ces dernières années seulement à un résultat satisfaisant.

Plusieurs procédés ont été et sont encore employés pour opérer la pénétration des bois. Le plus ancien, mais le moins parfait, consiste simplement à immerger la pièce dans le liquide conservateur et à l'y laisser assez longtemps pour qu'elle puisse s'en imprégner. Il est indispensable que le bois soit très sec, pour que ce liquide, qui est ordinairement une dissolution de sulfate de cuivre, puisse s'infiltrer entre les fibres du tissu ligneux. Malgré cette précaution, la pénétration n'est jamais que superficielle, et si elle réussit à prolonger la durée du bois, elle est impuissante à en assurer la complète conservation.

Un second moyen a été imaginé en 1831 par Bréant, vérificateur-général de la monnaie à Paris. La pièce de bois est placée dans un cylindre métallique renfermant le liquide à injecter; au moyen d'une presse hydraulique, on opère dans ce cylindre une pression de dix atmosphères qui, refoulant les gaz contenus dans le tissu ligneux, y fait pénétrer le liquide. Des pièces de sapin injectées, par ce système, d'un mélange de résine et d'huile siccative, et employées à la construction du pont Louis-Philippe en 1835, ont été retrouvées intactes en 1848, tandis que des madriers de chêne non préparés avaient déja dû être remplacés dans l'intervalle. Importé en Angleterre, ce procédé fut perfectionné par Bethel, qui imagina d'employer comme liquide à injecter la créosote, substance produite par la distillation de la houille, et en obtint d'excellens résultats (1). Au nombre des procédés qui opèrent l'injection au moyen

(1) M. Gauthier-Villars, dans une remarquable étude sur la conservation des bois (*Annales Télégraphiques*, juin 1860), nous apprend que l'emploi de la créosote comme anti-septique a donné naissance à une industrie assez singulière. Cette substance agit sur tous les corps organisés aussi bien que sur le bois, et transforme en momies les cadavres introduits dans le cylindre injecteur. Des spéculateurs ont imaginé de mettre

d'une forte pression, il faut encore ranger celui que MM. Légé et Fleury-Pironnet, du Mans, ont récemment mis en pratique. Ce procédé consiste à faire passer d'abord un courant de vapeur d'eau dans le cylindre qui renferme le bois à injecter, de manière à entraîner les gaz et matières solubles qu'il contient, puis à effectuer le vide au moyen de la condensation de cette vapeur, enfin à introduire une dissolution de sulfate de cuivre sur laquelle on exerce, comme précédemment, une pression de dix atmosphères. L'opération dure deux heures trois quarts, pendant lesquelles on peut injecter deux cents traverses. Le prix de revient est de 10 francs environ par mètre cube de bois préparé. Ce système est employé depuis trop peu de temps encore, pour qu'on puisse en apprécier l'efficacité relative.

Le troisième mode de pénétration repose sur la substitution d'un liquide conservateur à la séve qui se trouve dans les bois verts. L'invention en est due à M. le docteur Boucherie, de Bordeaux, et remonte à 1838. D'après le brevet pris à cette époque, l'injection devait s'opérer par la succion même des feuilles et par l'aspiration au moyen de laquelle l'arbre puise dans le sol les sucs dont il se nourrit. On sait en effet qu'il existe dans les plantes un mouvement analogue à celui de la circulation du sang chez les animaux. La séve, qui n'est d'abord que de l'eau absorbée par les racines, est l'agent mécanique de ce mouvement; elle pénètre dans toutes les parties du végétal; mise en contact avec l'atmosphère par l'intermédiaire des feuilles, elle absorbe une certaine quantité de carbone, se transforme en gomme, en cellulose, en fécule, et redescend vers les racines en formant entre l'écorce et le bois une nouvelle couche ligneuse. M. Boucherie imagina donc de substituer à l'eau pompée par les racines un liquide anti-septique, se servant de la végétation même pour le faire pénétrer jusqu'au cœur de l'arbre. Ce procédé, très simple en apparence, était d'une application trop difficile et trop dispendieuse pour être pratiqué sur une grande échelle; il fut abandonné pour celui qui est actuellement en usage, et qui consiste à expulser la séve au moyen de la pression même et de la filtration du liquide à injecter. A cet effet, la pièce de bois, coupée à la longueur voulue, mais encore recouverte de son écorce, est couchée sur un chantier; à l'une des extrémités est adaptée une enveloppe de toile imperméable qui communique, au moyen d'un tube en caoutchouc, avec un réservoir placé à dix mètres environ au-dessus du sol. La pression opérée, par suite de cette élévation, sur une section de la pièce de bois suffit pour en expulser la séve, qui s'écoule par la

cette propriété à profit pour monter une fabrique de momies, dont ils vendent les produits aux amateurs trop fanatiques des antiquités égyptiennes.

section opposée, et pour y substituer le liquide conservateur. Le liquide placé dans le réservoir est en général une dissolution de sulfate de cuivre, dans la proportion de 1 kilogramme de sel pour 100 kilogrammes d'eau. C'est celui auquel de nombreux essais ont fait donner la préférence, car il assure au bois une durée à peu près indéfinie. Voici à ce sujet l'opinion des administrateurs du chemin de fer du Nord devant le jury de l'exposition universelle de 1855 : « Les traverses injectées, en service depuis 1846, sont aujourd'hui comme le jour où elles ont été posées, et il n'est pas possible d'assigner de limite à leur durée. » D'un autre côté, l'administration des télégraphes a constaté que 230,000 poteaux, dont la préparation remonte à 1844, sont encore dans un état parfait de conservation, tandis que les poteaux non injectés sont hors de service au bout de trois ou quatre ans.

Cette découverte, qui avait entraîné l'inventeur dans des dépenses considérables, a été jugée assez importante pour motiver en sa faveur une exception, peut-être unique, à l'ancienne loi sur les brevets d'invention. Le brevet pris par lui le 10 juin 1841, qui devait expirer fatalement quinze ans plus tard, c'est-à-dire le 10 juin 1856, a été, par une loi spéciale, prorogé de six années : il assure ainsi jusqu'en 1862 à M. Boucherie les bénéfices exclusifs de son invention. M. Boucherie a, moyennant une redevance de 3 fr. par mètre cube de bois injecté, cédé ses droits à une compagnie qui a établi des chantiers dans la plupart de nos grandes forêts, notamment dans celles de Compiègne, de Villers-Cotterets, de Lyons. Outre cette redevance, le prix de l'injection est par mètre cube de 13 fr. 70 c. A côté de nombreux avantages, le système de M. Boucherie présente cependant un grave inconvénient : c'est la nécessité où l'on se trouve d'opérer sur des bois en grume, c'est-à-dire encore recouverts de l'écorce : il en résulte une augmentation de dépense, puisqu'il faut injecter plus de matière qu'on n'en peut utiliser. De plus cette matière devient fort dure et très difficile à travailler. Néanmoins, au point de vue de la conservation proprement dite, ce procédé paraît l'emporter de beaucoup sur ceux dont nous venons de parler. Cela tient à ce que l'opération est effectuée sur des bois encore verts, et que, dans ces conditions, le sulfate de cuivre forme, avec les substances diverses qu'ils renferment, des combinaisons inaltérables qui résistent à tous les lavages. Il n'en est pas de même quand on injecte des bois secs, puisqu'il ne se produit ici qu'une simple interposition, entre les fibres du bois, du liquide conservateur, qui peut à la longue être entraîné par les eaux.

Toutes les essences ne sont pas également aptes à se laisser pénétrer. Le hêtre, le bouleau, le peuplier, le sapin, l'épicéa, tiennent

le premier rang; les autres résineux ne viennent qu'ensuite, parce que la résine qu'ils contiennent s'oppose en partie à l'infiltration du liquide; quant au chêne, il ne laisse imprégner que l'aubier, le cœur résiste d'une manière presque absolue. L'injection ne modifie en rien la constitution des bois, elle en assure la conservation, mais ne leur donne pas des propriétés physiques qu'ils n'ont pas naturellement. La force et l'élasticité, si nécessaires pour les bois de charpente et de marine, qui font du chêne le premier de nos bois, ne sauraient devenir, malgré l'injection préalable, l'apanage des bois tendres; mais ceux-ci, en devenant inaltérables, pourront remplacer le chêne partout où ces qualités ne sont pas indispensables. Les poteaux télégraphiques, les tabliers de pont, les traverses de chemins de fer, les *essis* (1) des toitures, si exposés aux alternatives de sécheresse et d'humidité, constituent jusqu'à présent l'emploi le plus fréquent des bois injectés. Ils ne paraissent même pas susceptibles d'entrer dans les constructions sous-marines, car les chlorures que renferme l'eau de la mer exercent une action sur le sulfate de cuivre et en détruisent les propriétés anti-septiques. Cependant, même dans les limites que nous venons d'indiquer, la préparation des bois a une influence immense sur le développement de la richesse publique. Il est facile de s'en convaincre. Tout le monde sait que nous sommes bien pauvres en futaies de chêne, et qu'il ne faudrait pas moins de cent-vingt ou cent-cinquante ans pour en reconstituer de nouvelles. S'il eût fallu dans ces conditions employer, comme on l'a fait d'abord, le chêne pour la confection des traverses de chemins de fer, le prix du mètre cube, double aujourd'hui de ce qu'il était en 1814, serait arrivé à un chiffre qui eût entravé la construction de notre réseau et augmenté dans une énorme proportion les frais d'entretien. Nous avons en ce moment 9,000 kilomètres de chemins de fer en activité; il en reste 7,000 environ à construire : c'est donc en tout 16,000 kilomètres, dont la moitié au moins doit être à double voie, et l'autre moitié à voie simple. En comptant les voies d'évitement, les gares, il faut à peu près 1,200 traverses par kilomètre et par voie, soit 58 millions pour le réseau tout entier, représentant, si ces traverses étaient en chêne, au prix actuel de 6 fr. l'une, un capital de 348 millions de francs. Chacune d'elles durant dix années, les frais annuels d'entretien seraient du dixième de ce capital, ou 34,800,000 fr. (2). L'emploi de traverses de hêtre injecté, qui ne

(1) Les *essis* ou *bardeaux* sont de petites planchettes de sapins très minces qui sont employées à la toiture des maisons. En Allemagne, les compagnies d'assurances demandent une prime moins élevée pour les maisons dans la construction desquelles on s'est servi d'*essis* injectés.

(2) Pour l'entretien seulement, il faudrait tous les ans près de 6 millions de traverses,

coûtent pas plus de 5 fr. pièce, et dont la durée peut être portée à cinquante ans, réduirait le capital engagé à 290 millions et les frais d'entretien à 5,800,000 fr. : c'est une économie de 58 millions sur le premier et de 29 millions sur le dernier; encore cette évaluation est-elle au-dessous de la vérité, puisque nous nous sommes servi, dans ce calcul, du prix actuel du chêne, au lieu du chiffre auquel il serait arrivé, si, comme nous l'avons dit, on n'eût pas trouvé le moyen de le remplacer. Qu'on fasse maintenant des calculs analogues pour les poteaux télégraphiques et les pièces employées dans les ponts, qu'on étende ensuite les résultats obtenus aux autres pays de l'Europe, et l'on sera convaincu que l'économie annuelle dont la société est appelée à bénéficier par suite de cette découverte devra se compter un jour par centaines de millions.

IV.

Le bois n'est pas le seul produit des forêts, parfois même il n'en est pas le principal; elles nous donnent en outre diverses substances d'une importance majeure, dont les trois plus utiles sont les écorces, le liége et la résine.

Les essences indigènes dont l'écorce est employée dans l'industrie sont le chêne, le bouleau, l'épicéa, l'aune et le tilleul. L'écorce de cette dernière est filamenteuse, flexible et tenace; elle sert à faire des nattes, des tapis et surtout des cordes, qui résistent mieux à l'humidité que celles de chanvre. Ce genre d'industrie est très répandu dans le département de l'Oise, où l'on rencontre des forêts entières peuplées de tilleuls. C'est, d'après Olivier de Serres, de là que vient le nom de Chantilly, qui n'est qu'une corruption de *champ de tillet* (*tilleul*).

Les écorces de chêne, d'épicéa, de bouleau et d'aune sont employées pour le tannage des peaux. Elles contiennent une certaine quantité de tannin ou acide tannique, qui, mis en contact avec la gélatine des peaux, forme avec elle le composé insoluble et imputrescible appelé cuir. C'est la base d'une industrie considérable, dans laquelle la supériorité de la France, constatée à l'exposition universelle de 1855, ne s'est point démentie, puisque la valeur des peaux ouvrées exportées à cette époque, qui était de 45,200,000 fr., s'est élevée en 1858 à 51 millions (1). Cette supériorité est attribuée en

représentant à peu près 600,000 mètres cubes de chêne, c'est-à-dire la production annuelle d'environ 80,000 hectares de forêts.

(1) Contrairement à l'opinion générale, la France l'emporte même de beaucoup sur la Russie, dont les cuirs ont cependant une si grande réputation. Les cuirs de Russie

grande partie à la bonne qualité de nos écorces de chêne et aux soins qu'on donne à l'écorcement. Cette opération n'est pratiquée que sur les arbres destinés à être abattus, c'est-à-dire sur ceux qui sont compris dans la coupe annuelle; elle s'effectue en général en avril ou mai, au moment où la séve du printemps se met en mouvement : c'est alors que l'écorce s'enlève le plus facilement et qu'elle renferme le plus de tannin. On commence par faire au pied de l'arbre une entaille circulaire assez profonde, puis avec un outil tranchant on fend l'écorce en lanières, et on l'arrache ensuite de bas en haut jusqu'au point où l'ouvrier peut atteindre; quant à celle des parties supérieures, on l'enlève après l'abatage. Les écorces sont séchées au soleil, puis liées en bottes de 16 kilogrammes, valant, suivant les localités, de 1 fr. à 2 fr. 25 c. la botte. Un hectare de taillis de chêne de vingt ans peut produire jusqu'à cinq cents bottes, qui augmentent, on le voit, dans une forte proportion le rendement d'une forêt. Afin de favoriser l'industrie de la tannerie nationale, on avait jusqu'à présent prohibé la sortie des écorces. Or, la France ne consommant guère que le quart de ce qu'elle en produit, les trois quarts de celles-ci restaient sans emploi, sans profit pour personne, tandis que d'un autre côté l'Angleterre, la Belgique, la Suisse, le Piémont, n'en possédaient pas pour satisfaire à leurs besoins. C'était priver les propriétaires de bois de débouchés assurés, diminuer leurs revenus, et, comme on l'a dit fort judicieusement, mettre en quelque sorte à leur charge une partie de la chaussure du pays. Leurs énergiques et incessantes réclamations, restées longtemps sans écho, viennent enfin d'obtenir la satisfaction due à de si légitimes intérêts. Une loi, votée par le corps législatif le 11 juin 1860, lève la prohibition qui frappait à la sortie les écorces à tan, et en autorise l'exportation en franchise, comme celle du bois à brûler et du bois de construction. Elle crée pour le pays une richesse nouvelle, puisqu'elle permet d'utiliser un produit dont on ne pouvait jusqu'alors tirer aucun parti.

Le liége, cette substance légère et élastique dont les usages sont si nombreux, est également une écorce, ou plutôt une des parties qui constituent l'écorce. C'est cette couche subéreuse qui dans le chêne-liége (*quercus suber*) se développe entre l'épiderme et le liber. Cet arbre, qui appartient à la région méditerranéenne, est très abondant en Espagne, en Italie, dans le midi de la France et surtout en Algérie, où il forme à lui seul des forêts considérables. Jusqu'à l'âge de douze ans, l'arbre ne produit qu'un liége dur, coriace,

n'ont aucune qualité particulière et ne doivent leur odeur caractéristique qu'à l'emploi pour le tannage d'écorces de saule très odoriférantes. La plupart de ces cuirs sont préparés à l'étranger, notamment en Angleterre, qui en expédie *même en Russie*.

irrégulier, dont on se sert seulement pour faire des bouées ou pour fabriquer du *noir d'Espagne* ; mais après l'enlèvement de cette première couche, qu'il faut pratiquer avec soin pour ne pas entamer le liber, on voit s'en former de nouvelles, qui, n'étant plus comprimées par l'épiderme, se développent régulièrement et donnent le liége avec lequel on fabrique les bouchons. Il faut dix années environ pour qu'il ait atteint l'épaisseur désirable, c'est-à-dire 2 ou 3 centimètres. On le récolte alors en pratiquant en haut et en bas du tronc deux incisions circulaires qu'on réunit par une incision verticale; le liége se détache en planches qui sont livrées au commerce. La même opération se répète tous les dix ans, de sorte qu'un arbre peut, jusqu'à l'âge de cent cinquante ans, donner douze ou quatorze récoltes. Le produit par hectare et par an d'une forêt de chênes-liéges est de près de 3 quintaux métriques d'une valeur de 150 fr. : déduction faite des frais et de l'intérêt du capital engagé dans l'exploitation, il reste un bénéfice net de 100 fr. environ, revenu supérieur à celui des terres de la meilleure qualité. En Algérie, où les forêts de chênes-liéges reconnues n'ont pas moins de 208,000 hectares, l'exploitation du liége est de la part de l'état l'objet de concessions faites pour quarante années, moyennant une redevance de 10 pour 100 du produit brut pour la première récolte et de 15 pour 100 pour les suivantes. Ces concessions, qui s'étendent aujourd'hui sur 80,000 hectares, une fois en pleine activité, produiront un revenu net de plus de 6 millions. Il reste donc encore 128,000 hectares à exploiter, dont le revenu doit s'élever à plus de 10 millions. C'est une des industries dont notre colonie est appelée à tirer le plus d'avantages.

Un autre produit de nos forêts, qui ne le cède guère en importance à ceux dont nous venons de parler, c'est la résine. Tout le monde connaît, au moins par ouï-dire, cette vaste plaine située à l'extrémité sud-ouest de la France et comprise entre le golfe de Gascogne, la Gironde et l'Adour. Elle a fait donner, grâce à une stérilité proverbiale, le triste nom de *Landes* au département qui la renferme. Formé de sable pur et reposant sur une couche imperméable appelée *alios*, le sol des Landes a pendant des siècles été considéré comme impropre à toute culture. Brûlé pendant l'été, noyé pendant l'hiver, il ne pouvait produire que des fougères, des ajoncs, des bruyères à peine suffisantes pour nourrir quelques maigres troupeaux. Pour comble de malheur, cette contrée était menacée d'être entièrement envahie par les dunes de l'Océan. D'immenses bourrelets de sable, déposés par les vagues sur une étendue de plus de cinquante lieues et sans cesse renouvelés, s'avançaient dans les terres, poussés par les vents d'ouest. Ils ensevelissaient les champs et les

villages, surmontant tous les obstacles et marchant avec une régularité désespérante. Ce pays semblait voué à une destruction imminente, quand, vers la fin du siècle dernier, Brémontier imagina de fixer ces dunes au moyen de semis de pins maritimes. Il réussit au-delà de ses espérances : les sables jadis mouvans furent maintenus par les racines, pendant que les vents vinrent se briser contre les tiges des jeunes arbres. Ces semis, continués avec persévérance depuis ce moment, couvrent aujourd'hui plus de 40,000 hectares, et forment des forêts qui ne sont pas seulement le salut du pays, mais qui en font la richesse.

Le pin maritime produit une grande quantité de résine, avec laquelle on fabrique la térébenthine, la colophane, le goudron, etc., et l'extraction de cette résine est devenue dans ce pays une industrie assez lucrative. On la pratique au moyen de *quarres* ou entailles longitudinales faites du haut en bas de l'arbre, de manière à entamer le bois sur une épaisseur d'un centimètre environ. La résine qui s'écoule par cette blessure est recueillie dans un vase placé au pied, que le résinier enlève chaque semaine en même temps qu'il vient rafraîchir la plaie. Cette opération, appelée *gemmage*, ne paraît pas altérer sensiblement la végétation du pin maritime, quand on ne fait pas plus de deux quarres par arbre; elle diminue, il est vrai, l'épaisseur des couches annuelles, mais rend par cela même le bois plus ferme et plus résistant. Quand on entaille le pin sur toutes les faces à la fois, il périt au bout de quelques années : on dit alors qu'il est *gemmé à mort*. C'est ce qu'on fait sur les arbres destinés à tomber prochainement dans les exploitations. Les autres, *gemmés à vie*, peuvent végéter jusqu'à l'âge de cent ou cent vingt ans. C'est vers vingt ans qu'on commence à gemmer les pins; à partir de ce moment, on peut obtenir annuellement par hectare 350 kilogrammes de résine liquide et 200 kilogrammes de résine coagulée, appelée *barras*, valant ensemble 110 fr. Les frais d'exploitation s'élèvent à 44 fr.; il reste 66 fr. de bénéfice net. L'état et la plupart des propriétaires afferment le gemmage de leurs pineraies pour une période de cinq années, à raison de 20 à 30 centimes par arbre et par an.

Les visiteurs de l'exposition agricole de 1860 ont pu se rendre compte *de visu* de toutes les opérations que comporte l'extraction de la résine, et même de l'ensemble des travaux de la culture dans les Landes. M. Léopold Javal, député au corps législatif et propriétaire du domaine d'Arès, dont l'étendue est de 3,000 hectares, avait eu l'heureuse idée de mettre sous les yeux du public un spécimen complet des productions de ce pays et de lui montrer un nouvel et frappant exemple du triomphe de l'homme sur la nature. A côté d'un fragment de la lande, avec ses couches superposées de sable et

d'alios, se trouvaient des fougères, des ajoncs, des asphodèles, des bruyères, qui représentaient la végétation primitive. Puis venait un pin de quinze ans, provenant de semis exécutés après un assainissement préalable, pour lequel 165 kilomètres de fossés avaient été ouverts sur 1,800 hectares. Ce semis, qui avait déjà été éclairci trois fois, avait en dernier lieu donné un bénéfice de 10 fr. par hectare. Plus loin, on voyait deux pins gemmés, l'un à mort, l'autre à vie, avec tous les instrumens dont on se sert pour l'extraction de la résine et la collection de tous les produits bruts ou fabriqués auxquels celle-ci donne naissance. Un résinier des Landes dans son costume national, avec son béret, sa chemise bleue et sa ceinture rouge, expliquait aux curieux tous les détails de l'opération du gemmage. Dans cette exposition figuraient encore des billes de chêne pédonculé, de chêne occidental, de robinier, de peuplier, indiquant toutes une végétation des plus actives. Le domaine d'Arès n'est pas seulement consacré aux productions forestières, et les échantillons de froment, de seigle, de vins, qui accompagnaient celles-ci, semblaient promettre que les Landes, si déshéritées jusqu'ici, sont destinées à devenir une des contrées les plus fertiles de la France. Le jury a rendu justice aux courageux efforts de M. Javal en lui accordant une grande médaille d'or.

Parmi les produits des forêts autres que le bois dont nous serons un jour sans doute appelés à bénéficier, il faut placer la soie. Voici comment : on sait que, depuis quelques années, un savant entomologiste, M. Guérin-Menneville, s'occupe avec ardeur de l'acclimatation en France du *bombyx cynthia*, ou ver à soie du vernis du Japon. Sa persévérance vient d'être couronnée de succès, et les essais d'éducation en plein air, tentés cette année au bois de Boulogne, ont parfaitement réussi (1). Aussi cet insecte, originaire de la Chine, qui a pu résister aux intempéries auxquelles il a été exposé, peut-il dès aujourd'hui être considéré comme à peu près acclimaté. D'un autre côté, l'ailanthe, plus connu sous le nom de vernis du Japon, dont la feuille lui sert de nourriture, est un arbre très robuste et très répandu. Il pousse à peu près dans tous les terrains et végète dans les plus mauvaises conditions, comme on peut s'en convaincre en examinant ceux qui, plantés sur le boulevard des Italiens, ne paraissent pas plus souffrir des émanations souterraines du gaz que de la poussière du macadam. C'est donc une essence qu'il serait très facile de propager, qui conviendrait parfaitement au reboisement de certaines montagnes du centre et du midi de la France, et

(1) Un essai de même nature est en ce moment pratiqué sur une bien plus grande échelle encore dans le domaine impérial de La Motte-Beuvron, en Sologne.

qui pourrait devenir pour ces contrées comme pour le pays tout entier une source de richesses incalculables. Imaginez en effet des forêts entières de vernis du Japon peuplées de vers à soie filant en liberté, et produisant chaque année, sans autres frais que celui de la récolte des cocons, des millions de kilogrammes de cette précieuse substance. N'y a-t-il pas là une révolution économique tout entière? Et ne pouvons-nous espérer de voir la soie devenir, comme en Chine, la matière première de tous nos vêtemens? Peut-être la substitution de la soie au coton serait-elle la solution du triste problème de l'esclavage. Ce serait en effet se faire une grande illusion que de compter pour cela sur des appels plus ou moins chaleureux aux sentimens d'humanité des planteurs américains. Tant que leur intérêt sera en jeu, ceux-ci resteront sourds à toutes les déclamations; ils trouveront sans peine des savans pour leur prouver qu'il n'est pas bien sûr que le nègre soit un homme, et resteront convaincus que l'esclavage rentre dans les vues de la Providence; mais qu'on vienne à découvrir une substance comme la soie qui remplace avantageusement le coton tout en exigeant moins de frais de culture, et aussitôt l'esclavage disparaîtra par son inutilité même, tant il est vrai qu'un progrès quelconque dans l'ordre matériel a toujours pour conséquence un progrès non moins grand dans l'ordre moral!

Les produits forestiers de la France, on a pu s'en convaincre par l'énumération que nous venons d'en faire, sont des plus variés et des plus importans. Indispensables pour nos besoins domestiques, ils alimentent, soit comme combustibles, soit comme matière première, la plupart de nos industries. Mis en œuvre par des populations nombreuses, ils sont pour elles un élément de travail et une source de bien-être. La production forestière touche donc à tous les intérêts, et nulle autre plus qu'elle n'est digne de la sollicitude de l'homme d'état. Le gouvernement paraît l'avoir compris ainsi, car, sans parler des réformes douanières, deux lois votées dans la dernière session législative, l'une sur le reboisement des montagnes, l'autre sur la création de routes forestières, sont appelées à exercer l'influence la plus heureuse sur cette partie de la fortune publique, et à réagir par contre-coup sur toutes les branches de la production nationale.

J. Clavé.

ÉTUDES MORALES

LE SALAIRE

ET

LE TRAVAIL DES FEMMES

III.

LES FEMMES DANS LA PETITE INDUSTRIE.

La grande industrie comprend toutes les branches du travail humain qui emploient de nombreux ouvriers agglomérés, et qui ont pour agent principal une machine à vapeur ou une machine hydraulique. Depuis cinquante ans, elle a presque renouvelé la face du monde économique, il semble qu'un génie bienfaisant ne cesse de jeter à profusion au milieu de la foule des ballots de soie, de coton et de laine; mais on ne songe point à l'action que cette industrie exerce sur les mœurs en appelant sans cesse les femmes dans les manufactures. A mesure que ces grands centres se multiplient, le travail à domicile devient de plus en plus rare, de plus en plus improductif. Plus les femmes ont de facilité à se placer dans les manufactures, plus elles ont de peine à trouver de l'occupation chez elles. La même cause qui les enrichit d'un côté les ruine de l'autre. Elles ne peuvent plus filer, puisque la *mull-jenny* fait en un jour la be-

sogne de cinq cents fileuses; bientôt la machine à coudre aura réduit des deux tiers le nombre des couseuses. Les femmes mariées, qui emploient utilement la meilleure partie de leur temps aux soins domestiques, qui d'ailleurs dans un ordre social bien organisé doivent vivre surtout du salaire de leurs maris, tirent encore quelque mince bénéfice d'un travail industriel exécuté à domicile : ce produit, quel qu'il soit, ajouté à la masse, accroît, dans une faible proportion, le bien-être commun; mais une femme isolée ne gagne pas assez pour vivre, tout le monde en convient et tout le monde le déplore, depuis les chefs des plus grandes maisons de commerce jusqu'aux petites entrepreneuses qui travaillent elles-mêmes avec leurs ouvrières. Quand une femme n'a ni père, ni frère, ni mari pour la soutenir, à moins d'un talent exceptionnel et de circonstances bien rares, il faut qu'elle se résigne à entrer dans une manufacture. Si elle compte sur son aiguille, ou bien elle mourra de faim, ou bien elle descendra dans la rue, suivant une expression consacrée, et qui fait frémir. Ainsi la grande industrie donne de bons salaires aux femmes, mais les arrache à leur famille et à leurs devoirs; la petite industrie, qui leur rend la liberté, ne leur assure pas de pain. Quelques données essentielles recueillies sur le travail des femmes à domicile vont nous en donner la preuve irréfragable. Comme nous avons montré que la famille ne saurait subsister sans la présence continuelle de la femme (1), nous allons montrer à présent que la femme ne saurait vivre en dehors de la famille. Nos études nous transporteront d'abord sur divers points de la France, et viendront ensuite se concentrer sur Paris, qui est le foyer principal du travail des femmes dans la petite industrie.

Il y a des métiers qu'on retrouve partout parce qu'ils sont partout d'une nécessité immédiate; d'autres se sont transformés en industries locales sans qu'on puisse toujours en connaître la raison. Ainsi la dentelle se fait en Normandie et en Auvergne, les gants dans l'Isère, la broderie et les chapeaux de paille en Lorraine, la taille des pierres fines dans le Jura. Paris dirige de loin toute cette production, tandis qu'il fait exécuter directement les beaux travaux d'aiguille dans ses propres ateliers par plus de 100,000 ouvrières. Au milieu d'industries si diverses et si dispersées, il est nécessaire d'établir un certain ordre; on peut les partager en deux catégories, suivant qu'elles ont ou qu'elles n'ont pas l'aiguille pour principal instrument. L'aiguille est jusqu'ici l'outil féminin par excellence; plus de la moitié des femmes qui vivent de leur travail sont armées du dé et de l'aiguille, c'est donc là le gros bataillon. Nous le réser-

(1) Voyez la *Revue* du 1er août 1860.

verons pour la fin et nous ferons d'abord la revue des troupes légères en commençant par les industries qui se rapportent à l'habillement et à la toilette, car c'est toujours là qu'en reviennent les femmes, et elles sont comme égarées dans les travaux d'une autre nature.

Les travaux que nous allons énumérer ne se font pas tous à domicile, et la petite industrie a ses ateliers comme la grande; mais ces ateliers diffèrent par des caractères essentiels des immenses ruches laborieuses qui se groupent autour des usines. Ce qui donne une physionomie toute spéciale aux ateliers de femmes dans les filatures et les tissages mécaniques, c'est d'abord le grand nombre des ouvrières qu'ils emploient, ensuite le prix élevé des machines et du combustible. Une telle agglomération ne permet guère au patron de se mettre en rapport avec ses ouvrières; le service doit être régulier, la discipline inflexible. Quels que soient l'état de santé ou la disposition morale, il faut obéir au même règlement et faire le même travail aux mêmes heures. Le patron ne pourrait pas, quand il le voudrait, se montrer indulgent, car il a son fourneau qui lui dévore de la houille, ses machines qui représentent l'intérêt d'un gros capital. Tout chômage, général ou partiel, n'est pas seulement pour lui un manque de gain, c'est une perte réelle; il est donc obligé par une loi impérieuse d'utiliser tout le temps et toutes les forces de ses ouvrières. Les ateliers où la vapeur n'a pas pénétré sont dans des conditions beaucoup plus douces. La plupart sont formés par la réunion de sept ou huit femmes causant ensemble pendant que leurs doigts agiles poussent l'aiguille sans relâche. Elles n'ont pas ou elles ont rarement des contre-maîtres, des hommes occupés avec elles dans le même atelier ou travaillant dans un atelier voisin pour la même fabrique; elles ne se sentent pas emportées violemment en dehors de leurs relations, de leurs habitudes et de leurs occupations naturelles. En un mot, les ateliers de la petite industrie sont comme un intermédiaire entre le régime des manufactures et la vie de famille.

Il n'y a pas lieu de distinguer les professions qui s'exercent en atelier et celles qui occupent les femmes à domicile, parce qu'on travaille des deux façons dans presque tous les corps d'état. L'entrepreneuse a un petit atelier auprès d'elle pour les ouvrages difficiles qui doivent être faits sous sa surveillance immédiate; elle donne le reste à emporter. Quelquefois même cette organisation n'a rien de fixe; l'atelier se forme pour un travail pressé et important; il se dissout, ce travail fini, sauf à se recomposer dans les mêmes conditions. Cette double forme, du travail en atelier et du travail à la maison, se rencontre jusque dans les manufactures. On se ferait par

exemple une idée très fausse de l'industrie des fils et tissus, si l'on croyait qu'elle a complétement abandonné le travail à la main. L'ancien métier est encore debout autour des usines. On le trouve partout, dans les caves, dans les cabanes. La manufacture élève ses hautes cheminées au milieu de cette population industrieuse, comme autrefois le château féodal dominait les humbles maisons de paysans. Il semble naturel de commencer notre étude par cette petite industrie qui subsiste en quelque sorte dans la grande.

I.

Quand on vient de visiter une de ces vastes usines où cinq cents métiers roulant à la fois donnent le spectacle émouvant de la fécondité et de la puissance de la grande industrie, il est curieux de traverser une rue, de descendre une vingtaine de marches et de se trouver tout à coup dans l'atelier d'un tisserand à bras. La cave, éclairée par un soupirail, est assez fraîche pour que le fil ne casse pas et assez tempérée pour ne pas le charger d'humidité; le métier la remplit souvent tout entière, le tisserand est obligé de se glisser entre les leviers pour rattacher les fils rompus. Ces grands et lourds montans à peine dégrossis, ces lisses qui se meuvent avec un bruit criard, ces cordes qui grincent dans les poulies, tous ces engins d'une simplicité primitive contrastent avec l'élégant petit métier de fer que la vapeur fait mouvoir avec une si prestigieuse rapidité. La plupart des tisserands à bras sont seuls dans leur cave et travaillent pour ainsi dire en cellule; quelquefois il y a deux métiers dans la même chambre, rarement plus. Le nombre de ces métiers à la main va toujours en diminuant en Alsace, en Normandie, dans le département du Nord; on en compte seulement 4,000, contre 20,000 métiers mécaniques dans le Haut-Rhin. A Saint-Quentin, la proportion est inverse; le rayon industriel de la place, qui s'étend jusqu'à Cambrai et Péronne, et même jusqu'à Vervins d'un autre côté, n'occupe pas moins de 70,000 ouvriers, hommes, femmes et enfans, et de 40,000 métiers à bras, dont 20,000 pour les articles de Saint-Quentin, et 20,000 pour les mélanges de soie, laine et coton. Le lin n'est jusqu'ici tissé automatiquement que dans les finesses moyennes; les gros articles et la batiste extra-fine sont encore obtenus par le travail à la main. Malgré les belles usines de Reims et de Roubaix, ce travail entre aussi pour une grande part dans la fabrication des étoffes de laine rases, non foulées. Quant à la laine cardée, dont les fils ont peu de régularité et de solidité, c'est à peine si l'industrie française commence à la confier aux machines. A Sedan, sur 4,000 métiers, on ne compte pas plus de 20 métiers

mécaniques, et dans ce nombre 10 appartiennent à M. David Bacot. Enfin on sait que Lyon et tout le midi se sont jusqu'ici assez bien défendus contre l'invasion des machines, et que les étoffes de soie sont presque exclusivement fabriquées à la main. Partout où la vapeur et les forces hydrauliques l'ont laissé subsister, le tissage à bras est une source de bien-être pour les populations. Il a le double avantage d'être exercé hors des villes et dans le domicile même de l'ouvrier. En général, les paysans sont à leur aise dans le voisinage des grands centres manufacturiers. Quand l'industrie subit un chômage, ils retournent aux champs; si le labourage donne un temps de repos, ils l'utilisent avec le métier. Tout le monde dans la famille trouve à s'occuper; le père est tisserand, les enfans dévident, la mère prépare l'ouvrage. Quelquefois, quand le battant n'est pas trop lourd, elle s'assied elle-même sur le banc, fait mouvoir les leviers, lance la navette. Sans doute le tissage à la main est plus pénible et moins lucratif que le tissage mécanique : beaucoup de tisserands à bras regardent comme un avancement dans leur profession d'être appelés à la manufacture, et les femmes, qui conduisent si facilement un métier mécanique et tissent la soie à la main sans trop de fatigue, ne peuvent qu'à grand'peine manœuvrer un métier à tisser la laine ou le coton; mais aussi il y a pour elles une grande différence entre un mince pécule gagné dans leur propre maison et un gros salaire conquis en quelque sorte aux dépens de leur cœur, et qui leur impose l'obligation de déserter leur ménage et d'abandonner leurs enfans. On aura beau embellir et adoucir les manufactures, elles ne seront jamais pour les femmes qu'un lieu d'exil.

Dans l'ouest, où l'on cultive le lin et le chanvre, on les prépare, on les file, on les tisse uniquement à la main. La toile de Bretagne a été longtemps en faveur sur le marché; aujourd'hui encore on lui attribue plus de solidité qu'aux toiles de Flandre. La Bretagne est une obstinée; elle file son lin au rouet et à la quenouille, elle le tisse à la main, elle le blanchit à la rosée. Le coton et les manufactures lui font une concurrence désastreuse; mais elle aime mieux se ruiner que se modifier. Une belle quenouille, avec son assortiment de fins fuseaux et d'élégans pesons, est encore le cadeau qu'un paysan breton fait à sa fiancée. Ce ne sera bientôt plus pour les ménages aisés qu'un emblème, un souvenir. Le métier de fileuse, quand on n'a pas d'autre ressource, ne donne pas même un morceau de pain, et les mendiantes ont toujours la quenouille au côté dans les paroisses bretonnes.

La quenouille nous conduit à l'aiguille à tricoter, qui fait encore partie du menu bagage d'une femme, et qui ne tardera pas à disparaître devant l'invasion du tricot à la mécanique. Les métiers, dans la

fabrique de la bonneterie, sont de deux sortes : l'ancien métier, le métier à diminution, qui fait directement et sans couture un bas, un bonnet, une camisole, et le métier circulaire, récemment introduit, qui produit avec une rapidité prodigieuse des pièces de tricot continu dans lesquelles on taille un vêtement comme dans de l'étoffe. Une femme travaillant au métier circulaire gagne rarement plus de 1 fr. 50 c. dans sa journée; la couture du tricot rapporte tout au plus 5 centimes par heure. Chaque centre industriel a sa spécialité; la bonneterie de soie et de fil d'Écosse se fait dans le Gard, celle de coton à Troyes et au Vigan, celle de laine dans cette partie de la Somme appelée le Santerre, la bonneterie drapée vient d'Orléans et des environs d'Oleron. Paris embrasse languissamment tous les genres. Il a eu longtemps le monopole de la bonneterie, il est même entré le premier dans la voie de la bonneterie mécanique; mais la province n'a pas tardé à lui faire une concurrence redoutable par l'abaissement du prix de main-d'œuvre. Depuis l'invention du métier circulaire, la bonneterie parisienne subsiste encore, en souvenir de sa prospérité passée; mais elle ne vit plus. On trouve çà et là quelque métier à faire des bas relégué dans une loge de concierge; c'est un héritage de famille, les enfans continuent l'industrie de leur père avec les outils de leur père. Cette fidélité serait respectable, si elle ne tenait le plus souvent à une sorte de paresse d'esprit. Le métier à tricoter, si bienfaisant pour les femmes de la campagne, ne peut faire vivre une ouvrière parisienne.

Il en est de même d'une industrie plus complétement, plus essentiellement féminine, celle des dentelles, dont les produits sont hors de prix, et dont la main d'œuvre est très faiblement rétribuée. A Paris, où la vie est si chère, on n'a jamais fait de dentelle que par exception, car les dentelles d'or et d'argent de fabrication parisienne doivent être rangées plutôt dans la passementerie. Pour le même motif, Valenciennes a presque complétement cessé de produire la dentelle qui porte son nom. C'est un travail difficile, qui demande un très long apprentissage et qui absorbe complétement l'ouvrière; il est si mal rétribué que la population industrieuse du nord de la France trouve partout à s'occuper plus avantageusement. Comme il faut plusieurs mois, quelquefois même une année, pour faire un coupon de trois mètres, et que les dentellières ne peuvent attendre leur salaire pendant si longtemps, il est d'usage de les payer à mesure qu'elles ont achevé sur leur métier une *bande* (environ 25 centimètres); il en résulte une charge et un danger pour le patron, qui a fourni le fil et qui paie en outre les salaires à l'avance. Aussi n'y a-t-il plus en ce moment à Valenciennes que trois ouvrières. L'une, qui fait la vraie valenciennes, gagne des journées de 1 franc 30 cen-

times; les deux autres, qui font la valenciennes telle qu'on l'imite en Belgique, gagnent un peu plus, 1 franc 50 centimes par journée de douze heures. Arras fabrique une assez grande quantité de dentelles communes; les dentellières d'Arras, exclusivement occupées de leur métier, sont en général pauvres et ignorantes.

Le point d'Alençon s'obtient dans des conditions tout autres. Tandis qu'à Valenciennes la même ouvrière fait le réseau et la fleur, les ouvrières qui font le point d'Alençon se divisent en plusieurs catégories. On distingue les traceuses, les réseleuses, qui font le réseau ou filet, les remplisseuses, qui font les mats, les foncières, qui font les mats plus grossiers, les modeuses, qui font les jours, les brodeuses, qui font le petit cordonnet destiné à entourer et soutenir les dessins. Un apprentissage de trois mois suffit à ces diverses ouvrières, et pourvu qu'elles ne s'alourdissent pas la main par des travaux fatigans, elles peuvent vaquer à tous les soins du ménage; la dentelle se prend, se quitte et se reprend comme un tricot ou une broderie. Elles gagnent toutes en moyenne 1 franc par jour, environ 10 centimes par heure. Le nombre de celles qui peuvent gagner 12 et même 14 centimes est très restreint. Une dentellière n'a pour tout attirail que son carreau, ses fuseaux et ses épingles. Tantôt les jeunes filles travaillent isolément, tantôt elles se réunissent pour causer tout en agitant leurs fuseaux. Le soir elles forment de petits ateliers pour économiser les frais d'éclairage. C'est un joli travail, qui donne des instincts d'élégance à celles qui s'en occupent, et qui contribue à l'aisance de la famille, à la propreté, à l'agrément de la maison. Les raccrocheuses et les repriseuses de dentelles forment une branche intéressante de la grande famille des ouvrières à l'aiguille. La dentelle est une des rares victoires du travail à la main sur le travail à la mécanique; on a eu beau s'évertuer, la machine n'a pu encore produire que du tulle. On sait quels furent les efforts de Colbert pour l'emporter sur Venise dans la fabrication des dentelles. Il eut recours, selon le système du temps, à l'établissement d'un privilége. On lui résista; il fut sur le point de faire marcher un régiment contre les dentellières d'Alençon. Aujourd'hui nos ouvrières ont peine à se soutenir contre la concurrence belge. Les dessins viennent de Paris, qui a le monopole du goût; mais la main d'œuvre se fait aussi bien et à plus bas prix au-delà de nos frontières.

Il faut, à propos de ces gracieuses merveilles qui parent les femmes mieux que les joyaux, mentionner les ouvrières qui préparent les plumes, plumes d'autruche, de marabout, de héron, d'oiseau de paradis, et celles qui font des fleurs avec du papier, du taffetas ou de la percale. Il y a quelque chose de gai et de jeune dans ce seul nom de fleuristes, et rien n'est plus charmant que les pro-

duits qui sortent de leurs mains. Ces fleurs en papier ou en batiste luttent de fraîcheur et d'éclat avec celles de nos parterres. C'est l'industrie parisienne par excellence. C'est à Paris que les jolies femmes des deux mondes achètent les fleurs qu'elles mêlent à leurs cheveux. L'Italie a eu d'abord le premier rang pour les fleurs artificielles comme pour les étoffes de soie, les dentelles et les miroirs; Lyon a succédé à l'Italie; aujourd'hui la flore parisienne est sans rivale. Près de six mille ouvrières vivent à Paris de cette fabrication. Les plus habiles sont de véritables artistes, qui étudient avec amour les fleurs naturelles, et les reproduisent avec plus de fidélité que les meilleurs peintres. Les salaires s'élèvent à 3 francs et ne tombent pas au-dessous de 2 francs pour une journée de onze heures. Une fleuriste peut vivre dans de telles conditions, quand il ne lui prend pas fantaisie d'essayer elle-même les guirlandes qu'elle a tressées et d'aller les montrer au bal.

On comprend que Paris soit le pays des fleuristes; mais par quelle bizarre anomalie la taille des pierres précieuses s'est-elle établie à Septmoncel, sur le sommet d'une montagne du Jura? Le diamant se taille à Amsterdam à l'aide de puissantes machines et dans de vastes ateliers, comme il convient au plus riche joyau de la terre; le reste de nos pierreries, rubis, saphirs, émeraudes, aigues-marines, améthistes, opales, tous ces hochets du luxe et de la folie sont taillés et polis au fond d'un désert par une population de montagnards intègre et indigente (1). Ces rudes enfans du Jura restent fidèles à l'industrie et aux mœurs de leurs pères, et toutes ces richesses qui passent par leurs mains ne leur font pas trouver leur chaumière plus froide et leur pain plus dur. Ils ont fait depuis peu quelques conquêtes dans les industries collatérales : les femmes fabriquent les pierres fausses avec une habileté sans pareille; elles percent des rubis pour pivots de montres; elles commencent même à faire des mosaïques avec des pierres envoyées de Florence. L'établi est placé dans la cabane, auprès de la fenêtre; le père, la mère, les enfans, travaillent à l'envi, quand les soins du ménage, le bois à fendre dans la montagne, ou quelque maigre coin de terre à ensemencer, ne les détournent pas de leur travail industriel. Les femmes qui taillent des rubis gagnent souvent d'assez bonnes journées; néanmoins les salaires supérieurs à 1 franc 50 c. sont tout à fait exceptionnels. La moyenne est de 75 centimes.

Une industrie assez importante, qui se rapporte aussi à la toilette des femmes, c'est la fabrication des chapeaux de paille. Nancy est un des grands centres de ce commerce. La plupart des chapeaux

(1) Voyez, sur les *lapidaires de Septmoncel*, la *Revue* du 15 mai 1859.

d'hommes connus sous le nom de chapeaux de paille sont en écorce de latanier. Le fabricant de Nancy reçoit l'écorce, l'apprête, la déchire en longues lanières avec un peigne métallique, et l'envoie dans la Moselle et le Bas-Rhin, où on la tresse en chapeaux. Les campagnes de la Meurthe fournissent aussi quelques ouvrières. Le chapeau est payé à l'ouvrière 50 centimes; il faut travailler tout le jour et être très habile pour parvenir à en tisser deux. Les chapeaux de Panama et les chapeaux en tresses cousues de belle qualité se font en France, les premiers avec des feuilles qu'on fait venir de Panama, et les seconds avec des tresses achetées à Florence et frappées à l'entrée d'un droit exorbitant. Ce sont ces droits et dans quelques cas très rares la belle qualité de la matière première qui expliquent en partie les prix excessifs de certains chapeaux, car le prix de la main-d'œuvre est toujours insignifiant. On a vu longtemps exposé en vente chez un chapelier de Paris un panama coté deux mille francs, qui avait été vendu 60 fr. par le fabricant de Nancy. Ce chapeau avait peut-être rapporté 3 fr. à l'ouvrière qui l'avait tressé.

On doit encore rattacher la passementerie aux industries diverses qui ont le vêtement pour objet. Les femmes en chamarrent leurs robes, et l'armée, qui a sa coquetterie comme les femmes, occupe tout un monde à lui faire des épaulettes, des ceinturons et des dragonnes. La passementerie donne aux ouvrières d'élite des salaires de 3 fr., diminués de près d'un tiers par une morte saison de quatre mois. A Paris, les ouvrières ordinaires ne gagnent pas plus de 1 fr. 75 cent.; celles qui travaillent pour l'exportation doivent se contenter de 1 fr. 25 ou même 1 fr. La fabrication au petit métier de passementeries entremêlées de jais et la fabrication des boutons sont tombées si bas que les Parisiennes ne peuvent plus s'en charger, et les abandonnent depuis longtemps aux ouvrières d'Auvergne.

Les femmes ne sont pas uniquement employées dans l'industrie du vêtement et dans les industries accessoires, telles que la fabrication des plumes et la joaillerie. D'abord elles prennent une grande place dans les diverses professions qui ont l'alimentation pour objet; les femmes occupées à ce genre de travaux sont presque toutes servantes à gages, et ne rentrent pas dans la catégorie des ouvrières (1). Beaucoup de demoiselles de boutique occupent aussi une

(1) On pourrait croire que les domestiques, vivant auprès des familles aisées et dans un commerce nécessaire avec elles, ont des mœurs régulières; il n'en est rien. De secrètes et continuelles comparaisons développent chez elles l'amour du plaisir et de la parure. MM. Trébuchet et Poirat-Duval, employés supérieurs de la préfecture de police, ont publié en 1857, dans la troisième édition du livre de Parent-Duchatelet, des recherches sur le nombre de sujets fournis à la prostitution de Paris par les diverses pro-

position intermédiaire entre la condition d'ouvrières et la qualité que leur assigne leur titre officiel. Elles se partagent entre la surveillance du comptoir et les menus travaux faits sous la direction de leur maîtresse. Ainsi dans la confiserie elles préparent les fruits et les sirops, pèsent le sucre, habillent les bonbons. Ce n'est pas tout que de faire des bonbons exquis; il faut savoir les orner pour la vente, les cacher sous de séduisantes enveloppes, les couvrir de paillettes et de faveurs, et c'est ce que font avec un art infini les doigts de fées des Parisiennes. La bimbeloterie a mille métiers analogues à celui-là; on les prendrait pour amusemens, mais ils sont mal rétribués et subissent des mortes saisons prolongées. L'extrême division du travail, nécessaire à la rapidité de la production, engendre quelquefois une monotonie désespérante; il y a des femmes dont toute la besogne consiste à coller du papier de couleur sur des myriades de petits meubles en miniature.

Le cartonnage et le pastillage ont de nombreuses spécialités, depuis le cornet de dragées jusqu'au carton de chapeau et au carton de cabinet. La papeterie et la librairie occupent aussi un personnel féminin très considérable, plieuses, assembleuses, brocheuses, couseuses. Les salaires varient, comme partout, de 1 fr. à 2 fr. 50, et ne tombent guère en moyenne au-dessous de 2 fr. Le métier de trieuse dans une papeterie consiste à voir si le papier a des défauts, à enlever les boutons avec des grattoirs, à le compter par mains en assortissant les nuances. On emploie les femmes au travail de la casse dans les imprimeries. Elles composent très bien; il ne faut pour cela que de l'exactitude et de l'adresse. C'est toutefois un métier assez dur, parce qu'il oblige à se tenir debout et qu'il fatigue la vue.

Ces dernières professions s'exercent dans de grands ateliers. Il en est de même des tailleuses de cristaux, dont la santé est souvent altérée par l'obligation de se tenir penchées sur la roue et d'avoir les mains dans l'eau toute la journée. Dans les manufactures de tabacs, les femmes enlèvent les côtes des feuilles, roulent les cigares et préparent les cigarettes.

On trouve des femmes jusque dans les ateliers de marbriers. Il y en a chez les doreurs sur bois, les monteurs en bronze, les vernisseurs sur bronze, les potiers d'étain, les estampeurs, les fabricans de tôles vernies, les joailliers, les bijoutiers, les batteurs d'or, etc. La plupart des femmes employées dans ces diverses professions sont

fessions. Dans ce tableau, qui comprend 41 catégories, les femmes sans profession occupent le premier rang, les domestiques le second. La moyenne est pour elles de 81,69 sur 1,000; elle n'est que de 52,42 pour les ouvrières qui fournissent après elles la moyenne la plus élevée (les giletières); elle tombe rapidement au-dessous de 10 pour tous les autres corps d'états.

brunisseuses, polisseuses, reperceuses. Ce sont des métiers peu fatigans et d'un bon produit; une ouvrière habile peut faire des journées de 4 francs et plus. Cela dépend de la rapidité avec laquelle elle travaille: beaucoup de femmes n'arrivent pas à gagner plus de 1 franc; alors elles se découragent et cherchent une autre profession. Les reperceuses achèvent le découpage des ornemens en cuivre, en bronze ou en métaux plus précieux. La mode, qui est à la fois l'idole des femmes et leur ennemi implacable, les poursuit jusque dans ce métier; on fait aujourd'hui beaucoup moins d'ornemens en bronze et en cuivre qu'au commencement du siècle. Les hommes réussissent moins bien que les femmes à faire du reperçage. Les menus ouvrages qui demandent de l'assiduité, de l'agilité de main, de la précision, semblent faits exprès pour elles. En Suisse et dans plusieurs parties de l'Allemagne, elles excellent à préparer des organes pour l'horlogerie, des verres de montres, des verres de lunettes. Ne vaudrait-il pas mieux pour nos Françaises porter leur habileté de ce côté que de s'obstiner à faire des chapeaux de paille et de la dentelle dans des conditions désastreuses? La population française est très routinière en dépit de ses prétentions et de sa réputation. Il est clair que, puisque le métier de reperceuse est bon, l'horlogerie serait une précieuse ressource. En 1847, sur 2,000 ouvriers recensés à Paris dans l'industrie des horlogers et des fabricans de fournitures pour l'horlogerie, il n'y avait que 155 femmes. Elles ne peuvent guère par elles-mêmes s'ouvrir une voie nouvelle; leur condition et leurs aptitudes ne leur permettent pas l'initiative. Ce serait aux chambres de commerce à se charger de leurs intérêts, aux patrons à les appeler; ils y trouveraient leur profit.

N'est-il pas évident encore que les femmes sont éminemment propres à réussir dans tous les arts du dessin? On avait voulu à Lyon, il y a quelques années, leur ouvrir la carrière de dessinateurs pour étoffes. Ce sont les femmes qui portent les belles étoffes, les broderies; elles sont les meilleurs juges de l'effet produit : il paraissait naturel de les charger d'en diriger l'ornementation. C'était une idée commercialement juste, mais fausse au point de vue psychologique. Les femmes ont peu d'imagination, ou du moins elles n'ont que cette sorte d'imagination qui rappelle et représente vivement les objets que l'on a perçus. Elles ne créent pas, mais elles reproduisent à merveille; ce sont des copistes du premier ordre. Aucune ne fera jamais une vraie comédie, et il n'y a pas de comédien qui les égale. L'industrie tire-t-elle un parti suffisant de ce talent particulier des femmes pour tout ce qui est imitation? Elles trouvent de l'emploi, comme ouvrières, dans l'imagerie, où elles ne sont guère que coloristes; elles en trouvent, comme ouvrières et comme

artistes, dans l'ornementation des porcelaines et dans celle des éventails. On pourrait avec bien peu d'efforts donner un plus grand développement à leur travail dans ces deux industries. Pourquoi n'abordent-elles pas la gravure sur bois, aujourd'hui si répandue? Le petit nombre d'entre elles qui se sont vouées à cette profession atteignent aisément des salaires de 5 fr. par jour. On a ouvert l'année dernière un cours de gravure sur bois à l'école spéciale de dessin; les résultats de cet enseignement si nouveau sont déjà excellens. L'introduction d'un cours semblable dans l'école de dessin pour les filles serait un véritable bienfait.

Le défaut absolu d'éducation et d'apprentissage réduit un grand nombre de filles et de femmes à des professions qui ne leur rapportent que des salaires tout à fait insignifians. Nous citerons la vannerie, la sparterie, les fabricantes de paillassons, de plumeaux, de balais, les rempailleuses de chaises. Les pauvres femmes qui font des couronnes d'immortelles et des couronnes de râclures de corne de bœuf pour les cimetières gagnent à peine assez pour se procurer un morceau de pain. En général, il n'y a que le talent qui soit payé. La force, pour les hommes, est aussi une valeur, quoique de plus en plus dépréciée par la concurrence des machines. Le travail, sans talent et sans force, ne trouve à s'employer avec quelque profit que dans les manufactures.

Les professions dont nous avons parlé jusqu'ici s'exercent pour la plupart dans des localités déterminées. Le voisinage d'une fabrique, la position particulière d'une place de commerce, quelquefois le caprice de la mode ou l'influence d'une ancienne renommée donnent lieu au développement de ces industries. Voici deux professions qu'on retrouve partout et qui sont partout également nécessaires, le blanchissage et la couture. Le blanchissage a gardé quelque chose des anciennes corporations. Chaque année, le jeudi de la mi-carême, les blanchisseuses élisent une reine, royauté aussi onéreuse qu'éphémère. Ce jour-là, des centaines de fiacres amènent à Paris toutes les repasseuses de la banlieue, costumées en marquises et en pierrettes. Une légion de porteurs d'eau légèrement avinés et chamarrés de rubans multicolores leur fait cortége, et le soir les bateaux-lavoirs de la Seine se transforment en salles de bal. On reprend modestement le battoir et le fer à repasser dès le vendredi matin. Les blanchisseuses se divisent en deux corps d'état, les savonneuses et les repasseuses. Les savonneuses ont plus de mal, mais les repasseuses sont plus habiles, et elles ont à subir un long apprentissage; il faut au moins deux ans pour faire une bonne repasseuse (1). Une

(1) Les savonneuses gagnent 2 fr. 50 c., rarement 2 fr. 75 c., pour une journée de

particularité de cette profession, c'est que les ouvrières ne s'attachent pas à une maîtresse. Elles ont dans Paris un certain nombre de places où elles se rendent chaque matin, et où les maîtresses repasseuses viennent les embaucher pour la journée. En somme, il n'y a pas de grandes inégalités entre les ouvrières dans l'état de blanchisseuse : deux corps d'état seulement, et une différence de 25 centimes dans les salaires entre les ouvrières ordinaires et les ouvrières hors ligne. Il en est tout autrement pour les couturières, qui forment notre corps de réserve, et dont nous allons nous occuper. Là, le nombre des spécialités distinctes est considérable, et chaque spécialité occupe un important personnel. C'est à Paris, chef-lieu de la couture, que nous placerons notre centre d'opérations, sans nous interdire quelques excursions dans les provinces.

L'enquête de 1851 comptait à Paris, pour toutes les professions réunies, 204,925 ouvriers et 112,891 ouvrières; elle donnait les chiffres de 1847. La nouvelle enquête, dont les résultats ne paraîtront pas avant trois ans, signalera sans doute des différences notables, dues aux nouvelles lois douanières et à l'extension des limites de Paris; mais les rapports généraux entre les industries ne seront pas sensiblement modifiés, et le rapport publié en 1851 conserve sur ce point toute sa valeur. Sur 112,000 ouvrières, il y en avait au moins 60,000, c'est-à-dire plus de la moitié, qui s'adonnaient aux diverses sortes de couture. On comprendra à quel point ce nombre reste au-dessous du chiffre réel des ouvrières à l'aiguille, si l'on songe qu'on n'avait recensé que les ouvrières proprement dites, les salariées, et qu'il y a, principalement dans la couture, un grand nombre de petites entrepreneuses travaillant seules ou n'employant une ouvrière que par exception dans les momens de travail pressé. Par exemple, dans la profession de repriseuse, on n'avait compté que 98 ouvrières et 16 apprenties, en tout 114 personnes, et l'on avait laissé de côté 217 entrepreneuses travaillant seules, en réalité de véritables ouvrières (1).

quatorze heures, sur laquelle on leur accorde une heure et demie de repos. La maîtresse leur doit en outre un verre d'eau-de-vie tous les matins. Les repasseuses de linge fin ou linge tuyauté gagnent en moyenne 2 fr. 75 c., et les repasseuses de linge plat 2 fr. 50 cent.

(1) L'enquête indique le maximum et le minimum des salaires pour toutes les professions. Le maximum était de 5 fr. pour les modistes et les brodeuses, de 4 fr. 50 c. pour les couturières au service des tailleurs, de 4 fr. pour les couturières proprement dites, les ouvrières en corsets (article important : on vend chaque année 1,200,000 corsets à Paris) et les lingères. Les repriseuses, les couturières pour cordonniers et les couturières pour tapissiers atteignaient le maximum de 3 fr. 50 c. Le minimum tombait à 75 cent. par jour pour la friperie, la tapisserie, les gants de peau, à 50 cent. pour les giletières, les fabricantes de casquettes, à 40 cent. dans la cordonnerie et les gants de

Les commissaires de l'enquête donnaient une moyenne des salaires pour chaque industrie, et voici comment on opérait pour la déterminer : on faisait une masse de tous les salaires payés en un an par les chefs de l'industrie; puis on divisait la masse par le nombre des journées de travail. Le chiffre ainsi obtenu représente le salaire quotidien du plus grand nombre des ouvrières; c'est donc une indication très précieuse (1). La moyenne générale du salaire des ouvrières parisiennes en 1847 était 1 fr. 63 c. (2). Pour les ouvrières à l'aiguille travaillant chez elles, la moyenne était de 1 fr. 42 c.; elle était de 2 fr. pour les ouvrières travaillant en magasin.

On a beaucoup discuté l'enquête de 1851; elle n'en reste pas moins une statistique très complète et très judicieuse. Nous croyons volontiers que les commissaires s'en étaient rapportés trop exclusivement aux chefs d'industrie, intéressés à exagérer le chiffre de leurs affaires et le taux des salaires. Par conséquent les moyennes indiquées par eux sont plutôt au-dessus qu'au-dessous de la vérité. Nous les rappelons néanmoins, comme un document intéressant pour l'histoire d'un passé qui est encore si près de nous. Ceux qui prendront la peine de comparer les chiffres de l'enquête à ceux que nous avons recueillis, et dont nous allons indiquer les plus importans, reconnaîtront que les salaires ont subi une double modification en sens inverse. Le salaire des ouvrières en magasin s'est relevé. Au contraire les femmes qui travaillent à domicile voient leurs profits diminuer tous les jours.

Voici comment cette différence s'explique. Le plus grand nombre des ouvrières à domicile travaillent pour la confection, et le plus grand nombre des ouvrières en magasin travaillent sur mesure. Les premières ont en général moins de talent que les secondes. Une bonne ouvrière parisienne est jusqu'à un certain point une artiste; il est naturel qu'elle soit recherchée et bien payée. Elle refuse de

tissu, à 15 cent. dans la lingerie. Ces indications ont peu d'importance. Les gros salaires sont quelquefois touchés par un nombre d'ouvrières excessivement restreint; ainsi, pour la peinture sur porcelaine, l'enquête indique pour maximum un salaire de 20 fr. par jour, qui n'était payé qu'à une seule artiste. Quant au salaire minimum, il est ordinairement touché par des infirmes ou par des ouvrières à la pièce qui n'ont que très peu de temps à donner par jour au travail industriel. C'est ainsi que l'on trouve mentionné, pour les ouvrières en lingerie, un minimum de 15 centimes.

(1) La moyenne la plus élevée est celle des repriseuses, 2 fr. 05 c. Viennent ensuite les modistes, 1 fr. 98 c.; les brodeuses, 1 fr. 71 c.; les couturières qui confectionnent les vêtemens de femmes, 1 fr. 70 c.; les ouvrières des costumiers, 1 fr. 68 c.; celles des fabricans de parapluies, 1 fr. 60 c. La moyenne n'est que de 1 fr. 22 c. pour les ouvrières qui travaillent aux équipemens militaires; elle est très faible dans la ganterie, 1 fr. 34 c. pour la ganterie de peau, 1 fr. 06 c. pour la ganterie de tissus.

(2) 950 femmes touchaient un salaire inférieur à 60 centimes, 100,050 recevaient de 60 centimes à 3 francs, et 626 avaient plus de 3 francs.

l'ouvrage, et les autres en demandent. On le voit, c'est ici encore le résultat général précédemment indiqué : le talent est payé, le temps et même la fatigue ne le sont plus. Cette ligne de démarcation subsiste aujourd'hui comme en 1847 et en 1851, et c'est ce qui ressortira pleinement des détails que nous allons donner.

Les femmes qui cousent pour les tailleurs sont payées à la pièce et ne font guère que des gilets ou des pantalons. Une bonne ouvrière travaillant pour un tailleur sur mesure peut gagner des journées de 4 et 5 francs, tandis que les ouvrières à la grosse, occupées par les confectionneurs, ne sont pas sûres de gagner 1 franc par jour (1). Il en est de même de la confection pour dames. Les grandes maisons confient leurs étoffes à des entrepreneuses qui dirigent le travail des ouvrières et exécutent elles-mêmes tout ce qui exige du discernement et du goût. Les ouvrières ne font que coudre; elles gagnent 2 fr. et 2 fr. 50 cent. pour une journée sur laquelle elles ont une heure de repos. La confection en gros se fait dans des conditions toutes différentes. Une maison commande par exemple trois douzaines de paletots à une entrepreneuse. Ces paletots sont payés à la pièce, 2 francs; l'entrepreneuse prélève 50 centimes; l'ouvrière couseuse dépense pour 15 centimes de fil; il ne lui reste donc que 1 franc 35 centimes de bénéfice. En travaillant de sept heures du matin à huit heures du soir, en ne prenant que strictement le temps de manger, une ouvrière habile peut faire trois paletots en deux jours et arriver ainsi à gagner des journées de 2 francs.

Il y a beaucoup d'articles variés dans la lingerie, depuis les tabliers de valets de chambre et les draps de lit jusqu'aux bonnets de haute nouveauté. Une ouvrière de talent qui coupe elle-même et finit un bonnet de luxe peut gagner 5 ou 6 francs par jour; ce sont en général de petites entrepreneuses qui se chargent elles-mêmes de ce travail. Parmi les ouvrières proprement dites, les meilleures, en très petit nombre, gagnent 3 francs; presque toutes gagnent de 2 fr. à 2 fr. 50 cent. pour des journées de treize heures. L'ouvrage le plus facile descend bien au-dessous de ce chiffre; par exemple, on ne paie que 80 cent. pour une douzaine de corps de fichus, et il faut être très active ouvrière pour en coudre deux douzaines en treize heures. Les tapissiers emploient un grand nombre de couturières.

(1) Les tailleurs sur mesure paient la façon d'un gilet de 4 à 6 francs, les fournitures en soie et charbon à la charge de l'ouvrière s'élèvent à 50 centimes; une bonne ouvrière fait un gilet en un jour. Les confectionneurs pour Paris paient la façon d'un gilet de 1 fr. 50 cent. à 2 fr. 50 cent.; on fait également un gilet en un jour; les fournitures en fil et charbon montent à 25 cent. Les confectionneurs qui destinent leurs marchandises à l'exportation ne paient pour la façon d'un gilet que 1 fr. 25 cent. au maximum et 75 cent. au minimum; les fournitures en coton et charbon montent à 20 cent. : une ouvrière fait trois gilets droits en deux jours, bénéfice 85 cent. par jour.

L'enquête de 1851 en comptait 2,000; avec l'accroissement de la population et les progrès insensés du luxe, il est hors de doute que cette industrie doit occuper un personnel plus nombreux. On donne aujourd'hui à une ouvrière tapissière 1 franc 75 centimes par jour, prix invariable, et 2 francs, si elle est doubleuse, parce que le travail de doublage se fait debout. En défalquant la morte saison, cette industrie, qui est comptée parmi les meilleures, suffit à peine pour nourrir les femmes qui s'y livrent.

Tout ce qui dans le monde civilisé a des prétentions à l'élégance suit les modes de Paris. Les dames de New-York commandent leurs robes à nos couturières, leurs parures de bal à nos fleuristes, leurs diamans à nos lapidaires. Quand le sultan Mahmoud voulut se rendre populaire dans la plus charmante partie de son empire, il permit aux dames turques de s'habiller à la française; son fils fait meubler ses appartemens par nos tapissiers. On peut avoir de l'habileté ailleurs; c'est ici seulement que l'on a du goût. Puisque l'aiguille n'est pas notre unique supériorité, nous pouvons bien avouer que notre aiguille n'a pas de rivale. Paris est le principal centre de la fabrication pour les modes, les robes et les habits; il faut y ajouter les corsets, article très délicat et très important. Il n'est que l'entrepôt de la ganterie et de la broderie, qu'il fait confectionner au dehors d'après ses caprices et ses modèles. Il n'y a guère que la cordonnerie qui lui échappe. Il permet au reste du monde de se chausser à sa guise.

Il y a trois parties dans le travail de la ganterie (1) : couper le gant, le coudre, le finir, c'est-à-dire l'ourler, le broder, faire la boutonnière et mettre le bouton. Ce sont des hommes qui coupent le gant. Depuis fort peu de temps, on emploie en fabrique à Grenoble quatre ou cinq cents femmes, qui placent le gant sur le calibre ou main de fer, le fendent à l'aide d'un balancier, et le préparent pour le donner à la couture. Ce n'est pas un travail pénible. Les ouvrières sont à leurs pièces et reçoivent 20 centimes par douzaine. Elles peuvent ainsi gagner de 45 à 70 francs par mois, selon leur habileté et le temps qu'elles donnent au travail. Les couseuses sont moins favorisées. Le prix payé à l'entrepreneuse de couture pour une douzaine de paires de gants de femme à un bouton est de 4 fr. 50 cent. (25 cent. de plus pour deux boutons). L'entrepreneuse prélève 50 cent.; la soie, pour une valeur de 40 cent., est à

(1) La ganterie n'occupe pas moins de 12,000 ouvrières dans le seul département de l'Isère. La fabrique de Grenoble compte environ 1,200 ouvriers coupeurs, faisant en moyenne 450 douzaines par an, soit 540,000 douzaines. Cette production, à raison de 30 f. la douzaine, représente chaque année une valeur de 16,200,000 fr. Par ce seul exemple, on peut juger de l'importance de la fabrication et des affaires pour toute la France.

la charge de l'ouvrière : reste donc 3 fr. 60 cent. pour une douzaine de paires de gants, ou 30 cent. pour une paire.

Si l'on demande maintenant combien une bonne ouvrière peut faire de paires de gants en un jour, elle en peut faire quatre en travaillant douze heures sans interruption; presque toutes les ouvrières n'en font que deux et demi. Cette différence s'explique par la nécessité de vaquer aux soins du ménage. Le travail de la ganterie demande une propreté extrême; non-seulement les gants tachés sont laissés pour compte à l'ouvrière, mais elle est obligée de payer le prix de la peau. Quatre paires par jour représenteraient un salaire de 1 franc 20 centimes, sur lequel il faudrait encore faire une légère déduction pour l'éclairage. Deux paires et demie ne représentent que 75 centimes par jour. Dans l'Aveyron et la Haute-Marne, même dans l'Isère, le prix de la douzaine descend quelquefois à 3 fr. et à 2 fr. 75 cent. Qu'est-ce qu'un pareil salaire?

Les ouvrières piqueuses gagnent un peu plus. Le fabricant paie 9 francs pour une douzaine, soit 8 fr. 50 cent. à cause de la fourniture de la soie. Il faut six ou sept heures pour faire une paire de gants piqués; si l'ouvrière en fait une paire et demie, elle gagne pour la journée 82 cent. 1/2, soit 6 fr. 30 cent. par semaine, 303 fr. par an. Ce salaire diminue un peu quand l'ouvrage ne s'obtient que par l'intermédiaire d'une entrepreneuse. Pour gagner 216 francs par an comme couseuse, ou 303 francs comme piqueuse, il faut qu'une femme travaille régulièrement, qu'elle n'ait ni enfans ni longs travaux de ménage, qu'elle ne soit pas malade, et que l'ouvrage ne lui manque jamais. A Paris, l'ouvrage se prend chez le fabricant lui-même, et les ouvrières travaillent mieux. On paie la douzaine à une bonne couseuse 6 francs 50 cent., soit 6 francs, déduction faite de la soie. Les meilleures piqueuses obtiennent des prix de 14 et 15 francs par douzaine. Il est vrai que les longues courses pour aller chercher l'ouvrage, pour le rapporter, consomment une partie du bénéfice. Dans toutes les branches de l'industrie, les ouvrières qui travaillent directement pour la clientèle perdent une partie de leur temps, une partie du pain nécessaire à leur famille, dans les antichambres de leurs clientes.

Le commerce de la broderie, qui occupe un personnel très nombreux, gagnerait beaucoup à être mieux dirigé. Nous possédons les meilleurs dessins, mais on ne songe pas même à les déposer : la propriété n'en est pas garantie, et la contrefaçon s'empare immédiatement de nos plus beaux modèles. Nancy tire ses dessins de Paris, et donne la mousseline toute tracée aux entrepreneurs de broderie proprement dite et aux entrepreneurs de *trous*. Ceux-ci font travailler à la campagne et vivent ordinairement dans les villages.

La broderie est ensuite rapportée à Nancy pour les *finissions*, qui se font soit dans l'atelier du fabricant, soit par des entrepreneuses spéciales. Les ouvrières de *finission* forment trois spécialités différentes, suivant qu'elles font le *feston*, le *sable* ou les *jours*. La perfection de la broderie tient à l'élégance du dessin, à la perfection de la main-d'œuvre et à la finesse du coton employé. A l'exposition universelle de 1855, une maison de Nancy avait envoyé plusieurs cols faits sur le même dessin, dont le moins cher coûtait 3 francs 50 centimes et le plus cher 50 francs. Malheureusement les étrangers brodent aussi bien que nous, et à meilleur marché. Nous ne tirons aucun avantage de la supériorité de nos dessinateurs à cause de la facilité des contrefaçons. La plupart de nos broderies sont faites avec du coton trop gros. En Suisse, le patron fournit le coton; c'est le contraire chez nous : il en résulte que l'ouvrière française achète du coton plus gros que l'échantillon, parce qu'il prend plus de place et finit l'ouvrage plus vite. Nos brodeuses, qui ne connaissent pas même le fabricant et n'ont de rapport qu'avec un entrepreneur qu'elles regardent comme un ennemi, travaillent sans amour-propre. Au contraire, le jour où l'on rapporte l'ouvrage est une fête à Saint-Gall. Dès le matin, on voit arriver de tous côtés les jeunes ouvrières endimanchées. Après l'office, elles se réunissent dans une grande salle, autour d'une longue table où on leur sert à chacune une topette de vin blanc. Elles se mettent à chanter un chœur à l'unisson, pendant que le fabricant parcourt la table, examine l'ouvrage rapporté et le paie. S'il le refuse et qu'il y ait doute, les contestations sont jugées par un syndicat qui siége dans la chambre voisine. L'acceptation du travail terminée, le fabricant jette sur la table une masse de broderie : chaque ouvrière choisit ce qui lui convient, et le maître inscrit le choix sur son livret, avec le prix convenu et l'indication du jour où la pièce doit être rapportée. Toutes ces femmes sont très laborieuses, opiniâtres même dans le travail. Elles se contentent, à cause de leur extrême frugalité, d'un salaire très minime. Les fabricans ont d'ailleurs moins de frais à supporter, parce qu'ils demandent leurs modèles à la contrefaçon. Ils cousent légèrement les pièces de broderie entre elles pour payer le blanchissage au mètre, tandis que chez nous on blanchit chaque objet séparément, et ils obtiennent ainsi une économie de 50 pour 100; aussi livrent-ils leurs produits à un bon marché que nous ne pouvons atteindre. En Saxe, la main-d'œuvre est à si bas prix qu'on se demande comment les ouvrières peuvent vivre. Cette redoutable concurrence explique l'état de malaise de nos brodeuses. Un très petit nombre d'entre elles qui brodent des armoiries peuvent gagner des journées de 3 et même de 4 francs. Il y

en a deux en ce moment à Nancy. Les ouvrières les plus habiles de la campagne gagnent 1 fr. 75 cent., 2 fr.; les autres se contentent d'un salaire de 75 cent. La broderie tout à fait commune n'atteint pas 5 cent. par heure de travail. L'ouvrage fin, de son côté, présente un inconvénient terrible : il menace la vue. En outre, comme la mode règne en souveraine très fantasque sur la broderie, il arrive fréquemment qu'un caprice est abandonné avant l'achèvement des commandes; le fabricant devient alors d'une grande exigence, afin de diminuer sa perte : il profite du moindre prétexte pour laisser l'ouvrage au compte de l'entrepreneur, et ces malfaçons finissent par retomber sur une pauvre ouvrière qui manque peut-être de linge et de pain.

II.

La situation du travail à l'aiguille, si triste qu'elle soit aujourd'hui, ne peut aller qu'en empirant. Les ouvrières ont à redouter trois concurrences : celle des prisons, celle des couvens, celle enfin d'un nombre plus grand qu'on ne croit de femmes jouissant d'une certaine aisance, et qui pourtant sont charmées de pouvoir tirer profit de leur travail. Ajoutons que la substitution du système de la confection aux anciennes habitudes du commerce et l'introduction de la machine à coudre menacent le travail de la couture d'une révolution complète.

Il y a quelques années, pour protéger le travail libre, on pensa un moment à supprimer le travail des prisons. Il fallait donc supprimer les prisons elles-mêmes, car il serait à la fois trop dangereux et trop cruel de renfermer des hommes et des femmes pour les livrer à l'oisiveté, ou pour leur imposer un travail absolument improductif (1). Quand il fut question de rapporter le décret par lequel le gouvernement provisoire avait aboli le travail dans les prisons, on n'eut aucune peine à démontrer que les prisons ne pouvaient se passer du travail des prisonniers, pas plus que ceux-ci ne pouvaient se passer de travail. On voulut aller plus loin, et on prétendit que ce travail ne faisait au travail libre qu'une concurrence insignifiante; c'était là une erreur, ou tout au moins une exagération. Le travail des prisonniers, disait-on, ne fait à l'industrie privée ni une concurrence de prix ni une concurrence de quantité. Il ne lui fait pas une concurrence de prix, car le tarif est arrêté par le préfet sur la proposition de la chambre de commerce, et il est toujours con-

(1) Voyez sur cette question une étude de M. Alexis de Valon dans la *Revue* du 1er juin 1848.

forme aux prix courans de l'industrie privée. Il ne lui fait pas une concurrence de quantité, car, à peu d'exceptions près, les ouvriers qui travaillent en prison travailleraient de même s'ils étaient libres.

La concurrence de prix existe malgré le tarif. En effet, il faut se souvenir que toutes les dépenses des maisons centrales, les seules où le travail ait une importance sérieuse, sont faites par un entrepreneur général qui reçoit en échange : 1° une somme fixée par le cahier des charges et qui est l'objet même de l'adjudication; 2° le droit d'exploiter à son profit, soit par lui-même, soit par des sous-traitans, la force des prisonniers. Or cette force lui est vendue au prix du tarif; mais comme on exerce dans les prisons cinquante-quatre industries diverses, et qu'il n'y a pas d'homme qui soit à la fois entrepreneur de cinquante-quatre industries, il sous-loue les bras des prisonniers à des fabricans dont il tire ce qu'il peut. Le tarif n'a rien à voir à ces marchés passés entre l'adjudicataire général et les sous-traitans, et pourtant c'est le prix payé par eux qui constitue le véritable prix de la main-d'œuvre dans les prisons, tandis que le tarif n'est qu'une sorte de monnaie de compte entre l'état et l'entrepreneur général. L'objection tirée de l'existence du tarif est donc sans valeur (1). L'état fournit gratuitement le logement des prisonniers et les ateliers où ils travaillent. Il tombe sous le sens qu'il doit en résulter une diminution notable dans le prix réel de la main-d'œuvre.

Quant à la concurrence de quantité, ce qui prouve péremptoirement qu'elle existe, c'est qu'il n'y a pas moins de 3,000 détenus considérés comme apprentis dans les maisons centrales. Si l'on prend tous les ans 3,000 laboureurs pour en faire des tailleurs et des cordonniers, c'est un triste service rendu à l'agriculture, qui manque de bras, à la population des villes, où foisonnent les élémens de désordre, au travail de la couture, si encombré et si mal rétribué. Ajoutons ici, pour mémoire, que nous n'avons tenu compte que des maisons centrales, et que nous avons entièrement laissé de côté le travail exécuté dans les prisons de la Seine et dans les maisons d'arrêt, de justice et de correction de tous les autres départemens. D'après un rapport du directeur de l'administration des

(1) D'ailleurs il est fait à l'entrepreneur, sur les prix du tarif, un rabais d'un cinquième, et il prélève en outre trois dixièmes à titre d'indemnité sur les quatre cinquièmes restans, ce qui réduit pour lui les prix de 44 pour 100. On dit à cela que l'entrepreneur abaisse ses prétentions sur la somme qui lui est due en argent pour ses fournitures, en raison des bénéfices qu'il fait sur les prix du tarif; mais il n'en est que plus évident que ces prix ne représentent pas la valeur réelle de la main-d'œuvre des prisonniers.

prisons, 7,158 détenus, dont 1,886 femmes, ont été appliqués au travail dans les prisons départementales pendant l'année 1858.

C'est surtout dans les momens de crise industrielle que l'influence du travail des prisons se fait sentir. L'entrepreneur subit dans de plus fortes proportions l'inconvénient attaché aux grandes usines, qui sont obligées de travailler à perte pour ne pas laisser absolument improductif le capital représenté par leurs machines. Non-seulement il est tenu par le cahier des charges d'avoir toujours du travail prêt et de la matière première en magasin pour un mois, mais il paie une indemnité de chômage pour tout prisonnier à qui il ne fournit pas de travail. Il est donc tout simple que, lorsque les affaires se ralentissent au point de lui faire craindre une interruption complète, il offre ses ateliers à des prix excessivement réduits et accapare tout ce qui reste de travail disponible. Un jour viendra où l'on accomplira dans les maisons centrales une réforme analogue à celle qui a été si heureusement faite dans les bagnes. Au lieu d'enfermer les prisonniers contre les lois de l'hygiène et de la morale, on les fera vivre au grand air; au lieu de transformer les laboureurs en ouvriers industriels, ce qui est un véritable contre-sens, on tentera l'épreuve opposée; enfin, au lieu de nuire à l'industrie en faisant exécuter par les prisonniers, à prix réduit, le travail des ouvriers libres, on augmentera la richesse nationale en leur faisant défricher nos terres incultes. En attendant ces mesures réparatrices, le travail des prisons est une des causes de la misère qui pèse sur les industries de la couture.

Il en est de même du travail des couvens, des établissemens de bienfaisance connus sous le nom d'ouvroirs, et du contingent apporté au commerce par un grand nombre de femmes qui ne sont pas ouvrières de profession.

Assurément les religieuses et les femmes du monde sont parfaitement libres de travailler et de vendre le produit de leur travail, on ne songe point à leur contester ce droit; loin de là, c'est un malheur public qu'il y ait chez nous un si grand nombre de femmes inoccupées. Cette oisiveté est une source de dépravation morale et intellectuelle. Le travail doit être respecté partout au nom de la liberté, et il doit être partout favorisé au nom de l'humanité. Il y a plus, les religieuses qui fondent des ouvroirs rendent aux filles qu'elles instruisent, aux femmes qu'elles occupent, à la société tout entière un important service. Il existe, en grand nombre, des filles sans parens, ou, ce qui est pire encore, des filles abandonnées par leurs parens : il est bon, il est salutaire que des associations pieuses se donnent la mission de les recueillir, de les instruire, de leur apprendre un état, de les surveiller. Il y a des femmes trop misé-

rables pour inspirer de la confiance aux patrons : c'est une bonne œuvre de solliciter pour elles de l'ouvrage, de les aider à l'exécuter, de leur faire même les avances nécessaires. Enfin, si quelque femme de mauvaise vie revient à de meilleurs sentimens, si une condamnée qui a subi sa peine s'efforce de vivre désormais de son travail, et que le monde, qui a des indulgences aveugles et des sévérités impitoyables, refuse de l'ouvrage à ces mains inoccupées, n'est-il pas beau et consolant de voir d'honnêtes et courageuses femmes couvrir ces coupables et ces repentantes de leur pitié et de leur vertu, se placer entre elles et le monde qui les repousse, et leur procurer les moyens de se réhabiliter? Il ne s'agit donc pas ici de condamner les ouvroirs, mais seulement de les compter. La concurrence est très loyale : elle est fondée sur le principe de l'association, sur le principe même de la liberté; mais, tout en étant loyale, elle est écrasante.

Prenons pour exemple la fabrication des chemises en gros : à l'heure qu'il est, sur cent douzaines de chemises qui entrent dans le commerce parisien, les couvens en ont cousu quatre-vingt-cinq douzaines. Les jeunes filles et les femmes des ouvroirs ne sont pas seules à travailler : les religieuses elles-mêmes, qui, pour une assez forte part, ne seraient pas ouvrières si elles étaient dans le monde, et qui d'ailleurs ont leur vie assurée par les revenus du couvent, travaillent pour le commerce. La règle leur impose une vie dure, à laquelle une augmentation de revenu ne change rien : ainsi elles donnent ce qu'elles gagnent. Travaillant sans nécessité, soit pour obéir à une prescription formelle de leur règle, soit pour mieux accomplir le devoir de l'aumône, ou simplement pour échapper à l'oisiveté, elles peuvent abaisser autant qu'elles le veulent le taux de leur salaire; cela dépend uniquement de leur volonté. L'ouvrière libre doit vivre de son salaire : quand on dispute avec elle sur le prix de la main-d'œuvre, c'est en réalité sa vie qu'on marchande; à chaque centime qu'elle abandonne, c'est une nouvelle privation qu'elle s'impose; il y a toujours un dernier rabais qu'elle ne peut accorder. On estime que la main-d'œuvre des couvens, quoique très supérieure à celle des ouvrières libres, est payée 25 pour 100 de moins. En ce moment, les chemises de gros sont payées aux couvens de 25 à 60 centimes la pièce; une bonne ouvrière ne peut faire dans sa journée plus de deux chemises à 60 centimes, elle n'en peut faire plus de trois à 25 centimes. C'est cet ouvrage rapportant 75 centimes par journées de douze heures que les ouvrières sont menacées de perdre; encore est-ce trop de dire 75 centimes, puisqu'il faut en déduire le prix du fil, des aiguilles, et de l'éclairage en hiver.

Ce qui est vrai des couvens est vrai aussi de la concurrence des femmes mariées qui utilisent leurs momens de loisir pour se procurer un petit revenu. Une marchande en attendant les chalands dans son comptoir, une mère en conduisant ses enfans à la promenade, ont à la main un ouvrage de couture ou de tapisserie; si faible qu'en soit le rapport, c'est un soulagement, une douceur dans la maison. A mesure que la femme s'élève un peu dans l'échelle sociale, il lui est moins facile de trouver un débouché pour ses menus ouvrages; elle a une certaine fierté qui la gêne, elle se contente des premières offres, et ne cherche point ailleurs un prix plus élevé. Quelquefois il ne s'agit même pas de contribuer aux dépenses du ménage; le travail du père ou du mari est suffisant, on ne compte sur le revenu de la broderie que pour se donner un plaisir ou faciliter une dépense de toilette. Plus les besoins sont insignifians, plus le salaire qu'on accepte est modique. On ne sent pas le prix de son temps, on le donne pour rien, et on est bien loin de se douter qu'on donne en même temps celui des autres. Il est difficile de dire jusqu'où s'étend cette fabrication interlope, depuis la ménagère qui travaille deux ou trois heures par jour, et qu'on pourrait à la rigueur compter parmi les ouvrières véritables, jusqu'à la jeune fille qui brode par plaisir et qui vend sa broderie par caprice. Beaucoup de pères de famille ignorent que leur salon est un atelier, et que les jolies bagatelles qui se brodent sous leurs yeux sont achetées d'avance ou même commandées par une maison de la rue Saint-Denis. Presque toute la broderie qui se fait à Paris sur mousseline ou sur étoffes vient de cette source; il en est de même des ouvrages en filets, bourses, sacs et réseaux, de la tapisserie pour meubles, des pantoufles, de la passementerie. Plus d'une aussi, parmi ces ouvrières élégantes, se cache pour travailler, et se cache encore plus pour vendre le produit de son travail. Toutes les misères ne vont pas en haillons, et quand une femme qui a vécu dans l'aisance est réduite par le besoin à un travail manuel, il est bien rare qu'elle ne paie pas la rançon de la toilette qu'elle porte et des habitudes qu'elle a conservées.

Ce qui procure encore quelques commandes aux ouvrières malgré la concurrence des prisons, des couvens et du monde, c'est qu'il y a dans l'industrie des époques de travail pressé où il faut produire beaucoup en très peu de temps, sauf à languir ensuite pendant plusieurs mois. Le retour d'une saison ou d'une fête, une mode qui prend faveur, des chaleurs ou des froids prématurés obligent les maisons de commerce à faire des commandes à bref délai; alors il ne faut pas songer aux couvens qui travaillent à leurs heures, lentement, méthodiquement, et ne connaissent pas les veillées et le tra-

vail de nuit. Autrefois, c'est-à-dire hier, l'usage était de choisir soi-même l'étoffe et la coupe de son habit, le dessin de sa broderie; l'entrepreneuse, qui recevait les ordres du public, avait besoin d'avoir ses ouvrières sous la main et les guidait dans leur travail. Ces ouvrages ne pouvaient se faire au loin, dans un couvent ou dans une prison; c'était le lot de l'ouvrière parisienne. Les maisons de confection menacent de tout changer. A force d'acheter de grandes quantités de marchandises et de faire exécuter les objets par centaines, les confectionneurs réalisent de telles économies qu'ils vendent à un bon marché inoui. Le public se déshabitue de l'ancien système, qui faisait payer très cher et attendre longtemps. Le caprice le plus exigeant trouve à se satisfaire dans l'immense variété d'objets que les magasins exposent en vente. L'entrepreneur spécule en grand; il écoule sur la province ce dont Paris ne veut plus, sur l'étranger ce que dédaigne la province. Comme il n'est plus asservi à ses cliens, il est du même coup affranchi de ses ouvriers. Il peut faire ses commandes au loin, les répandre par toute la France; en un mot, il est maître du marché de la main-d'œuvre. La couture elle-même, qui fut si longtemps le travail sédentaire par excellence, risque bien de se transformer comme le rouet et la quenouille. On affiche dans Paris des *manufactures de vêtemens*; on commence à coudre à la vapeur.

Il y a fort peu de temps que les machines à coudre sont connues en France: elles sont pourtant d'origine française, ou du moins c'est un Français nommé Thimonnier qui conçut le premier l'idée de construire un appareil pour coudre au point de chaînette. En 1834, Walter Hunt ajouta à l'aiguille mobile de Thimonnier une navette mue par le même mécanisme, et qui, faisant passer un fil dans chaque boucle formée par l'aiguille, rendit la couture indécousable. Enfin l'Américain Singer, en combinant ces deux idées, construisit les premières machines à coudre réellement pratiques. Les Américains les adoptèrent rapidement. Elles eurent en France, à l'exposition universelle de 1855, un vif succès de curiosité. Telle qu'on l'a perfectionnée, la machine à coudre n'est nullement encombrante; on peut la mettre devant soi sur une petite table. L'œil n'aperçoit guère à l'extérieur qu'une plate-forme sur laquelle se met l'étoffe, deux bobines et une petite roue. L'étoffe est placée entre une aiguille verticale et une navette horizontale. Quand on tourne la roue, l'aiguille descend et perce l'étoffe; comme elle est enfilée près de la pointe, le fil forme au-dessous de l'étoffe une petite boucle; la navette s'avance alors horizontalement dans cette boucle, l'allonge sous l'étoffe et la tient couchée. L'aiguille verticale, continuant son mouvement, rentre dans l'étoffe, qui a reculé de la longueur d'un point, et introduit une seconde boucle à l'extrémité de la première. La première boucle étant

ainsi maintenue par la seconde, la navette sort de la première, entre dans la seconde, l'allonge, la couche et la maintient jusqu'à ce que l'aiguille introduise la troisième, et ainsi de suite. Quelquefois la navette tient elle-même près de sa pointe un fil qu'elle introduit successivement dans toutes les boucles, les serrant ainsi et les attachant l'une à l'autre; alors la couture est à deux fils et devient vraiment indécousable. On règle à volonté la longueur des points en tournant la vis des bobines. L'étoffe est entraînée par le mouvement automatique; si l'on ne coud pas en ligne droite, de la main gauche l'ouvrière dirige l'étoffe dans le sens qu'elle veut donner à la couture, et de la main droite elle tourne la roue. On peut aussi, au moyen d'une courroie et d'un levier, remplacer l'action de la main par celle du pied; quelquefois même on a recours à la vapeur. Ces machines sont employées en France à coudre les étoffes et le cuir, à border les chapeaux et à exécuter diverses sortes de broderies. La couture est aussi fine que l'on veut; elle est très solide et très régulière.

Une machine à coudre fait à peu près l'ouvrage de six femmes; mais quand l'objet, par exemple une chemise, est un peu compliqué, on est obligé d'employer trois ouvrières : l'une fait aller la mécanique, les deux autres appiècent la chemise, c'est-à-dire en assemblent et en faufilent les diverses parties. L'économie de temps ou d'argent, car c'est tout un, se trouve ainsi réduite à la moitié : trois femmes avec une machine font dans une journée la besogne de six femmes. Il est clair que c'est l'enfance de l'art, et qu'on atteindra une vitesse beaucoup plus grande. L'achat de la machine est assez dispendieux. Les bons fabricans vendent 500 fr. les machines les plus simples, et jusqu'à 900 fr. les machines à coudre le cuir. Tous ces prix seront réduits de moitié à l'expiration des brevets. On arrivera aussi à établir assez solidement les appareils pour supprimer en grande partie les frais d'entretien. Avec de bons instrumens et des ouvrières exercées, il est possible d'obtenir d'une seule machine dix-huit chemises par jour, ce qui abaisse la façon d'une chemise à 20 centimes. Il faut quatre heures à une ouvrière pour faire à la main une chemise pareille.

Après d'assez longues hésitations, l'habitude de coudre à la mécanique tend à se généraliser. Tant que les machines coûteront cher à cause des brevets, il sera difficile aux ouvrières isolées d'en faire l'acquisition; au contraire, les prisons, les couvens, les régimens, quelques ateliers particuliers, en seront promptement pourvus. Il y en a déjà un assez grand nombre à la prison de Saint-Lazare à Paris; presque toutes les maisons centrales, presque tous les régimens en ont acheté. Sans doute les régimens ne travaillent point pour le

public, et en ce sens ils ne font pas concurrence aux ouvrières; mais il n'y a dans les compagnies hors rang, chargées de l'habillement de la troupe, que des tailleurs et des cordonniers : on confectionne au dehors tous les autres effets, c'est-à-dire les chemises, les guêtres, les caleçons, les havresacs, la passementerie. Même pour l'habillement proprement dit, le maître tailleur ne fait guère coudre par ses hommes que les tuniques; il donne les pantalons à coudre à des entrepreneurs civils. Si l'introduction des machines ne coïncide pas avec une diminution de l'effectif des compagnies hors rang, les soldats de ces compagnies feront eux-mêmes une partie des confections données aujourd'hui au dehors, et il y aura encore là une perte notable pour l'industrie privée.

En somme, les ouvrières à l'aiguille forment plus de la moitié du nombre total des ouvrières. Parmi elles, il y a lieu de distinguer les ouvrières d'un talent exceptionnel, qui travaillent pour la commande, et les ouvrières d'un talent ordinaire, qui travaillent pour la confection. Le nombre des premières va en décroissant. La moyenne de leurs salaires a plutôt augmenté que diminué depuis 1847; en la fixant à 2 fr. par jour, comme à cette époque, on reste vraisemblablement au-dessous de la vérité. Les secondes, incomparablement plus nombreuses, n'ont point participé à l'élévation continue des salaires. La concurrence, le commerce en gros et les machines ont maintenu le bas prix des objets confectionnés et de la main-d'œuvre. Le chiffre de 1 fr. 42 c., indiqué par l'enquête de 1851 et qui a été justement taxé d'exagération, ne peut pas s'être amélioré; il est certain au contraire qu'il est en ce moment au-dessous de 1 fr. 25 c. pour une journée de douze heures. Les causes qui ont amené cette dépréciation continuant d'agir, on ne saurait prévoir à quel taux le mouvement de baisse s'arrêtera. Ces chiffres de 2 fr. pour la première catégorie d'ouvrières et de 1 fr. 25 c. pour la seconde sont les chiffres de Paris. Il n'est pas possible d'indiquer une moyenne pour toute la France : dans plusieurs départemens, les salaires sont inférieurs à ceux de Paris de plus de moitié; encore, dans cette évaluation approximative des salaires, n'avons-nous pas fait entrer en ligne de compte les chômages périodiques connus sous le nom de mortes saisons.

III.

Quelle peut être dans ces conditions de travail, avec un pareil taux des salaires, la position d'une femme obligée de vivre à Paris du travail de ses mains? Nous ne parlons pas de celles qui vivent au sein de leur famille : si le mari, laborieux et rangé, apporte fidèle-

ment chaque samedi le salaire de la semaine, si la mère de son côté, et si les enfans, à mesure qu'ils avancent en âge, ajoutent à la masse un petit pécule, la nourriture sera abondante, quoique grossière, le logement proprement tenu; les enfans ne souffriront ni du froid ni de l'abandon, ils fréquenteront l'école gratuite, et l'on aura encore, toutes dépenses faites, quelques deniers pour l'épargne. C'est là certainement une rude existence : douze heures d'un travail pénible tous les jours, sans autre repos que celui du dimanche, pour n'acquérir que le nécessaire! Il faut une certaine force d'âme pour se contenter de si peu. On est heureux dans cette condition avec un cœur bien placé et de tendres affections autour de soi. La pensée qu'on remplit vaillamment son devoir, qu'on est le guide et le protecteur de quelques êtres chéris, la certitude de pouvoir compter sur le respect de tous au dehors, et dans l'intérieur sur des amitiés dévouées et fidèles, consolent un honnête homme de ses privations. Une femme se passe encore plus aisément de ce que la fortune peut donner, pourvu qu'elle se sache abritée, protégée, aimée, car c'est là le bonheur pour elle. La famille est à la fois ce qu'il y a de plus sacré au monde et de plus doux; le vice et la misère ne prévaudront pas contre elle. C'est bien notre faute si nous cherchons au loin, sans parvenir à les trouver, des remèdes contre nos misères sociales; il n'y a qu'un seul remède, et nous l'avons sous la main sans tant de métaphysique, si nous savions nous en servir : c'est le retour à la vie de famille.

L'ouvrière dont nous voulons étudier le budget est toute seule sur le pavé de Paris; elle n'a ni mari pour la protéger, ni père, ni frère pour la recueillir. Supposons qu'elle appartienne à la catégorie des ouvrières d'élite, et qu'elle gagne au moins 2 fr. par jour. Il faut songer d'abord qu'il s'agit ici de 2 francs par jour de travail. Pour savoir à combien s'élèvent ses recettes annuelles, on doit défalquer les jours fériés, quatre grandes fêtes et cinquante-deux dimanches, ce qui réduit l'année à trois cent dix jours ouvrables. Il est de toute nécessité de retrancher aussi la morte saison. Elle varie sans doute selon les industries. Les brodeuses sur soie, velours et drap, gagnent des journées de 3 à 4 francs, mais elles ont un chômage de six mois. En général, la morte saison est de trois mois au moins pour toutes les industries. Trois mois représentent soixante-seize jours de travail. L'année est donc réduite à deux cent trente-quatre jours, et le budget annuel à 468 francs.

Les ouvrières ne restent pas absolument inactives pendant le chômage. Néanmoins il est toujours assez difficile d'obtenir du travail étranger, parce que les chômages viennent à la fois dans presque tous les corps d'état. En outre les ouvrières n'aiment pas à dé-

choir. On croirait volontiers que, la morte saison venue, l'ouvrière qui travaille pour les tailleurs sur mesure va se résigner à demander de l'occupation aux magasins de confection, où il n'y a pas de chômage; mais non, le point d'honneur s'y oppose. Ce point d'honneur se retrouve dans toutes les spécialités, surtout à Paris, et il a son bon côté : il faut, pour devenir habile, qu'on soit fier de sa profession et de son talent. Élevons, pour tout concilier, le budget moyen de recettes à 500 francs, et ne retranchons rien pour les maladies, quoiqu'il soit impossible qu'une femme travaille sans interruption tous les jours ouvrables de l'année, rien non plus pour les crises industrielles, les malfaçons, refus d'ouvrage, etc. Quiconque pèsera attentivement toutes les causes de perte que nous omettons jugera que cette somme de 500 francs est au-dessus de la vérité. Voilà donc une femme qui jouira de 500 francs de revenu à Paris tant qu'elle se portera bien et qu'elle n'aura pas la vue détruite. Comment va-t-elle organiser ses dépenses?

D'abord il faut se loger. On sait ce que sont devenus les logemens à Paris. Depuis plusieurs années, on perce de magnifiques boulevards à travers les rues les plus pauvres; les maisons élevées en bordure ressemblent à des palais; la riche bourgeoisie peut à peine les habiter, le nombre des logemens d'ouvriers va en diminuant. Il faut parler de 100 à 120 fr. sur la rive gauche, de 150 fr. sur la rive droite, pour avoir un cabinet mansardé à quelque sixième étage; une chambre coûte 20, 30 ou 40 francs de plus. L'ancienne banlieue, maintenant annexée, offre encore quelques loyers moins chers; mais en s'éloignant de l'atelier où elles travaillent, ou de l'entrepreneuse qui leur donne de l'ouvrage à emporter, les ouvrières se condamnent à une perte de temps importante, à une augmentation de dépense sur la chaussure. Nous mettrons donc 100 fr. pour le logement. Quelques-unes d'entre elles, ne pouvant supporter cette dépense, se mettent deux dans la même chambre; mais ce n'est plus avoir de chez soi, et un pareil logement devient aussitôt insalubre. Les vêtemens, la chaussure, le linge, enfin une garde-robe plus que modeste, représentent par année, d'après les plus minutieux calculs, une dépense d'environ 115 fr. Le blanchissage est assez dispendieux pour une femme. En ne le portant qu'à 3 fr. par mois, nous supposons que l'ouvrière fera elle-même ses savonnages, et qu'elle profitera des lavoirs publics pour la lessive. Enfin il lui faut de la lumière pendant une grande partie de l'année, si ses journées sont de dix heures (elles sont le plus souvent de douze et de treize heures); il lui faut un peu de feu, ou tout au moins de la braise dans une chaufferette : comment se servira-t-elle de ses doigts, si le froid les engourdit? Elle s'éclairera avec une mèche

trempée dans l'huile (10 centimes d'huile durent trois heures). Ceci est une économie funeste, car le travail à l'aiguille trop prolongé brûle les yeux; mais qu'y faire? Comptons 100 fr. pour le loyer, 115 fr. pour le vêtement, 36 fr. pour le blanchissage et 36 fr. pour le chauffage et l'éclairage, cela fait 287 fr. Il lui reste 216 fr. pour sa nourriture ou 59 centimes par jour, un peu moins de douze sous. C'est suffisant pour ne pas mourir de faim. Cependant personne au monde ne peut nier qu'au moindre accident qui viendra déranger l'équilibre de ce frêle budget, cette honnête et laborieuse femme va tomber dans la misère. Qu'elle reste une semaine sans avoir de l'ouvrage, qu'elle soit malade, qu'elle ait à payer un médecin, des médicamens, c'en est fait; il faut qu'elle s'endette. Et comment paiera-t-elle? Sur quel article fera-t-elle des économies? Où est le superflu qu'elle se retranchera?

Eh bien! nous avons supposé un salaire de 2 francs; mais combien de femmes atteignent ce salaire? Ce n'est pas la chemisière, car pour gagner 2 fr. il lui faudrait coudre huit chemises par jour, ni la gantière, car pour gagner 1 fr. 80 c. il lui faudrait coudre six paires de gants par jour, ni la giletière pour confection, car pour gagner 1 fr. 70 c. il lui faudrait faire six gilets droits ou six pantalons en un jour. Ce n'est ni la brodeuse, ni la dentellière, ni la frangeuse. Ce n'est pas la piqueuse de bottines, car la paire de bottines n'est payée que 1 franc, sur lequel il faut retrancher 15 centimes pour fil et cordonnet. En un mot, voici les faits dans leur inexorable évidence : une ouvrière qui gagne un salaire de 2 francs, logée dans un taudis, misérablement vêtue, a 59 centimes par jour pour sa nourriture, pourvu qu'elle ait le bonheur de se bien porter pendant les trois cent soixante-cinq jours de l'année. L'immense majorité des ouvrières reçoivent 50 centimes et même 75 centimes de moins. Comment vivent-elles?

On ne peut guère deviner une pareille vie, si on n'a jamais essayé de pénétrer dans leur intérieur. Pour arriver à leur mansarde, il faut traverser une allée fétide et monter péniblement, dans l'obscurité, six étages. Leur étroite fenêtre ouvre sur les toits. Les lattes mal jointes qui supportent les ardoises laissent pénétrer la pluie en hiver et la chaleur en été. Point de cheminée, ni de poêle, ni de meuble: à peine un lit ou plutôt un grabat, et quelque méchant tabouret de paille. Le propriétaire, fort mal payé par des locataires qui manquent de pain, ne peut pas faire de réparations; c'est tout au plus si la pauvre fille est défendue contre ses voisins par une cloison vermoulue. Les commissaires de l'enquête de 1851 parlent d'une femme ensevelie plutôt que logée « dans un trou de cinq pieds de profondeur sur trois de largeur, » et d'une autre « qui avait été obli-

gée, pour respirer, de casser le carreau de son unique lucarne. » Ils ont visité des greniers entièrement nus, sans une chaise, sans un bois de lit, sans un vase d'argile, sans même la botte de paille qu'on accordait autrefois au prisonnier dans son cachot. La plupart des horreurs qu'ils décrivent ont disparu. Nous avons tous vu à travers les démolitions ces ruches effondrées, étalant aux regards des passans leurs chambres étroites et malsaines, leurs mansardes homicides, leurs escaliers couverts d'une malpropreté séculaire. Ces rues, où personne n'osait pénétrer, à l'exception des malheureux qui n'avaient pas d'autre refuge, ont paru au soleil et à la lumière pour la première fois avec leurs ruisseaux infects et leur physionomie de sépulcres. Les hôtes sont partis, emportant dans un mince paquet toutes leurs richesses. Où sont-ils allés? Avait-on construit quelque demeure plus saine, plus humaine pour les recevoir? Presque tous ont émigré vers les extrémités de Paris, au risque de faire une ou deux lieues pour aller chercher et rapporter l'ouvrage : rude entreprise pour une malheureuse qui ne gagne que 10 centimes par heure, et qui ne mange qu'un peu de pain et de lait! Faute des ressources nécessaires pour se faire un mobilier, quelques femmes sont réduites à loger en garni au milieu du rebut de la société. « Il y a de ces garnis, disait le procès-verbal de l'enquête, où les hommes et les femmes vivent ensemble dans la même chambrée. »

La plupart de ces malheureuses femmes ont un amant; personne n'en rougit, la misère sert d'excuse à celles qui ont encore besoin de s'excuser. On a beau travailler tout le jour dans un grenier, on est jeune, on est Parisienne, on sait ce qui se passe à deux pas de soi. Quand la jeune fille, après avoir attendu la nuit pour ne pas perdre une heure de lumière et ne pas être vue dans ses haillons, va rapporter son ouvrage en tremblant qu'on ne lui fasse une retenue ou qu'on ne remette le paiement à un autre jour, dès le premier pas qu'elle fait dans la rue tout le luxe du monde lui entre à la fois dans les yeux. Les vitrines ruissellent de diamans, les plus coquettes parures appellent ses regards. Elle voit passer dans leurs équipages et dans leurs splendides toilettes les héroïnes du vice. Les théâtres, les bals publics, les concerts lui envoient des flots de musique par leurs portes béantes. Si elle n'a ni famille ni religion, qui la retiendra? Qui donc lui apprendra, entre la misère et le luxe, à toujours préférer la misère? Elle n'a pas même besoin de chercher ni d'attendre une occasion. Non, elle a la fortune sous la main; elle se sait maîtresse d'opter, à chaque minute, entre l'excès du plaisir et l'excès de la souffrance. Tous les hommes ne sont-ils pas des acheteurs? Est-ce qu'elle en doute? Tous les bals de barrières ne s'ouvrent-ils pas gratuitement pour les femmes? Est-ce pour rien que

la débauche élégante a son quartier à elle dans la capitale, qu'on cite dans le monde entier nos jardins publics, nos bals d'été et nos bals d'hiver, qu'on a fait tout un théâtre et toute une littérature pour décrire les mœurs de nos courtisanes, et pour exalter ce qui leur reste de vertu? Quand les filles d'atelier voient ces triomphes du vice, est-il possible que leur âme reste pure, qu'elles ne fassent pas dans le secret de leur cœur ces mêmes comparaisons qui poussent les hommes à la haine et à la révolte, et qui les précipitent, elles, dans la débauche?

Les plus honnêtes et les plus heureuses échappent à la pire des corruptions en prenant un amant dans leur classe. Elles trouvent rarement un mari. Un honnête ouvrier qui veut prendre une femme légitime va la chercher dans une famille. Parmi les unions irrégulières qui se forment dans les ateliers, quelques-unes se prolongent indéfiniment, et constituent par leur durée une sorte de mariage sans consécration légale. C'est une triste condition pour une femme, puisqu'elle n'a aucun droit reconnu, et qu'elle dépend uniquement de la bonne volonté de son amant. Si ces pauvres filles isolées, qu'il est si facile de séduire parce qu'elles sont reconnaissantes à la première affection qui s'offre, tombent sur un mauvais sujet, elles ne tardent pas à être abandonnées. L'ouvrier qui n'aime plus sa maîtresse, qui la voit malade, sur le point d'accoucher, et qui craint d'avoir à la nourrir, elle et son enfant, s'enfuit lâchement, cherche d'autres amours. Que deviendra cette malheureuse, qui vivait à peine quand elle n'avait à penser qu'à elle seule? Où ira-t-elle avec son honneur perdu, sa santé détruite? Elle formera de nouveaux liens, marchera vers un nouvel abandon. Trop souvent elle tombe plus bas encore. Parmi les filles qui se livrent aux derniers désordres, on en cite qui ne recourent à la prostitution que pour pouvoir élever leurs enfans. Parent-Duchatelet en a vu une qui lutta si longtemps que, lorsqu'elle vint se faire inscrire, elle n'avait pas mangé depuis trois jours.

En dehors des manufactures, une femme isolée ne trouve donc pas le moyen de vivre. Ainsi l'évidence nous presse de toutes parts. Tout périssait dans la famille, si la femme la quittait, et voilà maintenant que l'abri tutélaire du toit domestique est plus nécessaire à la femme elle-même qu'à ceux qui dépendent de son affection et de ses soins. Ce n'est pas seulement son bonheur qui est impossible hors de la famille, c'est sa sécurité, c'est sa vie. Le premier besoin de la société est de faire renaître la vie de famille, le premier devoir du moraliste est d'en chercher les moyens. La vraie bienfaisance est celle qui a une action directe sur les mœurs, qui, pour sauver les misérables, commence par en faire des hommes, et qui, sachant ce

que peut et ce que vaut la volonté individuelle, suscite dans l'âme même de ceux qui souffrent la force qui doit les émanciper et les guérir.

Il y a pourtant quelques exceptions au tableau que nous venons de tracer, mais si rares qu'on peut à peine les compter. Nous ne les mentionnons en finissant que pour rendre hommage à des vertus qui s'ignorent, et qui sont dignes de toutes les admirations et de tous les respects. Il est beau d'être honnête, même quand cela ne coûte rien; il est beau de porter courageusement le malheur, même quand on ne peut pas changer la destinée; mais rester pauvre quand on n'a qu'à vouloir pour cesser de l'être, vaincre à la fois la misère et le plaisir, n'est-ce pas le plus beau des triomphes? Pendant que tant de gens font litière de leur conscience, on trouve encore dans les ateliers parisiens quelques pauvres filles, fidèles aux leçons d'une mère et aux souvenirs de la famille absente, qui travaillent et souffrent tout le jour sans même donner un regret à ces plaisirs faciles, à cette abondance, à ce luxe, dont elles ne sont séparées que par le sentiment du devoir. Il faut les avoir vues dans leur isolement, dans leur dénûment et dans leur sainte innocence pour savoir ce que c'est que la véritable grandeur. Ceux qui vous ont visités n'oublieront jamais les leçons que vous leur avez données, chaumières de Septmoncel, où le pain manque sur la huche, où les rubis et les émeraudes roulent sur la table; ateliers de Lyon, où le satin broché étale sur le métier ses fleurs éblouissantes, tandis que la famille souffre avec résignation le supplice de la faim; tristes, froides, humides mansardes parisiennes, où de belles et languissantes filles poussent l'aiguille du matin au soir, et meurent à la peine plutôt que de faillir!

JULES SIMON.

LE

CARDINAL ALBERONI

ET

UNE EXPÉDITION DE SICILE

AU DIX-HUITIÈME SIÈCLE.

Relazioni sulla corte di Spagna, dell' abate Doria del Maro e del conte Lascaris di Castellar, ministri di Savoia, publicate per cura del commendatore Domenico Carutti; 1 vol. in-4°, Turin 1860.

Plus d'une fois, voyant comme tout arrive au-delà des Alpes, comme tout est livré aux brusques et soudaines initiatives, et surtout comme on s'étonne de ce pêle-mêle tourbillonnant de souverainetés en détresse et de territoires disputés par les armes, je me suis dit : Ce qui se passe aujourd'hui est-il donc si nouveau sous le soleil? Est-il vrai que le droit ou ce qu'on nomme de ce nom, ce qui s'appelle la loi des nations dans la langue des diplomates, n'ait jamais été rudoyé par quelque main hardie, fût-ce la main d'un prince ou d'un cardinal? Est-il vrai que notre temps seul ait le privilége de ces coups d'audace et de ces entreprises aventureuses qui effarouchent notre amour bien connu des choses correctement accomplies? Hélas! non, rien n'est nouveau dans l'histoire; les personnages varient et les scènes aussi peut-être; il y a quelques acteurs de plus, comme seraient par exemple les peuples qui demandent à jouer leur rôle. Le fond du drame est le même. Ce sont des provinces qui se détachent, des états qui se forment, s'agrandissent ou se défont, des souverainetés qui se déplacent ou qu'on aide à dispa-

raître, si peu qu'on y ait intérêt. Il ne s'agit, bien entendu, que de l'Italie, la grande agitatrice du moment, car pour le reste de l'Europe, où les Italiens sont un objet de scandale, il est bien clair qu'on n'y vit à aucune époque rien de semblable, qu'il n'y eut jamais ni brusques invasions, ni conquêtes en pleine paix, ni provinces enlevées par surprise ou par révolution, ni rapts de peuples concertés dans le mystère des chancelleries. C'est donc de l'Italie seule que je parle et de ce qui s'y est fait à peu près de tout temps, puisque c'est le pays sur lequel la conquête a roulé dans toutes les directions et sous toutes les formes, puisque c'est l'éternelle arène où l'on est toujours allé se battre pour toute chose hormis pour l'Italie elle-même.

Un jour Naples, un jour la Toscane, tantôt le Milanais, tantôt le Mantouan ou Parme, chaque fraction de cette contrée fatiguée de dominations a eu son heure et a été à son tour le prix de quelque conflit soudain allumé au choc des ambitions contraires. Combien de fois la Sicile, cette vieille nourricière de Rome, a-t-elle changé de maître! Une de ses fortunes singulières est d'avoir appartenu un instant, après la paix d'Utrecht, à la maison de Savoie, et d'avoir été, au sein même du XVIII[e] siècle, l'objet d'une de ces entreprises que nous avons quelquefois la naïveté de croire filles de l'esprit de révolution. Garibaldi cette fois s'appelait Alberoni; il était cardinal, premier ministre d'Espagne, et il fit contre le roi Victor-Amédée ce que Garibaldi vient de faire pour le roi Victor-Emmanuel. Je ne sais si notre hardi contemporain a été très respectueux pour le droit diplomatique : le cardinal Alberoni ne le fut guère plus. Je ne sais si l'Europe sait bien aujourd'hui où elle en est, ce qu'elle sera demain, où est sa règle, sa loi, son appui et sa force : elle ne le savait guère mieux au lendemain de la paix d'Utrecht, dans cet inextricable chaos d'où sortirent deux ou trois guerres. Et enfin de tous les ministres à l'esprit audacieux, à la carrière aventureuse, Alberoni est assurément un des plus originaux. Il remua tout, il agita tout; il se jeta en pleine paix sur la Sardaigne, qui était à l'empereur, sur la Sicile, qui était à la maison de Savoie. Il fut sur le point de recommencer pour l'Espagne l'ère des conquêtes, et il disparut tout à coup devant la coalition des inimitiés qu'il avait provoquées en Europe, non sans avoir rouvert toutefois les portes de l'Italie à la politique espagnole, à la maison de Bourbon, aux enfans de la seconde femme de Philippe V, cette Élisabeth Farnèse, son impétueuse complice. Le roi Victor-Amédée avait alors à Madrid des ministres qui suivaient d'un œil clairvoyant ce fourmillement d'intrigues et qui lui adressaient de ces rapports copieux et substantiels semblables aux relations de la diplomatie vénitienne. Ce sont ces rapports que

M. Carutti publiait récemment à Turin : simple et vive révélation d'un épisode où l'Italie est en jeu comme toujours, et dont les principaux acteurs sont deux Italiens transportés en Espagne, Alberoni et Élisabeth Farnèse, unis dans une même pensée agitatrice.

Je n'ai pas à redire ce que fut la paix d'Utrecht, par quels efforts elle fut achetée, de combien d'actes successifs et distincts elle se composa : vraie toile de Pénélope qu'on mit quatre ou cinq ans à ourdir. C'est cette paix qui fit le duc de Savoie roi de Sicile. Victor-Amédée fut couronné le 22 septembre 1713; il alla à Palerme, où il fit une entrée magnifique, organisa le nouveau royaume, assembla un parlement, car il s'était engagé à respecter les coutumes et les libertés de la Sicile; puis il revint en Piémont, laissant pour vice-roi le comte Maffei. Cette royauté avait pourtant en sa faveur le droit diplomatique : elle ne dura que cinq ans, et elle finit de la plus singulière façon, après avoir assez heureusement commencé. Les Siciliens, que Victor-Amédée avait d'abord charmés, s'aigrirent bientôt et ne cachèrent plus leur mécontentement. Ils eussent été flattés peut-être d'avoir un roi demeurant à Palerme : dès qu'ils étaient réduits à la condition d'appartenir à quelqu'un, ils aimaient mieux encore dépendre d'une puissante monarchie que d'un petit souverain de la veille; ils aimaient mieux avoir pour vice-roi un grand d'Espagne qu'un petit noble piémontais.

Ce n'est pas tout : Victor-Amédée, en ceignant la couronne des rois de Sicile de toutes les dynasties, recueillait l'héritage embrouillé d'une ancienne et épineuse querelle avec le saint-siége. Le pape d'abord revendiquait un droit de suzeraineté sur la Sicile et refusait de reconnaître le nouveau roi; de plus, il poursuivait d'une guerre acharnée une institution sicilienne vieille de sept siècles, qui a survécu jusqu'à notre temps, qui s'appelait le *tribunal de la monarchie,* et qui avait été autrefois investie par les papes des pouvoirs les plus étendus dans le domaine religieux, au point de juger toutes les causes ecclésiastiques, de prononcer sur les censures et même de relever des excommunications. Rien ne prescrit en semblable matière, et cette querelle s'est plus d'une fois réveillée sous le dernier roi de Naples Ferdinand II. J'ai même lu quelque part que les malheurs récens de la dynastie napolitaine n'étaient que le juste châtiment de son aveugle persistance dans la violation des droits du saint-siége : voilà pourquoi François II est aujourd'hui réduit à une si cruelle extrémité! Victor-Amédée en son temps fit ce qu'il put pour s'arranger avec le saint-siége sans abandonner les droits de la couronne; le pape Clément XI batailla, fulmina des excommunications, mit l'île en interdit, força les évêques à quitter la Sicile, et ce fut un élément de trouble de plus dans un pays où les grands re-

fusaient les subsides, où le peuple s'ameutait contre les soldats piémontais. Ce n'est pas là cependant qu'eût été le péril sérieux, si la royauté nouvelle n'eût été environnée à sa naissance de bien autres difficultés inhérentes à la situation même faite à l'Italie et à l'Europe par la paix d'Utrecht.

On n'a jamais mieux vu peut-être à quel point le destin de l'Italie était suspendu aux vicissitudes de la politique européenne. On sortait d'une guerre acharnée et sanglante de treize années, et la paix laissait l'incertitude partout. Il y avait au centre de l'Italie, à Florence, le dernier des Médicis, Jean-Gaston, dont la succession, avant d'être ouverte, était convoitée par tout le monde. A Parme, la maison régnante, celle des Farnèse, était aussi près de s'éteindre faute d'un héritier mâle, et le duché était revendiqué par l'empereur comme fief impérial, par le pape comme fief pontifical. L'empereur était dans l'île de Sardaigne, à Milan, à Naples, et protestait avec âpreté contre une paix qui lui avait arraché la Sicile, objet de son ardente convoitise. L'Espagne n'avait plus rien en Italie, et elle regrettait tout; elle tournait avec envie ses regards vers ses belles vice-royautés perdues, et d'ailleurs la nouvelle reine, Élisabeth Farnèse, qui allait en 1714 partager la couronne de Philippe V, lui portait pour ainsi dire en dot, avec sa passion, un moyen, un prétexte de reparaître dans la mêlée des affaires italiennes. Maître de la Sicile et du Piémont, Victor-Amédée était, entre l'Espagne et l'empereur, exposé au premier choc des ambitions contraires. Une guerre nouvelle ne pouvait être loin assurément. Ce fut pour l'empêcher ou la détourner un moment que se forma ce qu'on nomma la triple alliance de La Haye, entre l'Angleterre, la France et l'Autriche. Les tories, qui avaient fait le traité d'Utrecht, n'étaient plus au pouvoir en Angleterre, et une réaction d'impopularité se déclarait contre leur œuvre. Le régent, qui gouvernait la France, tenait avant tout à vivre en bonne amitié avec l'Angleterre et à maintenir la paix. L'empereur n'était pas opposé à la paix, pourvu qu'il eût ce qu'il voulait. La triple alliance n'avait pas un objet bien précis et bien défini; mais elle visait à préparer une combinaison propre à tout arranger, difficile à réaliser sans nul doute, et qui eût donné Parme et la Toscane à un fils de la reine d'Espagne, la Sicile à l'empereur, et à Victor-Amédée la Sardaigne, en échange de la Sicile. Victor-Amédée n'était pas le mieux traité. Quant à l'Espagne, elle entrait déjà dans une voie où ce qu'on lui offrait ne lui suffisait peut-être plus, et où elle allait en tous les cas se charger de mettre la main à l'œuvre.

C'est alors qu'apparaissent ces deux figures italiennes, Élisabeth Farnèse et Alberoni, au milieu de cette cour espagnole amortie dans l'étiquette après les agitations de la guerre, assombrie encore par

l'hypocondrie d'un roi qui n'avait plus rien de l'humeur française, qui n'avait eu qu'un éclair dans le combat dont sa couronne était le prix, et qui était fait réellement pour être subjugué. Blême de visage, terne d'esprit et indécis de volonté, mangeant énormément, chassant beaucoup, doué d'un tempérament effréné et chaste par timidité autant que par scrupule, Philippe V avait tout ce qu'il faut pour être conduit par une femme et par un ministre. La première femme de Philippe était une princesse de Savoie, Marie-Louise-Gabrielle, fille de Victor-Amédée, sœur de cette spirituelle et piquante duchesse de Bourgogne qui savait dérider la vieillesse chagrine de Louis XIV. Elle n'avait que quatorze ans quand elle arriva en Espagne en 1701. C'était une princesse à la taille svelte et élancée, aux yeux grands et doux, pâle de teint, avec une bouche petite, des dents blanches et irrégulières, ayant dans toute sa personne, comme sa sœur, plus de séduction que de beauté. Elle traversa ce temps de guerre et cette cour maussade comme une vision fière et charmante. Deux fois régente, pendant que le roi était en Italie ou au siége de Barcelone, conseillée par la princesse des Ursins, elle animait tout autour d'elle, elle popularisait la dynastie nouvelle par sa grâce et même quelquefois par son héroïsme, témoin le jour où, menacée dans Madrid par l'approche des armées alliées et pressée de partir, elle répondait à ses conseillers pusillanimes : « Attendons l'ennemi! Si nous sommes vaincus, j'irai dans les Asturies, je prendrai l'infant dans mes bras, et je relèverai la monarchie là où elle eut son berceau! » Cette aimable et courageuse princesse régna treize ans sur les sens et sur l'esprit du roi, à qui elle donna trois enfans, et elle mourut en couches en 1714, dans toute sa jeunesse, lorsque les cruelles épreuves étaient passées. Si elle ne fût pas morte, si la duchesse de Bourgogne eût vécu aussi en France, et surtout si elle eût régné, la politique eût changé peut-être, un lien plus étroit aurait pu réunir la France, l'Espagne et le Piémont.

La seconde femme qu'on se hâta de donner au roi Philippe, pour calmer les exigences ou les scrupules de sa chasteté tourmentée, était d'un tempérament plus solide. Élisabeth Farnèse n'était pas tout à fait cette bonne Lombarde, nourrie de fromage, que la princesse des Ursins croyait avoir choisie à merveille pour la diriger. Le premier usage qu'elle fit de son autorité de reine en entrant en Espagne fut, on le sait, de chasser de la cour Mme des Ursins elle-même. Dès ce moment, elle n'eut plus qu'une pensée, celle de s'emparer de Philippe, de le dominer, et elle y réussit entièrement. C'était une femme de nature robuste, suivant le roi à la chasse, médiocre d'intelligence, passionnée, violente et altière, détestant à peu près les Espagnols, qui le lui rendaient bien. L'ambition était peut-

être dans sa nature, et elle était aussi dans sa position. Elle ne pouvait songer pour ses enfans à la couronne d'Espagne, assurée pour le moment aux enfans de la reine Louise-Gabrielle. Italienne, elle tournait tous ses rêves, tous ses désirs vers l'Italie. C'est là qu'elle voulait à tout prix chercher des trônes, prête à dévouer toutes les forces de l'Espagne à la réalisation de ce dessein. Seule, elle ne l'aurait pu; elle trouva auprès d'elle un merveilleux auxiliaire dans un homme qui n'était rien et qui voulait être tout : c'était Giulio Alberoni, Italien comme elle, et qui avait sa fortune à faire avec celle de sa terrible et impétueuse compatriote.

Ce qu'a été Alberoni, on l'a dit quelquefois, et nulle part on ne le voit mieux peut-être que dans ces *relations* de deux ministres intelligens et avisés placés auprès de lui à l'heure la plus décisive. C'est, à vrai dire, un personnage curieux de l'histoire, qui eût été le Mazarin de l'Espagne, si la fin eût répondu au commencement. Giulio Alberoni était le fils d'un petit jardinier de Plaisance, et il était déjà abbé lorsque sa fortune voulut que son évêque l'employât à quelque négociation auprès du duc de Vendôme pendant les guerres d'Italie. Par son assurance, il plut au duc, qui le prit avec lui et en fit une sorte d'aumônier, — aumônier fort libre, je me hâte de le dire, gai, souple et hardi, ne s'étonnant de rien et peu embarrassé de scrupules. Alberoni accompagna M. de Vendôme en France, puis en Espagne, se servant habilement des bonnes grâces de son protecteur, qui lui fit donner une grosse pension sur l'archevêché de Valence. A la mort du duc de Vendôme, le remuant abbé n'était point d'humeur à s'arrêter sur le chemin de la fortune; il s'en alla à Madrid chez le ministre de Parme, le comte Casali, et là encore, sur ce théâtre nouveau, il attira bientôt l'attention par son esprit autant que par ses façons dégagées. Le comte Casali ne tarda pas à quitter Madrid, et le laissa chargé des petits intérêts que le duc de Parme avait en Espagne. Le jeune et brillant abbé fit bien autrement qu'on ne pensait les affaires de la maison de Farnèse, et ce fut la mort de la reine Louise-Gabrielle qui lui en fournit l'occasion. Déjà fort goûté et écouté de la princesse des Ursins elle-même, il aida singulièrement au choix de la seconde femme de Philippe V. Il ne chercha pas à vaincre de haute lutte; il représenta négligemment sa princesse parmesane telle qu'il la fallait à Mme des Ursins, c'est-à-dire jeune, inexpérimentée, de mœurs simples et de peu d'esprit. Mme des Ursins se laissa prendre à ce portrait, qui promettait si bien une souveraine docile, et Élisabeth Farnèse fut choisie. Peu après, le coup de théâtre était complet et foudroyant : Élisabeth était reine d'Espagne, l'impérieuse *camarera-mayor* était bannie, Alberoni était comte, ministre en titre de Parme, et de plus natu-

rellement désigné pour servir de guide à cette jeune princesse italienne transformée tout à coup en souveraine espagnole.

C'était tout au plus de quoi exciter le désir de grandeur et de fortune de l'abbé de Plaisance. Ministre d'une petite cour italienne, mais conseiller intime et actif d'une princesse devenue presque à l'improviste la souveraine d'une puissante monarchie, Alberoni ne songea plus qu'à tirer parti d'une position si merveilleuse. L'ambition croissait chez lui avec le succès. Tout lui souriait. Il se garda bien cependant de prendre trop promptement l'attitude d'un maître, et même quand il était déjà visible que tout se faisait par son conseil, lorsque les courtisans, toujours fidèles au souffle de la faveur, se tournaient vers lui comme vers le soleil levant, il rusait avec les flatteurs et plaisantait habilement de ce qu'on appelait son crédit. Il patientait, attirant les hommes par cette supériorité de séduction qu'ont tous les Italiens éminens, étudiant l'administration et les ressorts de la puissance de l'Espagne, car il était laborieux autant qu'ambitieux, conseillant invariablement à la reine d'envelopper le roi de sa tendresse, de ne laisser aucune influence arriver jusqu'à lui, et attendant le moment où, les ciconstances aidant, il pourrait se saisir de la réalité d'un pouvoir dont il déclinait encore les apparences. Ce n'était point facile, il est vrai : il y réussit par un mélange de hardiesse et de ruse qui fit de son élévation à la dictature ministérielle de l'Espagne une merveilleuse comédie. Le premier poste dans le conseil à Madrid était alors occupé par le cardinal Del Giudice, qui avait tout à la fois les fonctions d'inquisiteur-général, de gouverneur du prince des Asturies et de ministre d'état. Alberoni mit tout en œuvre pour le perdre en paraissant le servir, et pour se substituer réellement à lui dans la direction des principales affaires où se trouvait en ce moment engagée la politique de l'Espagne. Dans trois circonstances, il joua le même jeu, — dans l'affaire du traité de commerce avec la Hollande, dans la négociation du fameux traité de l'*asiento*, par lequel l'Angleterre s'assurait des avantages commerciaux en Amérique, et dans le règlement des difficultés fort épineuses qui divisaient depuis quelques années l'Espagne et la cour de Rome.

C'était le baron Riperda qui négociait pour les Hollandais; le ministre Bubb représentait l'Angleterre, et le nonce Aldovrandi défendait les intérêts du saint-siége. On s'épuisait en négociations avec le cardinal Del Giudice, et on n'arrivait à rien, si bien que les ministres étrangers finissaient par croire à un mauvais vouloir systématique du cardinal. Ce fut Riperda qui le premier vit clair dans la situation et qui, rompant brusquement avec Del Giudice, alla droit à Alberoni comme au médiateur tout-puissant. Alberoni se fit prier,

puis il eut l'air de céder à une importunité, promettant d'en parler à la reine et au roi, et peu après Riperda avait son traité; il fut condamné seulement à renouer pour l'apparence avec le cardinal et à continuer avec lui une comédie de négociations lorsque le traité était déjà signé en secret avec Alberoni muni des pouvoirs du roi. Le secret ne fut pas si bien gardé que le ministre anglais Bubb ne le pressentît : il prit la même voie et il réussit de même, non sans avoir payé, dit-on, une assez forte somme. Restait l'affaire avec Rome, qui n'était pas la moins grave, la moins compliquée, et qui traînait en longueur depuis plusieurs années; mais comme Alberoni était un habile homme, en même temps qu'il attirait à lui peu à peu le pouvoir, il pensa qu'une négociation avec le saint-siége valait bien un chapeau de cardinal. Aussi, en paraissant prendre à cœur la réconciliation de l'Espagne et de Rome, se montra-t-il d'abord assez réservé avec le nonce Aldovrandi. Il ne le désespérait pas, mais il éludait; il exagérait les difficultés, lorsqu'un jour le père Daubenton, confesseur du roi, guéri par une première disgrâce de la dangereuse pensée de se mettre en lutte avec un favori, alla trouver Aldovrandi, et lui dit en grand secret qu'à ses yeux il n'y avait pas d'autre moyen d'arriver à un dénoûment que de donner la pourpre à Alberoni; que pour lui, s'il était à Rome, il n'hésiterait pas à se jeter aux pieds du saint-père, et qu'il était impossible qu'un homme ainsi honoré ne répondît pas aux vœux de l'église. Aldovrandi était déjà convaincu, et il fit même le voyage de Rome. Aux premières ouvertures, le pape refusa nettement. On ne se découragea pas pour si peu; on fit valoir les armemens maritimes que l'Espagne faisait en ce moment pour défendre, disait-on, le nom chrétien contre les Turcs. Le pape commença de se laisser toucher; il se défiait pourtant encore, et, ne fût-ce que pour garder sa dignité, il voulait, avant de donner le chapeau, qu'un traité fût signé entre Rome et l'Espagne et que la démonstration militaire contre les Turcs fût accomplie. Alberoni, qui n'était pas moins défiant, et qui d'ailleurs avait de tout autres pensées, ne l'entendait point ainsi. Ce fut le pape qui céda dans cette lutte singulière, si bien qu'à l'issue de toutes ces négociations, Alberoni se trouvait tout à la fois initié aux secrets d'état de l'Espagne, poussé à la direction des affaires et cardinal.

La reine dominait le roi, Alberoni dominait la reine; il avait réussi à se rendre nécessaire, et dès lors il prenait hardiment le pouvoir. N'ayant plus rien à ménager, il concentrait en lui le gouvernement, réduisant les autres ministres à un rôle subalterne, maître du sceau royal, disposant du trésor, ayant seul le secret de la politique et de la diplomatie, mettant en mouvement les armées

et les flottes, marchant à son but, et impénétrable pour tous. L'homme qui en si peu de temps était devenu, de simple abbé à la suite du duc de Vendôme, premier ministre d'Espagne et cardinal, cet homme, à tout prendre, n'avait rien de vulgaire. Il avait cinquante-quatre ans à cette époque, et il était robuste, actif, de visage coloré. Il avait l'intelligence pénétrante et vive avec l'audace imperturbable de toutes les entreprises. Impétueux et fin, altier et dissimulé, agitateur par tempérament, diplomate d'imagination aventureuse, il ne reculait devant rien, ni devant le péril, ni devant l'intrigue. Il était absolument dénué de scrupules, et pourvu qu'il réussît, tout lui paraissait bon. « Monsieur le cardinal, je ne vous croyais pas capable de cela, lui disait un jour le père Daubenton en se plaignant de quelque mesure équivoque. — Mon père, reprit le cardinal en regardant fixement le confesseur du roi, je suis capable de cela et de tout. » Le pouvoir au reste n'était pas pour lui seulement une vaine et fastueuse dignité; il ne l'ambitionnait que pour s'en servir. Aussi dès son avénement mit-il tout en œuvre pour reconstituer la force militaire de l'Espagne et pour étendre sur l'Europe le réseau de sa diplomatie. Il arrivait à cette sorte de dictature l'esprit bouillant de projets, faisant luire aux yeux de Philippe V la couronne de France, que le roi d'Espagne enviait après la mort de Louis XIV, laissant entrevoir aux Espagnols la possibilité de reconquérir leurs vice-royautés perdues, promettant à la reine Élisabeth des trônes pour ses enfans. Au fond, sa pensée était tout entière pour l'Italie, et c'est par là qu'il dominait la reine en la servant, en la flattant dans son ambition la plus vive. Alberoni avait réellement la passion tout italienne de chasser les Allemands de la péninsule; ce fut le mobile de sa politique. Seulement au dernier siècle cette idée prenait naturellement la forme d'une substitution de souveraineté au profit des enfans à demi italiens d'Élisabeth Farnèse.

L'essentiel était de remettre le pied en Italie, et c'est là qu'il visa sans dévoiler sa pensée, sans laisser pressentir où tendait sa politique. On était en 1717; l'Europe, je l'ai dit, était dans cet état d'indécision où toutes les rivalités s'agitaient, et où la diplomatie multipliait les combinaisons pacificatrices; elle cherchait des palliatifs par des traités comme celui de la triple alliance. C'est à travers ce jeu d'antagonismes et de négociations confuses que le rusé et audacieux Alberoni comptait se faire jour, appelant à son aide le mystère et l'imprévu, ne négligeant rien d'ailleurs pour ajouter au trouble universel. De là ces tentatives curieuses et extraordinaires si habilement ourdies pour mettre l'Europe en mouvement et créer des embarras à toutes les politiques. Il avait des intelligences partout, au nord et au midi. En France, il nouait des cabales contre le

régent, et préparait la conspiration de Cellamare. En Angleterre, il fomentait des entreprises en faveur du prétendant. Au nord, il aidait à la paix entre Pierre le Grand de Russie et Charles XII de Suède, pour pousser les deux princes contre les Anglais. La guerre que l'empereur poursuivait contre les Turcs était, d'un autre côté, une diversion puissante, et assurait une certaine liberté. Le mouvement et l'intrigue étaient partout, et pendant ce temps Alberoni agissait avec une singulière vigueur. Les armemens se multipliaient dans tous les ports de l'Espagne; des troupes se rassemblaient à Barcelone. Tous les préparatifs d'une vaste expédition se poursuivaient simultanément et aussi secrètement que possible. En un mot, une force s'organisait pour une destination inconnue.

Alberoni, au reste, avait un prétexte tout trouvé pour dissiper les premiers soupçons : il armait contre les Turcs; il l'avait promis au pape, qui l'avait fait cardinal. Il trompa si bien son monde, que le nonce Aldovrandi et l'ambassadeur vénitien Mocenigo, d'abord fort inquiets, vivaient dans la plus complète illusion. Les ministres de France et d'Angleterre n'étaient pas si crédules. Ils demandèrent une audience au roi, qui les renvoya au cardinal, et Alberoni répondit dans un langage hautain et énigmatique que le roi était maître chez lui, que les armemens de l'Espagne au surplus n'avaient d'autre objet que le maintien d'une paix conforme au juste équilibre de l'Europe aussi bien qu'à l'honneur des souverains catholiques. L'explication n'avait pas de quoi rassurer les diplomates, d'autant plus que les armemens continuaient plus que jamais. Alberoni avait gagné un peu de temps. Bientôt pressé de nouveau par les agens étrangers et ne pouvant plus dissimuler ce qui était trop visible, il dit tout bas et en confidence qu'il s'agissait de la conquête d'Oran : après quoi les ministres de France et d'Angleterre ne doutèrent plus que le fourbe cardinal ne méditât un dessein tout différent et ne préparât quelque surprise à l'Europe.

Amuser la diplomatie jusqu'au bout n'était pas la seule difficulté pour Alberoni : il avait à vaincre les scrupules du roi, intimidé de l'audace aventureuse de son esprit. L'âme simple et inquiète de Philippe répugnait, à ce qu'il semble, à cette campagne qu'on lui proposait, et que personne ne soupçonnait encore. Il fallut que la reine usât de toute son influence et attendrît le pauvre prince par ses larmes. Le père Daubenton lui-même fut employé à rassurer la conscience du roi, qui, une fois tranquillisé, laissa libre carrière à l'impétuosité du cardinal. Dès lors les ordres furent lancés de toutes parts avec une rapidité foudroyante, et en quelques jours tout fut prêt. Or quelle était cette entreprise méditée dans le mystère, et dont Alberoni avait su dérober au moins le but à la diplo-

matie? On le sut bientôt. A la fin de juillet 1717, une escadre espagnole partait de Barcelone; elle se composait de douze vaisseaux de guerre et de cent bâtimens de transport. Près de dix mille hommes d'infanterie et six cents chevaux étaient à bord sous les ordres du marquis de Leyde, qui commandait l'expédition. Ces forces allaient tout simplement conquérir la Sardaigne, qui était à l'empereur depuis la paix d'Utrecht. L'expédition une fois lancée, Alberoni répandit en Europe un manifeste où il énumérait tous les griefs de la cour de Madrid contre l'empereur, ajoutant que d'ailleurs la guerre n'avait jamais cessé entre l'Espagne et l'empire. Au mois d'août, quelques jours après que l'escadre avait quitté Barcelone, la conquête de l'île de Sardaigne était achevée. L'Europe fut dans un grand étonnement et dans une exaspération singulière quand elle apprit que les Espagnols avaient débarqué en Sardaigne. Le roi d'Espagne était un impie, et son ministre un vrai brigand pour avoir assailli sans déclaration de guerre les possessions d'un souverain dont les armées étaient en ce moment à se battre contre les Turcs. Le pape Clément XI se plaignit fort d'avoir été pris pour dupe lorsqu'il s'était laissé persuader que l'Espagne armait contre les Turcs, et il regrettait le chapeau de cardinal qu'il avait donné. L'empereur Charles VI jurait de se venger. Alberoni riait, voyant déjà le succès venir à lui. « Aujourd'hui ils me maudissent parce que l'île n'est pas tout à fait mienne, disait-il avec son accommodant scepticisme; ils me loueront quand tout sera fini. » En peu de jours, on l'a vu, tout était fini, du moins pour le moment, et le drapeau de l'Espagne flottait de nouveau sur cette île, où il avait flotté si longtemps, où la domination espagnole a laissé des traces qui vivent encore aujourd'hui.

Ce fut le premier coup de l'entreprenante audace d'Alberoni, ce ne fut pas le dernier. L'Europe revenait à peine de son étonnement que l'Espagne armait de nouveau, et cette fois dans de plus grandes proportions. L'impétueux Italien ne s'était pas jeté à travers les combinaisons des cabinets et n'avait pas enlevé la Sardaigne d'un coup de main pour s'arrêter en route. Ce n'était que le commencement d'une campagne qui réservait d'autres surprises. Les ministres de France et d'Angleterre voulurent faire des remontrances; le cardinal répondit lestement que l'Espagne n'avait d'autre idée que de tenir en respect la cour de Vienne au cas où celle-ci voudrait lui faire des querelles d'Allemand. C'est alors qu'éclata la triple alliance qui semblait destinée à intimider toutes les velléités belliqueuses par une puissante démonstration diplomatique, et qui faisait d'ailleurs une certaine part à l'ambition de la reine d'Espagne en promettant à ses enfans Parme et la Toscane. Tout autre qu'Al-

beroni se fût arrêté peut-être devant cette sorte de coalition qui voulait lui imposer la paix, et qui était en même temps un appui pour l'Autriche. Le cardinal, quant à lui, montra un visage imperturbable. Il prit un ton hautain, et fit même faire des menaces à Paris et à Londres, comme si l'Espagne était prête à accepter une guerre tout à la fois avec la France, l'Angleterre et l'empereur. Alberoni ne recula pas devant cette partie où il jouait sa fortune et son crédit, et se réservant peut-être en secret quelque possibilité de négociation, comptant, dans tous les cas, qu'il ne pouvait manquer d'avoir Parme et la Toscane, que la triple alliance assurait à la reine d'Espagne, il marcha toujours en avant. Il redoubla d'intrigues en Europe, d'activité dans ses armemens, et se tint prêt à une plus brillante conquête avec la fougue d'un homme irrité par un premier succès, enivré de sa propre aventure.

Il y avait cependant en Italie un prince que les projets d'Alberoni, les conséquences qu'ils pouvaient avoir, intéressaient singulièrement, que cette bizarre partie mettait dans une cruelle perplexité, car il était plus exposé à perdre qu'à gagner : c'était Victor-Amédée, résigné à voir un infant d'Espagne aller à Parme, mais ambitieux pour lui de l'insaisissable Milanais, maître de la Sicile, que la triple alliance promettait à l'empereur, et sur laquelle on supposait, non sans raison, qu'Alberoni avait des vues. Victor-Amédée avait de l'humeur contre l'Europe, qui prenait sur elle de disposer de son bien, de lui enlever diplomatiquement la Sicile pour lui donner l'inégale compensation de l'île de Sardaigne, qui était d'ailleurs à reconquérir désormais sur l'Espagne. Il hésitait pourtant à se démasquer et à braver une coalition à laquelle il ne pouvait songer à résister. Il sentait, d'un autre côté, qu'il aurait plus à gagner à se lier avec l'Espagne, si les vues du cardinal n'étaient pas trop démesurées, si ses velléités belliqueuses s'appuyaient sur des forces militaires réelles; mais il ne savait ni ce que voulait le rusé cardinal, ni même s'il était sérieusement résolu à la guerre ou s'il ne se déroberait pas tout à coup par quelque arrangement imprévu avec l'Europe, qui le laisserait seul, pris au piége d'une démonstration compromettante et inutile. Victor-Amédée se défiait d'Alberoni, et Alberoni ne se défiait pas moins de Victor-Amédée, au point qu'il rompait brusquement, à peu près sans motif, avec le ministre piémontais dont la gênante clairvoyance l'impatientait. C'est justement ce ministre fin et pénétrant, l'abbé Doria del Maro, dont la vive et curieuse *relation* est divulguée aujourd'hui.

Victor-Amédée n'était point pour le moment en position de montrer trop de susceptibilité, et il envoya un autre ambassadeur, le comte Lascaris de Castellar, qui était chargé d'une mission appa-

rente et d'une mission réelle. La mission apparente avait trait à quelques affaires de peu d'importance; la mission réelle et secrète consistait à sonder le cardinal, à découvrir ce qu'il voulait, à pressentir ses dispositions pour la guerre ou pour la paix, à voir en un mot ce qu'il y aurait à faire avec lui, en lui prodiguant les marques de l'estime et de la confiance du roi. Le comte de Castellar n'avait point là vraiment une mission facile. Un peu adouci par les déférences de Victor-Amédée, le cardinal n'échappait pas moins à son envoyé par une incessante ambiguïté. Aux ouvertures qu'on lui faisait, il répondait d'abord par des soupçons, accusant le prince piémontais d'être en négociation avec l'empereur pour s'arranger directement. Les premiers ombrages se dissipèrent un peu cependant, et les confidences prirent en apparence un caractère plus intime. On était d'accord sur la nécessité de chasser les Allemands de l'Italie, sur l'identité des intérêts du Piémont et de l'Espagne, et on en vint à des propositions que le cardinal résumait ainsi : alliance offensive et défensive des deux cours de Madrid et de Turin, conquête du Milanais au profit de Victor-Amédée, contingent de vingt mille hommes d'infanterie et de trois mille hommes de cavalerie fourni par l'Espagne pour la guerre de Lombardie; d'un autre côté, l'Espagne recevrait à titre de dépôt la Sicile comme point de départ de la conquête de Naples. Si la guerre était heureuse, Victor-Amédée garderait Milan en échange de la Sicile; si elle était malheureuse, la Sicile lui serait rendue.

La pensée secrète paraissait trop bien, et le plus clair était que Victor-Amédée risquait fort de n'avoir ni Milan ni la Sicile. Le prince piémontais s'en tira comme il put, refusant de mettre son royaume en gage entre les mains de l'Espagne. Au fond, le cardinal lui-même n'attachait peut-être pas une extrême importance à sa demande et ne s'en occupait guère, en homme plus pressé de pousser à bout son aventure et d'agir seul que d'attendre une réponse. Aussi, lorsque bientôt après le comte de Castellar se présentait de nouveau avec le projet de traité modifié à Turin, Alberoni s'en émut peu; il fut évasif, disant qu'il était bien tard, que l'Espagne avait pris seule ses dispositions, et que la flotte était déjà loin. Le cardinal était d'autant plus pressé qu'il avait à gagner de vitesse l'intervention de l'Europe. L'empereur venait en ce moment de faire la paix avec les Turcs. Une flotte anglaise entrait dans la Méditerranée. L'amiral Byng, touchant à Alicante, avait expédié un courrier à Madrid pour notifier sa mission, qui était de maintenir la neutralité de l'Italie, et de travailler, disait-on, à un accommodement entre l'empereur et le roi catholique. Alberoni répondit fièrement à l'amiral qu'il pouvait exécuter ses instructions. Quant au Piémont,

le cardinal ne s'inquiétait nullement de se faire donner par un traité une permission qu'il saurait bien prendre. Le fait est que le 18 juin 1718 l'escadre espagnole avait pris la mer. Elle était bien plus considérable que celle qui avait quitté Barcelone l'année précédente pour aller enlever la Sardaigne. Elle se composait de vingt-deux vaisseaux de ligne, trois bâtimens marchands armés en guerre, quatre galères et trois cent quarante bâtimens de transport. Elle portait trente-six bataillons d'infanterie, quatre régimens de dragons, six de cavalerie, cent pièces de canon de batterie, quarante mortiers, six cents canonniers, quinze cents mulets pour le service de l'artillerie, enfin une armée de trente mille hommes et un immense attirail de guerre. Le marquis de Leyde avait le commandement militaire de ces forces. On n'avait jamais vu une flotte mieux équipée et mieux munie. Celui qui avait conçu cette expédition était Alberoni; celui qui avait exécuté cette audacieuse pensée avec un zèle de détail minutieux était l'intendant-général Patiño, qui seul avait le secret du cardinal. Tout avait été préparé avec soin; le reste, Alberoni le laissait à la fortune, songeant seulement à précipiter les coups pour déconcerter les oppositions. Où allait maintenant cette escadre? On soupçonnait vaguement qu'elle devait assaillir Naples par les Calabres. Le 2 juillet 1718, l'armée débarquait à quelques milles de Palerme dans l'île de Sicile, dont le marquis de Leyde se proclamait vice-roi au nom du souverain de l'Espagne reprenant possession d'un ancien domaine.

On devine quel fut le déchaînement de l'Europe contre cette entreprise nouvelle. Alberoni fit face à tout au premier moment avec son audace et sa souplesse accoutumées. Aux Siciliens, il faisait annoncer qu'il venait leur rendre leurs libertés anciennes violées et leurs franchises abolies par le prince savoyard; aux ambassadeurs des puissances alliées, il répondait que Victor-Amédée négociait à Vienne l'échange de la Sicile pour la Sardaigne, et que l'Espagne, maîtresse de cette dernière île, ne pouvait le souffrir; au ministre de Victor-Amédée lui-même, au comte de Castellar, qui en était toujours à son traité et qui appelait l'invasion un acte « d'injustice, de violence, de mauvaise foi et de scandale, » il disait que la flotte anglaise, qui venait d'entrer dans la Méditerranée, était chargée de s'emparer de la Sicile pour la donner à l'empereur, et qu'il n'avait fait que la devancer. Le plus embarrassé et le plus malheureux assurément était le ministre du prince piémontais, qui fut appelé en grande hâte à l'Escurial pour recevoir le premier communication de l'événement. Je me figure que l'envoyé du roi François II, qui se trouvait récemment à Turin les mains pleines de traités, n'était pas moins perplexe. Le ministre de Victor-Amédée se révolta, s'indigna.

« Je dis au cardinal, rapporte-t-il dans sa relation, que votre majesté n'aurait jamais dû s'attendre à un coup de cette sorte en temps de paix et sans déclaration de guerre, surtout de la part du roi d'Espagne, son gendre, son allié, et tellement son ami que non-seulement votre majesté lui avait fait confidence des projets les plus essentiels touchant les intérêts communs des deux couronnes, mais encore qu'elle avait déclaré être prête à courir la fortune de sa majesté catholique elle-même... » Le cardinal laissa dire le comte de Castellar, accepta une rupture devenue inévitable, et en attendant l'invasion de l'île s'accomplissait. L'armée débarquée somma Palerme, qui se rendit, sauf la citadelle. La plus grande partie de la noblesse, les députés de la ville accoururent au camp du marquis de Leyde, et offrirent de se soumettre au roi catholique à la condition que leurs priviléges seraient confirmés. De Palerme, on marcha sur Messine : une force d'infanterie alla aborder par mer entre le Phare et Milazzo, tandis que la cavalerie allait au même but par terre. Alors comme aujourd'hui, Messine était le point le plus difficile à emporter. Il y avait dans la ville une garnison piémontaise de plus de deux mille hommes. La vue de la flotte espagnole suffit pour provoquer un soulèvement dans le peuple et contraindre les Piémontais à se réfugier dans la citadelle, où ils se disposèrent à soutenir un siége. En réalité, les Siciliens étaient favorables à l'entreprise et regrettaient leurs anciens maîtres. La ville de Catane proclama le roi Philippe, s'empara du château et retint la garnison prisonnière. Des Siciliens se joignaient aux Espagnols et poursuivaient les Piémontais, qu'on n'aimait pas. En peu de temps, il ne restait que les places principales, Messine, Milazzo, Syracuse, au pouvoir des soldats de Victor-Amédée ou plutôt des impériaux, accourus bientôt de Naples pour prendre part à une guerre dont ils devaient en définitive recueillir l'avantage.

De telles entreprises ont besoin du succès et même souvent d'un prompt succès. Le malheur d'Alberoni fut que cette guerre se prolongea plus qu'il ne l'avait espéré, ce qui laissait tout en suspens, — et que ce coup de politique audacieuse était une violence trop ouvertement faite au système délibéré et fixé par les trois principaux cabinets européens. Les Espagnols eurent encore de brillantes journées en Sicile, ils battirent vaillamment les impériaux; mais ils gagnaient des victoires stériles, ils avançaient lentement, et les avantages mêmes qu'ils avaient sur terre étaient balancés par un cruel revers maritime. L'Angleterre en effet n'avait garde de laisser échapper cette occasion de frapper la puissance navale renaissante de l'Espagne. L'amiral Byng, errant toujours dans les eaux de Naples et prétextant la neutralité de l'Italie violée par l'invasion de la Si-

cile, fondit le 11 août 1718 sur la flotte espagnole et lui infligea un irrémédiable désastre. D'un autre côté, les nuages s'amassaient en Europe au point de former bientôt un formidable orage contre l'Espagne. La triple alliance dont on avait signé les préliminaires au commencement de 1718 s'achevait au mois d'août, et devenait la quadruple alliance par l'accession de la Hollande. Ce qui n'avait été jusque-là qu'une idée discutée et agitée par la diplomatie devenait un système arrêté, qui consistait, je l'ai dit, à donner la Sicile à l'empereur, la Sardaigne à Victor-Amédée de Savoie, Parme et la succession éventuelle de la Toscane à un fils de la reine Élisabeth d'Espagne. Cette combinaison fut notifiée à la cour de Madrid, qui eut trois mois pour l'accepter. Ce n'était plus une négociation qu'on offrait à l'Espagne, c'était une sommation qu'on lui adressait l'épée tendue : le cardinal la reçut avec une dédaigneuse hauteur, s'acharnant à une lutte désormais inégale. En peu de temps, Alberoni vit s'évanouir tous ses songes d'ambition et de gloire; il vit se briser entre ses mains tous les fils de ce réseau d'agitations et d'intrigues dans lequel il croyait avoir enveloppé l'Europe pour se donner toute liberté. Il avait fomenté des complots en France contre le régent, ces complots étaient surpris et déjoués. Il avait préparé une descente en Écosse au nom du prétendant anglais, cette descente ne réussit pas. Il avait rêvé d'attirer Charles XII de Suède contre l'Allemagne, et ce prince était tué dans les tranchées d'une place de Norvége. Tout manquait à la fois.

Le réveil était terrible pour l'Espagne; la guerre était partout. Les Espagnols continuaient à se battre en Sicile, et commençaient à compter plus de revers que de succès. Les Anglais tenaient la mer, débarquaient de vive force à Vigo, et s'emparaient de Saint-Sébastien. Une armée française paraissait sur les Pyrénées. La coalition se resserrait de tous côtés autour de l'Espagne. Alors Alberoni, sans cesser de faire face à l'orage, se trouva dans une de ces situations extrêmes où sont quelquefois les favoris de la fortune, réduits à vaincre ou à périr, et exposés à payer dans tous les cas d'une chute éclatante une grandeur éphémère. Le cardinal d'ailleurs avait amassé contre lui des haines implacables. Il avait profondément offensé les Anglais par ses réclamations injurieuses et hautaines au sujet de l'action navale de l'amiral Byng. Il s'était fait un ennemi irréconciliable du régent de France, dont il avait cherché à ébranler le pouvoir. Pour le pape, c'était l'agresseur d'un prince chrétien occupé à combattre les Turcs; pour l'empereur, c'était l'envahisseur de la Sardaigne et de la Sicile; pour tous, c'était le perturbateur public, le seul obstacle à la paix. Le dernier coup lui fut porté par un envoyé du duc de Parme qui arriva à Madrid, et qui était

chargé de voir le roi et la reine, de leur faire sentir le péril de la lutte où ils étaient engagés. Assurément Alberoni n'avait pas tout fait, mais il paya pour tous. Un matin, le 5 décembre 1719, — il y avait déjà plus d'un an que cette guerre continuait, — le roi Philippe partit pour le Pardo, laissant au cardinal l'ordre de quitter Madrid dans huit jours, les terres d'Espagne dans trois semaines, et de n'y plus reparaître. Irrité et surpris, Alberoni essaya encore de voir la reine et le roi : il n'y put réussir, et après avoir tout remué, tout agité en Europe pendant trois ans, après avoir communiqué à l'Espagne un élan fiévreux d'activité, il fut obligé de partir pour l'Italie, détesté de tout le monde, même du roi Philippe, qui s'apercevait un peu tard que cet abbé parvenu était son maître. Le régent lui donna à son passage en France une ironique escorte d'honneur qui le conduisit à Antibes, où il s'embarqua pour Gênes.

Je n'ai pas à suivre les aventures de ce singulier prince de l'église, qui tomba dans l'obscurité après sa chute, sans échapper encore aux inimitiés qu'il avait suscitées. Le pape le menaça d'un procès canonique, le roi Philippe d'un procès d'état. Alberoni fut réduit à se cacher un peu partout, même à demander asile à l'empereur, qui toléra son séjour dans quelque maison de campagne du Milanais. Il ne commença à reparaître qu'à la mort du pape; il fut du conclave, et le nouveau pontife le laissa vivre tranquillement à Rome dans une douce retraite. La disparition d'Alberoni, subitement jeté hors de la politique, avait suffi pour ramener la paix. Dès lors l'Espagne fit ce qu'on voulut; elle accéda à la quadruple alliance, elle se soumit à cette combinaison, qui n'avait rien de trop dur, puisqu'elle laissait encore la succession de Parme et de la Toscane à un enfant de la reine Élisabeth Farnèse.

Et maintenant de quel côté était le droit dans cette mêlée d'intrigues et de passions où un homme seul, avec son ambition de gloire et sa témérité agitatrice, avait entrepris, au nom de l'Espagne, de faire des choses désagréables à l'Europe, sans même s'être ménagé des alliances ou des connivences, tenant tête à l'empereur, bravant la France et l'Angleterre, rusant avec le pape, dépouillant en pleine paix le roi Victor-Amédée? Cet abbé plaisantin, ce familier du duc de Vendôme, ce cardinal d'aventure, était, direz-vous, un grand violateur des traités et de la loi des nations. Je le veux bien; mais ses adversaires l'étaient-ils moins? Alberoni manquait-il au droit parce qu'il était seul? Les alliés n'y manquaient-ils plus dès qu'ils étaient quatre pour transférer la couronne de Sicile, que Victor-Amédée n'avait nulle envie de céder, pour disposer de la Toscane, qui protestait contre ce qu'on voulait faire d'elle? Alberoni sautait par-dessus les arrangemens d'Utrecht :

les coalisés les respectaient-ils davantage? La justice, je le crains, faisait de tous côtés une petite figure dans cette bagarre de diplomatie et de guerre. Si on demandait, à défaut de droit, quels étaient les intérêts, les convenances, les mobiles des diverses politiques engagées dans l'aventure, je dirais que l'empereur était dans son rôle en voulant avoir la Sicile; le roi George d'Angleterre, plus Allemand qu'Anglais, était porté à favoriser l'empereur, et d'ailleurs l'Angleterre trouvait l'occasion bonne de frapper la marine renaissante de l'Espagne. La France suivait, par goût pour la paix et pour l'alliance anglaise, qui en était la garantie. La France était peut-être celle qui s'inspirait le moins de sa vraie politique. C'est la dernière fois, je crois, qu'elle a paru comme alliée de l'Autriche au-delà des Alpes, réalisant une combinaison qui a longtemps été la plus funeste à l'Italie, sans être dans ses propres intérêts. La preuve que les projets d'Alberoni, si ambitieux qu'ils parussent alors, n'étaient pas si absolument chimériques, c'est qu'ils s'accomplissaient bientôt dans deux guerres nouvelles, et cette fois avec l'aide de la France. Un infant d'Espagne restait à Parme, un autre fils de la reine Élisabeth allait dans l'Italie méridionale. Ce fut là l'origine du règne des Bourbons-Farnèse à Naples et en Sicile. Ce règne, qui ne commença que plus tard, était en germe dans les projets d'Alberoni. J'ajouterai que pour le temps ces projets de l'audacieux cardinal n'étaient point sans portée, car au fond ils tendaient à faire une réalité du rêve éternel des Italiens, en rejetant les Allemands au-delà des Alpes et en groupant les diverses parties de la péninsule sous des dynasties étrangères, il est vrai, mais unies entre elles en même temps que reliées à la France et à l'Espagne par une intime solidarité de race, d'intérêts, d'influence dans le monde. Le plus maltraité dans ces combinaisons assurément était Victor-Amédée, à qui on prit la Sicile pour lui donner la Sardaigne. Il ne pouvait au reste échapper à la mauvaise chance du moment, et il se résigna. Par un jeu imprévu, ce prince retors, et si prompt aux évolutions opportunes, se trouvait en ce moment celui qui représentait le plus exactement le droit entre Alberoni, qui voulait son bien, et l'empereur, qui le garda, au moins pendant quelques années, jusqu'à une guerre nouvelle.

Chose curieuse, un siècle et demi s'est écoulé, et le chemin qu'Alberoni ouvrait en Sicile par une invasion inattendue en pleine paix, Garibaldi l'a suivi sous nos yeux. Ce que le cardinal faisait dans le dernier siècle au profit des Bourbons d'Espagne, au détriment de Victor-Amédée, notre hardi contemporain l'a fait au nom de Victor-Emmanuel contre les Bourbons. Dans la fluctuation des choses, tout arrive, tout se reproduit en se transformant. Il n'est pas inutile de

rouvrir de temps à autre ces annales d'autrefois, de feuilleter ces pages de l'histoire sur lesquelles tant d'années et tant d'événemens ont jeté leur poussière. On y apprend que c'est une puérilité d'attribuer à un siècle ce qui est de toutes les époques, de faire dériver uniquement de l'esprit de révolution ce qui tient au mouvement des passions humaines et de combattre sans cesse le présent par le passé. L'entreprise d'Alberoni ne réussit pas, celle de Garibaldi est bien près de réussir; mais succès ou insuccès, peu importe : ce n'est pas cette vulgaire différence du dénoûment que je veux signaler entre ces tentatives nées de la même manière à un siècle et demi d'intervalle, également conçues et exécutées en dehors de toutes les conventions du droit public. Il y a une différence profonde, qui explique peut-être la diversité de fortune des deux expéditions. Les mêlées du passé étaient le plus souvent des luttes de princes, d'ambitions dynastiques, de maisons rivales; aujourd'hui une puissance nouvelle est intervenue dans les affaires du monde, une puissance dont les traités s'occupent trop peu : c'est celle des peuples, qui ont aussi leur droit écrit dans leur sang, dans leur génie, dans leurs aspirations légitimes d'indépendance, qui peuvent déconcerter les calculs par l'usage imprévu qu'ils font de ce droit, mais qui, même en le poussant à l'extrême, n'inventent pas ces procédés qu'on leur reproche comme une scandaleuse nouveauté. A ce tribunal invisible, où tout le monde est jugé selon ses œuvres d'après une justice suprême, les peuples ne sont pas les plus grands coupables, et dans ce conclave qu'une providentielle imprévoyance plaçait récemment à Varsovie, si l'Italie a comparu en accusée parce qu'elle veut vivre, je me figure que les princes présens ont pu voir passer, non sans émotion, une ombre accusatrice, l'ombre d'un peuple partagé, supprimé, aboli dans son indépendance et sa souveraineté, — et cependant Garibaldi ne vivait pas en ce temps.

Charles de Mazade.

DE

L'ALLEMAGNE EN 1860

LES GOUVERNEMENS ET LES PARTIS AU-DELA DU RHIN.

Die Deutsche Nationaleinheit, par M. Max Wirth; Francfort 1859.

Quiconque a visité récemment les diverses parties de l'Allemagne a dû être surpris du mouvement d'opinion qui s'y manifeste, et a pu recueillir sur tous les points de la confédération les symptômes d'un trouble politique profond. Tandis que d'autres peuples se reposent dans une virile confiance, ou se laissent enivrer par un heureux optimisme, en Allemagne les esprits s'assombrissent, les intérêts s'alarment, l'honneur national s'irrite, la patience germanique se lasse : pour tout dire en un mot, l'Allemagne est mécontente. Elle est mécontente de son organisation fédérale, qui la divise et la condamne à l'impuissance au milieu des graves événemens où se jouent les destinées européennes, mécontente de ses princes, dont la politique manque à son gré de suite et de fermeté, mécontente de ses partis, qui servent d'étroites passions, au lieu de servir la patrie commune. A entendre les ennemis de l'Autriche, cette puissance a préparé les divisions et les dangers présens de l'Allemagne par une politique imprévoyante, systématiquement hostile à tous les intérêts libéraux; si l'on écoute au contraire les défenseurs de l'Autriche, c'est la Prusse qui a fait tout le mal par ses tergiversations, sa prudence, qui trop souvent ressemble à de la duplicité : elle a laissé affaiblir l'Allemagne en séparant sa cause de celle de l'Autriche, et si aujour-

d'hui elle se rapproche de sa rivale à la dernière heure, c'est qu'elle est inquiète pour elle-même. — Triste état que celui d'un pays où toute l'intelligence politique s'épuise dans des luttes et des discordes continuelles, où elle s'use et se dévore en quelque sorte elle-même sans se féconder ni laisser de fruits durables!

Le mal dont souffre l'Allemagne n'est pas nouveau, et la crise de 1860 n'est pas la première qui le révèle. Les agitations et les angoisses de cette grande nationalité, qui occupe le cœur même de l'Europe, ont leur origine dans la contradiction qui éclate entre les vœux, les ambitions, les espérances mêmes du peuple allemand et les formes politiques que l'histoire lui a léguées, et qu'il ne s'est jamais senti le courage de briser. L'unité allemande, réalisée dans les arts, les lettres, les sciences avec un tel éclat et une si incontestable grandeur, rencontre dans le domaine des faits d'insurmontables difficultés. Autant la pensée a de hardiesse, autant l'action subit d'entraves. Tandis que la philosophie et le génie littéraire ont de sublimes élans, la politique ne se meut qu'avec timidité, à travers des écueils sans nombre, avec des précautions infinies, sans savoir le but où elle tend. Cette opposition, qui longtemps ne s'est trahie que par de sourds mécontentemens, éclate aujourd'hui; elle est sentie avec d'autant plus de vivacité que les puissances européennes, arrachées à ce long calme auquel une paix de quarante ans les avait accoutumées, cherchent maintenant à se fortifier par tous les moyens, et se montrent toutes préoccupées d'agrandir leur influence. L'Allemagne a vu les grandes puissances tirer deux fois l'épée pour vider leurs querelles. Spectatrice muette et presque dédaignée, elle n'a pu se mêler au combat, et le seul de ses membres qui ait pris part à ces luttes gigantesques en est sorti vaincu et humilié.

Non-seulement l'Allemagne est persuadée que son organisation actuelle ne suffit pas à satisfaire son ambition politique, elle semble même la croire impuissante à garantir sa sécurité; mais, dans son désir de la changer, elle ne sait par où commencer et ignore à qui elle confiera cette difficile mission. Au lieu de s'emporter en plaintes, elle ferait mieux de rechercher avec soin les origines d'un état de choses qui lui pèse; elle serait bien près alors peut-être de trouver les moyens d'y mettre un terme. Cet examen du malaise d'un grand pays, d'anciens et récens souvenirs nous invitent à l'essayer; mais, pour bien comprendre comment se sont usés les organismes politiques de l'Allemagne, il ne sera pas inutile de jeter un regard vers le passé, de montrer d'abord quels événemens ont préparé et mûri une situation si pleine de troubles et de difficultés; puis il faudra examiner cette situation en elle-même, indiquer successivement l'at-

titude des gouvernemens et des partis en présence des questions qui préoccupent l'Allemagne. De cet examen on verra, je l'espère, se dégager par degrés les élémens avec lesquels peut s'opérer la reconstitution future de l'Allemagne, les principes auxquels peuvent servir d'appui tant de forces encore indécises et mal disciplinées, mais capables de se pondérer en vue d'une action salutaire et libérale en Europe.

L'unité allemande est la préoccupation constante d'une foule d'esprits au-delà du Rhin; aussi n'est-il pas étonnant qu'on fouille les archives de l'histoire pour en chercher les germes jusque dans le passé le plus lointain. Cette tentative vient récemment encore d'être renouvelée dans un ouvrage dû à M. Max Wirth, déjà connu par de bons travaux sur l'économie politique. Dans ce dernier livre, intitulé *l'Unité nationale allemande*, l'histoire si confuse de l'Allemagne est interprétée tout entière au point de vue des préoccupations de notre temps, et si ce système conduit l'auteur à quelques erreurs historiques, son œuvre y gagne une clarté et une vivacité bien rares dans ce qui nous arrive de l'autre côté du Rhin. Il est un point qui ressort nettement des recherches de M. Wirth, c'est que l'unité allemande avait trouvé autrefois son expression dans l'institution du saint-empire sous la forme qui convenait le mieux à la société du moyen âge. Dans le cadre artificiel des cercles, la vie féodale trouva son développement le plus complet : les propriétés seigneuriales se morcelèrent librement, les rapports de suzeraineté et de vassalité se multiplièrent à l'infini, les institutions provinciales et communales se fondèrent, les villes unies par des intérêts communs se liguèrent entre elles. Au moment où éclata la révolution française, la division en cercles subsistait encore malgré l'heureuse tentative de la maison de Brandebourg, qui avait brisé les liens de l'organisation féodale et s'était créé par les armes un royaume indépendant. La dignité impériale avait conservé un immense prestige sur l'esprit des populations allemandes, bien qu'il ne fût plus fondé que sur la tradition historique et la puissance des souvenirs.

Le saint-empire disparut au milieu des désastres de la guerre et de l'invasion : François II dut renoncer solennellement à son titre d'empereur d'Allemagne et de roi des Romains, et délier les électeurs, princes ou états de tous leurs devoirs. L'œuvre de Charlemagne tombait devant l'épée de Napoléon; mais elle avait duré mille ans, tandis que les combinaisons factices que Napoléon imposa à l'Allemagne furent emportées par le premier choc des événemens.

Le sentiment de l'unité nationale, sous la forme qu'il revêt aujourd'hui, prit naissance dans les grandes guerres qui mirent aux prises la nation germanique et la nation française au commence-

ment du siècle, dans la honte de nombreuses défaites, dans les douleurs de l'invasion et de l'occupation étrangère, enfin dans l'ivresse d'une victoire presque inespérée. On sait que les satisfactions et les illusions de ce sentiment populaire ne furent pas de longue durée : les espérances nées pendant la guerre de l'indépendance se dissipèrent presque aussi vite que la fumée des batailles. Les rivalités, les luttes d'influences, les oppositions d'intérêts, se révélèrent nettement dans la nouvelle organisation qui fut imposée à l'Allemagne en 1815, et qu'elle a conservée jusqu'à nos jours.

I.

Le rôle important que la Prusse avait joué dans la guerre de la libération plaçait cette puissance en face de l'Autriche, dans une situation agrandie. Il ne pouvait être question de rétablir l'empire au profit de l'Autriche, qui s'appliqua dès lors à retrouver indirectement la prépondérance en favorisant de tout son pouvoir les prétentions des princes allemands, dans l'espoir de les attirer à sa cause et de s'en faire un appui. Les hommes d'état prussiens, et à leur tête un hardi et intelligent patriote, l'illustre baron de Stein, s'étaient fait de la nouvelle confédération qu'on se préparait à créer une tout autre idée que les représentans du principe de la légitimité, auxquels M. de Metternich prêtait l'appui de sa réputation et de son influence. Les premiers comprenaient que la confédération ne serait qu'un vain mot, si ceux qui devaient en faire partie ne consentaient pas à renoncer à une portion de la souveraineté au profit d'un pouvoir central fortement constitué. M. de Metternich défendait au contraire les droits absolus et inaliénables des princes; il ne voulait voir dans la confédération qu'une simple agglomération de souverains où l'Autriche se réservait de recruter des alliés, au besoin même contre la Prusse. M. de Stein, touché du patriotisme que le peuple avait déployé pendant la guerre, alors que tant de princes avaient présenté le triste spectacle des lâchetés et des trahisons, réclamait dans la nouvelle constitution un certain nombre de droits communs à tous les Allemands, demandait la garantie du pouvoir central contre les empiétemens des souverains, et voulait ainsi placer un minimum de liberté politique sous la tutelle de l'union entière. M. de Metternich, ennemi déclaré de tout libéralisme, repoussa ces clauses protectrices en évoquant devant les souverains le fantôme de la démagogie; il multiplia les intrigues et les négociations avec les puissances secondaires et les gouvernemens étrangers, pour enlever toute chance de succès aux efforts de la Prusse. De leur côté, la Bavière et le Wurtemberg refusèrent de

discuter les projets où il serait question de garantir des libertés politiques communes aux diverses parties de l'Allemagne. En vain le baron de Stein s'efforça-t-il de rattacher à ses plans l'empereur Alexandre, et obtint-il un moment de ce souverain, si écouté dans les conseils de la coalition, une déclaration favorable aux intérêts du peuple allemand. Les temporisations habiles et les artifices de M. de Metternich finirent par triompher des bonnes intentions des diplomates prussiens, trop faiblement appuyés par leur propre souverain, et dans ce travail de reconstitution générale de l'Europe qui succéda à la chute de l'empire français, il se trouva, chose étrange, qu'à part les arrangemens territoriaux, les vainqueurs furent moins bien traités que les vaincus.

Un mot de M. de Stein caractérise nettement l'œuvre qui sortit du congrès de Vienne : « Il est beaucoup question des princes médiatisés dans l'acte fédéral, mais très peu du peuple allemand. » Une expérience de plus de quarante années a fait ressortir toutes les conséquences de cette contradiction. La reconnaissance implicite des droits absolus des souverains, jointe au dualisme de plus en plus prononcé de l'Autriche et de la Prusse, a enlevé toute valeur pratique à la constitution fédérale. L'autorité de la diète s'est trouvée plutôt nominale que réelle : quand les deux grandes puissances s'entendent sur un point, elles entraînent tout le reste, mais leur accord n'a que la durée et les caractères d'une alliance ordinaire; quand au contraire elles sont divisées, chacune d'elles attire de son côté quelques puissances secondaires, comme une planète se fait suivre de ses satellites; tout le mécanisme de la confédération se trouve arrêté, et les efforts en sens contraire ne produisent qu'une tension pénible et l'immobilité. Aussi Francfort peut-il à bon droit être appelé le « tombeau des protocoles. » Les propositions, les contre-propositions, les amendemens vont s'enterrer les uns après les autres dans les comités de la diète : on sait bien ce qui peut y entrer, on ne sait guère ce qui en sort. Les résolutions de l'assemblée fédérale ne sont prises qu'après les négociations préliminaires des cabinets. La diète est devenue ainsi une chambre d'enregistrement, elle n'est point une chambre souveraine.

Il n'y a pas lieu de regretter à certains égards que, par la gênante organisation qu'elle a consenti à se donner, l'Allemagne se soit condamnée à une sorte d'inertie comme puissance collective : on ne peut considérer comme un très grand mal ce qui empêche une nation de se jeter à la légère dans les complications de l'action extérieure, ce qui sert de frein à l'esprit de violence et d'aventures; mais ce ne sont pas seulement des satisfactions de ce genre qui ont été refusées à la nation allemande : les actes de la vie intérieure y ont

été également rendus difficiles, et le développement des institutions libérales y rencontre de continuelles et souvent d'insurmontables entraves. Les apologistes de l'Autriche peuvent soutenir, et non sans raison, qu'en 1815 le sentiment national, tel qu'il s'est révélé depuis, n'existait avec quelque vivacité qu'en Prusse, et que là même il revêtait une couleur plutôt prussienne qu'allemande; rien ne peut cependant justifier l'esprit qui fit rejeter de la constitution fédérale tout ce qui aurait pu préparer la solidarité des diverses parties de l'union par des lois communes, par une organisation économique semblable et par la jouissance de droits politiques égaux. L'article 13 du pacte fédéral spécifiait que dans tous les états de la confédération il serait établi une constitution; mais on ne donna aux peuples aucun moyen légal et pratique pour faire valoir ce droit. L'article 13 resta ainsi et reste encore aujourd'hui sans aucune sanction. L'acte fondamental ne définissait d'ailleurs en aucune façon les bases générales des constitutions particulières et la nature des rapports qui doivent s'établir entre les souverains et les sujets. La diète eut pour mission d'intervenir en certains cas dans les débats des princes; mais sa compétence ne fut pas étendue aux conflits des gouvernemens et des peuples. Aussi a-t-on vu les princes, dans le Hanovre et la Hesse électorale par exemple, donner, retirer, corriger, suspendre les constitutions au gré d'une peur et d'une confiance également passagères, et affaiblir ainsi par leurs propres actes le respect de la légalité. Là même où, comme en Saxe, en Bavière, en Wurtemberg, les formes constitutionnelles ont été adoptées avec quelque suite, elles n'ont été souvent qu'un appareil servant à couvrir une autorité à peu près absolue; par la servilité ministérielle, le patronage, la police, la vénalité de la presse, les princes ont retrouvé indirectement ce qu'ils semblaient abandonner. L'histoire peut livrer dédaigneusement à la satire, sinon à la comédie, les petites tyrannies plus ou moins mitigées par la douceur des mœurs et l'amour des beaux-arts, les ministres dont la morgue semble en raison inverse de la grandeur des états qu'ils administrent, les princes dont l'esprit profond ne s'aventure guère hors des chapitres de la liste civile ou de l'uniforme de leurs régimens; mais le mauvais gouvernement dans les petits états a eu souvent pour excuse et quelquefois pour raison celui des grandes puissances dont ils subissaient la pression et recevaient les inspirations. L'Autriche a pu invoquer en faveur de son système de politique intérieure la nécessité d'assurer l'unité d'un vaste empire composé des parties les plus hétérogènes; mais la Prusse s'est souvent montrée aussi peu libérale que l'Autriche : le peuple prussien n'a-t-il pas dû attendre pendant trente-deux ans cette constitution que le congrès de Vienne avait promise à toutes

les parties de l'Allemagne? Et naguère où aurait-on pu citer rien de semblable aux fantaisies féodales et théologiques qui semblaient à Berlin se donner à tâche de révolter le bon sens public? Les gouvernemens allemands, si avares de libertés, ne savent pas même toujours depuis quarante ans préserver la fierté nationale; on les a vus à certaines périodes, et notamment après 1830, reconnaître presque ouvertement le patronage de la Russie contre la révolution et, faut-il l'ajouter? contre la France. En cherchant à rallier à sa cause l'empereur Alexandre, le baron de Stein avait une excuse dans la générosité de ce souverain, dans son amour avoué, malheureusement inégal et fantasque, des idées libérales; en flattant l'orgueil sans frein de l'empereur Nicolas à une époque où ils pouvaient se faire illusion sur la force véritable de la Russie, les souverains allemands courtisaient l'adversaire le plus décidé du libéralisme moderne.

La politique d'immobilité et de compression eut un terrible réveil en 1848; arrachée tout à coup à une longue torpeur, l'Allemagne crut un moment trouver dans la révolution le remède à ses maux et le moyen de réaliser l'unité; mais on vit bientôt tout ce qu'il y avait de chimérique dans ces espérances. On entendit discuter à Francfort, dans l'église de Saint-Paul, au milieu des questions constitutionnelles, des problèmes religieux et métaphysiques: on ressuscita l'idée de l'empire par amour de la tradition historique; mais l'institution rajeunie n'était qu'une construction artificielle, une superfétation imposée aux gouvernemens germaniques. On vit dans un fantôme de gouvernement, où l'unité allemande trouvait pour la première fois une expression éphémère, un ministre des finances sans trésor, un ministre de la marine sans flotte, un ministre de la guerre sans armée. L'empereur lui-même manquait à l'empire; le roi Frédéric-Guillaume IV, prince aimable et versatile, ayant toutes les qualités excepté celles qui sont nécessaires aux grands souverains, repoussa la couronne que lui offrait la révolution; sa main débile était incapable de supporter un fardeau que l'épée seule de son glorieux aïeul aurait pu soutenir. La figure effacée de l'archiduc autrichien qui fut pour un jour revêtu du vicariat de l'empire ne fit que passer devant les yeux du peuple allemand. Aucune des calamités des époques révolutionnaires ne fut épargnée à l'Allemagne; elle fut livrée à tous les entraînemens qui parfois poussent rois et nations vers les plus redoutables extrémités. Les appels sonores à l'unité se perdirent dans le bruit fratricide des guerres civiles, et Francfort célébra le nouvel empire par des combats au lieu des solennelles agapes auxquelles elle conviait jadis toute la Germanie. Aussitôt que le triomphe définitif de l'Autriche fut assuré en Italie

et en Hongrie, la réaction sévit d'un bout à l'autre de l'Allemagne; le parlement national disparut devant les souverains irrités, et la fièvre révolutionnaire fut suivie d'une longue et douloureuse prostration.

Bien que l'œuvre du parlement de Francfort ait échoué sans laisser aucune trace, c'est là pourtant qu'il faut chercher l'expression des besoins de l'Allemagne moderne, des principes et des tendances qui la divisent, le germe des dénominations qu'ont acceptées les partis. On comptait dans le parlement national une minorité démocratique et républicaine, qui suppléait au nombre par l'audace et la violence; ce parti, on peut l'affirmer, n'avait guère de racines dans un pays où toutes les fautes des princes n'ont pu encore détruire les traditions monarchiques. A côté des républicains, prêts, malgré leurs préférences personnelles, à se soumettre aux volontés exprimées du peuple allemand, la minorité renfermait encore ceux qu'on nommait les *diplomates conservateurs*, qui demandaient le maintien pur et simple de l'ancien ordre de choses, ou ne consentaient qu'à des changemens insignifians. Ceux qu'on appelait les *constitutionnels*, et qui possédaient une incontestable majorité dans la chambre, voulaient rétablir l'empire, mais au profit de la Prusse, en l'appuyant sur de larges institutions représentatives : une chambre du peuple, composée de représentans élus directement dans toute l'Allemagne, et une chambre des états devaient former le parlement de la nation. Le parti constitutionnel professait une haine profonde contre l'Autriche et cette politique impitoyable qui n'avait connu d'autres armes que la censure, les prisons, l'intolérance religieuse, la police, d'autre objet que l'abaissement du peuple et l'extinction de toute idée libérale. Décidé à ne pas offrir la suprématie à une puissance qui avait si longtemps contribué à arrêter le libre développement de l'Allemagne, et prévoyant bien que l'orgueilleuse Autriche n'abaisserait pas ses prétentions devant un empereur prussien, alors surtout qu'il aurait reçu l'investiture populaire, ce parti était prêt à rejeter l'Autriche de la nouvelle organisation politique : il reçut le nom de parti de *la Petite-Allemagne* par opposition à ceux qui, malgré les fautes de l'Autriche, voulaient encore lui laisser une place dans une grande Allemagne. Les *constitutionnels*, en parlant d'exclure l'Autriche de cette Allemagne libérale qu'ils rêvaient, se laissèrent entraîner par une défiance trop méritée à une extrémité où l'opinion générale ne pouvait les suivre. Au nom de quel principe prétendaient-ils donner à l'Allemagne de nouvelles lois? Au nom de cette unité si longtemps attendue et souhaitée, et ils voulaient porter eux-mêmes à ce principe le premier et le plus redoutable coup!

Les constitutionnels de 1848 ne tardèrent pas à s'amoindrir encore par leur attitude dans l'affaire des duchés soulevés contre le Danemark : en approuvant l'armistice que les menaces de la Russie arrachèrent à la Prusse, ils blessèrent vivement les susceptibilités du sentiment national, qu'ils avaient tant cherché à exalter. Ce parti, honnête et composé d'hommes éminens, mais peu habitués à la vie publique, se compromit à plaisir par l'indécision et la faiblesse : tandis qu'il proclamait par la bouche de son regrettable président, M. Henri de Gagern, que le parlement national était souverain, il se laissait entraîner, dans toutes les occasions, vers le parti des princes par une frayeur exagérée des fureurs démocratiques ; il perdit ainsi la popularité sans réussir à gagner la confiance et l'appui des souverains. Le parti de Gotha, — tel est le nom que reçut le parti constitutionnel ou de *la Petite-Allemagne* quand il se sépara de l'assemblée de Francfort, — après avoir eu un instant l'espoir de régénérer l'Allemagne, eut bientôt la douleur de voir la direction politique de la Prusse tomber aux mains du parti féodal de la *croix*. La réaction opérée au nom du principe d'autorité fut complète ; les violences et les injustices se couvrirent du manteau de la religion, et durant quelques années l'opposition libérale parut renoncer à tout, même à l'espérance.

Pendant cette longue période qui sépara 1815 de la révolution de 1848, et dont je viens de retracer les traits principaux, nous voyons l'Allemagne condamnée à la léthargie par la politique de M. de Metternich, dont l'influence prépondérante s'impose à la confédération entière. Le peuple perd par degrés toute confiance dans la diète, devenue l'instrument muet et docile de cette politique, sans savoir pourtant quels remèdes apporter aux vices de l'organisation fédérale ; il s'habitue à tourner ses regards vers la Prusse, régénérée par les salutaires réformes de M. de Stein, et à y chercher, sinon un sauveur, au moins un contre-poids à l'influence détestée de l'empire autrichien. Les patriotes, exclus de la politique active par la jalousie des gouvernemens, appliquent leurs soins, dans toutes les provinces, à favoriser la régénération intellectuelle et morale du pays : ils éveillent et sanctifient le sentiment de l'unité nationale, dont ils font comme l'âme de cette renaissance littéraire et philosophique qui a jeté sa vive lumière sur le XIXe siècle ; mais l'œuvre de la littérature, des écoles, des tribuns, ne pénètre que lentement dans les couches les plus profondes de la société, et l'esprit public ne se montre pas encore prêt à l'unité, quand, à la faveur des agitations de 1848, l'organisation politique de l'Allemagne se trouve tout d'un coup remise en question. L'esprit de cette opposition, si longtemps condamnée à s'agiter, en dehors du

mouvement pratique des affaires, dans le domaine de la science pure, se trahit alors dans la constitution du parlement de Francfort, inapplicable et féconde en contradictions; le fruit de trente années d'études et de luttes périt en un seul jour. Si, pendant cette phase de l'histoire allemande qui se termine par le triste avortement de 1848, le dualisme de plus en plus prononcé de l'Autriche et de la Prusse, aboutissant enfin à une hostilité déclarée et à une véritable décomposition du corps fédéral, est le caractère dominant de la politique allemande à l'intérieur, à l'extérieur on la voit sans force et sans voix, trop souvent soumise à l'influence de la Russie. Les déchiremens et les luttes intestines se révèlent par les humiliations du dehors, et l'empire autocratique du Nord, cachant sa faiblesse véritable sous une agressive insolence, reste pendant trente ans le fantôme importun de tous les libéraux allemands.

II.

Une période de découragement et d'immobilité politique suivit la crise de 1848. Les souverains allemands ne se préoccupèrent que de détruire tous les vestiges de la révolution, d'effacer de leurs constitutions les articles que la frayeur leur avait arrachés; ils applaudirent à tous les événemens qui fortifièrent la réaction en Europe et consacrèrent la défaite des principes constitutionnels. L'esprit public se réveilla pourtant, après plusieurs années de torpeur, sous l'influence de deux grands faits : l'avénement du prince-régent en Prusse et la guerre d'Italie. L'arrivée au pouvoir d'un prince qui inaugura une politique sincèrement constitutionnelle, qui choisit de son plein gré un ministère parmi les libéraux, rendit la confiance et l'espoir à tous les amis de la liberté en Allemagne, et fit entrer sa politique intérieure dans une phase nouvelle. La guerre d'Italie tirait en même temps la politique extérieure de la confédération d'une longue inertie, et posait au peuple allemand les plus graves et les plus redoutables problèmes. Essayons de marquer la nouvelle direction de l'esprit national sur le double terrain des questions étrangères et de la politique intérieure.

La rapidité avec laquelle la guerre d'Italie fut engagée et presque aussitôt finie ne permit pas à la confédération de jouer un rôle actif dans ce grand drame, où l'un de ses membres essayait tout seul de soutenir l'honneur des armes allemandes. Les hostilités étaient terminées avant que la question de guerre ou de paix eût même été posée à Francfort. Cependant la neutralité des gouvernemens allemands ne fut pas due uniquement aux lenteurs proverbiales de la diète. Par le système politique où elle s'était si longtemps obstinée,

l'Autriche s'était profondément aliéné tout ce qu'il y avait de libéraux en Allemagne, et les amis du gouvernement constitutionnel, satisfaits de voir le prince-régent entrer franchement dans la pratique du régime parlementaire, ne pouvaient se défendre d'une certaine sympathie pour le Piémont. On apercevait même une analogie directe entre ce qu'un député prussien nommait le *parvenu italien*, défendant contre l'Autriche les droits de l'Italie, et le *parvenu allemand*, dont la mission est de défendre contre la même puissance les droits des peuples germaniques. Le parti de Gotha attribuait à l'Autriche tous les malheurs de l'Allemagne, et lui avait voué une haine presque égale à celle des Italiens. Pour montrer jusqu'où certains esprits poussaient la méfiance, on peut rappeler qu'un député prussien, en félicitant le gouvernement de n'avoir point pris part à la guerre, alla jusqu'à dire que si la Prusse avait pris les armes, l'Autriche aurait certainement fait la paix aux dépens de son alliée et abandonné à la France les provinces rhénanes pour conserver la Lombardie. Mais l'Allemagne entière était loin de partager des sentimens aussi outrés. Dans le peuple, surtout dans les provinces du midi de l'Allemagne, plus rapprochées de l'Autriche, on ne voyait pas avec indifférence diminuer le prestige militaire d'une puissance dont l'armée avait été longtemps considérée comme le plus sûr boulevard de la confédération. La Prusse fut même au moment de perdre une partie de sa jeune popularité en essayant de résister aux entraînemens qui voulaient la pousser immédiatement au secours de l'Autriche.

La paix aurait dû mettre un terme aux inquiétudes de l'Allemagne, mais elles furent entretenues par les événemens qui la suivirent. Les changemens qui donnèrent à la France, du côté de l'Italie, la frontière des Alpes et la Savoie ramenèrent l'attention de beaucoup d'esprits sur la question des frontières du Rhin. Les mots comme les idées ont quelque chose de contagieux, et la crainte que les assimilations exprimées au sein même du parlement prussien ne fussent poussées à leurs dernières conséquences souleva les alarmes de l'Allemagne, et devint le signal d'une agitation que rien ne semble pouvoir encore calmer.

L'hostilité contre la France n'est heureusement qu'un des traits de l'agitation actuelle. Nous l'avons dit, si la guerre d'Italie a provoqué une vive sollicitude pour les questions de politique étrangère, l'avénement du prince de Prusse a déterminé des aspirations non moins vives vers un meilleur système de politique intérieure. La transformation, l'élargissement, si l'on peut ainsi dire, du parti constitutionnel, est un des résultats notables de cette situation. Il n'est plus question, comme en 1848, d'exclure l'Autriche de l'Allemagne

régénérée : on voudrait voir le régime libéral étendre sa bienfaisante influence d'un bout à l'autre du monde germanique, et des faits récens prouvent qu'il y a là plus qu'un vain espoir.

Le patriotisme allemand doit compter avec trois forces politiques, avec l'Autriche, la ligue des états secondaires et la Prusse. L'Autriche entre en ce moment dans une voie nouvelle, et vient de sortir, par une grande mesure politique, de la crise où elle s'agitait péniblement depuis la guerre d'Italie. Elle montre qu'elle sait, au milieu des complications les plus redoutables, prendre un parti héroïque, et il y a dans ses énergiques efforts un spectacle qui peut exercer sur le reste de l'Allemagne une salutaire influence. Les libéraux allemands ne seront sans doute pas satisfaits complétement de la solution que viennent de recevoir les problèmes constitutionnels débattus dans le conseil agrandi de l'empire autrichien; leurs vœux s'y étaient fait entendre avec une grande éloquence par l'organe de M. Maager, de la Transylvanie, l'un des rares personnages qui ont montré dans cette assemblée politique les qualités et la hauteur de vues d'un véritable homme d'état. Il s'éleva avec chaleur contre un concordat indigne d'un descendant de Joseph II, condamna le système de centralisation bureaucratique inauguré depuis 1848, réclama de larges libertés et les garanties sérieuses de la loi pour la presse, si longtemps avilie et soumise aux caprices de l'administration; mais il fit en même temps des réserves en faveur de l'unité de l'empire, et, pour la fonder sur des bases durables, proposa de l'appuyer sur un véritable gouvernement constitutionnel. La voix de M. Maager et de quelques autres s'est perdue au milieu d'appels unanimes aux anciennes constitutions provinciales, au droit historique, à l'autonomie. On entendait déjà gronder la révolution du côté de la Hongrie, et cette Irlande autrichienne avait déclaré que rien ne pouvait la satisfaire que le rétablissement de son antique constitution. Il serait prématuré de porter un jugement sur le diplôme impérial du 20 octobre; il faut cependant remarquer que le gouvernement, tout en obéissant aux exigences redoutables qui l'assiégeaient, y a fait toutes les réserves compatibles avec le nouvel ordre de choses en faveur des droits et des intérêts populaires; les nécessités mêmes de la monarchie, qui rend à l'aristocratie provinciale toute la puissance qu'elle lui avait enlevée, tendront de plus en plus à la pousser vers les idées libérales, et il est permis de voir dans le nouveau conseil d'état de l'empire, destiné à garantir l'unité de la monarchie et à en régler les affaires générales, le germe d'un véritable parlement constitutionnel. Quoi qu'il en soit, l'Autriche, préoccupée de conserver l'intégrité de son empire et prête à recommencer une nouvelle expérience politique, ne peut aujourd'hui prétendre à la suprématie en Allemagne. Les sacrifices mêmes qu'elle

s'impose en faveur des nationalités étrangères lui donnent moins de droits à entraîner les autres puissances allemandes dans son cercle d'action.

La seconde force politique en Allemagne réside dans les états secondaires, isolément peu considérables, mais formant par leur agrégation une puissance à peu près égale à celle de la Prusse : avec l'esprit qui anime les souverains allemands, la ligue des états secondaires ne pourrait avoir d'autre objet que de perpétuer le *statu quo;* il n'en est pas un seul qui ait la volonté ou l'ambition de conduire l'Allemagne vers de nouvelles destinées et de se mettre à la tête d'un mouvement libéral. Serait-ce le roi de Hanovre, condamné par une cécité prématurée à être l'instrument d'une étroite camarilla, n'ayant d'autre ambition que celle d'effacer les dernières traces de l'agitation de 1848? Serait-ce le roi de Wurtemberg, âgé de quatre-vingts ans et devenu, par l'expérience d'un long règne, le Nestor des princes allemands? Grâce à la facile popularité que donne une bonhomie sympathique aux mœurs nationales, ce souverain a traversé plus heureusement que tous les autres la crise de la dernière révolution; mais depuis il s'est, comme eux, jeté dans le mouvement réactionnaire : on l'a vu notamment soutenir les injustes prétentions d'une noblesse assez avide pour réclamer un supplément à l'indemnité déjà si considérable qu'elle obtint en 1848 pour le rachat des dernières corvées. Que dire des autres souverains? Le roi de Bavière, prince trop jeune encore pour jouir d'une grande autorité dans leurs conseils, a dû la popularité à son seul avénement, qui mettait fin à de si honteux désordres: il a appelé auprès de lui des écrivains allemands persécutés dans leurs provinces; il se montre assez soucieux des intérêts généraux de l'Allemagne et favorable à l'union, mais à une union où serait trop sentie la prépondérance autrichienne. Le roi de Saxe, figure austère et triste, accablé sous le poids de nombreux malheurs domestiques, est rattaché à l'Autriche par de nombreux liens de famille, et l'excellente administration de son royaume empêche à peine les sympathies populaires de se porter du côté de la Prusse malgré de longues rancunes qui datent de 1815. Tous ces rois, ainsi que ces princes d'un rang inférieur qui forment autour d'eux une cour si nombreuse, sont avant tout préoccupés de conserver leurs couronnes, sauf le duc de Saxe-Cobourg, qui s'est fait le patron des unitaires allemands. N'a-t-on pas entendu le ministre de Hanovre, M. de Borries, après les débats du parlement prussien où la diète de Francfort avait été attaquée avec une extrême violence, jeter le premier cri d'alarme d'un sauve-qui-peut politique, et déclarer hautement à la tribune, dans la perspective d'une dissolution de l'union fédérale, que les princes allemands pourraient un jour se trouver amenés à conclure des

alliances particulières, ou même des alliances avec des puissances étrangères? Cette imprudente déclaration souleva une patriotique indignation d'un bout à l'autre de l'Allemagne; mais le roi de Hanovre conserva son ministre et lui donna peu après des marques éclatantes de sa faveur.

A la suite des débats du parlement prussien qui avaient provoqué la sortie intempestive de M. de Borries, on vit les gouvernemens des petits états, par crainte d'être absorbés dans ce qu'on nomme un peu vaguement l'hégémonie prussienne, se concerter entre eux en vue de former une ligue capable de résister aux prétentions de la Prusse. Le ministre de Saxe, M. de Beust, chef d'un cabinet presque aussi impopulaire que l'était naguère celui de M. de Manteuffel, se fit l'âme de ce mouvement, et s'efforça de nouer une alliance entre les quatre royaumes secondaires de Saxe, de Wurtemberg, de Bavière et de Hanovre. Ces intrigues éclatèrent au grand jour surtout quand la Prusse, en prévision d'éventualités qui pourraient engager les forces entières de la confédération, proposa à la diète des changemens dans l'organisation de l'armée fédérale. Le commandement de cette armée a jusqu'ici été dévolu à l'Autriche seule; la Prusse, par des raisons militaires et politiques, demanda que les forces de la confédération reçussent pendant la guerre un double commandement, et qu'une armée du nord fût conduite par elle-même, une armée du sud par l'Autriche. La diète repoussa cette proposition. Plus tard, la question de la réforme militaire fut reprise dans une conférence des états secondaires à Würtzbourg, et l'on vit se produire une tentative pour créer une armée du centre, formée par les contingens des puissances de deuxième et de troisième ordre. On crut remarquer que cette combinaison ne reçut que peu d'encouragemens de la part de la Bavière. Ce royaume, moins considérable que la Prusse et l'Autriche, l'est pourtant plus que le Hanovre, la Saxe et le Wurtemberg; aussi tantôt le voit-on entrer dans les plans des petits états, tantôt aspirer au rôle de grande puissance, ou tout au moins à la suprématie parmi les états secondaires.

Toutes ces intrigues se croisent au-dessus du peuple allemand sans qu'il y attache une grande importance et se donne la peine d'en démêler les mystères et les complications; les courans qui entraînent la pensée populaire et ceux auxquels s'abandonnent les princes ne se rencontrent presque jamais. On me racontait récemment qu'une princesse à Dresde, regardant par une fenêtre le beau pont jeté sur l'Elbe et sans cesse traversé par une foule animée, s'était prise à dire avec un profond soupir : « Que ces gens sont heureux de passer le pont à pied! » Mais une bien plus grande distance sépare les princes de leurs sujets dans l'ordre moral : ils ne

cherchent point leur force dans une entente commune, dans ces communications où un souverain s'adresse ouvertement à l'opinion publique; ils sont habitués à la demander au patronage des grandes puissances. Le peuple le sait; il les voit, dans toutes les crises de la politique européenne, se réfugier auprès de leurs protecteurs, comme les brebis se serrent autour du berger pendant la tempête. Ils ont couru à Bade avec un empressement qui trahissait leurs inquiétudes, et il a fallu les écarter de Varsovie. Les petits états tournent dans l'orbite des grandes monarchies du nord et du midi, et n'ont que par courts accès l'ambition d'avoir une politique propre et indépendante. Quand ils manifestent cette prétention, on peut être sûr qu'ils agissent indirectement en faveur de l'Autriche.

Comme contre-poids aux forces de l'Autriche et des petits souverains reste la Prusse : c'est elle que l'Allemagne libérale invoque sans relâche. La monarchie du nord, prospère, maintenant l'ordre dans ses finances, unissant toutes ses provinces par l'amour de libertés communes, lui offre un point d'appui naturel; elle est devenue le représentant des idées de progrès et de réforme malgré les fautes partielles de sa politique, en dépit du pédantisme de sa bureaucratie, de la corruption et de la brutalité de sa police. Le gouvernement constitutionnel y est pratiqué, sinon depuis plus longtemps, au moins avec plus d'éclat que dans les autres pays germaniques, et depuis l'avénement du prince-régent toutes les grandes questions qui intéressent le pays ont été discutées devant le parlement de Berlin avec une liberté qui attire sur la tribune prussienne les regards de toute l'Europe. Il n'y a aucun doute que le gouvernement prussien est sincère dans ses aspirations libérales, et les amis des institutions parlementaires ne peuvent lui refuser leurs sympathies. La vérité nous oblige pourtant à dire que ces sympathies deviendraient bien plus vives, s'il y avait dans la politique prussienne quelque chose de plus franc, si les intentions et les actes y étaient mieux en harmonie. Le but auquel aspire la Prusse est noble, il est élevé; mais on ne s'entend pas assez sur les moyens d'y arriver. On veut l'Allemagne grande, unie, libre; mais on n'est pas d'accord sur les conditions de cette grandeur et de cette union. Les débats de la dernière session du parlement prussien l'ont montré en mainte occasion : pendant la discussion des affaires du Slesvig-Holstein et de la Hesse, les députés qui jouissent de la plus brillante popularité tentèrent de briser les liens qui rattachent encore la Prusse au reste de la confédération; on prononça hautement la déchéance de l'assemblée de Francfort, et l'on adjura le gouvernement prussien d'inaugurer une politique tout à fait indépendante. M. de Schleinitz, esprit timide et réservé, se garda bien de répondre à cet appel de ses amis : il déclara au contraire avec une certaine solennité que la

Prusse voulait rester fidèle à ses engagemens fédéraux, et qu'elle ne considérait nullement la diète de Francfort comme abolie; il repoussa en même temps avec énergie les reproches qu'un membre de la minorité, M. de Blankenburg, avait adressés au ministère, qu'il représentait, bien à tort sans doute, comme animé d'ambitions illicites et de dangereuses convoitises, tout prêt à inaugurer en Allemagne ce qu'il nommait une politique « à la Cavour. »

L'union qui régnait entre le ministère prussien et la chambre était un voile qui couvrait des tendances trop différentes. M. de Vincke, un des membres les plus ardens de la majorité, s'écriait un jour en dévoilant les projets de son parti : « On nous demande enfin ce que nous voulons! Ce que nous voulons? Mais c'est l'unité de l'Allemagne, l'unité des tribus germaniques sous l'hégémonie de la Prusse et à l'exclusion de l'Autriche : voilà ce que nous voulons, ni plus ni moins. Les ennemis de cette unité sont les petits états, qui sont trop grands pour mourir et trop petits pour vivre. Je ne conseillerai pas au gouvernement de faire de la coquetterie avec ces états. Le gouvernement doit rechercher les sympathies du peuple allemand, et il les obtiendra par une politique franche et courageuse. C'est alors qu'il pourra faire de grandes choses! » Ces paroles, qui semblaient comme un écho du parlement de 1848, émurent l'Allemagne entière; mais le gouvernement prussien ne semble pas disposé à se rendre solidaire d'une pareille doctrine. Lors de l'entrevue de Bade, non-seulement le prince-régent couvrit de sa garantie le territoire allemand considéré dans son étendue intégrale, mais chacune des portions qui le composent. Ce qu'on offre aujourd'hui à la Prusse sous le nom d'hégémonie est ce qu'on lui offrait en 1848 sous le nom d'empire; elle n'est pas plus qu'alors prête à l'accepter. Si le conquérant de la Silésie pouvait revivre, il sourirait peut-être des scrupules de ses descendans. Si ces scrupules honnêtes doivent être respectés, c'est assurément par ceux que la politique libérale du prince-régent a ramenés au pouvoir, et il ne faut pas qu'ils donnent à penser qu'ils soient seulement l'expression d'une ambition impuissante. Malgré quelques dissidences, qui heureusement tiennent plutôt à la politique théorique qu'aux affaires du moment, la Prusse est satisfaite de son gouvernement actuel. Le régime constitutionnel a été accepté et mis en pratique par le prince-régent avec une parfaite sincérité. Par la force et la contagion de l'exemple, la monarchie du nord rendra ainsi au reste de l'Allemagne d'incontestables services; mais la gravité des circonstances, les dispositions mêmes du souverain ne sont pas faites pour encourager les vœux des réformateurs allemands, qui veulent changer tout le gouvernement fédéral. Tandis qu'ils réclament un pouvoir central puissant et capable de se faire obéir par tous les membres de la confédération, le

gouvernement prussien s'efforce au contraire de restreindre de plus en plus la compétence de la diète, et cherche à la réduire au minimum le plus strict, à ce qui concerne seulement la sécurité et la défense du territoire allemand (1). L'intervention même de la Prusse en faveur de la Hesse n'a pour objet que de défendre cette province contre l'injuste intervention de la diète. Dans sa politique fédérale, la Prusse borne ses prétentions à quelques changemens dans l'organisation de l'armée allemande sans avoir réussi encore à les faire triompher. N'est-ce pas indiquer suffisamment quelles préoccupations dominent aujourd'hui toutes les autres? On va au plus urgent; on entoure les fortifications fédérales d'une nouvelle ceinture de défenses, et le prince-régent est plus pressé d'approvisionner ses confédérés des canons rayés fondus en Westphalie que de leur imposer des programmes politiques.

Les difficultés de la politique prussienne sont grandes. La Prusse est obligée, dans l'intérêt de sa sécurité et de la sécurité même de l'Allemagne, de ne pas séparer entièrement son action de celle des grandes puissances européennes. D'une autre part, elle doit conserver en Allemagne un prestige fondé sur la défense des droits populaires et devenu une partie essentielle de sa force. Libérale, elle ne veut pas laisser entraîner son libéralisme jusqu'à la révolution. Conservatrice, elle ne doit pas attacher sa politique à la cause perdue de l'absolutisme. Elle navigue ainsi entre des écueils également périlleux, où elle peut faire naufrage en entraînant les espérances de l'Allemagne entière.

III.

Si les gouvernemens allemands appliquent aujourd'hui tous leurs soins à leur préservation personnelle et lèguent à un avenir lointain le soin de constituer l'Allemagne sur des bases meilleures, y a-t-il au moins des partis capables de les suppléer, de leur imposer des principes et une conduite politiques?

Les partis n'ont pas encore compris en Allemagne quelle pourrait être leur puissance. Ils se trouvent en réalité dans des circonstances plus favorables que dans la plupart des autres pays de l'Europe. Ils ne s'agitent pas dans des intérêts dynastiques, et par conséquent leur politique a des allures plus libres, se soustrait plus facilement aux interprétations mensongères et aux répressions impitoyables; ils dépassent dans leur objet les bornes des monarchies et des principautés particulières, et quand le champ de l'action leur est fermé sur quelque point, ils peuvent retrouver ailleurs un autre

(1) On peut lire à cet égard une circulaire de M. de Schleinitz en date du 6 juin 1860.

théâtre pour leur activité. Les professeurs chassés par le dernier roi de Hanovre ont obtenu ailleurs des chaires où leur voix n'a eu que plus de retentissement. Chaque jour, on entend parler de pareilles migrations, et tel prince nourri des idées les plus rétrogrades se fera un plaisir d'accueillir un bel-esprit mécontent pour obtenir la réputation briguée d'un Mécène. Les partis allemands ont jusqu'ici peu profité des facilités que leur présente la forme fédérale pour étendre et organiser leur action. Les seuls qui aient une véritable vitalité sont les partis sortis des événemens de 1848; mais leur action politique est en quelque sorte bornée à la Prusse, et ils envisagent surtout les affaires générales de la confédération dans les rapports qu'elles peuvent avoir avec cette monarchie. Le parti de la résistance en Prusse, bien connu sous le nom de parti de la *croix*, demande le retour pur et simple aux erremens du ministère de M. de Manteuffel. Enfermé dans la chambre des seigneurs comme dans une forteresse, il a donné à l'Allemagne le triste spectacle de l'opposition la plus déraisonnable à toutes les idées libérales : cette chambre est animée des préjugés les plus étroits, décidée à résister à toutes les réformes, enflammée d'un orgueil qui faisait dire au docteur Stahl, le coryphée le plus important, avec le général de Gerlach, du parti de la *croix* : « La chambre des seigneurs peut être brisée, mais ne peut plier. » Elle a mis le comble à son impopularité en rejetant une loi qui soumettait à l'impôt foncier les propriétés seigneuriales, qui en sont encore exemptes : 11,650,898 hectares de terre demeurent encore soustraits, en Prusse, aux charges communes, et la loi repoussée par les seigneurs aurait fait rentrer annuellement dans le trésor plus de 4 millions de francs, bien que le ministère eût la faiblesse d'offrir une indemnité pour le rachat de l'exemption! En maintenant un privilége exorbitant en opposition avec tous les principes modernes, l'aristocratie prussienne séparait sa cause de celle du peuple, et de toutes parts l'opinion publique a poussé le gouvernement à prendre des mesures énergiques pour triompher d'une opposition intolérable. Les uns invitaient hardiment le prince-régent à se débarrasser d'un obstacle incommode par un coup d'état, les autres à modifier l'esprit de la chambre haute par une fournée de pairs assez nombreuse pour déplacer la majorité. En nommant récemment dix-huit nouveaux pairs, le prince vient enfin de déférer à ce dernier vœu.

Le parti de la *croix* a cherché à reconquérir quelque influence en appuyant de tout son pouvoir les mesures adoptées par le gouvernement prussien pour augmenter ses ressources militaires. La chambre des seigneurs a souscrit avec empressement sur ce point à toutes les demandes du ministère, tandis que la chambre des députés a opposé quelque résistance à la réforme de l'armée, jugée

nécessaire par le prince-régent. Les représentans les plus éminens du parti de Gotha ont trouvé place dans cette dernière chambre; en prenant part aux affaires, ce parti a été amené à élargir les barrières autrefois inflexibles de son programme; on n'entend plus autant parler de *Petite-Allemagne*, d'exclusion de l'Autriche. Les anciennes haines ne sont pas encore entièrement calmées; mais le parti de Gotha tend visiblement à se dissoudre et à céder la place à un parti nouveau, à la fois libéral et conservateur, disposé à se contenter au début de l'organisme actuel de la confédération germanique et à faire passer le libéralisme avant l'unité.

Rien ne montre mieux la force croissante de ce parti naissant et le discrédit du parti unitaire proprement dit que le faible écho qui vient de répondre au dernier appel de la *Société nationale allemande*. La *Société nationale* a eu tout récemment sa seconde réunion annuelle à à Cobourg; on y a appris que, sur 40 millions d'Allemands, 5,369 seulement sont entrés dans les cadres de l'association qui se propose de préparer l'unité allemande; dans ce nombre, on trouve bien peu de noms qui jouissent d'une véritable notoriété. La création de cette société a été sans doute inspirée par les succès d'une société semblable bien célèbre qui a couvert toute l'Italie de son réseau et a joué un rôle très important dans les événemens dont la péninsule est aujourd'hui le théâtre; mais les Allemands n'ont pris à la société italienne que son nom : ils sont peu propres aux menées secrètes, à l'action occulte; ils conspirent tout haut comme dans les tragédies classiques; ils se réunissent paisiblement, parlent de renverser les trônes sans être inquiétés par les souverains, et tout en déclarant qu'ils veulent tout changer, ils jurent de bonne foi qu'ils sont les vrais et les seuls conservateurs. Ils se rencontrent au nom du principe d'union et ne peuvent s'accorder sur aucune question; ils élaborent péniblement des programmes destinés à satisfaire à la fois les amis de *la Petite-Allemagne*, les partisans de la grande, les adhérens à la constitution impériale de 1849. Les orateurs se succédaient avec rapidité à la tribune unitaire de Cobourg : ils étaient si nombreux qu'ils ne devaient parler que dix minutes; mais comme ils surent les remplir! En lisant ces déclamations incohérentes, où il est question de tout, où les duchés danois, la France, la Savoie, l'hégémonie, la Hesse électorale, la Hongrie, l'Italie, se heurtent dans une inextricable chaos, on croit être sous le poids d'un cauchemar politique, ou sortir d'un de ces clubs qui s'ouvrent dans les temps de révolution, et qui s'imposent avec tant de succès la tâche d'instruire le peuple sur toutes les matières. Le seul fait instructif qui ressorte de la conférence unitaire de Cobourg, c'est que les radicaux allemands qui y formaient la grande majorité n'ont que des sympathies assez tièdes pour l'Italie. « Il nous faut Venise! » s'écriait

l'un d'eux au milieu des applaudissemens, et M. de Bennigsen, le président de la réunion, écrivit lui-même à M. La Farina, qui préside la Société nationale italienne, une lettre où il invite gravement le peuple italien à ne pas se mettre en opposition avec les grands intérêts du peuple allemand et de la politique allemande, et à ne pas provoquer un conflit regrettable entre les deux nations.

On ne peut, on le voit, étudier aucun épisode de l'histoire intérieure de l'Allemagne, qu'il concerne l'action des gouvernemens ou celle des partis, sans se heurter sans cesse aux idées de guerre. Le chaos des opinions et des intérêts est si profond, les courans politiques s'y croisent en tant de sens, les préjugés dynastiques y contrarient sur tant de points les tendances populaires, qu'une foule d'esprits, plus guidés par la passion que par le raisonnement, s'arrachant aux obsessions des systèmes, ont fini par envisager la perspective d'une grande lutte européenne comme un remède héroïque aux divisions et aux maux de l'Allemagne. Ils entonnent les chants célèbres d'Arndt et de Kœrner : le fantôme de l'Allemagne unie et libre ne leur apparaît qu'à travers la fumée des combats; ils désirent la guerre pour la guerre, et se résignent d'avance, avec un fatalisme confiant, à des défaites nombreuses dans l'espoir d'un triomphe suprême et définitif qui deviendrait le signal de la régénération. Ce parti purement germanique ne pardonne pas encore à la France la conquête et l'assimilation de l'Alsace, et ose exprimer ouvertement le regret que la coalition ne nous ait pas en 1815 infligé des châtimens plus sévères. Si le besoin des représailles, si la soif des conquêtes cherchaient des excuses, n'en pourraient-ils trouver dans de semblables sentimens, où l'envie le dispute à la haine? Quarante ans de paix avaient par degrés imposé silence à ces passions allumées pendant les grandes guerres de la révolution et du premier empire; le temps avait couvert de sa calme auréole le souvenir de ces terribles luttes. La grandeur du rôle que la France y avait joué était comprise par nos ennemis mêmes, et les Allemands, race poétique, la comprenaient mieux que personne, bien qu'ils eussent le plus souffert des excès de notre ambition. Il n'est peut-être pas de peuple dans l'imagination duquel Napoléon ait pris plus promptement des proportions épiques : dans combien de chaumières, depuis la Mer du Nord jusqu'à l'Adriatique, ne trouve-t-on pas l'image du conquérant, et quels chants surpassent ceux que la poésie allemande lui a consacrés? L'œuvre d'apaisement opérée pendant le long âge d'or qui séparait deux âges de fer reprendra-t-elle bientôt son cours? Aujourd'hui tous les fruits en paraissent perdus : on va chercher dans l'histoire tous les griefs longtemps oubliés contre la France; on ressuscite les souvenirs les plus

amers du passé. Les esprits, si divisés sur tant de questions, ne se rencontrent avec unanimité que dans leurs sentimens à l'égard de la France : les distinctions de la grande, de la petite Allemagne, des fédéralistes, des unitaires, disparaissent aussitôt qu'il s'agit de la sécurité de la confédération. L'Allemagne, rendue défiante par le spectacle du continuel divorce qui s'opère, dans la politique italienne, entre les faits et la diplomatie, ne cherche plus la pensée secrète du gouvernement de Napoléon III que dans les productions d'une littérature révolutionnaire et agressive qui a soulevé tour à tour toutes les grandes questions européennes. Elle s'est indignée en voyant des écrivains préparés à la politique par le roman offrir des conseils dangereux au descendant du grand Frédéric, des diplomates improvisés découper la carte de l'Europe au gré d'une ignorante fantaisie. Les pamphlets français ont été traduits et commentés avec ardeur par toute la presse allemande : ce qui n'était que du dilettantisme politique prenait, pour les imaginations effrayées, les proportions d'une propagande entreprise contre toute l'Europe conservatrice et couvrant habilement les projets de conquête par l'étalage hypocrite de sentimens libéraux et démocratiques. Le patriotisme allemand y a répondu par une propagande en faveur de l'union; il saisit toutes les occasions de faire entendre de bruyantes protestations contre les projets qu'il attribue au gouvernement de la France. Aucune de ces sociétés nombreuses qui s'assemblent si souvent au-delà du Rhin pour discuter sur tous les sujets, sur les sciences, l'économie politique, la littérature, l'histoire, ne peut aujourd'hui se réunir sans qu'au milieu de ces pacifiques travaux on n'entende résonner une note guerrière. On célèbre tous les événemens, les héros, les anniversaires de la guerre de l'indépendance : l'esprit de 1813, réveillé après un demi-siècle, parcourt la nation entière; on n'élève plus des monumens à Schiller ou à Goethe, mais à Arndt et à Stein. Les assurances pacifiques de la France, si souvent répétées, ne sont plus reçues qu'avec d'injurieux soupçons, et n'empêchent point les officiers supérieurs de l'armée prussienne d'écrire des brochures où tantôt on traite « de la manière de combattre l'armée française, » tantôt on trace un plan d'invasion de la France, avec toutes les étapes marquées jusqu'à Paris.

Les esprits les plus réservés subissent eux-mêmes dans une certaine mesure l'entraînement général. Dans ces dernières années, on avait vu se former au-delà du Rhin un petit groupe politique animé d'idées analogues à celles que représente le parti de Manchester en Angleterre. M. Bunsen, familiarisé par un long séjour dans ce dernier pays avec des doctrines auxquelles son âme religieuse et philanthropique était toute disposée à s'ouvrir, y occupait

une place éminente. Que sont devenus ces amis de la paix dans la tempête actuelle? Pourquoi leur voix ne s'élève-t-elle pas au-dessus du concert bruyant des foules et des partis?

Les ennemis de l'Autriche, qui pendant si longtemps avaient manifesté des sympathies ouvertes pour les nationalités, les sentent aujourd'hui faiblir. La nationalité allemande devait, à les entendre, rompre les liens artificiels qui l'avaient attachée à d'autres races et se maintenir vierge de leur contact. En ce moment, on paraît trouver qu'il y aurait trop d'abnégation à resserrer les frontières de l'Allemagne, quand d'autres puissances reculent leurs limites. Les Allemands voient la Russie toute disposée à faire jouir de ses institutions les Grecs et les Turcs de l'empire ottoman aussi bien que les habitans des principautés danubiennes, la France agrandie en Europe et fondant un grand empire sur le continent africain, l'Angleterre maintenant son autorité sur tous les points du globe avec une indomptable énergie. La jalousie et la crainte réveillent par degrés les instincts belliqueux et dominateurs qui sommeillent sournoisement dans l'âme de toutes les races. Il ne saurait d'ailleurs échapper à quiconque a pénétré dans le caractère allemand qu'il y a peu de races aussi avides de domination que la race germanique. Ce n'est pas dans les documens diplomatiques qu'il faut chercher l'expression de ce sentiment, c'est dans les productions de la littérature, dans la poésie, dans les œuvres où la passion se révèle avec des allures spontanées. L'érudition et la science historique se sont préoccupées de donner une sorte de consécration à cet instinct jaloux. Qu'est-ce que l'histoire des temps modernes du savant Gervinus de Heidelberg, sinon l'oraison funèbre des races latines et l'apothéose des races germaniques? Aux yeux des partisans de la grande Allemagne, qui représentent, bien mieux que les adhérens du parti de Gotha, les traditions et les passions populaires, l'Autriche tient une très grande place dans l'accomplissement des destinées de la grande famille allemande. Ceux même qui ont été amenés à reconnaître avec des regrets mal déguisés les droits de l'Italie à l'indépendance nationale ne sont point disposés à étendre un semblable privilége à ces races nombreuses, dont quelques-unes à demi barbares, qui remplissent la vallée du Danube; ils sont fortement persuadés que toutes ces populations ne peuvent être initiées à la civilisation moderne que sous la tutelle de l'Allemagne, qui les empêche d'être noyées dans cet océan slave si menaçant pour l'Europe.

En étudiant séparément l'action des gouvernemens germaniques et des partis qui se disputent la faveur populaire, on se trouve conduit à des résultats à peu près identiques : les uns comme les autres

sont divisés sur une multitude de points, sur les tendances, les principes, les moyens d'action; les uns comme les autres se trouvent néanmoins rapprochés sur le terrain de la politique extérieure. Forcés de s'y rencontrer, ils sont, par une réaction inévitable, amenés à des compromis sur les questions de politique intérieure. Si le parti libéral sait se servir de ces dispositions conciliantes, il pourra les faire tourner au profit des idées de réforme et des institutions parlementaires. Il faut qu'il se pénètre fortement de cette croyance que dans les idées qu'il représente gît la véritable force des nations, qu'on n'obtient qu'avec elles les triomphes durables et la véritable sécurité. Renonçant aux chimères des doctrinaires allemands, qui usent leurs forces à la poursuite de l'unité ou d'un idéal politique irréalisable, ils doivent se contenter des résultats qui sont à leur portée; unis avec le gouvernement prussien, ils peuvent imprimer à la politique de la monarchie du nord une attitude plus franche, lui inspirer des résolutions plus logiques, diriger ses alliances dans le sens le plus favorable à leurs propres desseins; assurés de la Prusse, ils entraîneraient les autres états de l'Allemagne dans un mouvement que les résistances princières n'auraient plus le pouvoir d'entraver. Une action de ce genre peut seule faire diversion aux préoccupations actuelles d'un grand peuple, qui oublie ce qui se passe chez lui pour regarder constamment au-delà de ses frontières. Inquiet et honteux de ses inquiétudes, devenu le jouet de passions qu'il ne peut ni maîtriser ni satisfaire, il ne cherche plus assez dans sa propre volonté le secret de ses futures destinées. Dans de semblables circonstances, les hommes sensés du parti libéral allemand ne peuvent songer à des réformes radicales, au renouvellement complet de l'organisme fédéral. On voit les personnages les plus connus du parlement révolutionnaire de 1848, d'anciens ministres du vicaire de l'empire, accepter un rôle modeste dans les assemblées politiques de leurs provinces, et après avoir tenté de soulever un monde, exercer aujourd'hui leurs forces dans l'opposition constitutionnelle la plus restreinte. Leur abnégation actuelle portera peut-être plus de fruits que leur ambition passée. Les craintes des souverains, obligés de chercher un appui nouveau dans l'opinion de leurs sujets, peuvent faciliter leur tâche, et s'ils réussissent, dans chacune des parties du vaste territoire germanique, à faire triompher complétement les véritables principes du droit constitutionnel moderne, ils auront fait don à leur pays d'un bien préférable à cet empire qu'ils avaient rêvé. Tant que l'Autriche et la Prusse subsisteront, l'aigle allemand sera un aigle à deux têtes, et il sera plus raisonnable en même temps que plus utile au-delà du Rhin de parler de liberté que d'unité.

V. DE MARS.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

31 octobre 1860.

« On ne va jamais si loin, disait Cromwell, que lorsqu'on ne sait pas où l'on va. » C'est une des plus justes saillies de mâle bon sens qui soient parties des lèvres de l'homme « qui ne laissait rien à la fortune de ce qu'il pouvait lui ôter par conseil et par prévoyance. » Nous sommes, quant à nous, les témoins les plus récens et les plus frais de la vérité de cette parole magistrale. Voici bientôt deux ans, depuis le commencement de la question italienne, que nous marchons sans savoir où nous allons. Nous avons fait bien du chemin. La route parcourue a de quoi étonner même ceux que réjouit l'étape présente. Sommes-nous au bout? Comme nous continuons à marcher dans la même ignorance, à la queue des événemens, il est probable que nous irons loin encore.

Le moment est cependant favorable pour mesurer d'un coup d'œil rapide le chemin accompli par chacun en Europe dans ces deux années. En effet, tout le monde aujourd'hui semble se recueillir et se préparer instinctivement à des mouvemens nouveaux. La France elle-même, qui a donné le branle au début, se tait, regarde et attend. Elle était partie pour une confédération italienne, elle est arrivée à l'Italie unifiée. Elle annonçait à la papauté un nouveau lustre en lui promettant la présidence de la confédération italienne, et elle assiste à la destruction du pouvoir temporel du pape. Instruite par l'expérience et devenue plus modeste dans ses espérances, nous ne savons si aujourd'hui elle croirait pouvoir garantir pour longtemps encore la présence du souverain pontife à Rome. L'Autriche oublie d'être fière et apprend à être sensée : elle ne répond pas aux provocations et cherche sa régénération dans une réforme libérale. La Prusse cesse d'être envieuse et querelleuse, et tend la main à la cour de Vienne. La Russie devient généreuse : l'empereur Alexandre pardonne à l'empereur François-Joseph. Varsovie voit un congrès de souverains. Le roi Victor-Emmanuel est à la

tête d'un état de vingt-quatre millions d'hommes, et les fédéralistes italiens les plus circonspects de l'an passé sont les plus fervens unitaires d'aujourd'hui. L'Angleterre, isolée naguère, sans défense, sans soldats, que d'idiots fanatiques prétendaient pousser, il y a un an, sur la pente de la décadence, l'Angleterre, qui n'avait pas voulu faire la guerre pour une idée, l'Angleterre, qui avait déploré la guerre d'Italie, l'Angleterre, qu'une certaine presse entendait bannir de la délibération des affaires de l'Europe, a aujourd'hui de formidables armemens, possède une armée de volontaires; elle a en Europe la position à la fois la plus dégagée et la plus courtisée. Elle prévient les Italiens qu'elle ne se battra pas pour eux, et pourtant les plus grands patriotes italiens la regardent comme le plus sûr et le plus solide appui de leur œuvre; elle avoue aux puissances du Nord les sympathies que lui inspire la révolution italienne, et pourtant les puissances du Nord, pleines de déférence pour ses avis, ne combattent plus qu'en théorie le principe de non-intervention. Elle ne nous a pas trop bien traités à propos des annexions de Nice et de Savoie; elle a donné pour prétexte à ses armemens les craintes que nous lui inspirons, et pourtant la France lui a, dans une lettre célèbre, répondu par les paroles et les protestations les plus amicales. Le mot de Cromwell est donc vrai pour tous : « on ne va jamais si loin que lorsqu'on ne sait pas où l'on va. »

Dans l'état de choses qui se présente à nous, l'attitude de la puissance européenne la plus curieuse à observer est celle de l'Angleterre. Quand nous parlons de l'Angleterre, disons tout de suite que la politique actuelle de ce pays s'incarne dans un seul homme, dans cet homme extraordinaire qui vient d'achever son soixante-seizième printemps, dans cet heureux lord Palmerston, pour lequel nous ne craindrions pas de déclarer notre goût, s'il pouvait être soupçonné d'avoir quelque amitié pour la France. Lord Palmerston est à l'heure présente, disons le mot, puisqu'il est à la mode, le véritable dictateur de l'Angleterre. Chose singulière, cette nouvelle suprématie de lord Palmerston s'est établie silencieusement; aucun grand fait, aucune résolution éclatante de la politique extérieure ne l'explique: elle est enveloppée d'un demi-mystère. Entre le pays, les partis et l'homme d'état, elle a été admise comme par une sorte de pacte tacite. On dirait une franc-maçonnerie. Chacun en Angleterre s'est dit: Voilà l'homme, et chacun a compris le sous-entendu qui lie le ministre au peuple, le peuple au ministre. Les Anglais, qui parlent tant sur leurs affaires et celles des autres, sont merveilleux parfois pour garder le silence sur les choses qui leur tiennent le plus au cœur. Il serait puéril en ce moment de chercher dans la presse britannique la révélation sérieuse de la politique anglaise; nous sommes d'ailleurs à une époque de l'année où le lien de la discipline politique se relâche pour la grande presse anglaise, où les écrivains se passent leurs fantaisies, font l'école buissonnière, et se livrent à leur façon, contre les hommes et contre les choses, sans que cela tire à conséquence, à de vraies chasses d'automne. Il vaut donc mieux essayer de comprendre le silence des hommes

politiques d'Angleterre que de chercher à interpréter les lieux-communs ou les excentricités des journaux. Ce silence que commande le caractère suspensif de la situation actuelle, on a vu avec quel art lord Palmerston l'a observé à Leeds. Quelques mots de sympathie générale à l'adresse de l'Italie, où il n'était fait mention expresse ni d'un fait spécial ni d'un nom propre, et tout a été dit. Nous nous trompons, lord Palmerston a réellement parlé politique dans une des réunions auxquelles il a assisté. Le passage vraiment actuel du discours auquel nous faisons allusion est passé inaperçu pour la presse européenne. Un grand manufacturier, membre de la chambre des communes, M. Crossley, a fourni, par une plaisanterie d'une saveur toute locale, le thème dont lord Palmerston avait besoin pour se faire comprendre sans rien préciser. M. Crossley avait dit que le noble lord était plus fort en politique qu'en tissage. « Mon honorable ami M. Crossley, a repris lord Palmerston dans la péroraison d'un de ses discours de Leeds, m'a un peu rabaissé. (Rires.) Il croit que je peux réussir en politique, mais que je ferais un très mauvais tisserand. (Nouveaux rires.) Mon honorable ami a peut-être raison à un certain point de vue, car l'occupation d'un homme politique ne doit pas être de faire des tissus; sa besogne est de les effiler. Il a toujours affaire au dehors avec quantité de gens qui ourdissent perpétuellement des trames, et s'il a quelque mérite, il s'efforcera de défaire ces trames et de réduire ces toiles d'araignées à leurs élémens primitifs. » Lord Palmerston s'est tu, et les tisserands de Leeds de rire aux éclats et d'applaudir bruyamment. Voilà ce qui peut s'appeler parler par signes, voilà un échantillon du chiffre au moyen duquel lord Palmerston et la nation anglaise correspondent pour le moment entre eux.

Quoi qu'il en soit, et quand il serait vrai que lord Palmerston a l'habitude de ne mettre la main dans des trames que pour les déchirer, on conviendra qu'il a réussi à donner à l'Angleterre cette position singulièrement favorable qui permet à un peuple de profiter des événemens sans s'y compromettre. La question active du moment, la question italienne, est en train de se résoudre de la façon qui convient le mieux à ses intérêts et plaît le plus à ses sympathies. Rome était le cauchemar séculaire de l'Angleterre protestante; c'en est fait, ce semble, de la papauté temporelle. La dynastie de Naples était particulièrement odieuse à lord Palmerston, et voilà que lord Palmerston est débarrassé des Bourbons napolitains. L'unité de l'Italie est dans les convenances de la politique anglaise, qui dès 1814 donnait Gênes au Piémont pour nous susciter une barrière plus désagréable, et l'unité italienne se fait. Par un contraste bizarre, l'effet produit par les événemens italiens, si odieux aux cours du continent, augmente auprès de ces cours l'influence britannique. L'Angleterre était esseulée en Europe il y a un an; aujourd'hui elle n'a que l'embarras du choix entre les alliances qui s'offrent à elle. Non-seulement la France, dans un document officiel émané de la source la plus élevée, s'est efforcée de démontrer la conformité de sa politique avec la politique anglaise sur les questions les plus importantes, mais

tout prouve qu'à Berlin et à Vienne l'on a en ce moment une déférence marquée pour les conseils de l'Angleterre. On ne saurait sans doute attribuer à la cour de Saint-Pétersbourg un empressement aussi prononcé envers le gouvernement britannique : il y aurait pourtant une dangereuse duperie à croire que les rancunes et les antipathies que la guerre d'Orient a laissées ou réveillées élèvent encore une barrière bien épaisse entre l'Angleterre et la Russie. L'Angleterre voit donc s'accomplir en ce moment en Europe ce qui lui convient et ce qui lui plaît. La trame des intérêts, des craintes, des rivalités, est ainsi croisée entre les divers états continentaux que l'Angleterre pourrait y trouver parmi ces états des alliances conformes aux nécessités de sa politique. Enfin, et c'est là le côté consolant de cette situation pour ceux qui, dans les compétitions internationales, n'oublient pas les intérêts supérieurs de l'humanité, l'Angleterre emploie ce grand ascendant, que lui donnent les fautes de tous et les événemens actuels, à protéger, on pourrait presque dire à imposer la conservation de la paix européenne.

Nous avons peu de chose à dire de la situation de la France. Avant tout, ce que nous avons pour nous, c'est notre puissance, c'est notre gigantesque armée, notre entrain militaire, et cette richesse du sol qui élève les ressources du pays au niveau de sa force guerrière. La puissance est d'un merveilleux secours contre les embarras d'une position fausse; elle permet de détourner ou de surmonter de périlleuses difficultés. Nous devons reconnaître pourtant qu'elle ne les supprime pas. C'est ce que l'on a, suivant nous, un peu trop perdu de vue dans un récent article de journal où l'on s'est accordé à reconnaître un manifeste de gouvernement. Il manque deux choses à ce manifeste : il ne signale pas assez nettement les embarras de notre situation, il ne nous dit pas clairement où nous nous proposons d'aller. Nous avions compris nous-mêmes, en définissant les diverses conduites qui étaient possibles en présence des plus récens événemens italiens, quelle était celle que choisissait le gouvernement français. On pouvait soit s'associer à ces événemens, soit s'y opposer, soit les soumettre au jugement concerté de l'Europe. L'article dont nous parlons, adoptant la formule doctrinaire, nous a déclaré ce que le gouvernement ne voulait pas faire; mais il ne nous a pas dit ce que le gouvernement ferait. L'appel au jugement de l'Europe n'équivaut en effet qu'à une politique de temporisation et d'attente, et, comme nous l'avions pressenti, l'idée d'un congrès, lors même qu'elle serait acceptée théoriquement par les diverses puissances, ne pourrait être dans les circonstances actuelles qu'un moyen dilatoire, une contenance, et n'est point une solution. — Mais, nous dira-t-on, il y a des conjonctures en face desquelles il n'y a d'autre politique possible que la temporisation, où le seul bon parti est d'attendre que les événemens eux-mêmes vous inspirent ou vous imposent une politique. Nous sommes loin de le nier : seulement cette méthode s'applique avec des avantages divers, elle est commode ou incommode suivant la façon dont on est d'avance engagé vis-à-vis des événemens attendus, suivant les obligations que ces évé-

nemens peuvent vous créer. C'est là, nous le craignons, un point sur lequel le récent manifeste entretient des illusions. La France n'est pas malheureusement aussi libre vis-à-vis des conséquences du mouvement italien que l'article demi-officiel paraît le supposer. D'abord, le mouvement italien ayant éclaté par notre initiative, il est clair que nous ne pouvons nous décharger absolument de la responsabilité de ses développemens ultérieurs. Ensuite, si la guerre éclate en Italie, soit par une agression autrichienne, soit par une agression piémontaise, il est presque impossible que nous en acceptions les conséquences, si elles étaient fatales au Piémont, car elles détruiraient l'œuvre de notre campagne de 1859. Enfin, même en supposant le maintien de la paix, nous avons encore en Italie une difficulté immense, et celle-là nous est toute personnelle, nous ne la partageons avec aucun état de l'Europe : nous voulons parler de la responsabilité que nous avons contractée par l'occupation de Rome envers le pouvoir temporel du pape. Il serait d'un côté puéril d'oublier que nous sommes aujourd'hui la seule puissance européenne qui fasse acte d'intervention en Italie, et d'autre part il est difficile de prévoir comment nous pourrons honorablement mettre fin à cette intervention. C'est pourtant la seule chose à laquelle nous ayons à songer, puisque le manifeste a déclaré que nous ne pouvions pas rétablir le pape dans les provinces que le Piémont vient de lui enlever. Espérons-nous que le saint-père nous tirera lui-même de cet embarras? Mais nous ne pouvons croire que le pape actuel, que la papauté même, avant un demi-siècle consente à l'abdication du pouvoir temporel. Cependant la crise est imminente; le pape, dépouillé de ses trois plus belles provinces et réduit au seul patrimoine de saint Pierre, conserve toutes les charges auxquelles il ne pouvait suffire qu'avec les ressources de tout l'état pontifical. Il a, par exemple, à subvenir à l'entretien d'un corps nombreux de fonctionnaires, il doit payer les intérêts d'une dette. Quel temps faut-il pour que ces besoins d'argent deviennent pressans, impérieux? Quelques mois à peine. Finirons-nous notre fatale intervention en prêtant une escorte au pape affamé dans Rome et chassé de son trône par la banqueroute? Nous ne parlons plus de la révolution religieuse que nous n'aurons pas eu la volonté ou le pouvoir de prévenir; devant de telles perspectives, nous doutons que l'Europe nous décerne avec abandon la fonction d'arbitre pacificateur que réclame pour la France le manifeste récemment publié. Nous souhaitons nous tromper, mais nous craignons au contraire que l'Europe ne se tienne à l'écart pour nous laisser tout entier le poids des responsabilités et des difficultés que nous sommes allés chercher en Italie.

Pour l'Autriche, la question que les derniers événemens italiens ont fait naître était la question de paix ou de guerre. L'Autriche se croirait-elle assez provoquée par l'invasion des États-Romains, par la révolution napolitaine, par les déclamations de Garibaldi, par le langage du premier ministre de Victor-Emmanuel? L'Autriche devancerait-elle ou attendrait-elle l'attaque dont on la menace à une date indéterminée? Cette question a vive-

ment agité les intérêts et les esprits depuis quinze jours. L'anxiété qu'elle excitait a été surtout redoublée par la panique qu'avait produite à Turin un mouvement de troupes dans les territoires que l'Autriche possède encore sur la rive droite du Pô, par les réformes que le diplôme du 20 octobre annonçait dans la constitution intérieure de l'empire, et par l'entrevue des trois souverains à Varsovie. Le peu que l'on connaît déjà du résultat du congrès des souverains a dissipé la crainte d'une intervention prochaine de l'Autriche en Italie. Il eût suffi de quelque réflexion sur les intérêts présens de l'Autriche et sur les tendances nouvelles de sa politique pour s'épargner ces tumultueuses appréhensions.

L'empire d'Autriche est sans doute dans une situation critique et précaire. Les élémens de régénération n'y manquent point pourtant; l'on doit admettre en outre qu'il existe autour du gouvernement autrichien des esprits éclairés, frappés des maux de l'Autriche, qui en connaissent les causes, ont l'intuition des moyens par lesquels on peut les combattre, et ont assez de patriotisme et d'honneur pour se dévouer à la tâche de sauver de la ruine ce grand empire. Les malheurs de l'Autriche sont venus de la forme sous laquelle son influence s'était étendue sur toute l'Italie, de la désaffection qu'avait répandue parmi les populations de l'empire et de l'appauvrissement qu'avait produit dans les ressources et les forces du pays la constitution unitaire de 1849, enfin de l'isolement moral dans lequel l'Autriche avait entrepris et soutenu la guerre de l'année dernière. Nous ne sommes point initiés à la pensée de la cour de Vienne, mais il nous semble que l'opinion qui inspire en ce moment le gouvernement autrichien est nettement fixée sur trois points principaux. Premièrement, l'Autriche doit laisser s'accomplir passivement et jusqu'à ses dernières conséquences l'expérience qui se tente aujourd'hui en Italie; elle doit renoncer à la pensée d'exercer toute influence sur les événemens actuels de la péninsule; elle doit démontrer au monde par les faits que l'on ne peut plus lui attribuer de responsabilité dans la marche des affaires italiennes; elle doit regagner l'opinion européenne en lui prouvant qu'elle se place sur un terrain bien différent de celui où elle s'était attiré l'animadversion générale, qu'elle reste en Vénétie parce qu'elle y est chez elle, qu'elle défendra au besoin cette province parce qu'elle lui appartient en vertu d'un titre qui a été rajeuni encore par le traité de Zurich, mais qu'elle ne sort plus comme autrefois de ses frontières pour exercer dans la péninsule aucune tutelle, aucune ingérence. Quels que soient les sentimens que puisse inspirer à des Autrichiens la révolution italienne, nous ne doutons point qu'il n'y ait à Vienne des hommes convaincus que l'Autriche ne doit plus tenter d'arrêter le cours de cette révolution, et résignés à y voir un de ces entraînemens contre lesquels il est impossible et insensé de lutter, qui ne s'épuisent ou ne se règlent qu'à la condition qu'on les abandonne à eux-mêmes. Secondement, le plus pressant intérêt de l'Autriche est de s'appliquer à sa réorganisation intérieure, et de refaire la fédération des races et des nationalités qui forment l'empire. Troisièmement,

menacée d'une attaque du côté de l'Italie, exposée à une guerre qui peut être prochaine, l'Autriche doit se conduire de telle sorte que, si cette guerre éclate, elle n'ait que l'Italie seule à combattre. Il est évident que l'Autriche ne peut atteindre ce résultat qu'à la condition qu'il s'établisse en Europe une sorte d'opinion générale, un certain concert moral qui détourne tout autre gouvernement de la pensée d'intervenir dans la lutte prévue. Pour qu'une telle opinion, pour qu'un tel concert se forment et circonscrivent la guerre entre l'Autriche et l'Italie, une autre condition est indispensable : c'est qu'il soit clair pour tout le monde que l'Autriche n'aura pas recherché la lutte, ne l'aura point commencée elle-même à sa convenance et à son heure sans tenir compte des intérêts des autres états européens, et la subira comme une nécessité imposée par l'agression de son ennemi. Les réformes du 20 octobre et l'entrevue de Varsovie ne pouvaient, ce nous semble, être expliquées que par ces nécessités et ces résolutions nouvelles de la politique autrichienne. Ce sont, par leurs effets indirects sur la question italienne, des actes purement défensifs. Envisagés en eux-mêmes et dans les données de la politique autrichienne, ces actes ne nous semblent susceptibles que d'une interprétation pacifique.

Parmi les dernières manifestations de la politique autrichienne, la plus importante est sans contredit la réforme des institutions intérieures, et nous avouerons que nous accueillons et que nous suivrons avec un vif intérêt cette grande expérience. Il est du devoir des libéraux sincères en Europe d'encourager cet effort du gouvernement autrichien. Toute capitulation du despotisme, sur quelque point de l'Europe qu'elle se produise, est une victoire pour nous; ce n'est pas à nous de déprécier nos victoires. Nous avons vu comment se sont accomplis en Europe cette funeste et excessive réaction de 1848 et ce recul du mouvement révolutionnaire qui est allé jusqu'au despotisme. Partout les progrès de la réaction furent solidaires : espérons que la même solidarité se montrera dans le retour libéral, et partout où nous verrons se retirer le flot de la réaction absolutiste, saluons le présage de la fin générale de cette lugubre marée. Sans doute les excès réactionnaires ont laissé en Autriche de douloureuses blessures, et nous ne sommes pas surpris que quelques esprits passionnés n'acceptent point la réconciliation qui leur est offerte. Les ressentimens de ceux-là ne pourraient être satisfaits qu'au prix de la destruction de l'empire autrichien. Les esprits politiques repoussent ces exagérations. L'existence d'un empire autrichien n'est point un phénomène arbitraire dans la politique européenne. Si un tel empire n'existait pas, il faudrait l'inventer pour relier ces populations danubiennes si diverses par la langue, la religion, la race, et qui, si elles étaient abandonnées à elles-mêmes, se dissoudraient dans l'éparpillement et l'anarchie, pour devenir la proie du puissant empire slave dont la masse compacte et disciplinée occupe l'Europe orientale. A la vieille fédération monarchique qui s'appelle l'Autriche, des rêveurs voudraient substituer une fédération nouvelle dont la Hongrie serait le centre. Ils oublient que la

Hongrie, malgré sa généreuse vitalité, est elle-même une sorte d'Autriche où les Slaves, les Allemands, les Roumains, pressent et débordent les Magyars; ils oublient les luttes de races où s'est épuisée la révolution de 1848, ils oublient surtout que des combinaisons de cette importance ne s'improvisent point, et qu'en un temps comme le nôtre il n'est point permis de sacrifier au mirage d'une utopie un vaste ensemble d'intérêts tel que celui que l'Autriche représente.

Quand on lit attentivement le diplôme par lequel l'empereur François-Joseph a restauré les anciennes institutions représentatives de ses états, on ne peut mettre en doute la sincérité de cette libérale tentative. Les difficultés qu'il y avait à résoudre dans une telle œuvre étaient immenses. Il fallait donner satisfaction à l'esprit de tradition, qui est l'âme de la nationalité hongroise, sans sacrifier des progrès civils récemment accomplis et les exigences de l'esprit moderne. Il fallait rendre aux populations amoureuses de leurs institutions locales leurs autonomies diverses sans rompre le lien de l'unité politique de l'empire. Il fallait faire revivre la Hongrie au risque de blesser les *germaniseurs*, que l'Autriche doit pourtant ménager, puisque ses liens avec l'Allemagne forment un des principaux ressorts de sa force. Il semble que l'on ait réussi autant qu'il était possible en posant les principes de cette transaction compliquée. Du moins deux hommes éminens, M. de Rechberg du côté allemand et M. de Szechen du côté hongrois, ont travaillé à la constitution avec une droiture, un bon vouloir et une intelligence incontestables.

Ce qu'on peut dire de mieux, c'est qu'il y a en Autriche un patriotisme que le malheur avait douloureusement blessé, qui n'attendait plus que désastres avec une stoïque mélancolie, qui ne voulait plus espérer, et auquel les réformes ont rendu un rayon de confiance et de fierté. Nous avons lu des lettres de Vienne émanées d'hommes éclairés et éprouvés où ce sentiment est rendu par des expressions touchantes. « Par exemple, dit l'un, ce que j'ai vu lorsque l'empereur s'est rendu au chemin de fer, je ne pensais plus le voir jamais. On s'est vraiment porté au-devant de lui d'un commun accord, et c'était toute la ville. Je ne puis pas vous dire le vigoureux et profond enthousiasme, la reconnaissance émue, la vérité du mouvement (car nous ne nous entendons pas ici à préparer des démonstrations). Franchement l'impression que cela faisait à tout le monde était que le peuple se dédommageait d'avoir boudé le souverain depuis si longtemps. » — « On voit partout, dit une autre correspondance, un fonds de vrai patriotisme... Tout le monde se dit : « On a fait tout ce qu'on a pu et le mieux qu'on a pu, » et il y a un désir général de coopérer à cette grande œuvre. Ou je me trompe fort, ou c'est le commencement d'une belle ère pour nous... Dans les cafés, où l'on médisait de tout sans pitié, on dit : « Eh bien ! l'Autriche va encore briller! » L'exemple du bon vouloir a été donné de haut. L'archiduc Albert a refusé le commandement supérieur de l'armée d'Italie et accepté un commandement sous le général Benedek. On dit partout : « Grand citoyen

comme son père, » et l'on se met à penser tendrement à l'archiduc Charles! »

L'expérience autrichienne réussira-t-elle? Nous ne savons; mais ce qui prouve que les réformes sont prises au sérieux et par le gouvernement et par des hommes notoirement opposés à l'ancien système, c'est le choix que le gouvernement impérial a fait, pour les fonctions les plus importantes, de plusieurs de ces hommes qui ont accepté. Ainsi M. de Szechen est entré dans le ministère, et M. le baron de Vay est chancelier de Hongrie. Ce dernier nom est significatif. M. de Vay avait été ministre de la révolution hongroise; il était ami du malheureux comte Louis Batthyani; il a été émigré; il est protestant et Magyar ardent. Un témoignage précieux en faveur de l'efficacité de la nouvelle constitution si elle est sincèrement pratiquée, c'est la lettre écrite à un journal de Paris par M. de Szemere. Ancien ministre, lui aussi, de la révolution, un des membres de l'émigration hongroise les plus remarquables non-seulement par la constance de son patriotisme et l'autorité de son caractère, mais encore par son esprit pratique et modéré, M. de Szemere a retrouvé dans le diplôme du 20 octobre la plupart des concessions qu'il avait demandées pour son pays dans un écrit récent. Au surplus, quand on ne devrait y voir que le point de départ d'une vie politique et constitutionnelle pour les populations autrichiennes, on aurait le droit de bien augurer pour l'avenir des conséquences de cet acte. L'Autriche est peut-être après l'Angleterre le pays de l'Europe qui contient le plus d'élémens propres au développement des institutions libérales. L'Autriche possède une grande aristocratie et ne connaît guère ce fléau de la petite noblesse et des hobereaux pullulans qui entrave le progrès politique de certains états d'Allemagne. Le mal que font les hobereaux, nous en savons quelque chose en France; c'est eux, c'est leur étroit égoïsme, c'est leur vanité ridicule, c'est leur docilité au pouvoir absolu qui créent ces haines entre les classes d'où sortent les révolutions sociales, et qui persistent si longtemps après qu'elles ne paraissent plus avoir de cause. Les services qu'une grande aristocratie peut rendre à l'établissement de la liberté, nous serons réduits à les reconnaître avec regret tant que la France n'aura pu arriver au dernier terme de sa grande révolution, et qu'elle n'aura pas obtenu l'entière possession de la liberté politique. L'aristocratie autrichienne a des aspirations libérales plus prononcées qu'on ne le croit dans le reste de l'Europe; elle ne ressent ni n'excite de haines de classes. Les lois d'élection ouvrent libéralement l'arène politique au patriotisme et au talent, qui ne s'appuient point sur les influences féodales. A côté des plus puissans magnats, il y aura place pour des bourgeois tels que M. Maager, ce négociant transylvain dont l'éloquence vigoureuse et pratique a produit un effet si considérable dans le conseil de l'empire dont les délibérations ont enfanté la réforme actuelle.

C'est bien plus dans cette nouvelle vie politique intérieure de l'Autriche que dans le résultat négatif de l'entrevue de Varsovie que nous voyons une garantie de la politique pacifique du cabinet de Vienne. La stérilité du congrès de Varsovie a étonné ceux qui se figuraient que l'empereur d'Autriche

allait demander à l'empereur de Russie et au prince-régent de Prusse l'autorisation d'adresser un ultimatum à la cour de Turin, et qui ne doutaient point qu'une pareille demande ne fût accueillie! Les réunions de souverains ne sont point des manifestations qui nous plaisent. Nous n'y voulons cependant rien voir au-delà de la signification naturelle que ces actes portent en eux-mêmes. L'entrevue de Varsovie a fait cesser aux yeux du monde le refroidissement qui existait entre les deux empereurs; elle a mis un terme à l'isolement moral de l'Autriche : voilà tout, et nous n'avons jamais pensé qu'il pût se produire autre chose à Varsovie. De guerre immédiate, personne n'en voulait, pas plus la Russie, qui censure vivement la politique du Piémont, que la Prusse, qui blâme sans doute les moyens employés par la Sardaigne, mais qui, en songeant à sa vocation allemande et en prêtant l'oreille aux conseils de l'Angleterre, ne voit peut-être pas d'aussi mauvais œil qu'on pourrait le croire la constitution unitaire de l'Italie. De traité basé sur des éventualités futures, il ne pouvait en être sérieusement question; à quoi bon prendre des engagemens précis au milieu de circonstances changeantes, à propos d'événemens essentiellement mobiles? Tout au plus la Russie pouvait-elle demander à ses hôtes de l'aider à saisir ce fantôme d'un congrès qu'elle poursuit toujours et qui la fuit sans cesse, mais que l'Angleterre et l'Autriche ont l'air de traiter comme un rêve. Ce n'est pas Varsovie, c'est la réforme intérieure qui attache l'Autriche à la paix.

Le Piémont, qui, plus que l'Autriche, doit redouter la guerre, n'est pas moins sincère, suivant nous, dans les assurances pacifiques qu'il donne. Il est en tout cas très intéressé à prendre au sérieux et les résolutions pacifiques et les tentatives de réforme intérieure de la cour de Vienne. Il nous semble entendre M. de Cavour se conformant, avec sa souplesse avisée, à cette situation nouvelle et tenant à peu près ce langage : « Nul doute que l'on ait calomnié l'Autriche en lui prêtant, ces jours passés, l'intention d'attaquer la Sardaigne. Nous attaquer maintenant! mais ce serait avouer que les concessions faites à la Hongrie ne sont qu'une machine de guerre contre l'Italie et un piége pour les Hongrois. Ce serait justifier les défiances que de tardives concessions peuvent inspirer à la Hongrie, et celle-ci refuserait certainement, en se souvenant de sa déception de 1848, de concourir une seconde fois à l'asservissement de l'Italie. — Pourquoi d'ailleurs supposer que le gouvernement sarde ait lieu de se croire menacé par les concessions octroyées à ses sujets par sa majesté apostolique? Ces concessions au contraire simplifieront la question de la Vénétie. Quand le moment sera venu de la résoudre, nous n'aurons plus affaire aux exigences intraitables de la fierté dynastique; nous compterons avec les intérêts positifs et vrais des populations qui composent l'empire autrichien. La diète hongroise s'apercevra probablement que l'intérêt de la Hongrie n'exige pas que l'Autriche garde la Vénétie, et que plutôt la question des finances autrichiennes ne peut être résolue que par la cession de cette province. La même conviction

ne tardera point à se faire jour dans les diètes de la Bohême, de la Styrie, de l'archiduché d'Autriche : ce sont les populations autrichiennes elles-mêmes qui feront entendre à l'empereur la voix de la nécessité, et le décideront à se débarrasser de la Vénétie. Pour notre compte, nous n'avons pas besoin de violenter cette conversion, nous la laisserons s'accomplir d'elle-même. L'intérêt même de l'expérience tentée par l'Autriche nous rendra la patience facile. De deux choses l'une, ou l'empereur François-Joseph, entrant franchement dans la voie des concessions, les étendra à la Vénétie, ou il exclura cette province du bénéfice des réformes libérales. Si Venise accepte le régime constitutionnel autrichien, tout sera dit pour nous; jamais le roi Victor-Emmanuel n'osera braver l'opinion générale de l'Europe au point de troubler l'accord d'un peuple avec son souverain. Mais si Vienne n'ose pas appliquer le nouveau régime à Venise, tout sera dit aussi pour l'Autriche : la nécessité de réunir Venise au reste de l'Italie sera prouvée. La démonstration sera complète pour l'Europe; elle le sera aussi pour les peuples de l'Autriche; les populations autrichiennes sentiront que la présence d'un élément si réfractaire dans le sein de l'état est un obstacle à sa prospérité, à sa sécurité, à ses progrès, et se convaincront que la santé même de l'Autriche prescrit ce sacrifice salutaire. »

Que M. de Cavour nous pardonne la liberté que nous avons prise de lui prêter cette modération persiflante. Cette façon d'argumenter ne serait pas de bon goût et aurait peu d'efficacité, si elle s'adressait à l'Autriche; mais M. de Cavour peut l'employer avec profit, ce nous semble, pour calmer au besoin l'imprudente impatience du parti de l'action en Italie. Nous croyons que M. de Cavour est sincèrement résolu, pour sa part, à éloigner, le plus qu'il lui sera possible, toute collision nouvelle avec l'Autriche. Les bonnes raisons ne lui manquent pas. Nous ne parlons pas du danger que courrait le Piémont dans une lutte qui s'engagerait dans les circonstances présentes, mais de la besogne qui s'impose à M. de Cavour en Italie même. Le roi de Naples résiste encore avec une persévérance qui, si elle est impuissante à lui ramener la fortune, répand un intérêt véritable sur la fin de son règne et fera honneur à son nom. L'opiniâtreté de cette résistance, soutenue par un jeune prince, avec les débris de troupes que la trahison et la vénalité n'ont pu entamer, contre le souverain dont il a en vain demandé l'amitié, et qui vient le chasser sans lui avoir déclaré la guerre, laissera des souvenirs qui embarrasseront plus tard son successeur. Ce qui s'est passé depuis trois mois prouve que les Deux-Siciles contiennent des élémens qui rendent un bon gouvernement très difficile. Ce sera un rude travail pour M. de Cavour d'assimiler ce royaume au reste de l'Italie. Nous ne parlerons pas de la question de Rome, dont il laisse gaiement le souci à la France; mais si le Piémont veut à la fois tirer parti et se montrer digne des agrandissemens qu'il vient d'obtenir, il aura des travaux immenses d'organisation intérieure à faire dans toutes les branches de l'administration avant de pouvoir songer à de nouvelles conquêtes. M. de Cavour n'a pas seulement de bonnes et

nombreuses raisons pour ne pas attaquer Venise; il a prouvé récemment à l'Europe qu'il est assez puissant pour résister aux partis révolutionnaires qui voudraient le pousser à cette témérité.

Que l'on continue donc de toutes parts à se préparer et à s'observer, il faut s'y résigner, non sans compensation, puisque cette singulière attitude défensive et expectante prise par chacun éloigne la guerre. Sans doute nous ne savons où nous allons; mais, en allant ainsi au jour le jour, nous gagnons du temps pour la paix, et qui sait? quelque diversion imprévue peut changer nos préoccupations, et en nous menant loin de la voie où nous sommes, nous ménager quelque surprise heureuse! E. FORCADE.

ESSAIS ET NOTICES.

NOUVELLE CORRESPONDANCE DIPLOMATIQUE DE JOSEPH DE MAISTRE.

Il y a deux ans qu'une première série de pièces inédites relatives à des mémoires politiques et à la *correspondance diplomatique* de Joseph de Maistre produisit dans le public une assez vive impression. Ces lettres annonçaient « un travail inquiet, un certain mouvement de ce grand esprit désorienté, qui semble sans cesse tressaillir, se réveiller comme d'un rêve, se replier sur lui-même et ouvrir les yeux malgré lui. En un mot, on a cru que, transfuge posthume, il passait à ceux qu'il avait paru combattre toute sa vie (1). » — Jusqu'à quel point et en quel sens cette impression rend-elle la vérité? C'est un côté sur lequel nous édifie complétement une nouvelle correspondance inédite de Joseph de Maistre, qui prochainement sera connue du public (2). Il n'est pas de double interprétation possible, et l'on doit être assuré que jusqu'à la fin l'auteur du *Pape* resta fidèle aux principes de toute sa vie, sans que le doute, même le plus intime, soit un seul moment venu les altérer. Cela se conçoit. Le comte de Maistre n'admit d'aucune façon, ne comprit même jamais ce retour sur soi-même, ce doute cartésien qui justifia par exemple, sans en être la cause principale, la transformation de Lamennais. Si l'ambassadeur du roi de Sardaigne auprès du tsar adresse à l'Autriche, par conséquent aux dynasties européennes, de dures vérités, si l'étude de ces vérités le conduit forcément à certaines conclusions libérales en ce qui concerne les rapports internationaux créés par la révolution d'abord, puis par les traités de 1815, c'est uniquement qu'il s'inquiète des

(1) Voyez l'étude de M. L. Binaut dans la *Revue* du 1er décembre 1858.

(2) *Correspondance diplomatique*, etc., de Joseph de Maistre, publiée par M. Albert Blanc, chez Lévy, 2 vol. in-8°.

intérêts passagers du pays qu'il représente, et non des intérêts éternels des peuples. On avait surtout réussi à le poser souverainement comme l'inflexible défenseur des droits absolus du catholicisme et de la monarchie. Il semblait à la génération présente que cette sorte de grand-prêtre sémitique, isolé dans ses principes impitoyables, ne se fût jamais accommodé des tempéramens de la pratique, n'eût rien connu de nos besoins vulgaires et des conventions mondaines. On est enfin éclairé à ce sujet comme on pouvait le prévoir : à Joseph de Maistre, comme à tout autre, on peut enfin appliquer le fameux vers de Térence sur l'homme. Ces lettres sont donc bien loin de mettre l'auteur du *Pape* en opposition avec ses théories; elles ne font que mieux dévoiler le parti-pris auquel il obéissait, et de plus elles montrent sa facilité tout *italienne* à se plier aux circonstances. Joseph de Maistre y est contenu tout entier sous la face triple du personnage officiel, du théoricien absolutiste, de l'homme privé. Assurément il y a là de quoi composer un caractère. La scène d'ailleurs se passe à une époque où les faits succédèrent plus rapidement aux hypothèses que les hypothèses aux faits, où toutes les facultés du comte de Maistre furent certainement le plus tendues et trouvèrent le plus à s'exercer. De 1811 à 1817, quelle période pour l'ambassadeur d'un roi catholique auprès du tsar! La campagne de Russie, la double chute de Napoléon, la sainte-alliance, le rétablissement en France des droits *du trône et de l'autel* avec la charte pour base, quelle succession d'éblouissemens pour un publiciste monarchique et religieux! Il faut suivre dans les lettres mêmes de Joseph de Maistre les divers sentimens, quelquefois contradictoires, que ces évolutions lui inspirèrent. Les lettres abordent tour à tour la politique générale, la politique particulière de la Sardaigne, les théories philosophiques, enfin les émotions et les affaires personnelles de l'homme et de l'ambassadeur; c'est cet ordre que nous suivrons dans les diverses citations que nous allons emprunter à la nouvelle *Correspondance diplomatique* que va publier M. Albert Blanc.

Où Joseph de Maistre ne varie guère, c'est dans sa haine contre Napoléon. C'est plus qu'une haine personnelle, c'est une haine en quelque sorte théorique, par conséquent impitoyable. En 1811, au moment où s'ouvre cette correspondance, la France, plus qu'à demi épuisée, ressentait le contrecoup de la guerre d'Espagne. Napoléon était brouillé avec presque tous ses généraux. « Je songe souvent, écrit Joseph de Maistre au roi de Sardaigne, à combien peu de chose tient cette puissance formidable qui fait trembler l'Europe! L'autre jour, dans un très petit comité, un ministre étranger, sujet de Napoléon, nous dit en propres termes : « Il n'y a plus d'autre remède que de le faire enfermer comme fou. » Il n'y a rien là d'impossible, sire; mais ce mot d'enfermer est une pure illusion; *on ne met jamais la main sur un tel personnage que pour le tuer au plus tard le lendemain.* » Et, comme pour consoler ce pauvre petit roi de Sardaigne, si mal à son aise entre la France et l'Autriche, Joseph de Maistre ajoute en forme de leçon : « Enfin, sire, quoique ses prodigieux succès fassent nécessairement entrer des doutes dans tous les esprits, cependant il faut s'en tenir aux principes qui défendent de regarder cet homme comme souverain chef d'une race; mais combien de souverains légitimes auront peut-être envié sa puissance dans leur cœur! C'est tout comme s'ils avaient envié la force physique des portefaix.

Celle de Napoléon n'est point du tout royale, elle est révolutionnaire, et voilà pourquoi, sire, les princes qui, par état et par nature, sont étrangers à cette force ne doivent pas se compromettre personnellement avec elle. » Ceci n'empêchera pas Joseph de Maistre de conseiller au roi, en 1814, de se faire chef des Italiens et d'employer les révolutionnaires; mais comme les moyens indiqués pour ce changement de rôle s'accorderont peu avec l'heureuse politique piémontaise de 1860!

Les principes ne connaissent pas d'amis; en voici un nouvel exemple. Au commencement de 1812, Bernadotte ose enfin attacher le grelot; ce coup ne l'empêchera pas d'être considéré comme un fort petit compagnon. « Je ne sais, sire, ce que fera cet homme; mais... s'il venait à faire une bonne trouée de sergent, les souverains pourraient s'y jeter et passer, comme dans les mains du brodeur une aiguille de fer fait passer un fil d'or qui demeure en place, tandis que le chétif instrument devient inutile. Je souhaite que la comparaison soit exacte jusqu'au bout, car il ne peut pas être bon et il n'est nullement probable que ce personnage commence une race royale en Suède. »

Cependant les événemens se précipitent. Le 14 mars 1812, l'Autriche conclut avec la France ce traité perfide où elle s'engage à lui fournir ces trente mille soldats que commandera le prince Schwarzenberg. Contre l'invasion menaçante, peut-on fonder quelque espoir sur l'Allemagne? « Qu'attendre d'un pays systématiquement corrompu depuis quatre-vingts ou cent ans? » — Bref, « le grand empereur de Russie n'a pas été heureux jusqu'à présent, de manière qu'on ne saurait s'empêcher d'être inquiet. » Enfin la guerre elle-même commence à la fin de juin, et dès le premier jour apparaît le système de résistance opposé par la Russie à l'invasion. « A l'ouverture de la campagne, nous avons vu se déployer un plan auquel personne ne s'attendait : c'est celui de harasser Bonaparte et de lui faire une guerre espagnole, sans livrer bataille. La Pologne est abandonnée systématiquement; les Russes, en se retirant devant les Français, détruisent ou emmènent tout; ils ne laissent pas un cheval, une vache, un mouton, une volaille. Les Français arrivent de leur côté comme des bêtes féroces et affamées; ils vont sans souliers, sans habits, sans paie et sans pain, enfin avec leur fusil, qui est toujours excellent... Le principal auteur du système russe est un officier prussien nommé Pruhl. » Et déjà il est facile de prévoir, même avant Smolensk, même avant Borodino, même avant Moscou, la plus fatale des retraites.

Le général Balachof, gouverneur militaire de Pétersbourg, étant allé à Kovno, par l'ordre du tsar, s'aboucher avec Napoléon, celui-ci lui dit, entre autres choses curieuses : « Qu'est-ce que votre empereur fait à la tête de ses armées? Qu'il demeure tranquille dans sa capitale pour gouverner ses états; *quant à moi, je fais mon métier.* » — Rien parfois n'est en effet plus comique que les intrigues, les tergiversations de toute espèce, qui ont lieu autour du commandement suprême de l'armée russe; mais après la prise de Smolensk, « événement qui fit un tort infini à M. Barclay de Tolly, » Alexandre, forcé par l'opinion, appela le 20 août à ce commandement le général Kutusof. Quatre mois auparavant, Kutusof était plénipotentiaire en Turquie, et comme il ne se hâtait pas d'user de ses pleins pouvoirs : « Savez-vous à

quoi s'amuse M. le général Kutusof au lieu de faire la paix?... Il passe les jours et les nuits avec une Valaque dont il est ensorcelé, et qui passe publiquement pour être aux gages de la Porte. Vous saurez qu'il a soixante-dix ans et qu'il a eu la tempe percée par un coup de feu qui lui a emporté l'œil et en a fait un des plus charmans hommes qu'on puisse connaître. » Ce Kutusof néanmoins rétablit les affaires, balança la fortune militaire de Napoléon à Borodino (7 septembre), et fut nommé maréchal. Il expliquait ses succès de cette spirituelle façon : « La Fortune, qui est une femme, avait eu un caprice pour Napoléon, qu'elle a comblé de ses faveurs; mais enfin elle en a eu honte, et s'est tournée du côté d'un vieux général qui a toujours adoré le sexe de cette déesse, et qui toute sa vie a été l'esclave de quelque femme; elle a rejeté l'autre en disant : *Fi le vilain!* »

La prise, l'incendie de Moscou précèdent de peu cette retraite épouvantable sur laquelle Joseph de Maistre donne de médiocres détails, s'arrêtant uniquement aux on dit qui peuvent traduire sa haine contre Napoléon et les Français. Il admet sans hésiter qu'un certain nombre de nos soldats aient vécu de chair humaine! Et quand il réfléchit, comme philosophe, à ces terribles carnages, à cette augmentation effrénée des armées sans proportion avec les revenus des états : « Aucun prince n'a tort, dit-il, car quel est celui qui pourrait commencer la diminution sans se compromettre? Le mal ne peut être guéri que par une révolution générale qui mettra tous les princes *à la fois* dans l'impossibilité de continuer ce luxe destructeur; mais alors ce sera, suivant le proverbe sublime de mon pays, *brûler une savate pour ne plus sentir le fumier :* où est le profit? Cependant la *savate* est inévitable, parce que l'homme européen, le fils de Japhet (*audax Japeti genus*), veut changer *même sans profit*. C'est pourquoi toute bonne politique doit tendre à l'en dégoûter. Sem est bonhomme : pourvu qu'il ait une pipe, un sopha et deux ou trois femmes, il se tient assez tranquille; mais Japhet est un terrible polisson! »

Quelques paroles encore sur Napoléon avant d'aborder dans Joseph de Maistre le côté diplomatique. « Le procès du genre humain contre un monstre a été jugé définitivement à Paris... Mais pourquoi l'île d'Elbe au lieu de celle de Botany-Bay, qui est sensiblement plus grande et plus commode?... Bonaparte n'est pas un homme qu'il faille laisser dans une petite île au centre de l'Europe avec des millions à sa disposition. » Aussi, après Waterloo, quelle joie! Le récit en est curieux : « Le 23 juillet-4 août, écrit Joseph de Maistre, nous étions assemblés dans l'église de Casan pour le *Te Deum* chanté pour l'heureuse entrée de sa majesté impériale à Paris; au milieu de la cérémonie, un léger murmure se fit entendre, et nous vîmes entrer dans le cercle le comte de S..., aide-de-camp-général de sa majesté l'empereur, en équipage de voyageur. Dans l'instant, on répéta de tous côtés : *Il est pris, il est pris, il est pris!* Le grand-maréchal de la couronne, comte de Tolstoï, s'approcha de l'impératrice et lui dit quelques mots qui développèrent sur son visage la joie la plus visible (1); elle appela à elle l'ambassadeur de France et lui communiqua la nouvelle de la capture de Bonaparte devant l'île de Ré.

(1) On peut remarquer que la correspondance de Joseph de Maistre est pleine de semblables négligences de style.

Jamais nouvelle n'arriva plus à propos, et même on prit la liberté de croire que tout était arrangé d'avance, ce qui au fond n'aurait pu être blâmé de personne; mais sa majesté l'impératrice nous ayant attesté hier de sa propre bouche *l'heureux hasard*, nous pouvons l'en croire. Enfin il est permis de penser que nous avons vu le dernier acte .. On parle diversement de la résolution prise par les souverains d'épargner la vie de Bonaparte. Prenons la chose par le bon côté, et admirons la philosophique humanité qui épargne ce féroce ennemi du genre humain. »

Que deviennent au milieu de tout cela les intérêts de la Sardaigne et ceux de la Savoie, plus chers encore au cœur du comte de Maistre? « L'histoire de la politique, dit-il quelque part, n'est qu'un amas de noirceurs, » et c'est surtout à l'Autriche, cette ennemie éternelle de tout ce qui est italien, qu'il prend à tâche d'appliquer cette parole. Il ne cesse de mettre la Sardaigne en garde contre cette puissance. Dès 1811, il écrit : « Un préjugé qu'on rencontre assez souvent dans les plus hautes régions, c'est celui qui confond une *maison* avec un *cabinet*, quoique rien ne soit plus différent. Toutes les *maisons* sont respectables, et je suis à genoux devant elles, quelles que soient leurs dimensions; mais quant aux *cabinets*, c'est autre chose : je me réserve la liberté d'en juger sans la moindre gêne. Il y a douze ans environ que l'excellent empereur François II ou Ier disait à un sujet distingué de sa majesté : *Comment a-t-on pu croire que je voulais m'approprier quelques possessions du roi de Sardaigne? Qui, moi?* — Certaines personnes auront pu rire avec irrévérence de cette phrase; mais, pour moi, je ne suis pas si méchant, ni si impertinent, ni si injuste. Je crois à la bonne foi qui la prononçait; mais c'est la *maison* qui disait cela : qu'est-ce que cela fait au *cabinet* qui est plus fort que la maison, qui la mène et qui la flétrira même, s'il y trouve son profit?... Voyez le principe établi dès l'an 1789 et qui a tout mené par rapport à nous : *Le roi de Sardaigne, placé entre nous et la France, était invulnérable à cause de l'équilibre; maintenant qu'il aurait horreur de s'allier avec une horde de régicides, il est à nous; nous en ferons à notre plaisir.* — Autre principe non moins lumineux : *tout ce qu'on prend sur l'ennemi est à nous, même le bien de l'ami; en conséquence ne défendons le Piémont qu'autant qu'il faut pour agacer les Français, puis nous le reprendrons sur eux.* — QUI, MOI?

« Et lorsqu'un ministre étranger de ma connaissance particulière et fort attaché à nos augustes maîtres disait à M. Gherardini : *Mais à quoi pensez-vous donc de défendre aussi mal ce pays?* Le ministre de famille répondait : — *Laissez, laissez-les faire, mon cher! Lorsqu'ils auront conquis, nous tomberons dessus et nous reprendrons tout* (pour nous).

« Par une suite du même principe, on volait Bologne au chef de la chrétienté, qui n'est en guerre avec personne et qui est véritablement le *prince de la paix;* mais Bologne avait été prise la veille par les Français : donc, etc. Cela saute aux yeux.

« Et lorsque les Vénitiens écrivent à l'archiduc : *Monseigneur, B. s'est trop avancé; il est perdu si vous voulez; nous sommes derrière lui avec toutes les forces de l'état. Voulez-vous agir de concert? L'Europe est sauvée,*— ce prince envoie la dépêche au *cabinet*, et le cabinet l'envoie à B. en lui disant : *Voilà ce qu'on projette contre vous; voulez-vous partager avec*

nous la république? Et l'on fait un traité où l'on dit : *La république française consent que l'empereur prenne Venise et son territoire* (art. 1er), *et l'empereur consent que la république prenne le reste* (art. 2). — *Pulito!*

« ... Et lorsqu'un plénipotentiaire français (tenez ceci pour aussi sûr que si vous l'aviez ouï) disait aux conférences de Lunéville : *Il faudra cependant penser à placer le roi de Sardaigne de quelque manière*, et qu'un plénipotentiaire du *cabinet* répondait : *Et quelle nécessité qu'il y ait un roi de Sardaigne?* Dieu nous préserve de soupçonner que la *maison* entre pour quelque chose dans cette pensée aimable! — QUI, MOI?

« ... N'est-ce pas que ce petit tableau, quoique simple miniature, ne laisse pas que d'être joli? Mais songez donc que tout cela n'est rien, que je ne vous cite que les *jeux* du cabinet, et que je n'ai pas entamé ses exploits? J'espère donc qu'après avoir établi solidement ma distinction fondamentale entre la *maison* et le *cabinet*, fondée sur les règles les plus pures de l'architecture, et après avoir protesté de mon sincère et profond respect pour la maison, sa majesté ne daignera point se fâcher, quelles que soient ses liaisons avec elle, si, lorsque je rencontre le cabinet sur ma route, il m'arrive de lui donner quelques coups de ma plume pointue. » — Et Joseph de Maistre termine cette longue ironie par ce trait sanglant : « — J'aurai toujours soin de l'essuyer! »

Plus tard, en décembre 1812, Joseph de Maistre adresse au roi un long mémoire sur la situation et les intérêts de la Sardaigne. Se plaçant dans l'hypothèse de la « mort naturelle ou politique » de Napoléon, au point de vue de la paix par conséquent, il examine les prétentions probables de l'Autriche. Les faits ne tardent point à parler et à lui inspirer de plus positives réclamations. Déjà, en avril 1814, sa défiance est éveillée par la situation faite à l'ex-impératrice des Français, l'archiduchesse Marie-Louise : « L'Autriche, écrit-il au roi, a obtenu des choses si prodigieuses et si contraires au bien général, qu'il faut absolument croire ou que les nouvelles sont fausses ou qu'elles n'annoncent qu'une comédie. Parme et Plaisance donnés à l'auguste compagne de Bonaparte, c'est beaucoup sans doute, et l'on ne ferait pas davantage pour sa propre femme; toutefois, en admettant la convenance et même la nécessité de donner une consolation si marquante à une si respectable infortunée, il est cependant vrai que votre majesté n'avait nullement besoin de cette nouvelle muraille élevée sur ses frontières. »

Mais c'est surtout le traité du 30 mai 1814 qui excite sa colère et son indignation. On verra plus loin ce qu'il dit de la France; quant aux stipulations que ce traité contient relativement aux possessions sardes, elles sont pour lui « une énigme ou un forfait! » — « Je le lis, je le relis, et je crois à peine savoir lire. Le sort de ma malheureuse Savoie est terrible, et s'il était permis, dans ces sortes de cas, de penser aux malheurs particuliers, je vous parlerais du mien. Qui m'eût dit que la grande restauration confirmerait ma perte en me rendant également étranger à la France, à la Savoie et au Piémont? C'est cependant ce qui est arrivé. » Dans une note adressée au comte de Nesselrode, il s'exprime ainsi : « Qu'un souverain tel que le roi de Sardaigne, ennemi et victime illustre de la révolution, ami des alliés, et non-seulement connu, mais fameux par ses principes, qu'un tel souverain se

voie dépouillé par un trait de plume d'une propriété sacrée, d'un héritage de neuf cents ans et du titre de sa famille, c'est une idée excessivement pénible... Le traité du 30 mai anéantit complétement la Savoie; il divise l'indivisible; il partage en trois portions une malheureuse nation de quatre cen. mille hommes, une par la langue, une par la religion, une par le caractère, une par l'habitude invétérée, une enfin par les limites naturelles (1)... Ce n'est pas sans une puissante raison que le duché de Savoie et le comté de Nice appartenaient à un prince italien. Ces deux avant-postes formaient toute la sûreté de l'Italie. Nuls par eux-mêmes, ils acquéraient par leur position et leur dépendance politique une importance du premier ordre. Le ministre qui trace ces lignes se souvient d'avoir comparé plus d'une fois les deux pays à *deux zéros qui centuplent la valeur du chiffre auquel ils sont attachés*. Ce vide entre la France et l'Italie proprement dite était nécessaire à la sûreté de ce dernier pays. Ce serait bien mal connaître l'action des grandes puissances, mais surtout celle de la France, la plus active de toutes, que d'imaginer qu'elle se tienne tranquille en Savoie au milieu de la division si malheureusement tracée le 30 mai dernier; elle se rappellera l'axiome de Mazarin, que les autres puissances paraissent avoir tout à fait oublié : *Sans la Lorraine et la Savoie, vous ne serez jamais roi*. Elle *aspirera*, s'il est permis de s'exprimer ainsi, les deux portions qui ne lui appartiennent pas; elle n'aura pas de tranquillité qu'elle ne les ait englouties, et en un clin d'œil elle arrivera aux Alpes avec ses citadelles, son artillerie, ses ingénieurs; du haut de ces monts elle pourra voir la citadelle de Turin et le petit nombre de marches qui l'en séparent; en un mot, il n'y aura plus d'Italie (2). »

Contre la négligence ou le mauvais vouloir des puissances, il faut cependant trouver une base nouvelle à la politique de la maison de Savoie. « Caressez l'esprit italien! » s'écrie Joseph de Maistre. « L'esprit italien est né de la révolution et jouera bientôt une grande tragédie. Notre système timide, neutre, suspensif, tâtonnant, est mortel dans cet état de choses. Que le roi se fasse chef des Italiens, que dans tout emploi civil et militaire, de la cour même, il emploie indifféremment des révolutionnaires, même à notre préjudice. Ceci est essentiel, vital, capital... On se tromperait infiniment, si l'on croyait que Louis XVIII est remonté sur le trône de ses ancêtres. Il est seulement remonté sur le trône de Bonaparte... La révolution fut d'abord démocratique, puis oligarchique, puis tyrannique : aujourd'hui elle est royale, mais toujours elle va son train. L'art du prince est de régner sur elle et de l'étouffer doucement en l'*embrassant*; la contredire de front ou l'insulter serait s'exposer à la ranimer et à se perdre du même coup. »

Les traités de 1815, qui rendent la Savoie au Piémont et lui conservent Gênes et la Ligurie, excitent l'enthousiasme de Joseph de Maistre. « Point de France en Italie! mais aussi point d'Autriche! » Le Piémont est encore ce qu'il était du temps de Tacite, *fecundissimum Italiæ latus*. Plus tard, un peu avant de quitter Saint-Pétersbourg, Joseph de Maistre écrit : « J'ai eu,

(1) Ce traité partageait la Savoie entre la France, Genève et le Piémont.

(2) « Croyez-vous, dit-il encore, qu'une nation aussi *grimpante* que la France puisse s'arrêter à Montmélian? »

il y a quelque temps, une conversation avec Capo d'Istria; il me dit entre autres choses : *Votre prince est placé; il pourra monter à cheval sur l'Italie.* J'ai cru cette phrase digne d'être rapportée. » Les événemens actuels, les annexions successives au Piémont de l'Italie centrale et de l'Italie méridionale conservent à cette phrase un singulier à-propos. De plus, lorsqu'on songe à l'importance dont le parti clérical jouissait en Savoie avant l'annexion française de 1860, il est assez instructif de rapporter ce passage de la correspondance de Joseph de Maistre : « Je viens de lire dans un papier anglais que « nos commissaires pour la fixation des limites avec Genève ont refusé de terminer dès qu'ils ont vu la restitution de la Savoie, et qu'ils ont d'ailleurs exigé en faveur des prêtres savoyards (pour le terrain cédé à Genève) des priviléges si exagérés au-delà de ce qui avait été fixé au congrès, et *si conformes aux maximes ultramontaines,* que les prêtres en devenaient absolument *indépendans du gouvernement.* » Qui jamais a entendu parler de maximes ultramontaines en Savoie? Et en Italie même, qui jamais a entendu dire qu'un prêtre est indépendant du souverain? Je voudrais bien connaître l'honnête homme qui écrit à Londres ces criminelles sottises. »

Nous nous retrouvons ici avec le Joseph de Maistre généralement connu, avec l'auteur du *Pape* et des *Soirées de Saint-Pétersbourg.* Rien n'est plus curieux que ses secrets et discrets efforts pour acclimater le catholicisme dans la société russe. Il écrit un mémoire en faveur des jésuites, qu'il laisse montrer au tsar, tout en faisant « les objections convenables sur ce qu'il ne lui convenait pas de se mêler des affaires du pays. » Joseph de Maistre observait avec inquiétude l'empereur Alexandre se laissant séduire « par les idées modernes, et surtout par la philosophie allemande, qui est le poison de la Russie. » Il entreprit une sorte de conversion. Son mémoire s'enfla, et devint un ouvrage considérable intitulé *Quatre chapitres sur la Russie :* 1° la liberté, 2° la science, 3° la religion, 4° l'illuminisme. Bref, le collége des jésuites de Polock fut érigé en académie avec tous les priviléges des universités de l'empire, dans une indépendance absolue de ces dernières : « C'est une assez belle victoire remportée sur le mauvais principe, car je ne connais pas d'institution plus monarchique et plus forte que celle des jésuites. » — *Que pensez-vous des jésuites?* demanda un peu plus tard Alexandre lui-même à Joseph de Maistre. — « Nul doute sur ce point. Non-seulement je les crois utiles, mais nécessaires à cette époque, car vous avez dans ce pays, comme ailleurs, une grande secte à combattre; or une secte ne peut être combattue avantageusement que par un corps. Tout individu est trop faible, et le véritable ennemi de l'exécrable illuminé, c'est le jésuite. » Joseph de Maistre rassure ensuite le tsar sur l'influence que peuvent acquérir les jésuites : « Toutes les accusations vagues d'intrigues politiques ne signifient rien. Elles ne sont mises en avant que par des gens qui ne savent pas gouverner ou qui ne veulent pas qu'on gouverne. Je m'en fie à Frédéric II : *ce n'est pas le père Le Tellier qui avait tort, c'est Louis XIV; j'aurais bien su me servir des jésuites et les empêcher de cabaler.....* On a dit aux princes : *Les jésuites sont une puissance,* et les princes sont tombés malheureusement dans ce piége; mais le fait est que sans *puissance* dans l'état, sans corps, sans sociétés, sans institutions fortes bien organisées, le

souverain ne peut pas gouverner, puisqu'il n'a qu'une tête et deux bras. Il se tuera de peine et de travail, *il se mêlera de tout,* il aura à peine le temps de dormir, et tout ira mal. »

L'expérience proposée ne réussit point, paraît-il. Les faveurs accordées aux jésuites excitèrent à Pétersbourg un grand mécontentement. Enfin le 21 décembre 1815, sur la proposition sans doute du prince Alexandre Galitzin, *ministre des cultes* (titre qui *donnait des convulsions* à Joseph de Maistre), un ukase impérial supprima leur collége et les fit tous arrêter. Il faut voir quelle peine Joseph de Maistre se donne pour tout atténuer dans cette affaire, et comme il s'inquiète de concilier ses devoirs périssables d'ambassadeur et de courtisan avec ses droits absolus de philosophe et de juge catholique. « Les personnes mêmes qui liront cet ukase avec chagrin trouveront de quoi louer l'empereur : il était en colère contre l'ordre, chaque ligne le prouve, et cependant, au lieu de l'expulser de ses états, il s'est borné à lui interdire les deux capitales. C'est un devoir de rendre justice à cette modération... D'un autre côté, il faut observer que chaque pays a ses formes; de tout temps, les empereurs de Russie ont exercé cette plénitude de pouvoir. Je suis aussi éloigné de condamner que d'envier cette jurisprudence : *Toute nation a le gouvernement dont elle a besoin.* » Enfin l'émotion de Joseph de Maistre s'adoucit un peu à ces nouvelles qui lui sont d'une bien précieuse consolation : « Ces messieurs n'ont point été maltraités dans leurs personnes. Comme je l'avais pressenti dans ma dernière dépêche, ils ont été pourvus de pelisses et de bottes chaudes *d'une très bonne qualité,* et embarqués dans des *kibitkas,* voitures couvertes, quoique non fermées, où l'on peut s'arranger commodément. »

Ce petit échec, on le pense bien, n'ébranle guère les convictions du comte de Maistre. « A la place de tous ces grands ministres qui depuis vingt ans jouent au plus rusé sur la scène du monde, imaginez, dit-il, des frères capucins qui auraient enseigné à soigner son bien et à respecter celui des autres : l'univers serait en paix et souverain maître chez lui. Qu'a produit le lamentable partage de la Pologne? C'est la chemise du centaure; tous ceux qui l'ont revêtue en sont brûlés. Qu'est-ce que le puissant roi de France a gagné à l'acquisition d'une petite île imperceptible *couverte de sauvages?* Il y a trouvé Buonaparte qu'il a amené à Paris. Qu'a-t-il gagné à soutenir la rébellion des Anglo-Américains? Ses officiers en ont rapporté la révolution. Quel est le résultat final du machiavélisme intrépide de Frédéric II? Son empire a duré moins que son habit, que tout le monde peut voir à Paris... » Il nous semble que Joseph de Maistre oublie un peu ici *les vues impénétrables de la Providence;* aussi ne veut-il s'en prendre qu'à cette pauvre humanité, qui n'en peut mais. « J'ai trop vécu, ajoute-t-il, pour croire à une vaine amélioration de l'espèce humaine. Tous les exemples seront inutiles, et toujours on volera autour des échafauds. » Rien ne s'accorde mieux avec le célèbre passage de l'auteur des *Soirées de Saint-Pétersbourg* sur *le bourreau.* Du reste, on en trouve l'équivalent dans les lignes suivantes de cette correspondance : « Il est fâcheux qu'une potence soit un meuble nécessaire d'administration publique; cependant rien n'est plus vrai. »

Une des choses que redoute au plus haut degré le comte Joseph de Maistre, c'est de voir l'élan révolutionnaire passer des peuples aux souverains. On a

vu quelles inquiétudes l'agitaient au sujet du tsar Alexandre; il faut l'entendre parler de la charte constitutionnelle acceptée en 1814 par Louis XVIII: « C'est, à mon avis, un monstre d'impuissance, d'indécence et d'ignorance. » Il faut lire les curieuses et presque ridicules raisons qu'il donne au roi de Sardaigne pour le défendre d'accepter une constitution, toutes raisons qui se résument en ceci : « Le mot de *constitution* n'est qu'un mot; le peuple le mieux *constitué* est celui qui est le mieux *gouverné*, et à cet égard votre gouvernement ne redoute aucun parallèle... Il y a des abus partout, et si quelques fredaines ont eu lieu çà et là, elles n'ont jamais été connues ni approuvées. » Plus tard, en octobre 1816, Joseph de Maistre baisse un peu le ton; mais l'accommodement ne se fait toujours pas sans cette vivacité de langage qui semble le fonds principal de l'éloquence catholique : « Il y a longtemps que j'ai pris mon parti sur la *charte*. Elle fait beaucoup d'honneur au roi, mais très peu à la France : le premier, obligé de transiger avec les préjugés et l'effervescence du moment, a présenté très habilement à son peuple un amalgame qui s'accorde aussi bien qu'il est possible avec les idées courantes; mais les Français, en allant *gueuser* une constitution chez les Anglais, sans savoir ni vouloir tirer parti des élémens qui sont chez eux, se déclarent à la fois vils et ignorans. Cependant, si je siégeais dans l'une des deux chambres, je défendrais à outrance la dernière syllabe de cette *guenille de charte*, parce qu'il n'y a pas d'autre moyen de sauver la France que de marcher avec le roi... Je suis au reste très porté à croire que le roi a trop d'esprit pour croire à la permanence de cette bulle de savon. »

Le système, en somme, est toujours le même : *embrasser pour étouffer*, et il est piquant de voir comment le défenseur du trône et de l'autel parvient à rejeter sur l'ennemi lui-même la responsabilité de son petit machiavélisme : « La corruption qui nous attaque n'a rien d'égal : elle a commencé pour la France à la régence; les philosophes ont continué et redoublé; les souverains et les hommes puissans ont été leurs complices; la révolution est arrivée par là-dessus; *c'est une véritable putréfaction*. Ce qu'il y a de déplorable, c'est qu'elle nous a gagnés, et que *nous leur ressemblons tous plus ou moins quant à la morale politique*. »

Au reste, la vérité le presse, et cette vérité lui vient de toutes parts, des remaniemens territoriaux de la sainte-alliance aussi bien que du travail progressif des nations et des libertés. « La révolution n'est pas finie, dit-il; les principes révolutionnaires sont montés bien haut. On croit que les peuples peuvent faire des princes, et les princes eux-mêmes croient pouvoir en faire d'autres sans femmes; voilà deux opinions terribles qu'il faut déraciner. La première, qui est la souveraineté du peuple, a malheureusement de grandes apparences de vérité en sa faveur; cependant ce n'est pas seulement une erreur, c'est une bêtise; la seconde est peut-être encore plus dangereuse. Il est bien à désirer qu'on en revienne aux anciennes idées, suivant lesquelles, pour faire un prince, il faut qu'un prince et une princesse viennent dans l'église promettre de nous en donner un. *Toute autre manufacture doit être fermée et déclarée nulle.* » — Après avoir défendu aussi agréablement les droits irrévocables de la légitimité et le droit sacré de la succession, Joseph de Maistre ajoute : « Si un prince dit ou laisse dire que tel autre prince n'est pas fait pour régner, comment sait-il que ses

peuples ne tiennent pas le même discours sur lui-même dans le même moment? *Le prince le plus fait pour régner, c'est celui qui règne et qui a droit de régner.* Jamais il ne faut s'écarter de cette maxime. » — Après tout, si les princes ne veulent pas prêter l'oreille « aux penseurs qui savent un peu comment le monde va, » Joseph de Maistre est bien près d'en prendre son parti en philosophe : « Défendons les bons principes, dit-il, conservons les anciennes races (si toutefois elles y consentent), ensuite dormons tranquilles; le reste est l'affaire de la Providence, qui se tirera très bien de là. » Certes Pangloss n'eût pas mieux dit.

Les questions religieuses préoccupent fort Joseph de Maistre; mais dès qu'il sort de ses théories ultramontaines pour observer comment l'imagination ou la raison de certains esprits modifie autour de lui les traditions chrétiennes, il semble tout dévoyé. Après avoir quelque part cru donner le coup de grâce au protestantisme en prétendant qu'il ne renferme plus que des sociniens, il est tout surpris de lui trouver dans les pays qui lui appartiennent une nouvelle vigueur, et assez contrarié de le voir en Russie remplacer la propagande des pères jésuites. « On se trompe dans ce pays lorsqu'on écrit 1815, il faudrait écrire 1515, car nous sommes dans le XVIe siècle. La science arrive et s'apprête à faire son premier exploit, celui de prendre la religion au collet. Les conquêtes de l'esprit protestant sur tous les membres du clergé qui savent le français ou le latin sont incroyables, et ce qu'il y a de singulier, c'est que les Russes s'en aperçoivent bien moins que les étrangers. » — En revanche, Joseph de Maistre s'empresse de croire assez bénévolement à une prise de possession subite de l'Allemagne par le catholicisme : « Qui eût dit que le XIXe siècle serait celui des conversions? Cependant elles se multiplient chaque jour, et dans les rangs de la société les plus marquans tant par l'état personnel que par la science. Le duc de Gotha vient encore de prendre place dans cette légion d'illustres *revenans.* Un Allemand distingué me disait l'autre jour : *Toute l'Allemagne protestante penche aujourd'hui vers le catholicisme; ce n'est plus que la vergogne qui nous retient.* »

A voir le ton libre et les expressions parfois si hardies qui distinguent la correspondance du comte Joseph de Maistre, à se rappeler les traits austères de cette figure, embellie par ses disciples, on s'imaginerait que, dans un poste semblable à celui d'ambassadeur du roi de Sardaigne à Saint-Pétersbourg, l'auteur du *Pape* prît à tâche de conserver sans cesse une dignité un peu hautaine, surtout de ne jamais tomber dans de mesquines réclamations d'intérêts. Il n'en est rien. Déjà la première correspondance publiée par M. Albert Blanc nous avait éclairés sur ce point délicat. Celle-ci montre presque à chaque lettre Joseph de Maistre ennuyé de son métier, fatiguant le roi et l'administration de ses plaintes, médisant du caractère sarde, « qui n'aime rien » et ne sait pas reconnaître ses services, offrant à chaque instant une démission qui n'est jamais acceptée. Nous n'avons point à examiner le fond de cette incessante plainte, qui est surtout une question d'argent, puisque Joseph de Maistre réclame quelque part le remboursement de 50,000 livres dépensées au service du roi, « de tout quoi, dit-il amèrement, je serai indemnisé par les appointemens accordés à mon successeur. » Mais la forme employée nous semble bien peu digne pour l'homme,

le philosophe qui ailleurs soutient si cavalièrement que « contre notre légitime souverain, fût-il même un Néron, nous n'avons d'autre droit que de *nous laisser couper la tête en lui disant respectueusement la vérité.* »

Grande est donc sa satisfaction quand il est enfin écouté. Il s'excuse tout d'abord de *l'aigreur* de ses lettres, tout en conservant encore quelque défiance. « Je m'abstiens, à la vérité, écrit-il le 15 novembre 1816, de trop exprimer ma joie de peur de prêter au ridicule, si le titre de *ministre d'état* qui m'est annoncé signifie une retraite pure et simple, comme on a pu le croire. » En même temps il a soin de faire ressortir les regrets qu'il laisse à Pétersbourg. « Au cercle le matin et au bal le soir, sa majesté l'impératrice et son auguste mère ont eu la bonté de m'adresser des mots infiniment flatteurs sur la nouvelle destination de mon fils (1) et sur mon départ futur. Je reçois, au sujet de mon départ, un grand nombre de témoignages de bonté et d'intérêt. On s'accoutumait à me regarder comme Russe, et moi-même je croyais l'être..... Mais rien n'égale le discours de Mgr le grand-duc Nicolas : « Est-il vrai que vous voulez nous quitter? — Oui, monseigneur, etc. — Oh! cela n'est pas possible. — Je demande bien pardon à votre altesse impériale, etc. — Oh! bon! vous verrez que vous ne partirez pas. » — C'est là une de ces occasions où l'on ne peut répondre que par un sourire respectueux. »

En résumé, quiconque connaîtrait Joseph de Maistre par cette seule correspondance porterait sur lui un jugement sans doute incomplet, mais du moins juste. Si l'on soupçonne difficilement que la même plume qui écrivit ces lettres ait écrit le *Pape* et *les Soirées de Saint-Pétersbourg*, du moins a-t-on ici, je le répète, l'homme et le philosophe tout entiers. L'intérêt est réel malgré la monotonie de la forme et la rareté des aperçus originaux, mais cet intérêt subsiste précisément parce qu'il nous dévoile les tâtonnemens et les faiblesses d'une intelligence si rigide, d'un esprit si absolu. Les citations que nous avons choisies parmi les plus caractéristiques se recommandent presque toutes par leur enveloppe paradoxale et ces vivacités de langage, parfois si injustes et si brutales, qui semblent naturelles au tempérament de Joseph de Maistre. Il est sans cesse le premier à oublier ces paroles d'une si haute raison qu'il a pourtant lui-même écrites : « Ces temps sont bien tristes; les passions se mêlent à tous les débats politiques; chaque différence d'opinion produit des jugemens outrageux et par conséquent des haines; c'est une chose étrange qu'à l'époque où les hommes se sont donné le plus de torts, ils ne veuillent s'en pardonner aucun, et, ce qui est pire encore, qu'ils veuillent regarder comme des erreurs monstrueuses et pour ainsi dire comme des forfaits des opinions qui ne peuvent être jugées que par les événemens futurs. » — A qui donc mieux qu'à Joseph de Maistre lui-même cet avertissement peut-il s'appliquer? Faut-il dire toute notre pensée? Les adversaires comme les partisans du comte de Maistre se sont fait de lui une opinion trop haute. Sa faiblesse se révèle partout, et elle se révèle surtout dans l'exagération et l'intolérance de ses idées, tout absolutistes et ultramontaines qu'on les accepte, dans les limites inflexibles qu'il

(1) Officier russe, le jeune de Maistre venait d'être nommé lieutenant-colonel dans l'état général de l'armée sarde.

leur posa, ne comprenant pas qu'il devenait nécessaire de les modifier avec la marche du siècle, puisqu'elles étaient elles-mêmes une transformation progressive de la pensée des siècles précédens. En un mot, et l'explication de ce système d'immobilité est peut-être ici tout entière, Joseph de Maistre eut peur, et sa peur fut doublée par son ignorance des lois de l'esprit humain. Le spectre de la révolution politique et philosophique se dressa, exécré et maudit, devant tous ses pas, devant tous ses regards. Il n'admit avec elle aucun sacrifice nécessaire, aucun sincère compromis. Obligé d'en reconnaître l'existence, il semble vraiment qu'il n'ait jamais compris que cette existence pût avoir une raison. Il réserva impitoyablement à ses principes religieux et monarchiques toute faveur, toute vérité, tout droit. Il professa, avec plus de rigueur peut-être, mais avec moins de logique, de grandeur et d'esprit que les jésuites, leur célèbre devise : *Sint ut sunt aut non sint.* Enfin, s'il fut un écrivain remarquable par la puissance violente de quelques-unes de ses périodes, il n'offre pas cette élévation constante de style qu'atteignent seuls, parmi les philosophes, ceux qui savent sacrifier aux impartiales recherches de la vérité leurs espérances les plus douces et leurs préjugés les plus chers.

EUGÈNE LATAYE.

REVUE DES THÉATRES.

Rédemption, drame en cinq actes, par M. Octave Feuillet.

S'il est permis à la critique de prévoir les choses en préparation au même titre qu'il lui est permis d'apprécier les choses présentes, si prévoir est, aussi bien que juger, une de ses attributions, nous dirons qu'il nous semble démêler dans la situation actuelle de notre théâtre les premiers symptômes d'une crise qui peut-être ne tardera pas à éclater. Notre littérature dramatique contemporaine approche rapidement du terme de l'une de ses étapes, et déjà on peut apercevoir à l'horizon l'hôtellerie du point de relais et le carrefour où les routes vont bifurquer. A la distance où nous sommes, il est difficile de déterminer le temps que nous mettrons encore pour atteindre cette halte, car l'horizon est trompeur, et le témoignage des yeux incertain. Peut-être une seule saison d'hiver suffira-t-elle pour nous faire franchir cette distance, peut-être faudra-t-il un temps beaucoup plus long; en tout cas, une chose est certaine, c'est que nous entrevoyons le point d'arrivée et l'hôtellerie de la halte. Si cette hôtellerie est bonne ou mauvaise, et si nous aurons à regretter de nous y être arrêtés, c'est ce que nous ne savons pas, et ce qui importe peu pour le moment; ce qui nous importe, c'est l'assurance que notre voyage va s'interrompre pour changer de direction. La longue étape dramatique que notre littérature est en train de parcourir depuis dix ans peut être considérée aujourd'hui comme à peu près achevée.

En nous servant des termes d'*étape*, de *voyage*, de *relais*, nous n'obéissons nullement à un caprice d'imagination ou à une démangeaison métaphorique :

nous prenons ces expressions dans leur signification la plus précise et la plus exacte. Nous assimilons matériellement les tentatives dramatiques qui se sont succédé chez nous depuis 1825 aux étapes d'un voyage dont le terme nous est inconnu, entrepris pour atteindre une certaine capitale nouvelle dans le royaume de l'art dramatique, qui puisse remplacer l'ancienne capitale que nous avons perdue, ou pour mieux dire désertée. Nous nous sommes mis en route pour découvrir cette capitale depuis le jour où la révolte romantique, aidée de la critique moderne, parla aux imaginations des merveilles de cette cité lointaine, qui est encore à demi fabuleuse. Tout l'intérêt de la nouvelle littérature dramatique consiste donc dans les incidens et les aventures de ce voyage d'exploration, qui compte déjà trois longues périodes bien tranchées, bien caractérisées, bien distinctes. La première commence avec *Hernani* et *Henri III*, et se termine avec *Ruy Blas*. C'est la période du départ, la période des bruyans espoirs, des promesses juvéniles; quelques jours à peine devaient nous suffire pour atteindre cette cité rayonnante et nous y installer, et la distance à parcourir était si peu de chose que l'arrivée devait pour ainsi dire être contemporaine du départ. L'imagination fit tous les frais de cette première période du voyage; ce fut elle qui inspira aux voyageurs la confiance, l'audace et la témérité sans lesquelles ils n'auraient jamais osé ni voulu se mettre en route. Ce fut elle qui dessina dans les nuages le mirage splendide de la terre promise; ce fut elle qui fournit les décors de la route, les paysages pittoresques, et qui enchanta les lieux de halte. Il n'y a pas dans notre littérature, à tout prendre, de période plus gaie, plus folle, plus amusante, plus abondante en verve, en expédiens ingénieux, en bonnes fortunes de hasard; mais les plus courtes folies sont les meilleures, et l'imagination, qui est la plus riche de nos facultés, en est par compensation la plus fantasque et la moins persévérante. Au bout de quelques années, on s'aperçut que l'imagination, la seule de nos facultés qui eût assez de force de persuasion pour nous engager à nous mettre en route, n'aurait jamais assez de patience pour nous amener au but désiré. Alors commença la seconde période, celle dite de l'*école du bon sens*. Pendant quelques années, on voyagea à travers une Sologne dramatique dont il fallut subir l'uniformité et l'ennui, en punition des vagabondages récens. Parce que le pays était uniforme et dépourvu de végétation, on croyait aller plus directement au but; il y eut même des enthousiastes qui trouvèrent de la majesté à ces horizons gris et abstraits qui s'étendaient devant l'œil à perte de vue, et de la grandeur à ces landes sans fin dont le plus petit brin de bruyère fleurie ne venait jamais rompre la monotonie. Nul ne pourrait dire combien de temps cette période aurait duré, si la révolution de février n'était venue lui donner un terme et changer la direction du pèlerinage dramatique en même temps qu'elle changeait la direction de la société française. La dernière période, inaugurée peu de temps après la révolution de février, et qui maintenant touche à sa fin, est celle du théâtre réaliste. Tous nos jeunes contemporains ont fait cette portion du voyage, et je n'ai pas besoin de leur en décrire les incidens et les aventures. Ils connaissent aussi bien que nous le paysage qu'ils ont parcouru, cette espèce de Champagne ou d'Ile-de-France, maigre, grêle, mesquine, dépourvue de charme et de grâce, mais non d'âpreté, de variété et de contrastes. Ils en connais-

sent les routes mal entretenues, les fondrières, les marécages; ils en connaissent aussi les houx piquans et les bruyères hérissées. C'est l'heure pour eux de rassembler dans leur mémoire tous les souvenirs bons et mauvais de leur voyage de dix années, car cette portion de la route est à peu près épuisée, et bientôt peut-être, lorsqu'ils détourneront la tête, ils s'étonneront que le pays qu'ils ont laissé derrière eux soit déjà si loin.

Les contemporains se sont donc mis en route pour trouver le théâtre moderne; mais ce théâtre n'est pas encore trouvé. A chacune des périodes que nous avons nommées, on n'a jamais manqué de s'écrier qu'il était découvert; mais l'illusion n'a jamais été que de quelques instans, et la course a recommencé. C'est que de toutes les expressions du génie humain, le drame véritable, sous quelque forme qu'il se présente, est la plus difficile, la plus rare, celle qui exige les aptitudes les plus variées, les facultés les plus souples et les plus puissantes. Le génie du poète dramatique contient tous les autres génies, et n'est contenu dans aucun; le théâtre contient tous les autres genres littéraires, et n'est contenu dans aucun. Il ne suffit pas à un poète d'avoir telle ou telle faculté puissante et maîtresse pour mériter le nom de poète dramatique; il faut que toutes les facultés soient réunies autour de cette faculté maîtresse dans un équilibre harmonieux, comme ces abeilles suspendues en grappes autour de leur reine, qu'on dirait soutenues et réglées par les lois rhythmiques d'une musique qu'on n'entend pas. Une des grandes erreurs des romantiques a été de croire et de professer que le théâtre devait être lyrique, et cette erreur était fondée cependant sur une vérité. Le poète dramatique doit en effet contenir en lui le poète lyrique, mais dompté et en quelque sorte muselé; de même il doit avoir le sentiment de la nature, mais il doit le maîtriser de manière à mêler sa voix avec la symphonie qu'il dirige, sans que jamais cette voix éclate au-dessus des autres. L'erreur de la réaction dramatique qui s'éleva contre le romantisme fut de croire à son tour qu'un certain bon sens terre à terre et une certaine logique bourgeoise étaient les facultés désirables avant toutes les autres chez le poète dramatique. Puisque l'expérience venait de démontrer que l'imagination ne suffisait pas au poète dramatique, et que même chez l'homme le plus heureusement doué elle ne pouvait à elle seule qu'enfanter des œuvres chimériques, il fallait en conclure que l'imagination ne devait venir qu'en seconde ligne et être subordonnée au bon sens, qui la ferait manœuvrer selon la discipline d'une ménagère pratique, qui modérerait ses écarts, réglerait ses heures, et la ferait à volonté entrer ou sortir. Ce raisonnement était certainement celui de cerveaux très honnêtes; mais il était radicalement faux, car il donnait au bon sens un rôle qui ne lui appartient pas. Le bon sens n'est pas une faculté, il est pour ainsi dire la substance, l'*humus* de notre esprit. Ce n'est pas lui qui sème et qui récolte, il reçoit les semences qui lui sont jetées, les préserve et les mûrit. Ce n'est pas lui qui peut faire un poète, car il est commun à tous les hommes; partout où il y a une âme humaine, il lui sert de substance et de sol. La seule différence qu'il y ait à cet égard entre les hommes, c'est que chez les uns ce sol est maigre, léger, ingrat, et chez les autres riche et fertile. Nous n'avons donc pas besoin de proclamer comme une découverte que le poète dramatique doit avoir avant tout du bon sens, puisque c'est une condition de

l'existence morale dans toutes ses manifestations. C'est là pour ainsi dire une *question sous-entendue* sur laquelle tout le monde tombe d'accord sans avoir besoin de s'expliquer, une question qu'on suppose et qu'on supprime, comme dans l'enthymème on enveloppe un des termes du raisonnement dans les deux autres. Il n'est pas étonnant que le public se soit assez rapidement ennuyé de s'entendre démontrer ce qui n'avait pas besoin d'être démontré. Les réalistes sont venus à leur tour, et, comme leurs devanciers, ils se sont appuyés sur une vérité partielle, à savoir que l'auteur dramatique devait s'inspirer des mœurs contemporaines et reproduire la vie de ses contemporains, et que si leurs prédécesseurs n'avaient pas réussi, c'est que, sous prétexte de littérature et en vertu de vieux préjugés de rhétorique, ils avaient voulu exprimer des mœurs qu'ils ne connaissaient pas intimement et une vie dont ils n'avaient pas vécu. Cette témérité pédantesque avait été punie, puisqu'au lieu de personnages vivant d'une vie réelle, ils n'étaient parvenus à créer que des pseudo-Grecs et des pseudo-Latins, ou des Espagnols et des Italiens de fantaisie. Il leur sembla que, pour éviter cet art de convention, il suffisait de mettre sur la scène des personnages contemporains et des mœurs contemporaines. Tout leur effort porta donc sur un seul point : ils travaillèrent de leur mieux à supprimer la distance qui sépare la scène de la réalité, à détruire cet intervalle, en quelque sorte cette rampe d'illusions, qui sépare les spectateurs du spectacle qui leur est donné. Nous avons plus d'une fois signalé les erreurs auxquelles nos jeunes auteurs dramatiques avaient été conduits par une fausse interprétation d'une vérité partielle, et nous n'y reviendrons pas, si ce n'est pour faire remarquer que la plus grande de ces erreurs était au fond la même que celle où leurs devanciers étaient tombés. Comme leurs devanciers, ils sont surtout coupables d'avoir embrassé avec trop d'opiniâtreté une opinion exclusive. Aussi l'expérience a prononcé sur leur tentative comme sur les tentatives de ceux qui les ont précédés. Le système dramatique qu'ils ont défendu avec énergie, et non sans éclat, est à peu près épuisé; il a enseigné au public à peu près tout ce qu'il pouvait lui enseigner. Nous savons aujourd'hui tout ce que ce système dramatique peut et ne peut pas nous donner.

Est-ce à dire cependant que, parce que toutes ces tentatives ont échoué tour à tour, il faille les condamner et les accuser de stérilité? Les trois écoles, ou plutôt les trois sectes dramatiques qui se sont succédé depuis trente-cinq ans, n'ont-elles rien fait? Non, leurs tentatives n'auront pas été stériles : ce drame nouveau qu'elles cherchaient, aucune n'en a compris les conditions complexes, mais chacune a découvert successivement quelques-unes de ces conditions. Aucune n'a eu l'instinct assez fort pour deviner l'ensemble et le plan symétrique de l'édifice désiré, mais chacune en a dessiné une des parties. Leurs expériences auront servi au moins à prouver qu'une vraie littérature dramatique n'est pas d'une invention aussi simple qu'on l'avait cru, et qu'il faut autre chose, pour prendre rang parmi les grands auteurs dramatiques, qu'une faculté puissante poussée jusqu'au génie ou l'appui d'une vérité partielle. Chacune de ces écoles aura laissé après elle un enseignement. Les romantiques nous auront appris pour toujours une vérité triviale que nous avions désapprise, et dont nous n'avions jamais été bien assurés en France : c'est que l'imagination doit jouer le premier rôle dans

les œuvres d'*imagination*, et que la poésie ne doit pas être proscrite des œuvres poétiques sous des prétextes pédantesques de bon sens et de logique. Désormais il ne sera plus permis aux individus de cette race que les Anglais désignent sous le nom de *poetasters* d'ennuyer les honnêtes gens de leurs inepties rimées, et de faire passer pour des inspirations du génie modéré par la sagesse leurs lieux-communs sans âme et leurs centons réchauffés. Que le romantisme, malgré toutes ses extravagances, soit béni pour cette œuvre sainte! L'imagination doit donc prendre au théâtre la place qu'une certaine abstraction métaphysique née de l'imitation froide des grands modèles y avait usurpée; voilà la leçon que nous a enseignée le romantisme, et que rien désormais ne pourra nous faire oublier. La tentative présomptueuse d'usurpation de la secte qui essaya de réagir contre le romantisme n'aura pas été complétement stérile et aura laissé au moins de son passage la constatation d'une vérité négative que les romantiques avaient méconnue : c'est que le bon sens doit être le fondement invisible, le support caché sur lequel le drame, comme toutes les autres œuvres de l'esprit, doit être bâti. Enfin le théâtre réaliste à son tour, par l'exagération et la crudité de ses peintures, aura enseigné et comme enfoncé dans l'esprit des contemporains deux ou trois leçons excellentes, à savoir que l'auteur dramatique doit autant que possible prendre ses formes dans le monde qui l'entoure, qu'il faut à l'imagination, sous peine de s'étioler et de s'épuiser en rêveries incohérentes et en fantaisies désordonnées, un aliment solide, et que cet aliment, c'est la réalité qui peut seule le lui fournir, qu'il est vain au poète de croire qu'il pourra étudier l'homme *éternel* autrement qu'à travers ses contemporains. Prenez donc le théâtre moderne dans ses diverses phases comme une série d'expériences et d'enseignemens. Il aurait mieux valu sans doute qu'un grand génie vînt d'emblée nous révéler l'art dramatique dans toute sa complexité; mais ce poète ne s'étant pas présenté, nous devons être reconnaissans envers ceux qui nous ont fait découvrir et comprendre l'une après l'autre chacune des conditions de cet art difficile.

Je crois donc toutes ces expériences partielles à peu près terminées; les leçons qu'elles pouvaient nous donner, nous les savons par cœur, les émotions qu'elles pouvaient nous faire éprouver, nous les avons épuisées. Maintenant, si l'on me demandait quel sera le caractère de la nouvelle période qui va s'ouvrir, je répondrais : un certain éclectisme, une certaine tentative de conciliation et de fusion des divers systèmes qui ont régné exclusivement tour à tour. Cette tentative se fera sans bruit et sans fracas, naturellement, sans que ceux qui l'accompliront s'en rendent bien compte. Les poètes qui ont soutenu l'un ou l'autre de ces systèmes exclusifs, vaincus dans leurs prétentions, prêteront eux-mêmes la main à cette conciliation : soit par désespoir de vaincre désormais avec leurs seules armes, soit par souci de ne pas perdre leur popularité; ils aimeront mieux (la nature du poète est âpre autant qu'ingrate) obéir à la mode que consentir à être oubliés, et triompher en empruntant les armes de leurs ennemis que perdre l'habitude du triomphe. Voyez par exemple avec quelle habileté et quelle aisance M. Émile Augier a accompli sa volte-face, lorsqu'il a voulu triompher de l'école réaliste, et avec quelle dextérité il a su combiner les nouveaux moyens de succès avec les doctrines dont il s'était fait le champion. Nous

sommes bien loin de lui faire un reproche de cette légère métamorphose, car nous sommes de ceux qui trouvent qu'elle lui a réussi; ses facultés naturelles se sont délivrées des entraves factices qu'il s'était imposées, et, s'il n'a pas gagné en élévation, il a beaucoup gagné en étendue et en hardiesse. Ses dernières œuvres sont le résultat d'une fusion habile entre ses anciens principes littéraires et les principes inaugurés depuis son avénement à la scène. Le champion le plus intrépide de la réaction anti-romantique vient de donner lui-même un gage à la cruelle nécessité du temps et aux caprices de la mode, et ce gage a été naturellement une œuvre éclectique. Nous n'avons rien dit de la pièce intitulée *Ce qui plaît aux Femmes*, et vraiment nous aimerions à n'en rien dire. Il est toujours pénible d'exprimer un jugement trop dur, et un des devoirs de la critique, à mon avis, est de l'épargner aux hommes de mérite, lorsqu'elle peut le faire en toute sécurité et sans que les intérêts de la vérité aient à en souffrir. M. Ponsard a voulu, en une seule enjambée, rattraper, dirait-on, tout le terrain perdu depuis qu'il a déserté la scène, et franchir d'un seul bond l'intervalle qui sépare l'imitation du théâtre classique des inventions scabreuses de M. Dumas fils. Comme pour exécuter ce bond il ne se fiait pas à ses propres forces, il a prié la fantaisie de lui prêter ses ailes. Les ailes étaient mouillées sans doute, car le poète n'a pu prendre son essor et a été obligé de marcher pédestrement avec ses ailes aux épaules, tout semblable à un sylphe qui, ayant rencontré une atmosphère trop lourde pour la puissance de son vol, aurait jugé prudent d'aller à pied : spectacle vraiment original! Tout ce que je veux dire de cette œuvre malheureuse, c'est qu'elle est inspirée par l'éclectisme dont nous parlons. Elle a trois petits actes, et chacun de ces actes correspond à un système littéraire différent; le premier révèle une lecture assidue des classiques et surtout de Molière, le second essaie de balbutier la langue des féeries de Shakspeare, le troisième est un hommage rendu au réalisme moderne. Ce troisième acte, le meilleur des trois, est vraiment en son genre une merveille. Parlez-moi de l'ardeur des nouveaux convertis; il n'est rien de tel que les néophytes pour proclamer la gloire des vérités qu'ils ont méconnues. Dans ce dernier acte, M. Ponsard a osé plus que n'a jamais osé M. Dumas fils, car il a transporté sur la scène, dans toute sa hideur, un certain personnage que nos pères ont toujours dissimulé sous des formes plus ou moins avenantes, et qui ne se rencontre avec son vrai visage que dans les satires de Regnier. Quand on prend du réalisme, on n'en saurait trop prendre, a sans doute pensé M. Ponsard. Que n'a-t-il fait le même raisonnement au second acte, et ne s'est-il pas dit que lorsqu'on fait de la fantaisie, on ne saurait craindre l'excès! Nous ne voulons pas insister davantage sur cette erreur d'un homme qui a eu l'honneur de trouver le quatrième acte de *Charlotte Corday;* tout ce que nous avons voulu, c'est constater, par la dernière œuvre du champion le plus renommé de la réaction anti-romantique, cette tendance à la conciliation des doctrines contraires et à l'éclectisme dramatique, qui, nous le croyons, va devenir pendant un certain temps au théâtre moderne la note dominante.

Mais que dis-je? cet éclectisme gouverne déjà au théâtre, où il a inauguré son règne par les succès de M. Octave Feuillet, qui deviennent de véritables triomphes. Le talent de M. Feuillet est en effet, sous une forme exquise et

choisie, la conciliation des divers systèmes littéraires qui se sont succédé de notre temps. En lui se sont unies naturellement et sans effort les doctrines les plus diverses; toutes ont été pour lui des préceptrices bienveillantes, et il n'a eu à subir, pour comprendre leurs leçons, ni tyrannie ni contrainte. Toutes leurs influences se sont insinuées dans son esprit, et s'y sont mêlées pour composer ce talent comparable à ces bouquets d'essences que recherchent les connaisseurs en parfums, dont l'arome compliqué sait chatouiller le cerveau finement sans révolter les nerfs, et provoquer la sensibilité sans étourdir et obscurcir l'âme. Il est romantique par imagination, sensé par caractère, et l'on pourrait parfois le nommer un réaliste sans le savoir. Je ne sais si cet éclectisme trouvera jamais une expression plus vigoureuse de lui-même, mais il pourra difficilement en trouver de plus heureuse et de plus aimable; les œuvres de M. Feuillet sont vraiment le *baiser Lamourette* des doctrines dramatiques en lutte. Cet éclectisme n'enlève rien à l'originalité de l'auteur. Les écoles les plus opposées sont obligées de le saluer; il n'en est aucune qui pourrait le réclamer comme lui appartenant, ou qui voudrait consentir à voir en lui un ennemi. Ses détracteurs (il en a) voient dans cet éclectisme le résultat d'un habile calcul et d'une prudence pratique qui ne veut rien hasarder qu'à coup sûr; mais ce reproche calomnieux tombe devant ce fait, que les pièces auxquelles M. Octave Feuillet doit son succès n'ont pas été composées pour le théâtre, et n'ont été transportées à la scène que bien longtemps après qu'elles avaient été goûtées par tous les lecteurs délicats. Non, ce succès, qui s'expliquerait déjà par le talent de l'auteur, a une cause plus profonde que l'habileté et la prudence du poète. Son talent correspond exactement à la disposition actuelle de l'esprit du public. Le public, qui depuis trente ans a fait tant d'expériences contraires, est las des systèmes exclusifs. Il ne croit à la vérité dramatique absolue ni du théâtre romantique, ni du théâtre réaliste, ni de l'imitation de l'ancien drame français. Il est las de la tyrannie de chacun de ces systèmes, et cependant, tout en rejetant leur domination exclusive, il ne voudrait en abandonner aucun. Il ne veut pas qu'on l'étouffe sous les fleurs poétiques, mais il sait désormais que la poésie a ses droits, et il est heureux de la voir s'épanouir en langage choisi dans les pièces de M. Feuillet. Il sait que les droits de l'imagination n'autorisent pas les infractions aux règles du sens commun, et il remercie M. Feuillet de respecter ces règles sans l'ennuyer et d'être sensé tout en restant amusant. Enfin les réalistes lui ont donné l'habitude des spectacles les plus violens, et, blasé en même temps qu'instruit par des émotions qu'il n'acceptait qu'avec lutte, il applaudit de bon cœur au spectacle de *réalités* qu'il peut contempler sans répugnance. Voilà la vraie cause du succès de M. Feuillet; le public est en parfaite sympathie d'âme avec le poète. Il a subi toutes les influences que le poète lui-même a subies, et, quoiqu'il se soit lassé de toutes et qu'il les ait rejetées, il lui est pourtant resté quelque chose de chacune d'elles. Il est romantique, réaliste, classique à la manière de M. Feuillet. Il rencontre un poète qui a subi les mêmes influences et traversé les mêmes expériences que lui; il le salue et l'applaudit.

Jamais succès ne fut donc plus légitime, ni plus naturel. Cependant je ne puis m'empêcher de féliciter M. Feuillet sur l'heureuse étoile qui protége

sa destinée. Vraiment les fées qui présidèrent à sa naissance jetèrent sur lui les lis à pleines mains. Non-seulement il n'a qu'à se montrer pour vaincre, mais tout le monde travaille pour lui. Voyez plutôt! Grâce à cette corrélation mystérieuse qui existe entre le talent du poète et la disposition d'esprit du public actuel, M. Feuillet se trouve l'héritier naturel de toutes les écoles qui se sont succédé depuis trente ans; il triomphe sans obstacle là où les autres n'ont réussi qu'avec effort. *Rédemption* est acceptée sans réserve et sans difficulté; combien fut différent autrefois le sort de *Marion Delorme*, la première en date des courtisanes purifiées de notre moderne littérature! Le public écouta avec une attention muette et mécontente les drames de M. Dumas fils : *le Demi-Monde* et *Diane de Lys; Dalila* a été applaudie avec emportement. Les admirables fantaisies dramatiques d'Alfred de Musset ont eu besoin de vieillir avant d'être acceptées et comprises; les proverbes de M. Feuillet, dès leur entrée dans le monde, ont été accueillis avec un sourire. *Sic vos non vobis mellificatis, apes*. Je ne connais personne dont le talent mérite mieux les couronnes que celui de M. Feuillet; qu'il pense quelquefois cependant que le destin les a accordées à ses devanciers et à ses émules d'une main plus avare. « Tout se paie dans ce monde, disait Napoléon, tout se paie, surtout la gloire : » vérité trop cruelle que connaissent même les privilégiés de la fortune et du génie, mais dont la fée marraine qui protége M. Feuillet lui a épargné l'expérience.

Donc *Rédemption* a réussi et méritait de réussir, ainsi qu'en conviendront tous ceux de nos lecteurs qui ont conservé le souvenir de ce drame brillant et fin. Je n'ai pas à faire ressortir les qualités d'une œuvre qui est familière à toutes les imaginations, je me bornerai à présenter à l'auteur quelques observations. Les retouches qu'il a faites à son œuvre sont heureuses sans doute, mais j'aurais préféré que M. Feuillet eût le courage de faire jouer son drame tel qu'il l'avait primitivement écrit. La pièce à l'origine portait un costume de fantaisie que les corrections de M. Feuillet ont gâté, à mon avis, en plus d'un endroit. Il résulte de ces corrections que le drame n'a plus un caractère aussi tranché, et qu'il hésite trop souvent entre les pièces de fantaisie et ces pièces du théâtre moderne que j'appellerai, faute d'un autre mot, les pièces à habits noirs. Les effets de perspective créés par la fantaisie sont en partie détruits par ces remaniemens; l'imagination du spectateur se meut moins à l'aise. Si M. Feuillet assistait à la première représentation de son drame, il s'est peut-être reproché, dans une minute de frayeur panique, de n'avoir pas pris le parti de faire représenter son œuvre telle qu'il l'avait conçue, car nous avons craint un instant que ces corrections et ces rallonges ne nuisissent au succès de l'ouvrage. C'est au quatrième tableau seulement que le succès a été décidé; jusqu'alors l'intérêt était resté stagnant, grâce à un certain prologue dont on a essayé de nous expliquer l'utilité, mais qui, selon nous, est parfaitement oiseux et ne se rattache que de la manière la plus indirecte et la plus lointaine aux événemens du drame. L'exposition a été écoutée froidement et n'a pas obtenu du public toute l'attention et toutes les louanges qu'elle mérite, peut-être à cause de la forme capricieuse que lui a donnée l'auteur, qui, n'ayant pas écrit primitivement sa pièce en vue de la représentation, a laissé à son imagination toutes ses ressources et toute sa liberté. Cette exposition est divi-

sée en deux actes ou pour mieux dire en deux *compartimens;* pour quelle fût bien comprise, il faudrait que les deux tableaux pussent être présentés simultanément au spectateur, car cette exposition a pour but de montrer les deux extrémités entre lesquelles est ballottée une âme dévorée par le doute et l'ennui : d'une part la religion et l'appel à Dieu, d'autre part l'incrédulité résolue et le raisonnement infernal. Cette exposition est une thèse de psychologie très finement dramatisée et construite comme un raisonnement hégélien : le prieur des Camaldules et le sorcier juif représentent les deux *antinomies* entre lesquelles se débat l'âme de Madeleine jusqu'au moment où le *devenir* apparaît sous la forme aimable de Maurice. Je me plais d'autant plus à faire ressortir la finesse de cette exposition, que le public n'en a pas compris, à mon avis, la véritable portée. Mais lorsque le drame est sorti de la psychologie pour entrer dans l'action et dans la passion, la partie a été définitivement gagnée et l'attention n'a pas fléchi un instant. Dans cette dernière partie, M. Feuillet a ajouté une scène très habilement inventée, très dramatique, qui est la plus heureuse des modifications qu'il a fait subir à son drame, et dans laquelle Mlle Fargueil, actrice qui excelle à merveille à rendre un certain genre de passion insolente, s'est surpassée elle-même et s'est montrée comédienne accomplie. Nous voulons parler de la scène où Madeleine, cachée derrière un paravent, écoute avec une colère forcée de se contenir les outrages de Maurice, les appréciations insultantes et injustes qu'il fait de son caractère et de son cœur. Si M. Feuillet est sûr d'avoir en abondance de telles inspirations, il peut tenter le drame avec assurance.

Nous espérons que le succès de *Rédemption* se maintiendra, car ce succès est mérité et littérairement et moralement. A ce dernier point de vue, *Rédemption* peut être considéré comme la conclusion d'un débat moral que le théâtre s'est plu à soulever depuis dix ans, débat qui roule tout entier sur le personnage de la courtisane, et dans lequel personne à mon sens, si ce n'est M. Feuillet, n'a dit un mot vrai, juste et équitable. On a fait valoir des argumens pour et contre, plus ou moins brillans, plus ou moins ingénieux, mais qui n'avaient guère d'autre mérite que celui de paradoxes bien lancés. Les uns ont tenté de réhabiliter les courtisanes sans songer à toutes les choses sacrées que cette audacieuse tentative insultait; les autres les ont outragées brutalement sans songer à ce que ces outrages avaient d'absurde, d'illogique et de contraire à la charité la plus élémentaire. M. Feuillet avait l'esprit trop mesuré et trop moral pour tomber dans aucune de ces extrémités; il est venu, et sur cette question orageuse il a prononcé une parole vraie, une parole de pitié et d'humanité qui nous semble la conclusion naturelle de ce débat. Ne pensez-vous pas que nous ferions bien de rester sur cette parole d'un cœur honnête et délicat et de saluer dans la Madeleine de *Rédemption* la dernière et la meilleure des *dames aux camélias?*

ÉMILE MONTÉGUT.

V. DE MARS.